LA CULTURE DIPLOMATIQUE DES ANNÉES 1650, ou son imaginaire

par
Marie-Hélène Côté

Une thèse soumise comme exigence partielle
en vue de l'obtention d'un doctorat en histoire
juin 2011

Département d'histoire
Faculté des Arts
Université McGill
Montréal

©Marie-Hélène Côté, 2011

ABSTRACT

This dissertation aims at redefining the term *diplomatic culture* in the 1650s in France and England. This task will be done via a data of 10 French and English embassies and with the help of a unique source in the field of diplomatic history: the newspapers. While analyzing the articles of both the *Mercurius Politicus* and the *Gazette*, the *diplomatic culture* of this period seems to change in form, influenced by both the goals of the French and English governments in writing these newspapers, but also shaped by the views of the readers of this new medium.

Beginning with a description of its methodology and the evolution of the different types of historiographies used in here, this dissertation then moves towards a parallel analysis of both the content of diplomatic correspondence and the articles of these two newspapers for this period. Such comparisons suggest that the diplomatic correspondence offers a more detailed, personal and even *down to earth* accounts of diplomatic missions. On the other hand, newspapers prefer to use diplomats as tools to promote various policies, values, and ideas. Diplomats, in such articles, do not have to defend their honor or the honor of their country: their presence abroad already symbolizes such an honor, according to the editors of these newspapers. Confronted with these two different perspectives, the definition of *diplomatic culture* needs to be reconsidered, mainly based on the actors affecting the evolution of this notion.

Such a perspective demonstrates that by the middle of the 17th century, the representative public sphere did exist, but was also shared by a certain civil public sphere, where the voice of the public was starting to have its own weight. This public did not just limit itself to reading newspapers; it also affected their content by its own interests and values. Therefore, *diplomatic culture* was not only limited to the selected world of the diplomats and state leaders, but also spread to this new public and even evolved partly according to its own views.

RÉSUMÉ

Cette thèse propose un questionnement sur la notion de *culture diplomatique* durant les années 1650, en France et en Angleterre, à l'aide d'un échantillon de 10 ambassades françaises et anglaises et grâce à une source inédite dans le domaine de l'histoire diplomatique : les périodiques. Au fils des pages du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*, la culture diplomatique apparaît sous une nouvelle forme, modifiée en partie par les objectifs des gouvernements français et anglais lorsqu'ils faisaient écrire ces articles, mais aussi par les idéaux des lecteurs de ce nouveau médium.

Présentant tout d'abord les menus détails de sa méthodologie et l'évolution de l'historiographie des différents sujets abordés ici, cette thèse offre ensuite une série de parallèles entre le contenu de la correspondance diplomatique et des articles de ces deux périodiques, pour cette période. De telles comparaisons permettent de découvrir que la correspondance diplomatique laissa une image plus personnalisée, détaillée et souvent réaliste des missions diplomatiques de l'époque. À l'inverse, les périodiques eurent plutôt tendance à associer les diplomates à des objets utiles, quoi qu'impersonnels, dont l'usage ultime était d'appuyer différentes politiques, valeurs ou idéaux. Les agents publics, au travers de ces pages, n'ont pas à défendre leur honneur ou celui de leur État : leur présence à l'étranger se veut à elle seule une garantie de la puissance de leur pays. De telles tangentes obligent à reconsidérer la définition de la culture diplomatique, principalement en fonction des acteurs qui en affectèrent l'évolution.

Une telle perspective prouve qu'au milieu du 17^{e} siècle, la sphère publique représentative existait, mais conjointement aussi à une certaine sphère publique civile, où le poids de ce public pensant se faisait déjà sentir à certains niveaux. Ce public ne se limitait pas à simplement lire ces divers articles : il en affecta aussi le contenu par ses intérêts et ses valeurs. La culture diplomatique ne se voulait donc pas seulement limitée au monde clos des élites étatiques et des diplomates eux-mêmes, mais s'étendait jusqu'à ce nouveau public, évoluant ainsi en partie selon ses vues.

À Maman et Papa

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos _____ IX

Remarques et abréviations _____ XIX

Chapitre 1) De la culture diplomatique à ce jour _____ 1

Chapitre 2) De la France et l'Angleterre dans l'Europe des années 1650 _____ 25

Chapitre 3) De *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* _____ 45

Chapitre 4) Le diplomate, un symbole _____ 71

Chapitre 5) Le diplomate et un certain espace publique _____ 107

Chapitre 6) Le lecteur et la culture des apparences _____ 131

Chapitre 7) Le lecteur et l'honorable espion _____ 163

Chapitre 8) Le lecteur et l'art de négocier _____ 187

Chapitre 9) Où il est question d'un certain ordre international _____ 221

Chapitre 10) L'imaginaire, rêve ou réalité _____ 265

Appendice 1) Comment furent choisis ces dix missions et quelles furent les grandes lignes de chacune d'elles _____ 275

Critères de sélection _____ 275

Bibliographie annotée _____ 277

Appendice 2) Périodiques anglais et français publiés durant la période 1648-1660 _____ 283

Appendice 3) Articles répertoriés dans les volumes de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* pour l'ensemble de notre période d'étude _____ 289

Appendice 4) Leviathan _____ 315

Appendice 5) Dorislaus' Ghost _____ 317

Appendice 6) Exemples de pages du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* _____ 319

Bibliographie _____ 321

Avant-propos

C'est le temps que tu as perdu pour ta rose

qui rend ta rose si importante

Antoine de Saint-Exupéry

L'ironie de la vie est telle, qu'un simple petit essai de maîtrise s'est dernièrement transformé en une œuvre comportant plusieurs chapitres. Ayant tout d'abord seulement survolé le domaine de l'histoire diplomatique, je m'y suis ensuite attardé avec soin. Ce plongeon m'entraîna vers un nouveau monde, bien au-delà des traités théoriques jadis feuilletés. Un univers où non seulement les valeurs et les idéaux humains prennent de nouvelles tournures, mais où ces tournures varient passablement selon la manière avec laquelle elles sont parcourues.

Face à ce labyrinthe d'interprétations, j'ai voulu proposer une méthode cartésienne, pour enjamber les idées reçues. À l'origine de mon projet, cette méthode entrelaçant l'usage des périodiques gouvernementaux et des correspondances diplomatiques me semblait fort simple. Il suffisait à mes yeux de comparer chaque événement dans chacune des sources et dans tirer mes propres conclusions, le tout, échelonné sur plusieurs décennies du 17^{e} siècle. Une telle approche me permettrait non seulement d'établir ma propre vision de la culture diplomatique, mais aussi de me positionner sur les débats entourant la signature des traités de Westphalie. Deux et deux font quatre, n'est-ce pas? Toutefois, malgré la rigueur que m'imposait cette approche, je découvris bien rapidement que semblable à la grenouille de La Fontaine, mon projet risquait de devenir aussi gros que le bœuf et de courir le risque d'éclater. Force me fut

donc d'attaquer cette dissertation de façon non pas moins ambitieuse, mais plutôt plus efficace et appropriée.

Les périodes charnières m'ayant toujours fascinée, 1648 m'apparaissait à l'origine comme un moment clé de l'histoire européenne, d'où l'institution diplomatique ne pouvait que sortir changée. Une analyse plus poussée m'a ouvert les yeux sur une réalité encore plus complexe, avec une panoplie de questions offrant chacune l'opportunité d'une thèse…L'une d'entre elle me marqua plus particulièrement : 1648 fut-elle vraiment cette clé de voute historique tant de fois décrite, ou a-t-elle été tout simplement la confirmation d'un état de choses déjà établi non officiellement par le passé? À ce noyau de questionnements, plusieurs autres éléments vinrent ensuite se greffer : la laïcisation, la souveraineté et le droit international. Devant l'ampleur de chacune de ces thématiques, il devint nécessaire de réorienter mon projet pour éviter l'éparpillement en une multitude de segments.

Si la nature des débats entourant la signature des traités de Westphalie devait rester le point de départ de mon étude, je laisse à d'autres l'alimentation de ces discussions. Mon étude vise l'histoire diplomatique, et non un mélange de celle-ci avec l'histoire de la politique internationale. Malgré ce changement de cap, un nouvel obstacle se dressait maintenant sur ma route : la période étudiée. Voyant grand, je visai d'abord une étude de cas s'étendant sur l'entité du 17^{e} siècle. Toutefois, la lecture de mes premiers microfilms de correspondances diplomatiques me força à revenir sur ma décision : un tel projet engloberait une bien trop grande quantité d'information pour le travail que je désirais faire. Je risquais fort bien de me perdre dans une mer de missives écrites par les diplomates, et plus principalement par les agents publics français.

Plutôt que d'englober le siècle dans son ensemble, je décidai alors de ne viser qu'une seule décennie : celle allant de la signature des traités de Westphalie au mariage de Louis XIV avec l'infante espagnole. Cette période, anomalie historique d'un côté de la Manche et période trop souvent ombragée par le règne du Roi-Soleil de l'autre, ne cessait alors de m'intriguer. Elle contient le seul exemple de république de l'histoire anglaise, et offre un entre-deux règnes trop souvent escamoté dans l'histoire française.

Le sol anglais et le territoire français apparaissaient effectivement comme le terreau idéal pour une telle exploration. La nature différente de leur gouvernement et de leur situation internationale offre des éléments de comparaison on ne peut plus alléchants. Délaissé par une bonne majorité de la noblesse ayant suivi Charles II d'Écosse sur le continent, le nouveau gouvernement anglais devait se créer un corps diplomatique à partir des restes laissés par son prédécesseur. À l'inverse, la France, solidifiée sur le plan international par les actions consécutives du Cardinal Richelieu puis de son successeur, le Cardinal Mazarin, jouissait d'un corps diplomatique plus expérimenté. À l'automne 1648, Mazarin venait d'ailleurs de remporter un succès important lors des signatures des traités de Westphalie. La France sortait de ces débats renforcée sur la scène internationale. Mais d'autres problèmes la guettaient déjà : la Fronde et cette guerre interminable avec l'Espagne.

Malgré ces différences, au fils de mes lectures, je découvris non pas une institution diplomatique anglaise et une française, mais plutôt une institution diplomatique déjà quelque peu internationale, aux traits similaires malgré les nombreuses différences entre ces deux pays. Ces ressemblances s'exprimaient principalement dans la façon dont les diplomates, tant anglais que français, percevaient leur travail. Elles

refaisaient aussi surface dans le ton que les gouvernements anglais et français utilisaient dans leurs missives pour parler de leurs agents publics. Toutefois, ces mêmes élites étatiques prenaient une tout autre approche pour parler de l'institution diplomatique par le biais des plumes des éditeurs des journaux d'État de l'époque. Les journaux d'État présentaient généralement ces hommes sous le couvert de l'anonymat, en ne mentionnant généralement que leur titre diplomatique. À l'inverse, les diplomates se décrivaient eux-mêmes dans leurs missives de façon très personnalisée, favorisant bien souvent même un style émouvant et captivant. Si la correspondance diplomatique nous force à réfléchir sur les arcades du métier de diplomate et le rôle prééminent que jouèrent souvent les tractations de coulisse, les périodiques nous montrent plutôt une illusion de l'institution diplomatique où l'équilibre des proportions et des lois internationales semblent quasi toujours respecté. Cette impression a marqué les lecteurs de journaux. Ironiquement, c'est aussi celle qui persiste encore de nos jours dans la majorité des ouvrages historiques modernes ne traitant pas exclusivement de l'histoire diplomatique au 17^{e} siècle.

Les périodiques de l'époque s'avèrent donc un atout ultime : ils offrent une piste d'étude pour mieux comprendre l'historiographie actuelle de mon sujet. Le choix de la France et de l'Angleterre comme champs d'études devenait donc encore plus crucial pour mon propos. En effet, chacun de ces pays possédait, durant les années 1650, un périodique gouvernemental couvrant les affaires domestiques et internationales : soi respectivement la *Gazette* et le *Mercurius Politicus*. À l'origine, je me rappelle encore avoir considéré avec doute ces deux médiums. Que d'ennui en perspective, me semblait-il! Pourquoi avais-je accepté cette proposition de mon superviseur? Toutefois, je me dois maintenant de revenir sur mes paroles et de remercier Brian Cowan pour ses conseils. En

effet, ces journaux, bien que parfois redondants, s'avérèrent en réalité comme une nouvelle voie à suivre. Ce nouveau chemin était moins insipide que je ne l'avais cru de prime abord : non seulement ces pages m'offraient une nouvelle perceptive sur l'institution diplomatique de l'époque, elles me permirent aussi de tâter le pouls de mon sujet à l'aide d'un nouvel instrument, le lectorat.

Excitée par mes découvertes, de nouvelles questions se mirent à germer au fil de ma rédaction. Et si ce peuple lecteur de périodiques avait contribué à l'évolution de l'institution diplomatique? La petite grenouille se mit à rêver à nouveau au bœuf… Je devrais, me dis-je, créer un répertoire d'écrits laissés par des lecteurs de ces périodiques. Je pourrais ensuite analyser si leurs écrits parlent du contenu de ces journaux, et plus spécifiquement, des articles traitant des affaires diplomatiques. Ensuite, je tenterais d'évaluer l'opinion de ces lecteurs sur leur lecture et sur l'institution diplomatique elle-même. Puis, je … Mais trêve de rêveries! Un tel projet sera plutôt l'objectif d'un travail futur, où je pourrai mettre toute l'énergie voulue à ce seul et unique but. Dans ma thèse actuelle, je me suis plutôt limitée à proposer, en guise de conclusion, une ébauche d'un tel travail et de ce qu'il pourrait apporter au domaine.

Limitée ainsi dans le temps et l'espace, il ne me restait plus qu'à tracer les contours de mon étude micro historique. La décennie 1650 s'avérait en effet riche en événements internationaux. Plusieurs diplomates, tant anglais que français, parcoururent le continent à la recherche de divers objectifs. Suite à l'établissement d'une liste de critères et à de nombreux sacrifices, je parvins à limiter mon choix à 10 missions. Ces dernières apparaissaient toutes à intervalles différents dans la *Gazette* ou le *Mercurius Politicus*. Une telle approche s'avéra si spécifique que j'en vins parfois même à tomber

dans le piège et ressentir un certain attachement pour ces hommes et les difficultés auxquelles ils firent face, et à frémir de joie lors de leurs succès. Un tel sentiment ne pouvait que faire ressortir davantage l'apparente froideur avec laquelle les journaux traitaient de ces hommes et de leur mission. Toutefois, au fil de mes lectures de ces périodiques, j'en vins à me questionner : s'agissait-il de froideur, ou plutôt d'une nouvelle ferveur? L'intérêt n'était plus dans les diplomates et leurs succès ou échecs en tant qu'individus, mais plutôt dans le rôle des diplomates en tant que représentants, que symboles de leurs nations. Échecs et succès n'étaient plus ceux d'un seul individu dans les pages du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* : ils devenaient ceux d'un royaume entier.

À ces divers changements de cap que je fis subir au vaisseau de mes recherches, je tiens à ajouter un ultime regret : de ne pas avoir inclus le journal de Sieur Thomas Bendish dans mon mémoire. Je n'ai malheureusement découvert l'existence de ce petit document que quelques mois avant la fin de mon projet. Alors, je ne pouvais plus me déplacer aux archives d'Essex, en Angleterre, pour dévorer ce manuscrit.[1] De plus, étant donné le rôle secondaire que jouait Bendish dans mon projet, j'ai décidé de ne pas retarder la soumission de ma dissertation. Toutefois, un voyage en Essex est maintenant dans mes plans futurs, ne serait-ce que pour mieux comprendre comment Bendish lui-même vécut son altercation avec Richard Lawrence durant sa mission à Constantinople.

Mon travail n'est pas une description de la nature exacte de la diplomatie au milieu du 17^{e} siècle, mais plutôt un portrait de la perception qu'on en avait. Une partie de

[1] *Estate and Family Records*, «Diary of Sir Thomas Bendish», 1650-1660, Essex Record Office, Chelmsford, D/DHf O4

ce travail proposera une explication sur l'origine du ravin divisant les écrits des diplomates et des éditeurs de journaux lorsqu'ils abordaient la nature de l'institution diplomatique. Toutefois, le but ultime de ce travail n'est pas tant dans les recherches des origines de ces différences que dans l'explication de leurs possibles impacts sur l'évolution de la diplomatie. Sans prétendre expliquer ici l'ensemble des multiples subtilités de l'institution diplomatique de l'époque, je veux toutefois expliquer en ces pages comment la diplomatie fut influencée dans son évolution par la perception que les contemporains en eurent, durant les années 1650. La parole ne sera donc pas tant donnée aux historiens, mais plutôt aux diplomates, hommes d'État et lecteurs de l'époque. De ces multiples acteurs ressortira non pas uniquement une perception de la diplomatie en tant que telle, mais plutôt de la culture diplomatique. Perception que l'on pourrait même associer à un imaginaire, par les origines de son existence.

Si le parcours me menant au terme de mon voyage fut parfois hérissé d'épines et de ravins, il n'en fut pas moins aussi éclairé par la présence de lampadaires. Des gens qui, par leurs actions, leurs conseils, et parfois même uniquement leur présence, me permirent de me surpasser et de coucher sur papier le fruit de mes travaux. Sur une période de cinq ans, j'eus la chance de rencontrer plusieurs personnes qui jouèrent un tel rôle dans ma vie. Je tiens toutefois à prendre un temps d'arrêt ici pour en remercier quelques-unes dont l'aide me fut particulièrement précieuse. Malgré la brièveté de ces remerciements présentés en quelques lignes, leur présence et leurs actions me furent d'un réconfort inestimable dans l'accomplissement de ce projet.

Mes premiers mots vont à messieurs Julian Swann et Barry Coward, du Collège Birkbeck de Londres, membres de l'Université de Londres. Leurs encouragements et leurs conseils me permirent de mieux comprendre la discipline historique et m'ouvrirent la porte de l'histoire diplomatique. Cette nouvelle artère me fit pousser des ailes qui m'amenèrent à entreprendre un doctorat. Devenue ainsi non seulement voyageuse à travers les siècles, j'en vins aussi à promener mes valises de l'autre côté de l'Atlantique, passant de nombreuses semaines dans différents centres d'archives en France comme en Angleterre. À ce sujet, je tiens à remercier les archivistes et le personnel de soutiens de la Boldeian Library à Oxford, de la British Library à Londres, des Archives nationales du Royaume-Uni à Kew, de la Bibliothèque nationale – Richelieu ainsi que des Archives des Affaires étrangères à Paris. Tous ces gens m'aidèrent à passer à travers l'arsenal d'épreuves administratives assiégeant parfois les études d'archives. Lors de ces nombreux voyages, Sylvie Paquet et Marcel Bélanger m'offrirent non seulement l'hospitalité au cœur même de Londres, mais me montrèrent aussi à vivre selon le pouls de cette métropole et me communiquèrent leur passion des voyages.

De telles pérégrinations n'auraient toutefois pas été possibles sans l'aide du département d'Histoire et de la faculté des Arts de l'Université McGill. Celles-ci m'offrirent non seulement un soutien financier, mais l'aide et les conseils de leurs employés administratifs. Un merci tout spécial à Colleen Parish, Sylvia Crawford, Mitali Das et Karen Connors pour leur humanité et leur dévouement. Une pensée spéciale aussi pour le Groupe d'histoire de l'Atlantique français, porté par le fonds Andrew Mellon, qui m'apporta une aide financière et m'aida à comprendre la richesse du métier d'historien. À

travers ce cercle d'érudits, j'appris entre autre à connaître Catherine Desbarats dont les connaissances et la rigueur historique m'ont conduite au dépassement.

Au moment d'entreprendre mon doctorat, j'ai tâté préalablement le terrain de diverses universités, en allant rencontrer celui ou celle qui serait mon superviseur compte tenu de l'université choisie. Je me rappelle encore le jour où je suis entrée dans le bureau de M. Cowan. Son intérêt était tel pour mon projet qu'il gonfla instantanément les voiles de mon vaisseau. Fidèle à lui-même, Brian Cowan sut, durant toutes ces années, m'aider à pousser mes limites plus loin, tout en étant toujours présent lorsque le besoin s'en faisait sentir. Nul mot ne pourra jamais décrire l'étendue de ma reconnaissance envers lui. D'autres érudits m'aidèrent aussi à étendre les raisonnements par la qualité de leurs conseils et la pertinence de leurs questions. Un merci particulier entre autres à Nicholas Dew et à Lucien Bély.

À ces nombreux éloges académiques s'ajoutent aussi quelques remerciements plus personnels. Je souligne d'abord le rôle joué par madame Michelle St-Jacques, enseignante au Collège Durocher de Saint-Lambert, et Élizabeth Digeser, professeure émérite de l'Université McGill, grâce auxquelles je découvris ma passion pour l'histoire. Une pensée spéciale va aussi à Didier Auffret pour le rôle excessivement positif qu'il a eu dans ma vie. Merci aussi à Nathalie Gobeil, James Wallace et Margaret Carlyle pour leur amitié et la qualité de nos échanges sur mes travaux et divers autres sujets.

Enfin, ce travail n'aurait jamais vu le jour sans l'amour de mes parents, de ma sœur et de mon conjoint. Cette thèse puise ses racines très loin, dans l'amour de

l’Histoire que m’a transmis mon père et dans la passion pour la lecture, héritée de ma mère.

Remarques et abréviations

Pour les notes en bas de page, je me suis servie de la convention du titre abrégé (*short title*) chaque fois que cela était possible, suite à une première citation détaillée. Pour faciliter la cohérence de ma dissertation, j'ai choisi d'utiliser uniquement les dates du calendrier grégorien, ainsi que les abréviations suivantes.[2]

Archives :

AE	*Archives étrangères (France)*
CP	*Correspondance politique (France)*
BNR	*Bibliothèque nationale – Richelieu (Paris)*
MSFR	*Manuscrit français*
BoL	*Boldeian Library (Oxford)*
RW	*Rawlinson Manuscript collection*
TM	*Tanner Manuscripts*
BrL	*British Library (London)*
VP	*Vernon Papers*
MssA	*Mss Additional*
NA	*National Archives (Royaume-Unie)*
SP	*Secretaries of State: State Papers Foreign*
MPI	*Map & Plans (Royaume-Unie)*

[2] Lors de ma période d'étude, l'Angleterre utilisait encore le calendrier julien, alors que le reste de l'Europe avait déjà passé au calendrier grégorien, ce dernier positionnant chaque date 10 jours à l'avance de l'autre.

Chapitre 1 : De la culture diplomatique à ce jour

La culture diplomatique des années 1650 en France et en Angleterre, selon les périodiques de l'époque…

Que d'anachronismes, de problématiques, d'ambiguïtés et de contradictions dans ces quelques mots! Anachronisme principalement, car le mot diplomatie lui-même n'acquerra sa définition contemporaine que vers la fin du 18^{e} siècle. Problématique quant à la date choisie, car ce n'est que récemment que les recherches ont démontré que 1648 ne fut pas cette clé de voûte historique si souvent mentionnée. Problématique thématique aussi puisqu'à ce jour, l'institution diplomatique fut principalement associée aux sphères privées du pouvoir étatique, alors que son rôle public en tant qu'agent social se joua surtout dans l'ombre. Ambiguïté ensuite dans le choix apparemment subjectif de la France et de l'Angleterre comme zones d'exploration pour ce travail, alors que toutes deux furent secouées au 17^{e} siècle par ce que certains considèrent comme une période de crise générale à la grandeur de l'Europe. Contradiction finalement, car jamais à ce jour les périodiques gouvernementaux ne furent utilisés comme source principale d'une étude de la diplomatie à cette époque. En effet, ce médium en était alors à ses débuts et généralement perçu comme essentiellement propagandiste.

Toutefois, ces soi-disant obstacles furent choisis en toute connaissance de cause. Tout d'abord l'usage des périodiques permet la démonstration de l'existence de liens indirects entre leurs lecteurs et les diplomates qui y sont mentionnés. De ces échanges non officiels naît un troisième élément : un imaginaire de la culture diplomatique. En

étudiant les trois côtés de ce triangle — diplomates, lecteurs et imaginaire — nous pourrons découvrir une nouvelle culture diplomatique. Mais avant d'en arriver là, il est nécessaire de préciser la définition actuelle de ce concept.

Le terme *diplomatie* dérive de sa racine grecque *diploun*, qui signifie 'plier', verbe se rapportant aux passeports et documents de voyage durant l'Antiquité. Ces pièces légales étaient généralement estampées sur des plaques métalliques pliées puis cousues ensemble, d'où dérive probablement l'origine de leur nom. Plus tard, ce mot décrira un type de papiers officiels confirmant les privilèges et ententes entre deux puissances distinctes. Vers la fin du 17e siècle, ce vocable se retrouvera dans la locution *res diplomatica*, c'est-à-dire les affaires diplomatiques, comprises alors comme la gestion des archives et des diplômes. Il est aussi possible que le terme latin *diploma* ait influencé une telle définition. En France, *diploma* désignait «une charte ou pièce officielle».[3] Selon le dictionnaire de Rey, le mot *diplomaticus* fut inclus dans le latin scientifique en 1708, alors que 18 ans plus tard, l'adjectif *diplomatique* fut officiellement incorporé dans la langue française. Il était alors défini comme «relatif aux diplômes qui règlent les rapports internationaux.» En Angleterre, la définition moderne du terme *diplomatie*,[4] par opposition à la gestion des documents d'archives, apparut seulement à la fin du 18e siècle.[5] Ainsi, les auteurs des débuts de l'époque moderne utilisèrent différents termes, tel

[3] Alain Rey (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1992, p. 57. Le livre de Jean Mabillon donne un excellent exemple de la façon dont le terme 'diplomatique' était compris à l'époque. Quoi que la première édition paru en 1708 et ne fut suivi par la deuxième qu'en 1767, toutes deux utilisent ce terme pour désigner l'analyse et la préservation des chartes et des archives. Jean Mabillon, *Histoire des contestations sur la diplomatique*, 2e édition, Naples, J. Gravier, 1767.

[4] «Branche de la science politique qui concerne les relations internationales; action et manière de représenter son pays auprès d'une nation étrangère et dans les négociations internationales; fonction carrière de quelqu'un qui est employé à cette représentation, corps constitué par ces fonctionnaires.» (Définitions tirée du site Les Éditions Larousse, *Dictionnaires français en ligne*, [http://www.larousse.com/fr] (Consulté le 21 juin 2010)

[5] Harlod Nicolson, *Diplomacy*, London, Oxford University Press, 1963, p. 28.

que *négociations*, comme substitut à ce que nous appelons maintenant *diplomatie*. De façon à éviter toute confusion terminologique, le vocable *diplomatie* sera ici utilisé dans sa définition moderne.

Puisque nous en sommes aux spécificités linguistiques, il est nécessaire de souligner que le titre d'*ambassadeur* n'était pas accordé à tous les diplomates. Une variété de facteurs influençait le titre donné à un agent public, soit son rang social, la nature de sa tâche, ou l'endroit où il était envoyé en mission. De ces divers critères, un certain nombre de titres diplomatiques virent le jour établissant une classification entre les divers agents diplomatiques.[6] Ainsi, dans le but d'assurer la fluidité de ce papier, les termes *diplomates* et *agents publics* seront utilisés comme équivalents pour englober l'ensemble de ces différents postes, malgré l'anachronisme terminologique d'un tel choix.

Pour revenir à la définition de la diplomatie, son évolution eut une conséquence importante à long terme : encore maintenant, une certaine tendance persiste à appliquer le sens de ce terme à la gestion des archives, à leur étude et même à leur interprétation. Par exemple, on confond souvent la *diplomatie* avec les Affaires étrangères et l'histoire militaire. C'est ce que fait le dictionnaire Larousse quand il définit la *diplomatie* comme «politique extérieure d'un pays, d'un gouvernement.»[7] Les travaux consacrés à l'histoire de la diplomatie décrivent généralement les actions des chefs d'État en matière de politique étrangère ainsi que leurs conséquences. Peu d'œuvres de ce genre inclut un chapitre analytique sur la nature de l'institution diplomatique durant les périodes

[6] Voir l'article suivant pour d'avantages d'information sur ces diverses classifications et leurs significations: Marie-Hélène Côté, «What did it Mean to be a French Diplomat in the 17th and Early 18th Centuries?» *Annales canadiennes d'histoire*, vol. 45, n° 2 (2010), p. 241.

[7] Les Éditions Larousse, *Dictionnaires français en ligne*, [http://www.larousse.com/fr], consulté le 21 juin 2010.

concernées, sur son évolution ou sur les éléments qui influencèrent la tâche des diplomates.[8]

Une autre raison expliquant cette confusion terminologique réside peut-être aussi dans le manque d'intérêt que la diplomatie, telle que définie de nos jours, suscita chez les historiens modernes. Cette quasi indifférence perdura jusqu'au crépuscule du 20e siècle, et ce malgré l'abondance d'archives diplomatiques. Les chercheurs ont proposé diverses raisons pour justifier cet état des faits. D'abord, selon certains, les archives diplomatiques ont été longtemps considérées comme trop monotones et redondantes pour être dignes de servir dans un débat sérieux sur l'institution diplomatique en soi.[9] Une telle explication laisse toutefois perplexe. De fait, ce type d'archives fut rarement utilisé, du moins avant la fin du 20e siècle, dans le but d'initier un réel débat sur la nature de la diplomatie. On les a tout au plus consultées pour recréer des chronologies détaillées d'événements associés aux Affaires étrangères. Ces chronologies étaient, et restent encore, des ressources exploitées par les historiens et les chercheurs d'autres domaines.[10] Elles permettent entre autre d'identifier certains facteurs ayant influencés l'évolution de la diplomatie. En effet ce n'est qu'en positionnant la diplomatie dans le contexte de l'échiquier international de l'Europe du 17e siècle qu'il devient possible de discerner pourquoi les ambassades devinrent permanentes, pourquoi les princes finirent

[8] Voici quelques exemples de ce genre d'études: David J. Hill, *A History European Diplomacy*, London, 1905-1906; Menna Prestwich, «Diplomacy and Trade in the Protectorate» *The journal of modern History* , vol. 22, nº 2 (1950), pp. 103-21; Gaëtan de R. de Flassan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, Paris, Treuttel et Würtz, 1811; François Combes, *Histoire générale de la diplomatie européenne; Histoire de la diplomatie slave et scandinave* Paris, E. Dentu, 1856; R. B. Mowat, *A History of European Diplomacy, 1451-1789*, vol. 1, London, Green & Co., 1928 et J. K. Fedorowicz, *England's Baltic Trade in the Early Seventeenth Century; a Study in Anglo-Polish Commercial Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

[9] Sasson Sofer, «Old and New Diplomacy: a Debate revisited», *Review of International Studies*, Vol. 14, 1988, p 196; G. A. Craig, «On the Pleasure of Reading Diplomatic Correspondence» *Journal of Contemporary History*, vol. 26, n° 3-4, (1991), pp. 369-384.

[10] Voir note 6.

éventuellement par accepter ces agents publics, comment les immunités diplomatiques connurent une reconnaissance croissante, et ainsi de suite. De plus, ces documents étant majoritairement issus de la plume des diplomates, ils constituent une source unique et cruciale pour mieux comprendre ces hommes dans le cadre de leur emploie à l'étranger. Ainsi, la redondance ou la lourdeur des archives diplomatiques ne peut justifier la rareté des débats sur la diplomatie.

D'autres historiens attribuent à la Guerre froide le peu d'études en ce domaine. Sofer explique par exemple que pendant la division du monde entre deux pôles opposés, États-Unis versus l'U.R.S.S., les relations entre les nations dépendaient complètement des décisions des chefs d'État. Dans un tel contexte international, les gens prirent donc l'habitude de considérer les diplomates comme de simples pions, ou à la limite, comme des messagers sur un échiquier où toute influence leur échappait.[11] Cette théorie comporte toutefois une faille majeure : elle ne reflète pas l'image que les élites européennes du 17e siècle se faisaient de leur monde, pas plus qu'elle ne s'accorde d'ailleurs avec leurs réalités. Dans un monde où les communications étaient beaucoup plus lentes qu'à notre époque, les diplomates ont souvent pris des décisions par eux-mêmes, sans consulter immédiatement leur prince. Cela implique que la personnalité du diplomate, son expérience, le pouvoir qu'il recevait lors de sa nomination, le respect des immunités internationales et ainsi de suite, pouvaient avoir un impact majeur sur la conduite des négociations qu'il menait. Comme nous le démontrerons dans cette thèse, une portion importante de l'élite et de la bourgeoisie du 17e siècle, en France et en Angleterre, étaient intéressées par les événements se déroulant à l'étranger et jugeaient que les diplomates valaient plus que de simples pions sur l'échiquier international. Ces

[11] Sofer, p. 196.

agents publics étaient les représentants à l'étranger non seulement du roi, mais aussi de leur pays, de ses valeurs et du mode de vie de ses habitants. Ainsi, l'étude de la diplomatie à cette époque ne traite pas seulement de politique internationale, mais rejoint aussi le domaine des affaires domestiques ou encore de la société elle-même.

La Guerre froide n'est pas le seul élément pouvant expliquer le manque de débat sur la nature de la diplomatie. Bien avant la deuxième moitié du 20e siècle, les quelques études écrites sur la politique étrangère adoptent une approche généralement nationale le plus souvent orientée vers les politiques domestiques plutôt qu'étrangères. Les nombreuses chronologies diplomatiques évoquées plus haut[12] contiennent un large répertoire de faits décrivant les prises de décisions associées aux affaires étrangères selon le contexte domestique.[13] Mais rarement décrivent-elles les tâches des diplomates et la définition du terme *diplomatie* en soi. Peut-être parce que les recherches historiques du 19e et du début du 20e siècles furent souvent motivées par des intérêts nationalistes. Il est même parfois possible d'identifier la nationalité de l'auteur d'une œuvre en identifiant simplement le pays prédominant dans son étude. Par exemple, dans son oeuvre sur la diplomatie européenne, Hill incorpore une sous-section sur l'union de l'Angleterre et de l'Écosse, alors que cet événement n'est quasiment jamais mentionné dans les autres études de ce genre, et ne reçut certes jamais une sous-section pour lui seul.[14]

[12] Voir note 6.
[13] Voir par exemple les œuvres de Adolphe Chéruel: *Histoire de la France pendant la minorité de Louis XIV*, Paris, Hachette, 1879; et *Histoire de la France sous le ministère de Mazarin (1651-1661)* Paris, Hachette, 1882. De bons exemples de cette littérature existent aussi pour l'Angleterre, tels que les volumes écrits par Samuel R. Gardiner : *History of England from the accession of James I, to the outbreak of the Civil War 1603-1642*, 10 volumes, London, Longmans, 1883; *History of the great Civil War, 1642-1649*, 4 volumes, London, Longmans, 1904 et *History of the Commonwealth and Protectorate*, 6 Volumes, London, Longmans, 1894.
[14] Hill, pp. 303-304.

Ainsi, l'histoire nationale a pu entraîner les auteurs à se concentrer principalement sur les événements clés ayant mené les pays européens, et plus particulièrement le leur, vers le statut de puissances internationales. Avec un tel but en tête, écrire une section sur la nature des négociations à l'époque, la manière qu'elles furent entreprises et l'identité de ceux qui les exécutèrent ne put être que d'importance secondaire, voir même tertiaire, pour ces auteurs.

D'autres auteurs, tels que Modelski et Galtung, soutiennent que la diplomatie menace l'ordre international, car elle limite les relations internationales à une dichotomie entre les puissants et les plus démunis, contrairement à la notion d'une société internationale.[15] Ironiquement, je crois que cette corrélation devrait plutôt être inversée lorsqu'appliquée à la diplomatie du milieu du 17^{e} siècle. En étudiant les négociations qui menèrent aux traités de Westphalie, en 1648, plusieurs chercheurs purent affirmer que la diplomatie compte parmi les éléments clés ayant contribué à l'éventuelle création d'une société internationale. Au dire de certains, ces traités furent principalement dictés par les gagnants, soi la France et la Suède, mais toutes les nations européennes envoyèrent des représentants aux conférences de paix (à l'exception de l'Angleterre et la Russie). De plus, il a fallu près d'une décennie avant d'aboutir à une entente finale. Un aussi long laps de temps suggère que la France et la Suède avaient été partiellement affaiblies par la Guerre de Trente Ans et n'étaient plus en état d'imposer allègrement leurs propres termes. Ainsi, toute étude de l'Europe du 17^{e} siècle devrait considérer l'institution diplomatique comme un élément important de l'échiquier international de l'époque.

[15] George Modelski, *Principles of World Politics*, London, Free Press, 1972, pp. 180-206; Johan Galtung, *The True Worlds: a transnational perspective*, New York, Free Press, 1980, pp. 382, 421.

L'enthousiasme des historiens à se pencher sur l'étude de la diplomatie a peut-être été aussi refroidi par l'intérêt limité du public pour un tel sujet.[16] La politique étrangère génère des débats et des controverses, mais la manière selon laquelle les ententes et les discussions entre pays eurent lieu ne semble pas avoir stimulé largement les lecteurs des 19e, 20e et même 21e siècles.

Les *Annales*[17] ont le mérite d'avoir donné à l'Histoire une nouvelle tangente qui amena plusieurs historiens à aborder divers autres aspects de la vie humaine en prenant une certaine distance avec la guerre, la politique et les actions des têtes couronnées. Ces chercheurs orientèrent leur recherche par exemple sur l'économie, les réseaux sociaux, la psychologie, le quotidien de Monsieur et Madame tout-le-monde et d'autres éléments proches de la vie courante.

Toutefois, les éléments de cette dernière tendance historiographique ne peuvent, à eux seuls, éclairer le développement d'une certaine société internationale au milieu 17e siècle. Ce sont les diplomates et l'imaginaire sous-jacent à leurs mémoires,[18] mais surtout les périodiques de l'époque, qui pavèrent la voie à ce nouveau type de société.

Mais qu'est-ce donc que cette société internationale? Et comment le diplomate y joue-t-il un rôle si crucial? Quel rapport peut-on ensuite tracer entre une telle société, le diplomate et la culture diplomatique? Toute réponse valide à ces questions commence par un plongeon au cœur même du maelström littéraire sur la diplomatie. Apparaît en premier plan l'impressionnante littérature qui fleurit durant la Renaissance et les débuts de

[16] Nicolson, p. 10.
[17] Bourdé, Guy & H. Martin, *Les écoles historiques*, Paris, Édition du Seuil, 1983, pp. 215-243.
[18] «Imagination : Fonction par laquelle l'esprit voit, se représente, sous une forme sensible, concrète, des êtres, des choses, des situations dont il n'a pas eu une expérience directe.» Les Éditions Larousse, *Dictionnaires français en ligne*, [http://www.larousse.com/fr] (consulté le 13 juillet 2010)

l'Europe moderne, sur la notion du *parfait diplomate*. On dénombre maintes listes de ces ouvrages, accompagnés d'analyses étoffées de leur contenu. Cette thèse ne prétend point reprendre un travail déjà bien effectué, mais il est essentiel d'évoquer les grandes lignes de ce style littéraire.[19]

Tout d'abord, il ne faut pas s'étonner de trouver en abondance ce genre de traités. Cette littérature fait suite à une tendance déjà amorcée par l'étude du parfait courtisan. Le livre de Castiglione en est certainement l'un des exemples les plus connus.[20] Les auteurs contemporains écrivirent aussi sur des sujets similaires, tels que le prince idéal ou le parfait chevalier. À l'époque, les missions diplomatiques devenaient de plus en plus nombreuses, offrant de nouvelles opportunités à l'élite européenne. Il apparaît ainsi tout bonnement logique que la diplomatie fût incluse dans cette branche de la littérature cherchant à décrire les rôles de l'élite sociale.

En intégrant la diplomatie aux diverses professions disponibles pour cette classe, les auteurs faisaient ressortir l'importance que cette fonction avait finalement atteinte à l'époque. Le privilège de représenter son prince à l'étranger au sein d'une mission diplomatique devenait une étape significative dans la carrière d'un jeune homme.[21] Le diplomate devint de plus en plus décrit comme l'antithèse du guerrier[22] (même si la

[19] Tel que mentionné par Jean-Claude Waquet, d'excellents résumés de ces diverses œuvres se trouvent dans Ernest Nys, *Les Origines de la diplomatie et le droit d'ambassade jusqu'à* Grotius, Bruxelle, C. Muquardt, 1884; Jean-Jules Jusserand, *L'École des ambassadeurs,* Paris, 1934; Garrett Mattingly, *Renaissance Diplomacy*, Boston, Houghton Mifflin, 1955; Pedro Ugarteche, *Diplomacia y literatura. Autores célebres y obras famosas*, Lima, 1961et Daniel Ménager, *Diplomatie et théologie à la Renaissance*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001. Divers autres informations sur ce genre littéraire sont aussi disponibles dans Meredith K. Leusse, *Diplomate, Une sociologie des ambassadeurs* Paris, L'Harmattan, 1998. Les principaux opinions de plusieurs de ces auteurs est aussi résumé dans Geoff Berridge, *et al*., *Diplomatic Theory from Machiavel to Kissinger*, New York, Palgrave, 2001.
[20] Baldassarre Castiglione, *The Book of the Courtier*, New York, Dover Publications, 2003.
[21] Mattingly, p. 90.
[22] Peter Barber, *Diplomacy : the world of the honest spy*, London, British Library, Reference Divison Publications, 1979.

majorité des diplomates avaient été militaires), ce qui suggère l'émergence d'une société où le statut d'un citoyen peut être défini par d'autres critères que les valeurs martiales.

Tel qu'expliqué par certains historiens, ces traités sur le parfait diplomate démontrent aussi une évolution des mœurs des cours médiévales vers celles des cours modernes. Il y a, bien sûr, une apparence de redondance dans ces œuvres qui dressent de longues listes des qualités requises chez un diplomate, mais le choix lui-même des qualités retenues démontre l'établissement d'un nouveau système de valeurs s'éloignant des connotations chrétiennes si chères aux auteurs médiévaux.[23] Au début de l'époque moderne, on a mis d'avantage l'accent sur les facultés intellectuelles et physiques, aux dépens des valeurs de l'Ancien et du Nouveau Testament, orientées davantage vers le respect et l'amour du prochain.

Ce genre littéraire traitant du parfait diplomate perdurera au cours du 17^{e} siècle, tout en évoluant de différentes façons. Les œuvres antérieures s'attachaient principalement à la personnalité du diplomate. Toutefois, le ton au 17^{e} siècle s'adapta aux nouveaux défis de l'institution diplomatique de l'époque, tels que la reconnaissance et le respect des immunités diplomatiques. En tentant d'établir de nouvelles normes internationales, les auteurs commencèrent aussi à débattre des immunités auxquelles chaque agent diplomatique et sa suite avaient droit.[24]

Les historiens se sont intéressés à cette littérature du parfait diplomate, d'abord pour comprendre la cause des similarités et des différences entre ces différents traités,

[23] Ménager, p. 87; Matthew S. Anderson, *The Rise of Modern Diplomacy, 1450-1919*, London, Longman, 1993, p. 41; Lucien Bély, *L'Art de la paix en Europe; Naissance de la diplomatie moderne, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, PUF, 2007, p. 61.

[24] Pour de plus amples informations sur ce genre d'oeuvres et les positions de tout un chacun, consulter entre autres E. R. Adair, *The Exterritoriality of Ambassadors in the 16th-17th C.*, London, Longmans Green and Col., 1929 et Linda S. Frey et Marsha L. Frey, *The history of diplomatic immunity*, Colombus, Ohio State University Press, 1999.

mais aussi pour saisir comment les idées sur le sujet évoluèrent à travers le temps.[25] On découvre dans les œuvres modernes que les grandes lignes définissant la diplomatie et ses agents restaient les mêmes d'un auteur à l'autre, avec quelques nuances dans les spécificités. Ainsi, une image plus ou moins homogène du diplomate ressort de ces diverses œuvres. En voici un bref aperçu.

Sélectionné en partie pour sa fortune, en partie pour sa haute naissance et parfois aussi pour ses qualités personnelles, le diplomate était, selon ces auteurs, envoyé en mission avec sa suite, muni d'instructions précises écrites par son gouvernement. À son arrivée sur les lieux de son ambassade, il était officiellement accueilli par les agents royaux, puis effectuait son entrée officielle dans la ville quelques jours plus tard. Lors de sa rencontre avec le chef d'État, il remettait ses lettres de créance. Durant sa mission, il devait à la fois veiller au succès des négociations qui lui étaient confiées et être à l'affût de toute information d'intérêt pour son gouvernement. On pouvait même l'appeler à participer aux affaires domestiques du pays d'accueil, en donnant entre autres des conseils au prince. De plus, pendant son séjour, le diplomate se faisait un devoir d'entretenir le peuple ainsi que l'élite sociale locale pour attirer les confidences et promouvoir une image positive de son maître. Toutefois, un tel rôle suscitait parfois, dans la pratique, la suspicion du souverain étranger et bon nombre de diplomates furent traités froidement et reçurent peu de protection durant leur séjour à l'étranger, se voyant même parfois refusé le droit d'entrée en ville.[26] Les chefs d'État réagissaient ainsi par crainte

[25] Voir entre autres Anderson; Berridge, *et al*.; Léon van der Essen, *La diplomatie. Ses origines et son organisation jusqu'à la fin de l'Ancien Régime*, Brussels, Editions P.D.L, 1953; Nicolson; Nys; John Watkins, «Toward a New Diplomatic History of Medieval and Early Modern Europe» *Journal of Medieval & Early Modern Studies*, vol. 38, nº 1 (2008), pp. 1-14.
[26] Bély, *L'Art de la paix en Europe*

d'intrusions de ces agents dans leurs affaires, redoutant la puissance et l'influence des diplomates délégués en leur royaume.

Ce survol du style littéraire présent dans les travaux consacrés au parfait diplomate présente une image stable de l'institution diplomatique. Cette image reste toutefois bien théorique et donne une idée quelque peu trop figée de cette institution qui connu pourtant de nombreux changements depuis le Moyen Âge jusqu'à à l'aube de l'ère moderne. Intéressés par la nature de ces métamorphoses, certains chercheurs élaborèrent un troisième style dans les œuvres portant sur la diplomatie. Ils tentèrent de retracer les différentes étapes à travers lesquelles l'institution diplomatique dut passer pour en arriver à ce quelle est de nos jours. Ces auteurs ne sont pas tous historiens : certains sont d'anciens diplomates ou des spécialistes des affaires internationales.[27] Les uns préférèrent étudier le sujet d'un point de vue européen ou encore international, les autres favorisent une approche nationale.[28] Malgré les différents parcours et objectifs de l'une et l'autre approches, il est possible de les étudier conjointement puisque leurs conclusions sur la nature de la diplomatie sont similaires. On y découvre que la diplomatie parvint à sa version *moderne* en passant par quatre phases principales : sa genèse qui débute avec la

[27] Par exemple : Nys; Essen; et Frey et Frey. Les recherches effectuées par d'autres spécialistes que les historiens portent une attention plus spécifique sur la diplomatie du 20e siècle, survolant généralement rapidement les périodes antérieures : voir entre autres Anderson; Nicolson; et Keith Hamilton and Richard Langhorne, *The Practice of Diplomacy: Its Evolution, Theory and Administration*, New York, Routledge, 1995.

[28] Jean Baillou (dir.), *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris : Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1984; Flassan; William Roosen, *The Age of Louis XIV, the Rise of Modern Diplomacy* Cambridge, CUP, 1976; Françoise Autrand, *et al*., *Histoire de la diplomatie française*, Vol. 1, Paris, Tempus, 2005; Daniela Frigo (dir.), *Politics and Diplomacy in Early Modern Italy: The Structure of Diplomatic Practice, 1450-1800*, New York, Cambridge University Press, 2000; Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990; Dennis H. O'Brien, «Mazarin's Diplomatic Corps, 1648-1661» *North Dakota* Quarterly, vol. 45, n° 1, (1977), pp. 31-42; T. H. S. Escott, *The story of British diplomacy*, G. W. Jacobs, 1908. Il est aussi possible d'inclure dans ce groupe l'oeuvre recent de Barbiche: *Bulla, Legatus, Nuntus; Études de diplomatique et de diplomatie pontificales (XIIIe-XVIIe siècle)*, Paris, École des chartes, 2007.

Renaissance, la période du développement de la royauté, l'époque des nouvelles immunités diplomatiques, et enfin les années de création des conférences internationales.

La plupart des chercheurs reconnaissent la présence d'agents publics dans l'Antiquité tout comme au Moyen Âge, mais tous sont unanimes pour affirmer que les prémices de la diplomatie, telle que définie aujourd'hui, remontent à l'époque de la Renaissance. La petite taille des Cités-États d'Italie, leur culture, leur proximité et une langue commune, facilitèrent la création d'une structure politique plus centralisée, en comparaison avec la France et de l'Angleterre. Ainsi, l'Italie put développer le système administratif nécessaire et le niveau d'organisation requis pour créer un genre de diplomatie plus efficace. Sans compter le grand nombre d'hommes éduqués disponibles dans la péninsule, suite à l'engouement créé par la Renaissance italienne. Ces petits États réunissaient donc toutes les conditions favorables à l'émergence d'une diplomatie renouvelée. Mais à vrai dire, ils n'avaient pas le choix s'ils voulaient survivre aux luttes internes pour le pouvoir, dans cette période où plusieurs souverains étrangers observaient d'un œil intéressé la péninsule italienne. Les princes italiens se devaient aussi de trouver une alternative au professionnalisme grandissant de l'art militaire. Durant la Renaissance, les Cités-États italiennes reposaient davantage sur les forces mercenaires, limitant donc la pratique de la guerre à des manœuvres plus ou moins fiables, dont le succès dépendait surtout de la force brute. Pour se protéger des menaces environnantes, les princes commencèrent donc à s'informer des politiques et ambitions de leurs voisins à travers un nouveau type de diplomate : l'agent résidant.

La majorité des historiens déclarent unanimement que la Renaissance italienne permit à la diplomatie d'atteindre un nouveau niveau d'efficacité par la création

d'ambassades permanentes.[29] Malgré quelques débats sur l'identité du premier résident permanent, les chercheurs situent généralement l'envoi de ce premier agent entre 1350 et 1450.[30] L'emploi de nouveaux types d'agent favorisait la cueillette de renseignements, puisque le diplomate était constamment sur place pour créer un climat propre aux confidences. D'un autre côté, la tâche du diplomate était devenue plus complexe. Il n'était plus un simple messager en quête d'une signature pour un traité ou d'une entente spécifique ou même venant offrir ses respects au souverain étranger. De fait, il participait aux questions de commerces, de tensions sociales et d'opinion publique. Il devenait aussi l'oreille de son propre souverain dans les cours étrangères, en bref un *honnête espion*, aiguisant ainsi la suspicion des souverains étrangers.[31] Toutefois, au fil du temps, le nombre de rencontres entre les princes souverains tendra à diminuer de plus en plus, et au 16e siècle, les diplomates deviendront une nécessité politique pour leur maître.[32] Le pouvoir d'un État viendra même éventuellement à être mesuré, entre autres, selon

[29] Sans questionner le fait que la Renaissance italienne participa activement à l'évolution de l'institution diplomatique, Riccardo Fubini défend que l'importance du rôle joué par la péninsule italienne ne fut pas tant dans l'invention des ambassades permanentes, mais plutôt dans l'association des diplomates avec de nouvelles sphères d'influence et du pouvoir, tel que les politiques étrangères, mais aussi domestiques. Fubini conclu que l'institution diplomatique devint ainsi un organe important du gouvernement des princes, lui assurant à la fois une légitimité internationale et domestique. Daniela Fubini, «Diplomacy and Government in the Italian city-states of the 15th century (Florence and Venice)», dans Daniela Frigo (dir.), *Politics and Diplomacy in Early Modern Italy: The Structure of Diplomatic Practice, 1450-1800,* New York, Cambridge University Press, 2000, pp 30-48.

[30] Barker souligne que Nicolson et Mattingly ne s'entendent pas sur l'identité du premier diplomate resident : Nicolson attribue ce rôle à Nicodemus dei Pontramoli, alors que Mattingly souligne qu'il n'avait point l'accréditation pour un tel rôle, selon ses instructions. Quoi qu'il en soit, pour quelle durée de temps un agent doit-il être envoyé pour que son ambassade soit perçue comme permanente? La réponse à cette question plane encore dans l'imprécision à cette époque. Toute explication possible se voit immédiatement obstruée par le simple fait que chaque titre diplomatique n'était pas défini de manière uniforme. Le même titre pouvait être utilisé pour une ambassade à long terme, mais aussi pour une à court terme. Mais même si les diplomates du 15e siècle n'avaient pas toujours le titre officiel de 'résident', un nombre grandissant était envoyé en mission pour une longue période. Pour d'avantages de détails sur ces débats, consulter J. Craig Barker, «The Theory and Practice of Diplomatic Law in the Renaissance and Classical Periods» *Diplomacy & Statecraft*, vol. 6, nº 3, (1995), p. 597; Leusse, p. 20; et Anderson, pp. 2-9.

[31] François de Callières, «De la manière de négocier avec les souverains» dans *François de Callières : l'art de négocier en France sous Louis XIV,* dirigé par Jean-Claude Waquet, Paris, Rue d'Ulm, 2005, p. 191; Abraham Wicquefort, *L'ambassadeur Et Ses Fonctions,* Vol. 2, Cologne, 1690, p. 6.

[32] Bély, *L'Art de la paix en Europe,* p. 41.

l'étendue et l'efficacité de son réseau d'informateurs.[33] À travers leurs nouvelles tâches, les diplomates en viendront ainsi à être perçus comme de grands agents travaillant pour la gloire de leur prince.[34]

La prochaine étape qui permit à l'institution diplomatique d'atteindre un nouveau niveau d'efficacité ne pouvait cependant éclore en Italie. La diplomatie tirait principalement ses forces de l'ensemble des pouvoirs dont jouissait le pays de l'agent délégué. Une contrée faible politiquement, économiquement ou culturellement devait redoubler d'ardeur et d'ingéniosité lors de négociations sur la scène internationale, tandis qu'un pays plus puissant avait de nombreuses ressources pour rallier ses voisins à ses propres politiques. Les princes italiens comprirent cette corrélation rapidement lorsqu'ils tentèrent d'utiliser la diplomatie contre les autres puissances européennes, notamment la France et l'Espagne. C'était une chose d'envoyer un diplomate vers les cités-États italiennes de taille plus modeste, mais une toute autre de négocier avec un Royaume aussi vaste que la France, ou avec une entité aussi puissante que le Saint Empire germanique, voir même avec certaines cités-États importantes telle que Naples. L'échiquier des guerres italiennes démontra ainsi que le renard ne pouvait contrôler le lion si facilement : pour se développer, la nouvelle diplomatie née avec la Renaissance avait alors besoin d'un terreau autre que celui des Cités-États italiennes.

C'est au cœur de la naissance des États souverains d'Europe que l'institution diplomatique atteindra une nouvelle phase. À travers les ambassades permanentes, les princes européens avaient pu se parfaire les griffes au jeu dangereux du pouvoir, dès la

[33] Mattingly, p. 99; et Anderson, p. 42.
[34] Mattingly, p. 105.

fin du 15e siècle, en revendiquant pour eux seuls le droit d'ambassade.[35] Quoi que durant le Moyen Âge, et ce, jusqu'à plus tard durant les débuts des temps modernes, plusieurs membres des hautes sphères sociales envoyèrent des agents publics, les chefs d'État en vinrent éventuellement à se battre pour s'approprier ce privilège, de façon à préserver leur statut et leur pouvoir. Toutefois, cet attribut du pouvoir souverain ne sera reconnu et accepté que très graduellement, pour finalement prendre racine au cours du 17e siècle.

L'association entre la diplomatie et la souveraineté a été bénéfique. Elle généra l'idée selon laquelle l'établissement de la souveraineté et de la centralisation encouragea les États européens à éviter les guerres étant donné leurs coûts exorbitants et leurs effets destructeurs. Ainsi, les États en seraient venus à travailler principalement à la conclusion d'ententes pacifiques, tels les Traités de Westphalie.[36] De là découle l'idée que la diplomatie devenait essentielle au maintien d'un tel équilibre. Cette thèse contient effectivement une part de vérité : la guerre devenait à l'époque effectivement de plus en plus coûteuse, non seulement en pièces sonnantes et trébuchantes, mais aussi en vie humaine. Toutefois, il faudrait être naïf pour supporter l'idée que les États européens de l'époque ne rêvaient que de paix et d'un monde sans guerre, le tout principalement pour des raisons monétaires. Les années sans conflit armé sont l'exception au cours du 17e siècle, la guerre étant plutôt perçue comme la meilleure défense, une manière efficace

[35] La transition de la diplomatie médiévale vers celle des débuts de l'époque moderne sera aussi accompagnée de divers autres attributs auxquels les chercheurs ont donné une attention moindre. Tout d'abord, plutôt que d'être composée de plusieurs diplomates, les ambassades tendirent éventuellement à n'être composé que d'un seul agent publique. Les diplomates toucheront aussi éventuellement un revenu durant leur mission pour couvrir leur frais et pour les remercier pour services rendus suite à leur retour au pays (quoi que ces sommes représentaient généralement un montant bien inférieur au coût que les diplomates devaient défrayer eux-mêmes durant leur ambassade!). Pour éviter la corruption, les échanges de présents deviendront aussi de plus en plus codifiés et par le fait même, limités. Finalement, une hiérarchie des rangs diplomatiques verra le jour pour clarifier la position de chaque agent assistant à des cérémonies dans les cours étrangères et participant à la vie de cours sur une base régulière.

[36] Hill, p. VIII; Jusserand, p. 11; Mattingly, p. 95.

d'imposer un changement de politique ou de régime, une solution pour trouver de l'argent *facile*, et ainsi de suite. «*Si vis pacem, para bellum*», disaient déjà les Romains. Bref, on pouvait facilement évoquer un prétexte pour ouvrir les feux des canons, malgré la bonne foi et les promesses de paix échangées à maintes reprises en ce 17e siècle.

Mowat propose une alternative intéressante à cette théorie qui décrit l'évolution de la diplomatie comme associée indubitablement à une soif de paix. Dans son livre, il relate l'histoire des relations internationales du 15e siècle à la Révolution française, utilisant une riche variété d'exemples pour démontrer que la diplomatie fut initialement chérie pour éviter les agressions externes. Toutefois, il souligne ensuite qu'elle évolua au milieu du 17e siècle en une institution dédiée non seulement à réduire le nombre de conflits armés, mais surtout à en limiter les conséquences, à diminuer le nombre de pays inclus et à favoriser la quête de conditions de paix favorables aux parties concernées.[37] Ainsi, à une soif de paix, il oppose plutôt un désir de limitation de la guerre et de ses conséquences.

Toutefois, la diplomatie des débuts de l'époque moderne ne se résume pas à la dichotomie paix-guerre. Tel qu'expliqué par Nicolson, «its purpose [was] to create international confidence,»[38] permettant des échanges sur une nouvelle échelle. Mais l'établissement d'un tel réseau dépendait largement des aléas subis par l'institution diplomatique émergente.

L'institution diplomatique comportait déjà certaines failles. Il était alors presque impossible d'être diplomate à vie. Même si le nombre de missions diplomatiques avait

[37] Mowat, pp. V, 2.
[38] Nicolson, p. 7. Toutefois, Bély préfère à juste titre le terme *inter-princiale* à l'adjectif *internationale*, puisque le concept de nation n'était pas vraiment encore établie dans l'Europe du 17e siècle. (Bély, *L'Art de la paix en Europe*)

augmenté dans certains pays au cours du 17e siècle, l'emploi en soi restait onéreux et surtout très dangereux. Les immunités diplomatiques se développèrent donc pour offrir une plus grande protection aux agents en mission. Ces droits puisèrent leurs origines dans trois sources d'autorités distinctes : la religion, les législations et la pratique.[39] En tant que serviteur public travaillant pour l'intérêt général de la Chrétienté, le diplomate devait être considéré comme personnage sacré doté d'une mission spéciale. Les lois romaines et d'autres pratiques issues de l'Antiquité menaçaient déjà de conséquences ceux qui manquent de respect aux agents en mission, allant jusqu'à énumérer les différents genres d'immunités auxquelles les diplomates avaient droit. Les auteurs des débuts de l'époque moderne écrivirent pour leur part de nombreux traités sur le sujet, justifiant pourquoi les diplomates devraient ou non jouir de tel ou tel privilèges.[40] Hamilton et Lanhorne suggérèrent même que le non-respect de certaines de ces immunités, découlait de l'importance grandissante de la diplomatie sur la sphère internationale : en attaquant l'agent d'un prince, on attaquait indirectement le maître, ce qui pouvait parfois envoyer un message clair et fort au voisinage.[41] Toutefois, un tel geste n'arriva que sporadiquement. Les historiens défendent donc que les immunités diplomatiques furent

[39] Hamilton and Langhorne, pp. 40-41.

[40] Baker offre un excellent résumé de ces différentes positions sur la question des immunités diplomatiques. Trois théories différentes coexistent. Tout d'abord, celle du *caractère représentatif*, qui souligne non seulement que les diplomates avaient droit à des immunités spéciales en tant que représentant de leur prince, mais aussi, car ils représentaient sa souveraineté, son indépendance et sa dignité. La théorie d'*exterritorialité* veut que durant sa mission à l'étranger, le diplomate est considéré comme étant toujours sous la juridiction du pays l'envoyant. Finalement, l'idée de la *nécessité fonctionnelle* déclare que les diplomates ont besoin de ces privilèges et de ces immunités pour pouvoir performer efficacement leur tâche. (Barker, «The Theory and Practice of Diplomatic Law in the Renaissance and Classical Periods» *Diplomacy & Statecraft*, vol. 6, nº 3, (1995), pp. 599-600.) Plusieurs des différentes idées des auteurs contemporains sur le principes des immunités diplomatiques sont bien présentés dans Adair; et Frey and Frey.

[41] Hamilton and Langhorne, p. 43.

éventuellement acceptées par les souverains européens, et ce tout simplement suite à l'augmentation du nombre de diplomates et à l'utilité grandissante de cette fonction.[42]

Un dernier sujet prisé par les chercheurs travaillant sur l'évolution de la diplomatie moderne est certes la question du développement des conférences internationales, développement qui peut aussi être associé à la naissance d'une société de diplomates et d'une culture diplomatique. La paix de Westphalie est généralement identifiée comme le point de départ de cette nouvelle ère, suivie ensuite par des dates incontournables, telles les négociations des traités d'Utrecht (1713-1714) et celles menant aux Traités de Paris, en 1814-1815. Notre travail ne glissera toutefois pas dans ce débat portant sur le moment où la diplomatie devint vraiment moderne, ou même sur l'époque où les conférences internationales devinrent plus efficaces.[43] Toutefois, l'intérêt que les chercheurs portèrent aux conférences internationales reste utile pour notre projet, puisqu'il est étroitement associé à l'idée d'une société de diplomates.

Tel qu'expliqué par Bély, la diplomatie au 17^{e} siècle devint de plus en plus horizontale dans ses relations, par rapport aux siècles passés. Plutôt que d'être étroitement dirigés par les plus hautes autorités, tel le pape ou l'Empereur, les diplomates et leur prince interagissaient maintenant directement avec d'autres diplomates. Les conférences internationales, mais aussi la vie de cours mèneront à la création d'une

[42] Barber, p. 26; and Frey et Frey, p. 208.

[43] Par exemple, une théorie propose 1713-1714 comme moment où l'efficacité des conférences internationales fut finalement atteint, à travers les négociations menant aux traités d'Utrecht.
Lire entre autres sur ce sujet Bély, *Espions Et Ambassadeurs*. D'autres préfèrent le début du 19e siècle, avec le Traité de Versailles (1814) et la Conférence de Londres pour la crise belge, en 1830-1831, pour dater ce développement au sein de l'institution diplomatique, tel que Langhorne, «The Development of International Conferences, 1648-1830» *Studies in History and Politics,* vol. 2, n° 2, (1981-1982), pp. 61-91. Toutefois, plus tard, Langhorne changera son fusil d'épaule en adoptant une position offrant une toute autre définition de la diplomatie moderne, base sur l'impersonnalité, la régularité, l'organisation et l'ouverture à l'opinion publique de l'institution diplomatique, éléments qui ne veront le jour qu'entre la fin du 19^{e} siècle et la clôture de la première Guerre mondiale, dépendamment des auteurs consultés : Anderson; Barber; et Hamilton and Langhorne.

société de diplomates.[44] Ce groupe se mêlera avec les membres de la cour, où il puisera ses rituels, ses codes et éventuellement, son identité.[45]

Ce ne sont pas tous les auteurs qui parlent d'une société de diplomates en place dans les débuts de l'époque moderne. Toutefois, cette idée, présente dans le cercle des érudits depuis déjà quelques décennies,[46] a tout récemment ouvert la voie à un nouveau concept : la culture diplomatique. Scott la décrit comme un ensemble de codes et d'usages communs à tous les diplomates.[47] Si, toutefois, il stipule que ce concept ne se développa entièrement qu'au cours du 18e siècle, nous démontrerons qu'en réalité, une culture diplomatique existait déjà au milieu du 17e siècle. De plus, elle n'était pas seulement limitée aux hautes sphères de l'influence nobiliaire, aux cours royales ou alors aux traités sur la diplomatie, mais se voyait aussi modelée par une plus vaste partie de la population.

Toute la difficulté de cette thèse repose principalement sur une question de définition. Le concept de *culture diplomatique* n'est malheureusement pas utilisé de la même façon par tous les historiens, ni par les chercheurs qui se sont penchés sur la question. Pour ajouter à cette ambiguïté, plusieurs autres termes sont utilisés comme synonymes approximatifs, tels que *société des diplomates*, *système international*, *société internationale* ou même *société indépendante*, groupes tous représentés par le corps diplomatique et les souverains européens et incorporant mêmes parfois aussi la noblesse européenne, selon les définitions.[48] Toutefois, l'idée de *culture diplomatique* apparaît

[44] Bély, *L'Art de la paix en Europe,* p. 287.
[45] Frey et Frey, p. 208.
[46] Antoine Pecquet, *De l'art de négocier avec les souverains*, La Hague, 1738, p. 104.
[47] amish Scott, «Diplomatic Culture in Old Regime Europe», dans *Cultures of Power in Europe during the Long Eighteenth Century*, édité par Hamish Scott & Brendan Simms, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 59.
[48] Voir par exemple Frey et Frey, p. 208; Pecquet, p. 104; Scott, p. 61.

comme étant distincte, car, contrairement aux autres, elle désigne plus qu'un groupe défini par des mœurs, pratiques et modes de vie communs. L'utilisation du terme *culture* ne doit pas être comprise dans un sens restrictif se limitant à un petit groupe d'initiés, diplomates et les élites étatiques, mais doit être utilisé dans un sens plus large englobant une partie de la population ayant accès à cette culture par divers médiums, plus particulièrement les périodiques. Ces lecteurs possédaient déjà une certaine influence sur la culture diplomatique de leur époque, en partie par leur position sociale, mais aussi en tant que membre d'un public.

L'essence même de la culture diplomatique prend racine dans les prémices de l'institutionnalisation de la diplomatie. Parallèlement à la codification du travail du diplomate, certaines caractéristiques communes entre les différents diplomates européens virent le jour. Lors de leur mission, les diplomates négocièrent de plus en plus dans une langue tendant à devenir commune à tous les diplomates européens, sois initialement le latin dans certains cas, puis plus tard le français de façon plus systématique, et ce, quelle que soit leur langue maternelle. Issus souvent du même tissue social nobiliaire, les diplomates partagèrent de plus une éducation et des valeurs semblables, parfois même des liens familiaux, ainsi qu'une certaine connaissance des mœurs de la cour et des manières d'y briller.

Ces quelques lignes offrent un résumé de l'idée de culture diplomatique tel que sous-entendu par les auteurs modernes ainsi que ceux des débuts de l'époque moderne. Toutefois, cette définition comporte deux faiblesses irrémissibles. Tout d'abord, elle ignore complètement l'image du diplomate promue par les périodiques de l'époque. Considérant la popularité du nouveau médium lors de son développement en Europe

ainsi que le nombre de pages que des périodiques comme la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* consacrèrent aux diplomates, il semble important de considérer ces sources comme non négligeables dans une étude portant sur une définition de la culture diplomatique. L'influence de ce médium est cruciale pour deux raisons : primo, il a étendu la visibilité de l'institution diplomatique à une plus grande portion de la société européenne; secundo, il reflète un imaginaire de cette institution différent de celui des écrits des diplomates.

De plus, la définition actuelle de la culture diplomatique repose sur la fausse assomption que son évolution se serait faite au seul crédit du monde clos des diplomates, de leurs écrits, de leurs maîtres et des cours où ils agirent. En réalité, d'autres acteurs de la société y ont aussi contribué. Une perception différente de la culture diplomatique transparaît déjà dans la *Gazette* et le *Mercurius Politicus*, sous l'influence du public lecteur. Rappelons aussi que l'impact de ces journaux allait bien au-delà des seuls lecteurs : par exemple, plusieurs de ces articles étaient lus à voie haute dans différents endroits publiques, ce qui permettait même aux illettrés d'être tenus au courant de ces nouvelles et d'en tirer leurs propres conclusions.[49]

Le diplomate y apparaît comme le symbole du pouvoir politique, social et culturel du roi, mais aussi du peuple. L'essence de sa mission parait secondaire comparée au prestige des parades et des cérémonies où le diplomate s'échine à faire briller son pays et à en défendre l'honneur. La personnalité du diplomate et l'éclat de ses répliques se font plus discrètes, laissant la place à une image plus standardisée de cet agent : il n'est plus cet *honorable espion* introduit par les théoriciens de la diplomatie, il est plutôt

[49] Le terme *lecteur* sera utilisé dans cette dissertation comme référence à toute personne qui, soit par la lecture ou l'écoute, se tenait au courant des nouvelles passées dans le *Mercurius Politicus* ou la *Gazette*,

l'*honorable outil* de la machine étatique. Aux débats sur l'acceptation des immunités diplomatiques succède une doctrine prônant le respect d'une vaste ombrelle idéologique appelée (plus ou moins à propos) *Lois des Nations*, dont les périodiques semblent camoufler les faiblesses sur le terrain pour mettre en avant un certain ordre international aux aspects supposément acquis dans la pratique.

La diplomatie du 17e siècle n'est plus uniquement l'organe privilégié des *arcana imperii*, ou une institution réservée à la seule élite nobiliaire. À partir du moment où le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* ont rendu une partie des méthodes diplomatiques accessible au public lecteur, la réaction de ce dernier s'est faite sentir dans l'évolution de l'institution diplomatique.

Pour la démonstration de cette thèse, nous avons sélectionné dix ambassades menées par 13 hommes durant les années 1650. Ce choix n'est pas aléatoire, il a été fait en toute connaissance de cause à partir de critères spécifiques. L'ensemble de ces critères ainsi qu'un survol de l'histoire de chaque ambassade sélectionnée sont détaillés à l'appendice 1, de façon à ne pas alourdir le texte par une narration factuelle d'importance secondaire.[50] De plus, plusieurs détails additionnels seront présentés au long de ce travail, venant compléter l'information de base présentée dans cet appendice.

L'ensemble de ces ambassades fut sélectionné à partir de critères spécifiques, reliés au choix initial du 24 octobre 1648, date à la quelle ont été signés deux traités qui, selon certains, changèrent la face de l'Europe. Modifièrent-ils par le fait même la face de l'institution diplomatique?

[50] Voir appendice 1.

Chapitre 2 : De la France et l'Angleterre dans l'Europe des années 1650

24 octobre 1648…

Ce jour-là marque la signature du traité d'Osnabrück et du traité de Münster, mieux connus sous le nom commun des Traités de Westphalie, clôturant quelque 30 années de guerres qui avaient ravagé une part considérable de l'Europe. Notable exception, nul agent public anglais ou russe ne siégea à ces conférences. Le peuple anglais en avait plein les mains avec les guerres civiles ravageant leur pays. Les négociations d'Osnabrück et de Münster ont duré près de dix ans avant de déboucher sur la paix de Westphalie. Une paix toute partielle d'ailleurs, puisque la France et l'Espagne, faute d'un terrain d'entente commun, continueraient les hostilités pour plus d'une décennie.

Pourquoi donc débuter notre recherche avec une telle date alors que les intérêts politiques de la France semblaient aux antipodes de ceux de l'Angleterre? Alors aussi que les diplomates envoyés aux conférences de Münster et d'Osnabrück venaient de plier bagages. Ce départ prive donc les historiens intéressés à ces négociations d'informations particulières pour l'étude de l'institution diplomatique au 17^{e} siècle.

En 1998, à l'occasion du 350^{e} anniversaire des Traités de Westphalie, on note une forte hausse d'études sur leur sens symbolique et leur impact. Malgré l'absence de consensus, à ce jour, sur ces questions, les quatre thèmes principaux qu'on y retrouve ont tous un lien direct avec la nature de l'évolution de l'institution diplomatique. En parcourant ces débats sur l'établissement de la laïcisation,[51] de la souveraineté, de

[51] Laïciser : «Soustraire une institution à l'autorité religieuse en l'organisant selon les principes de la laïcité[…].»Les Éditions Larousse, *Dictionnaires français en ligne*, [http://www.larousse.com/fr] (Consulté le 21 juin 2010). Le sens moderne de ce mot n'en empêche pas moins les historiens de l'utiliser, ainsi que

l'équilibre des forces et de l'ordre juridique international, une certaine vision globale de l'échiquier international européen du 17e siècle devient perceptible. Cette description nous suggère entre-autre toute l'ambiguïté et l'inégalité de l'évolution de ces nouveaux phénomènes. Nous avons donc décidé d'étendre notre étude de la signature des traités de Westphalie jusqu'à 1660, année de la restauration anglaise et du mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse, symbole officiel de la paix franco-espagnole. Une telle sélection permet de sonder la nature de ces quatre thèmes associés aux Traités de Westphalie, analyse nécessaire pour évaluer le développement de la culture diplomatique. De plus, une telle contrainte chronologique permet une analyse limitée à un seul règne — ou régime politique, dans le cas de l'Angleterre —, ce qui évite les coupures ou changements dus à l'arrivée d'un nouveau souverain. Finalement, la sélection des années 1650 vient éclairer une période trop souvent laissée dans l'ombre de Richelieu, la Fronde et le Grand Siècle de Louis XIV, pour la France, et du règne de Charles I, les guerres civiles, et la Restauration, pour l'Angleterre.

Revenons maintenant aux débats sur l'influence des Traités de Westphalie dans l'histoire et, plus primordial encore pour notre propos, sur leur impact dans le développement de l'institution diplomatique au début de l'Europe moderne. Parmi ces divers sujets, la laïcisation est certes le thème sur lequel la plus grande majorité des chercheurs s'entendent à ce jour. De toute évidence, la signature de la paix de Westphalie fut un échec pour Chigi, le nonce apostolique envoyé par le pape aux conférences de paix dans le but d'assurer que leur contenu refléterait les intérêts du monde catholique et le rêve papal d'une unité religieuse étendu à l'ensemble de la Chrétienté. Non seulement

---

son équivalent anglais *sécularisation*, pour discuter des phénomènes dont les racines s'associent aux Traités de Westphalie.

Chigi refusa de signer les documents finaux, mais Innocent X protesta même fortement contre les deux traités de paix, via la bulle *Zelo domus Dei*, en novembre 1648. Toutefois, cette riposte resta lettre morte, personne n'y répondant ni n'en faisant cas. Le portrait final semble donc définitivement clair. Non seulement l'influence papale sur les affaires internationales était-elle diminuée ― peut-être déjà détruite à jamais ―, mais aussi, l'Église catholique faisait face à d'importants échecs : le transfert de certaines principautés ecclésiastiques aux princes protestants, la sécularisation de plusieurs biens ayant appartenus à l'Église, l'acceptation des religions luthérienne et calviniste au sein de l'Empire et la suprématie des pouvoirs civils dans les affaires religieuses.[52] Avec cette longue liste de changements, on peut conclure que «Westphalia [marks] the transition from […] *Christendom* to *Europe*.»[53] En d'autres mots, la société européenne maintiendrait un sentiment d'unité, mais basé maintenant sur des liens autres que ceux religieux. Selon plusieurs auteurs, l'exclusion du pape comme médiateur de la Chrétienté força les états à assurer leur propre sécurité via différentes solutions telles que la raison d'État, les forces armées, l'équilibre des pouvoirs et la diplomatie.[54]

Malgré cette apparente uniformité d'opinion sur la relation entre les Traités de Westphalie et la laïcisation, un certain nombre d'auteurs trouvent cette thèse trop

[52] Die Westfälischen Friedensverträge vom 24. Oktober 1648. Texte und Übersetzungen; Acta Pacis Westphalicae. Supplementa electronica; http://www.pax-westphalica.de/ (consulté le 23 mars 2009)

[53] Alejandro Colás, *International Civil Society; social movements in World Politics* ,Cambridge, MA: Blackwell Publishers, 2002, p. 104.

[54] Même au sein de ce groupe, les applications concrètes des impacts de Westphalie sur l'influence religieuse peuvent varier selon les œuvres consultées. Par exemple, Riccardi reconnaît que les mouvements religieux ne s'évaporèrent pas complètement après 1648, mais il maintient que l'influence religieuse était moins forte qu'auparavant, permettant une certaine laïcisation des relations internationales, et ainsi, de la politique en générale. Pour plus d'information sur les nuances de ces théories, consulter Luca Riccardi, «An outline of Vatican diplomacy in the early modern age», dans Frigo; H. Butterfield, «Diplomatic Thought 1648-1982: The Quest for Order» *Studies in History & Politics,* vol. 2, n° 2, (1981-1982), p. 13; Hill, p. 1; Susan Strange, «The Westfailure System» *Review of International Studies,* vol. 25, nº 3, (1999), pp. 345-354; et James A. Nathan, *Soldiers, Statecraft, and History: Coercive Diplomacy and International Order*, Westport, Conn.: Praeger, 2002.

généralisatrice : pour les uns, le lien entre la religion et les politiques internationales resta beaucoup plus fort que ce que d'autres, tel Riccardi, le suggérèrent. Ces auteurs soulignent entre autres la peur que suscitait encore en France et en Angleterre la menace de croisades religieuses, même après le milieu du 17e siècle.[55] Mais même cet élément ne semble pas le nerf de la problématique perçue dans la thèse associant une laïcisation naissante avec les traités de 1648.

Quoiqu'une entente existe généralement pour voir une diminution de l'importance de la religion dans les affaires internationales après le milieu du 17e siècle, l'opposition se soulève plus sérieusement lorsqu'il s'agit du rôle de Westphalie à transformer l'idée de la *Chrétienté* en idée d'Europe. Le terme *Chrétienté* est en effet encore présent dans le contenu de ces deux traités et apparaît même encore dans le traité mettant fin à la Guerre de succession d'Espagne (1701-1714). Malgré la promulgation de leur propre souveraineté, les États de l'Empire (et d'autres au dehors) continueront après 1648 à se considérer comme membres d'une communauté religieuse, reconnaissant encore la possibilité d'une union contre les infidèles et quémandant même à l'occasion la médiation papale sur certaines questions de politiques internationales.[56]

Nous démontrerons dans ce travail que la décennie suivant la signature des Traités de Westphalie ne laissa place à quasi aucune participation du Pape dans les affaires

[55] Voir par exemple Ruth Kleinman, «Belated Crusaders: Religious Fears in Anglo-French Diplomacy 1654-1655» *Church History*, vol. 44, n ° 1, (1975), p. 34.

[56] Pour un survol rapide des différents arguments utilisés pour défendre cette position, consulter Bernard Barbiche, «La diplomatie pontifiale au XVIIe siècle», dans *Armées et diplomatie dans l'Europe du XVIIe siècle*, de Bulletin de l'Association des historiens modernistes des Universités françaises, Vol. 16, 1991, p. 120; Randall Lesaffer, «From Lodi to Westphalia» dans R. Lesaffer (dir.) *Peace Treaties and International Law in European History. From the Late Middle Ages to World War One*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004; et Guido Braun, «Une tour de Babel? Les langues de la négociation et les problèmes de traduction au congrès de la paix de Westphalie (1643-1649)» dans Rainer Babel, *Le diplomate au travail*, Munchen, Oldenbourg, 2005; Derek Croxton, «The Peace of Westphalia of 1648 and the Origins of Sovereignty» *International History Review*, vol. 21, n ° 3, (1999), pp. 569-591.

internationales, ce qui peut appuyer l'idée d'une certaine laïcisation de la scène internationale et par le fait même, de l'institution diplomatique, de plus en plus insensibles aux idées du Saint-Siège. Par contre, les alliances conclues durant cette période dénotent une certaine influence de la religion sur l'échiquier européen dans son ensemble : par exemple, si le Protectorat anglais fut heureux de signer une alliance avec la Suède protestante, basée partiellement sur des motifs religieux, il n'en fit pas moins la guerre contre les Hollandais protestants, et s'allia avec la France catholique. Clairement, la religion était encore un catalyseur, mais elle ne pouvait à elle seule apporter de changements d'attitudes dans les questions de politique étrangère.

De plus, certains indices suggèrent que la dichotomie *Chrétienté*/Europe n'était pas encore réglée à l'époque, même après la signature des Traités de Westphalie. Ainsi, la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* laissent peu de place aux nouvelles portant sur les événements ayant lieu à l'extérieur de l'Europe. Ils s'étendent parfois jusqu'à la Russie et l'Empire ottoman, mais vont rarement plus loin que ces régions, s'étendant plutôt aux quatre coins de l'Europe moderne.[57] Ceci peut supposer qu'un certain niveau d'unité géographique existait entre les différentes nations européennes, du moins une unité dictée par les États aux lecteurs des périodiques. Côté terminologique, ces deux périodiques favorisent l'usage du mot *Chrétienté*, tout comme les Traités de Westphalie. Toutefois, en les lisant, on voit que de nouveaux liens, autres que religieux, unissaient maintenant les habitants du continent : la peste, les guerres, la diplomatie, les actions des élites, et ainsi de suite. L'importance de cette communauté internationale restait très inférieure à

[57] Théophraste Renaudot, *Gazette*, Paris, Bureau d'adresse, 1631-1761; et Marchamont Nedham, *Mercurius Politicus*, London, Printed for Robert White, 1650-1660. Par soucis de brieveté, les références à venir sur les articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* ne feront mention que du titre de l'article, du nom du périodique, son numéro et la ou les pages concernées.

celle des communautés locales ou même à celles des communautés régionales pour les gens du 17e siècle. Toutefois, il est toujours possible d'argumenter qu'existait déjà la reconnaissance d'une entité nommée Chrétienté, et éventuellement Europe. Cette entité était reliée par de nombreux liens, dont tous n'étaient pas nécessairement que religieux.

Un deuxième sujet de débats entre les spécialistes concerne l'équilibre des puissances. Dans un tel système, l'usage de la diplomatie avantagerait les États plus faibles, tout en empêchant les pays dominants d'abuser de leur pouvoir. Jamais plus un État ne devrait craindre l'hégémonie d'une puissance adverse, soit l'Empire des Habsburg pour notre époque. Plusieurs auteurs considèrent les Traités de Westphalie comme le point de départ de l'équilibre entre les États européens devant empêcher une autre guerre dévastatrice comme la Guerre de Trente Ans. Même si certains historiens, tel Butterfield, spécifient que cette notion n'atteindra son plein potentiel qu'au 18e siècle, les chercheurs notent généralement un changement dans les relations entre les États européens après 1648. Ainsi, avec l'aide de la laïcisation, et la conclusion de la guerre, de nouvelles fonctions seront données aux pays comme la France et la Suède, en tant que gardiens de la paix, pour assurer que les aspirations de l'Empereur restent bloquées.[58]

Ce rôle est bien inscrit dans les traités de Westphalie,[59] et transparaît à travers les politiques internationales après 1648, mais plus d'un auteur jugea que cette déclaration devrait être mitigée. Premièrement, parce que la notion d'équilibre des puissances reste

[58] Nathan; Gabriel Bonnot de Mably, *Des principes des négociations, pour servir d'introduction au Droit public de l'Europe, fondé sur les traités*, Amsterdam, J. Schreuder, et P. Mortier, le jeune, 1757; Evan Luard, *The Balance of Power. The system of International Relations 1648-1815*, New York, St. Martin's Press, 1992; Klaus Malettke, «Les Traités de paix de Westphalie et l'organisation politique du Saint Empire germanique» *Dix-Septième Siècle*, vol. 53, n ° 1, (2001), pp. 113-144; Butterfield; et «Célébration du 350e anniversaire des traités de Westphalie» *Revue d'Histoire diplomatique*, vol. 112, n ° 3, (1998), pp. 297-303.
[59] Aschendorff/Münster et Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte e.V., *Die Westfälischen Friedensverträge vom 24. Oktober 1648. Texte und Übersetzungen* [http://www.pax-westphalica.de] (Consulté le 22 septembre 2009)

un concept utopique jamais complètement atteint. Deuxièmement, les Traités de Westphalie laissèrent des puissances d'importance relative sur le banc, soit la Russie et l'Angleterre. Ainsi, l'idée que l'élite européenne recherchait, à travers ces traités, l'application d'un tel idéal devient questionnable. Finalement, on peut se demander si ce besoin de légitime défense et d'équilibre invoqués fièrement par la France et la Suède, ne fut pas largement surestimé par les historiens, principalement à cause du développement du nationalisme au 19^{e} et au 20^{e} siècle et du besoin de défendre le pays de tout un chacun. Même les pays nullement menacés suite à la Guerre de Trente Ans désiraient utiliser la guerre et la paix pour défier les pays dont la puissance s'étendait jusqu'aux portes de leur royaume.[60]

L'équilibre du pouvoir ne peut que difficilement atteindre à la perfection dans la pratique, mais, selon le *Mercurius Politicus* et la *Gazette,* le désir d'empêcher l'établissement d'un empire universel n'en existait pas moins dans les années 1650. Un tel fait ne saurait cette fois être associé au nationalisme d'historiens travaillant sur cette notion, mais plutôt à un désir d'orienter le lectorat vers un élan commun. C'est à cette tâche que s'attaquèrent, entre autres, le chevalier de Terlon et le bailli d'Estampes-Valencay, tout comme Montague et ses collègues. À cette époque, les États européens cherchaient des solutions, parfois à travers des moyens internationaux, pour contrer la montée drastique du pouvoir d'un pays spécifique.

L'influence distincte des agents anglais et français durant la majeure partie de la décennie 1650 démontre que l'équilibre des puissances n'existait pas encore dans la

[60] Victoria T.-B. Hui, «Toward a Dynamic Theory of International Politics: Insights from Comparing Ancient China and Early Modern Europe» *International Organization*, vol. 58, n º 1, (2004), pp. 175-205; Flassan; et Andreas Osiander, «Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth» *International Organization*, vol. 55, n ° 2, (2001), pp. 251-287.

sphère diplomatique. Tel qu'évoqué plus haut, le développement de la souveraineté d'un État permet aux diplomates de s'associer plus étroitement à leur souverain, en tant que symboles du pouvoir. Quel était donc l'État de la souveraineté en Europe à l'aube des années 1650? Les débats sur ce thème entourant les traités de Westphalie offrent une excellente piste d'analyse sur cette question. Un certain consensus existe entre plusieurs chercheurs à ce jour : les Traités de Westphalie symbolisent la naissance de la souveraineté des États. Les principaux arguments utilisés en faveur de cette idée peuvent être grossièrement résumés ainsi : la diminution du pouvoir de l'Empereur et du Pape permit aux États européens de ne plus reconnaître d'autre autorité supérieure à la leur, affirmant ainsi leur égalité mutuelle dans leur propre souveraineté.[61] Même si certains auteurs, tel Philpot, spécifient que les éléments de cette éventuelle métamorphose étaient déjà en place avant 1648, la majorité des auteurs fixent cette date comme le début d'une certaine forme de la souveraineté d'État. À partir de là, les chercheurs, surtout ceux qui traitent des relations internationales, commencèrent à parler d'un *système Westphalien*, défini, en gros, comme un système avec des normes compétitives, une absence de structures universelles d'autorité, une reconnaissance de la souveraineté des États, un support pour une modération mutuelle (non-intervention) et des asymétries du pouvoir. La majorité des historiens demeure toutefois sceptique à ce sujet.

En effet, cette belle image théorique ne résiste pas aux analyses plus pointues, dont celle de Croxton qui reconnaît le développement de la souveraineté à partir de 1648,

[61] Colás; Robert Gilpin, «The Theory of Hegemonic War» *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, n º 4, (1988), pp. 591-613; Barry Buzan et Richard Little (dir.) *International Systems in World History: Remaking the Study of International Relations*, Oxford, OUP, 2000; Maurice Keens-Soper, «Abraham De Wicquefort and Diplomatic Theory» *Diplomacy & Statecraft*, vol. 8, n ° 2, (1997), pp. 16-30; Daniel Philpot, «Westphalia, Authority, and International Society» *Political Studies*, vol. 47, n º 3, (1999), pp. 566-589; Luard,; et Daniel Philpott, *Revolutions in Sovereignty : How ideas Shaped Modern International Relations*, Princeton, PUP, 2001; et P. W. Schroeder, «Class and the Making of the Modern International System» *European History Quarterly*, vol. 35, n ° 1, (2005), pp. 119-125.

mais ne l'attribue pas directement au contenu des traités de Westphalie.[62] Le mot *souveraineté* n'existait pas en latin, langue en laquelle les traités furent écrits. D'un autre côté, les auteurs des traités utilisèrent tout de même les termes *supremum dominium*, pour faire référence à ce concept. Le débat sur l'émergence de la souveraineté ne repose donc pas sur la terminologie comme telle, mais plutôt sur la volonté, réelle ou factice, des signataires à créer un système international de souveraineté et d'États indépendants.

Alors que Croxton et ses collèges s'entendent pour minimiser le rôle de Westphalie dans la création de la souveraineté moderne, d'autres, à l'inverse, soutiennent que la souveraineté moderne était déjà présente avant le milieu du 17e siècle, [63] alors que d'autres clament plutôt que ce changement n'apparaîtra que plus tard dans le temps.[64] Évidemment, cette dichotomie d'opinions découle, encore une fois, de la définition donnée au terme lui-même.[65] Par exemple, Beaulac avance l'idée que les États de l'Empire étaient déjà aptes à conduire leur propre politique étrangère bien avant 1648, affichant ainsi déjà un certain niveau de souveraineté. Dans une perspective différente, Jackson fait plutôt appel au développement de la laïcisation pour expliquer la montée de la souveraineté. En disant que ces changements proviennent de l'éclatement de la Chrétienté sous le poids des religions protestantes à la mode, il date les débuts de la

[62] Croxton.
[63] Robert Jackson, *Classical and Modern Thought on International Relations*, New York, Palgrave Macmillan, 2005; et Stéphane Beaulac, *The Power of Language in the Making of International Law. The World Sovereignty in Bodin and Vattel and the Myth of Westphalia*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2004.
[64] Benno Teschke, *The Myth of 1648: Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, New York, Verso, 2003; and S. D. Krasner, «Rethinking the Sovereign State Model» dans Michael Cox, *et al.* (dir.) *Empires, Systems and Sates: Great Transformations in International Politics*, Cambridge, CUP, 2001.
[65] Tel qu'expliqué par Krasner, dans son «Rethinking the Sovereign State Model», la souveraineté peut être définie de différentes façons. Par exemple, la souveraineté interdépendante (capacité d'un état à contrôler les mouvements prenant place sur ces frontières), la souveraineté domestique (capacité à régulariser les comportements au sein même de son territoire), la souveraineté Vattelian (exlusion des sources externes d'autorité, de facto and de juri), et la souveraineté internationale légale (reconnaissance mutuelle).

souveraineté à une période antérieure à 1648. D'un autre côté, Tescheke clame que ce qui fut accompli à Westphalie fut plutôt la cumulation, en France entre autres, de la souveraineté absolutiste, qui diffère de la souveraineté moderne. Cette souveraineté d'Ancien Régime est définie comme une société où les intérêts privés de chaque groupe et individu dépendent de leur roi, du patronage et de la corruption. La souveraineté moderne se développera à cause de la cassure de ces liens, tel que dans l'Angleterre parlementaire et éventuellement, sous le système capitaliste.[66]

Pour Osiander, la diversité des positions en présence dépend de l'interprétation que tout un chacun fait du terme *souveraineté*. Il écrit que la souveraineté est normalement associée à la capacité pour chaque état autonome d'interagir avec ses voisins et dans sa propre sphère domestique sans l'intervention d'une autorité externe supérieure, tel que le pape ou l'Empereur. Toutefois, il rappelle que ces rapports existaient déjà, avant 1648, et ne seraient pas associés à l'idée de souveraineté en tant que telle, puisque la dichotomie empire-souveraineté (ou pouvoir papal-souveraineté) est, en réalité, une fausse association. Selon lui, un État souverain moderne maintiendra la souveraineté sur son propre territoire et son chef présidera un système centralisé et politiquement unifié, mais cette perspective était alors loin d'être implantée en Europe et n'a pas vraiment de liens directs avec les traités de Westphalie.[67]

Finalement, l'intérêt de ces débats ne réside pas tant dans l'existence, totale ou partielle, de la souveraineté en 1648, mais plutôt dans les diverses définitions données à

[66] Schroeder, dans sa critique du livre de Tescheke, attaque sérieusement sa position, martelant que l'auteur ne plonge pas vraiment au coeur du débat sur l'importance de Westphalie et tente plutôt de proposer une thèse remplaçant le mythe westphalien par le mythe de l'exceptionnalisme britannique. (Schroeder)

[67] Osiander, «Sovereignty, International Relations…» ; ou encore Andreas Osiander, *The States System of Europe, 1640-1990. Peacemaking and the Conditions of International Stability*, Oxford, Clarendon Press, 1994; ou Andreas Osiander, *Before the State; Systemic Political Change in the West from the Greeks to the French Revolution*, Oxford, OUP, 2007.

ce concept. Lorsqu'on met en perspective ces nombreuses définitions et le contenu de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*, quatre éléments ressortent de façon prédominante. Tout d'abord, nous avons déjà démontré la chute de l'influence du pape et de l'Empereur à cette époque. Quoiqu'il reste difficile de mesurer le degré de conscience que chaque pays a de sa souveraineté face à ses voisins, il est possible de percevoir le respect général accordé aux différents chefs d'État européens, peu importe la grandeur de leur pays.

Selon le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*, l'Angleterre et la France apparaissent comme unifiées politiquement, à ce point que l'opposition à cet état de choses supposément acquis est perçue comme une cause perdue qui ne fera que revaloriser l'unité et la force du pouvoir actuel. La centralisation du pouvoir y apparaît aussi comme assurée voir même non questionnable, les actions des chefs d'État y étant souvent décrites en détails, promouvant ainsi une image où le bien de l'état découle de ces nobles actes commis par ces grands hommes.[68] Ainsi, le simple geste de Louis XIV de poser la première pierre servant à la construction de l'église de Saint-Roch mérite une description forte élogieuse de la noblesse et de la maturité du jeune souverain (qui n'avait pas encore 15 ans). Après avoir examiné avec attention les plans de l'église,

> Sa Majesté toucha la pierre et l'appuya pour la poser : puis d'une truelle d'argent […], Elle prit du mortier dans un bassin aussi d'argent […], et avec la grâce qu'Elle fait toujours paraître, le jeta aux quatre coins et aux environs de la pierre.[69]

Dans le même esprit, Nedham écrit comme si la réputation de grandeur et l'influence d'Olivier Cromwell s'étendait indubitablement à l'Europe en entier. Par

[68] Notons ironiquement que le Cardinal Mazarin n'est quasi jamais mentionné dans la *Gazette*, tout mérite allant toujours au jeune Louis XIV ou à la reine mère, quoique les rênes du gouvernement étaient alors en réalité dans les mains du premier ministre, dans le but de plaire au peuple et d'encenser le régime monarchique français.

[69] «Ce qui s'est passé en la position faite par Sadite Majesté de la première pierre des fondements de la nouvelle Église de S. Roch» *Extraordinaire* (11 avril, 1653), vol. 44, p. 351.

exemple, dans un article venant de la ville de Dantzick, dans le Saint Empire germanique, il souligne que les protestants vivant en cette cité

> Are praying incessantly for the prosperity of my Lord Protector and his Government, that his heart may be more and more devoted to God and his Churches. You cannot believe what a great stop his Authority has been in our Sarmatical parts to Papal Tyranny and Persecution.[70]

Une telle perception de la souveraineté, bien qu'elle suinte abondamment de l'influence gouvernementale sur ces journaux, n'en reste pas moins essentielle à notre propos, car c'est celle avec laquelle le public de l'époque était familier. C'est à partir de ces idées que le public construira son propre imaginaire de la culture diplomatique de l'époque.

Passons maintenant au troisième thème commun aux débats entourant 1648. Une différence de point de vue entre les historiens de l'époque victorienne et moderne, tout comme entre les historiens, juristes et spécialistes des relations internationales, ressort aussi au sujet de la création d'un nouvel ordre judiciaire, relié aux Traités de Westphalie. Les experts en droit international regardent 1648 comme un – ou même- le point fondateur d'un nouvel ordre international judiciaire, basé sur les idées de Grotius. Ceci donnera naissance à l'adjectif *grotian*, qui décrit un système «of international relations in which centre stage is commanded by an international society embodied in rules and institutions, such as diplomacy.»[71] Ce nouveau système est rendu possible par l'influence des traités de Westphalie sur les divers phénomènes déjà étudiés ici : la laïcisation, l'équilibre des puissances et la souveraineté.[72] S'il est possible de percevoir

[70] Nedham, «From Dantzick, September 29» *Mercurius Politicus* (From October 4 to October 11, 1655), vol. 278, p. 5665.
[71] Berridge, *et al.*
[72] L'article de Leo Gross est généralement perçu comme le texte symbolique définissant cette théorie : Leo Gross, «The peace of Westphalia, 1648-1948» *American Journal of International Law*, vol. 42, n º 1, (1948), pp. 20-41. Un bon résumé des thèses similaires à celle-ci peut être trouvé dans l'article de Braun.

l'établissement de ces changements plus spécifiquement dans les États de l'Empire, Flassan pourrait avoir raison lorsqu'il affirme que plutôt qu'associer les deux traités de Westphalie à un code des nations européennes,[73] il serait préférable de les relier à un *code de l'Allemagne*. Toutefois, Flassan souligne encore que la position centrale de l'Allemagne transforma ce code en pierre angulaire pour l'Europe. En d'autres mots, «son organisation politique devenait le fondement de l'harmonie générale du continent.»[74]

Quelques auteurs proposent une version nuancée de cette idée. Tout en admettant le rôle majeur des Traités de Westphalie dans la création d'un nouvel ordre international inspiré des idées de Grotius, ces chercheurs reporteraient la date de sa maturité aux siècles ultérieurs. Par exemple, Lesaffer, Frey et Frey expliquent comment les nouvelles bases de la laïcisation, de l'équilibre des puissances et de la souveraineté furent des conditions essentielles pour permettre la naissance d'un ordre international moderne.[75] Dans une veine similaire, Bély argumente que les changements créés en 1648 annoncèrent le nouvel équilibre européen, qu'il fixe au 18^{e} siècle, le concert européen du 19^{e} siècle et même la construction européenne du 20^{e} siècle.[76] Jouant toujours sur la question des définitions, se trouvent, à l'extrême opposé, d'autres chercheurs pour lesquels, en plus du rôle clé de Westphalie, d'autres développements avaient déjà pris place, depuis le temps où «the Sumerian city-states began to interact in the area between

---

Voir aussi George Pagès, *La guerre de Trente Ans, 1618-1648*, Paris, Payot, 1949; Hill; L. Gerin-Ricard, *Les traditions de la diplomatie française*, Marseille, R. Laffont, 1941; Mably; Olaf Asbach et Peter Schröder (dir.), *War, the State and International Law in Seventeenth-Century Europe*, Burlington VT, Ashgate, 2010.

[73] Jean-Louis Lanessan, *Histoire de l'entente cordiale franco-anglaise*, Paris, 1916, p. 50.

[74] Flassan, p. 181.

[75] Frey et Frey, pp. 207-208; et Lesaffer, p. 10.

[76] Lucien Bély, «Les temps modernes, 1515-1789» dans Autrand, p. 344. Bély émit toutefois un opinion plus réservé sur l'impact des traités de Westphalie dans un livre précédent, se bornant principalement a souligner leur rôle dans la survivance de l'Empire, tout en notant au passage les grands lignes des échanges territoriaux qui découlèrent de ces deux traités, principalement favorables à la France, la Suède et le Brandebourg. (Lucien Bély, *Les Relations Internationales En Europe (17e-18e Siècle)*, Paris, PUF, 1992), pp. 160-161.

the Tigris and the Euphrates», en 3 500 av. J.-C., pour permettre le développement d'une telle société internationale.[77]

D'autres chercheurs nient formellement l'importance de Westphalie dans le développement d'un éventuel ordre international. Leur argument favori vient du fait que le nouvel ordre international n'est associé à Grotius qu'indirectement. Puisque celui-ci s'intéressait plus spécifiquement à la guerre et aux droits internationaux, il accordait peu d'attention à l'idée d'une société internationale en soi.[78] Pour cette raison, plusieurs historiens soutiendront que les juristes et autres chercheurs travaillant sur le droit international ne lisèrent probablement jamais ni Grotius, ni les Traités de Westphalie, mais les relièrent quand même à la naissance d'un ordre international. Ils en viennent à la conclusion qu'une telle hypothèse repose purement et simplement sur un mythe fondateur.[79]

En y regardant de plus près, l'historiographie récente tend à réfuter l'idée que les signataires des Traités de Westphalie concluaient une paix qui fût à l'origine d'un nouvel ordre mondial. Par exemple, Strange souligne que si 1648 vit vraiment la diminution de la religion en tant que source principale de conflit, rien ne fut fait à l'époque pour éviter les conflits basés sur un désire d'expansion.[80] Osiander, allant plus loin dans son déni du rôle de Westphalie comme élément créateur de la modernité, nie non seulement l'intention des signataires de créer de nouveaux principes paneuropéens, mais aussi

[77] Buzan et Little, p. 337.
[78] Hugo Grotius, *Le droit de la guerre et de la paix,* Paris, Presses Universitaires de France, 1999.
[79] Berridge, «Grotius» dans Berridge, *et al*.; Peter Haggenmacher, «La paix dans la pensée de Grotius» dans Lucien Bély, (dir.) *L'Europe des Traités de Westphalie: esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit,* Paris, 2000; Teschke; Osiander, «Sovereignty, International Relations, …»; et Beaulac.
[80] Strange, p. 347.

l'apparition éventuelle d'un tel changement, selon des facteurs directement ou même indirectement associés à Westphalie.[81]

Fait intéressant à noter, la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* suggèrent qu'émerge alors une manière uniforme de faire la diplomatie grâce au nouvel ordre international dont quelques principes, telle l'immunité diplomatique, étaient en pleine floraison partout en Europe.

Ayant démontré l'importance de la décennie 1650 et des débats entourant les Traités de Westphalie, il nous reste encore à justifier le choix des pays retenus pour ce travail. Pusieurs pays auraient pu faire l'objet d'une analyse pertinente à notre propos, mais il nous a paru judicieux d'en sélectionner seulement deux, dans le but d'établir une meilleure comparaison, tout en évitant de noyer l'argumentation dans un trop ambitieux champ d'action. Mais encore plus cruciales, la France et l'Angleterre, dans les années 1650, possédaient le terreau nécessaire pour permettre à la diplomatie de s'y développer, à travers les quatre thématiques associées à Westphalie.

Une centralisation émergente dans ces deux pays permet tout d'abord de les considérer tout deux de manière comparative. La sélection de la France et de l'Angleterre présente aussi l'avantage de mettre sous le microscope deux pays différents dans leur implication sur la scène internationale de l'époque, comme le démontre de prime abord la Guerre de Trente Ans. De plus dans les années 1650, leurs objectifs de politiques étrangères différaient, la France cherchant sans cesse des appuis dans son éternel combat contre l'Espagne, alors que l'Angleterre recherchait tout d'abord une certaine reconnaissance internationale, tout en développant des rêves impériaux. Finalement, les

[81] Andreas Osiander, *Before the State; Systemic Political Change in the West from the Greeks to the French Revolution*, Oxford, OUP, 2007, p. 247; and Osiander, *The States System of Europe…,* p. 247.

deux pays furent utilisés par le passé par les historiens comme preuves de l'existence d'une crise générale ayant ravagée l'Europe durant le 17e siècle, la France via la Fronde, et l'Angleterre via ses guerres civiles.[82]

Exception faite de la Fronde, cette décennie reste toutefois l'une des plus négligées par les historiens de la France du 17e siècle. Les débats sur la Fronde couvrent un large éventail de sujets, tel que les études sur la noblesse, les relations entre le peuple et la guerre civile, les causes de cette rébellion, la nature des complaintes, et ainsi de suite.[83] Mais peu d'études vont plus loin dans le temps. Même la politique étrangère ne retint pas plus d'attention que les autres domaines. Les rares recherches effectuées s'attardent plutôt à Mazarin, dont la carrière comme premier ministre a été perçue sous

[82] Theodore K. Rabb, *The Struggle for Stability in Early Modern Europe*, New York, Oxford University Press, 1975; Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne (1680-1715)*, Paris, Boivin, 1935; Geoffrey Parker, *The General Crisis of the Seventeenth Century*, London, Routledge & Kegan Paul, 1978; Trevor Aston (dir.), *Crisis in Europe, 1560-1660*, New York, Basic Books, 1965.

[83] La Fronde a été utilisé comme champ d'étude dans divers recherches sur la noblesse, telles que Robert Bonney & Yves-Marie Bercé, «La Fronde des officiers: mouvement réformiste ou rébellion corporatiste?» *Dix-Septième Siècle*, vol. 36, n º 4, 1984, pp. 323-340; Sharon Kettering, «Patronage and Politics During the Fronde» *French Historical Studies*, vol. 14, n º 3, (1986), pp. 409-441; David Parker, *Class and State in Ancient Régime France: The Road to Modernity?*, London, Routledge 1996; Jean-Marie Constant, «La troisième Fronde : les gentilshommes et les libertés nobilitaires» *Dix-Septième Siècle*, vol. 36, n º 4, (1984), pp. 341-354; et Arlette Jouanna, *Le devoir de révolte : la noblesse française et la gestation de l'État moderne : 1559-1661*, Paris, Fayard, 1989. Diverses autres thèses ont été aussi proposées pour expliquer les raisons et les impacts de cette rébellion en tant que telle : Chéruel, *Histoire de … la minorité de Louis XIV*; Christian Jouhaud, *Mazarinades : la Fronde des mots*, Paris, Aubier, 1985; Hubert Carrier, *La Presse De La Fronde (1648-1653)*, Genève, Librairie Drowz, 1991; Louis Madelin, *Une révolution manquée. La Fronde*, Paris, 1931; A. Lloyd Moote, *The Revolt of the Judges: The Parlement of Paris and the Fronde, 1643-1652*, Princeton, Princeton University Press, 1971; Robert Descimon, & Christian Jouhaud «La Fronde en mouvement: le développement de la crise politique entre 1648 et 1652» *Dix-Septième Siècle*, vol. 36, n ° 4, (1984), pp. 305-322; P. Sonnino, «Prelude to the Fronde: The French Delegation at the Peace of Westphalia» *Historische Zeitschrift*, vol. 26, (1998), pp. 217-233; Sharon Kettering, «The Causes of the Judicial Frondes» *Canadian Journal of History*, vol. 17, (1982); Robert Bonney, «The French Civil War, 1649-1653» *English Historical Review*, vol. 96, (1981); Orest A. Ranum, *The Fronde, a French Revolution* , New York, W. W. Norton, 1993; Richard M. Golden, *The Godly Rebellion. Parisian cures and the Religious Fronde, 1652-1662*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1981; et Roland Mousnier, «Quelques raisons de la Fronde. Les causes des journées révolutionnaires parisiennes de 1648» dans *La plume, la faucille et le marteau; institutions et société en France, du Moyen Age à la Révolution*, par Roland Mousnier, Paris, Presses universitaires de France, 1970, pp. 265-300.

un jour bien plus positif après la publication de l'œuvre de Bazin.[84] Plutôt que de supporter les Frondeurs et de critiquer Mazarin pour la lenteur avec laquelle la Paix des Pyrénées fut conclue,[85] les auteurs décrivent généralement les actions de Mazarin comme nécessaires au développement d'un État centralisé qui solidifiera le pouvoir du jeune roi Louis XIV, tant à la maison qu'à l'étranger, assurant ainsi la puissance future de la monarchie française.[86]

Le problème, c'est qu'une telle image de l'historiographie propose une grande diversité de thèses sur les motivations et les éléments qui influencèrent la politique étrangère d'Anne d'Autriche, la Reine Mère, et de Mazarin, tout en laissant au lecteur une image bien floue de la manière selon laquelle ces politiques ont été mises sur pied, soit la nature de l'institution diplomatique française de son association à un concept plus général de culture diplomatique. L'historiographie de l'Angleterre pour la même période se butte aussi à la même difficulté.

---

[84] Anaïs de Raucou dit Bazin, *Histoire de France sous le ministère du cardinal Mazarin,* 2e édition, Paris, Chamerot, 1846; Albert Hamscher, *The Parlement of Paris after the Fronde, 1653-1673*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1976; et Chéruel, *Histoire de la France sous … Mazarin.*

[85] Pour un exemple d'une oeuvre plus en faveur des frondeurs, lire entre autre Louis C. de B. Sainte-Aulaire, *L'Histoire de la Fronde*, Bruxelles, Gregoir et Wouters, 1827; ou Courtilz de Sandras, G., *Mémoires de M. d'Artagnan*, Neuilly-sur-Seine, Altair, 1700. Quoi que ce dernier ouvrage soit semi-fonctionel, il donne néanmoins un bon aperçu des sentiments de la population pour le cardinal Mazarin, quatre décennies après sa mort.

[86] D. J. Sturdy, *Richelieu and Mazarin : a Study in Statesmanship*, New York, Palgrave Macmillan, 2004; Madeleine Laurain-Portemer, *Études mazarines*, Paris, De Boccard, 1997; Geoffrey Treasure, *Mazarin, the Crisis of Absolutism in France*, London, Routledge, 1995; Richard Wilkinson, «Cardinal Mazarin» *History Today*, vol. 46, n º 4, (1996), pp. 39-45; Georges Dethan, *Mazarin, un homme de paix à l'âge baroque*, 2 vols, Paris, Impr. Nationale, 1981; Claude Dulong, *Mazarin et l'argent : banquiers et prête-noms*, Paris, École des chartes, 2002; O'Brien; Paul Sonnino, «Dieu et la diplomatie dans l'esprit de Mazarin» *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 121, n º 3, (2007), pp. 193-204. Sur les relations de la France avec des pays spécifiques à cette époque, voir encore D. Séré, «La Paix des Pyrénées ou la Paix du Roi : le rôle méconnue de Philippe IV dans la restauration de la paix entre l'Espagne et la France» *Revue d'Histoire Diplomatique*, Vol. 119, N/ 3, 2005, pp 243-61; Jean Serroy, (dir.), *La France et l'Italie au temps de Mazarin*. 15e colloque du C. M. R. 17, sous le patronage de la Société d'étude du XVIIe siècle, Grenoble, 25-27 janvier 1986; et Klaus Malettke, *Les relations entre la France et le Saint-Empire au XVIIe siècle*, Paris, Champion, 2001; Robert Bonney, «Cardinal Mazarin and his Critics, The Remonstrances of 1652» *Journal of European Studies*, vol. 10, (1980), pp. 15-31.

En effet, de l'autre côté de la Manche, les historiens décrivent surtout les systèmes politiques de l'Angleterre après la décapitation de Charles I, en janvier 1649. L'Angleterre des années 1650 suscitent de sérieux débats grossièrement regroupés en trois grandes catégories. Malgré leur éventuelle destitution, le *Rump Parliament* et Barbones furent-ils d'une quelconque utilité dans la poursuite des objectifs des guerres civiles? Quelle était la nature du Protectorat d'Olivier Cromwell : une monarchie de fait, mais non de titre, une dictature militaire, une vraie république, ou quelque chose d'autre? Finalement, quelle fut l'importance de l'Interregnum, pour l'histoire anglaise, en termes de religion, politique, culture, et ainsi de suite?[87]

[87] Les plus récentes biographies sur Olivier Cromwell lui-même, avec des sections bibliographiques et historiographiques détaillées, sont : Barry Coward, *Olivier Cromwell*, London, Longman, 1991; Martyn Bennett, *Oliver Cromwell*, New York, Routledge, 2006; J. C. Davis, *Oliver Cromwell*, London, Arnold, 2001 et David L. Smith (dir.), *Cromwell and the Interregnum*, Malden, MA: Blackwell Pub., 2003. Il existe aussi un certain nombre de textes sur la façon dont Cromwell fut perçu durant sa vie, et même par après, tels que K. A. Cred, «The Pamphleteer's Protestant Champion : Viewing Oliver Cromwell through the Media of his Day» *Essays in History*, vol. 34, (1992), pp. 18-33; J. P. Cooper, *Oliver the First, Contemporary Images of Oliver Cromwell*, London, National Portrait Gallery, 1999; C. H. Firth, «Thurloe and the Post Office» *English Historical Review*, vol. 13, n º 51, (1898), pp. 527-533. Des oeuvres intéressantes couvrant les aspects de la politique de l'Interregnum, ou seulement d'une partie de cette période, tels que G. E. Aylmer, *The State's Servants. The Civil Service of the English Republic, 1649-1660*, London, Routledge & Kegan Paul, 1973; Philip Aubrey, *Mr Secretary Thurloe; Cromwell's Secretary of State, 1652-1660*, London, Athlone Press, 1990; David Underdown, *Pride's Purge, Politic in the Puritain Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 1971; J. S. Morrill (dir.), *Revolution and Restoration: England in the 1650s*, London, Collins & Brown, 1992; Ausin Woolrych, *Commonwealth to Protectorate*, London, Clarendon Press, 1988; Christopher Durston, *Cromwell's Major Generals: Godly Government During the English Revolution*, Manchester, NY: Manchester University Press, 2001; Mark S. R. Jenner, «The Roasting of the Rump: Scatology and the Body Politic in Restoration England» *Past and Present*, vol. 177, (2002), pp. 84-120; Derek Hirst, «Making Contact: Petitions and the English Republic» *Journal of British Studies*, vol. 45, n º 1, (2006), pp. 26-50; Derek Hirst, *England in conflict, 1603-1660: kingdom, community, commonwealth*, New York, Oxford University Press, 1999; G. E. Seel, *The English Wars and Republic, 1637-1660*, London, Routledge, 1999; James S. Wheeler, *The Making of a World Power*, Stroud, Sutton, 1999; Blair Worden, *The Rump Parliament, 1648-1653*, London, Cambridge University Press, 1974. Des études orientées plus spécifiquement sur le Protectorat son aussi disponibles: Patrick Little (dir.), *The Cromwellian Protectorate*, Woodbridge, Boydell, 2007; D. Armitage, «The Cromwellian Protectorate and the Languages of Empire» *Historical Journal*, vol. 35, n º 3, (1992), pp. 531-555; P. Gaunt, «'The Single Person's Confidants and Dependants'? Oliver Cromwell and His Protectoral Councillors» *Historical Journal*, vol. 32, n º 3, (1989), pp. 537-560; Patrick Little & David L. Smith, *Parliaments and Politics During the Cormwellian Protectorate*, London, Cambridge U. Press, 2007; Patrick Little, «Offering the Crown to Cromwell» *History* Today, vol. 57, n º 2, (2007), pp. 24-31; Patrick Little, «Monarchy to Protectorate: Re-Drafting the Humble Petition and Advice, March-June 1657» *Historical Research*, vol. 79, nº 203, (2006), pp. 144-149; Ausin Woolrych, «The Cromwellian Protectorate : a Military Dictatorship?»

En Angleterre comme en France, les études portant sur la politique extérieure des années 1650 peuvent se compter sur les doigts d'une seule main. Encore plus problématique pour notre sujet, ces quelques travaux accordent peu d'attention à la nature de la diplomatie à cette époque.[88] Ces œuvres abordent plutôt les relations entre la république anglaise et un autre pays, ou encore, la politique extérieure de l'Angleterre au 17e siècle, avec une section sur l'Interregnum. La majorité de ces œuvres vise surtout la France, principalement à cause de l'impact de l'alliance de 1657 pour les deux pays. D'autres pays ont suscité une vague d'intérêts, telles que la Hollande, avec la première guerre anglo-hollandaise de 1652-1654, et la Suède, de par l'alliance de 1654.[89]

Ainsi, la France et l'Angleterre des années 1650 non seulement nous plongent au cœur de l'enchevêtrement d'événements qui accompagnèrent l'évolution de la diplomatie à une époque charnière, mais sont aussi le lieu géographique privilégié d'une évolution

---

History, vol. 75, n º 244, (1990), pp. 17-55; et Barry Coward, *The Cromwellian Protectorate*, New York, Manchester University Press, 2002.

[88] Timothy Venning, *Cromwellian Foreign Policy*, New York, Macmillian, 1996; Charles P. Korr, *Cromwell and the New Model Foreign Policy: England's Policy Towards France*, London, U. California Press, 1975; R. Crabtree, «The Idea of a Protestant Foreign Policy» dans *Cromwell; a profile*, edité par I. Roots, New York, Hill and Wang, 1973, pp. 160-189; Prestwich,; Michael F. Foley, *John Thurloe and the Foreign Policy of the Protectorate, 1654-1658*, Dissertation doctorale, University of Illinois, 1968.

[89] Pour des essaies sur les relations anglo-françaises à cette époque, voir Philip A. Knachel, *England and the Fronde; the impact of the English Civil War and Revolution on France*, Ithaca, Published for the Folger Shakespeare Library by Cornell University Press, 1967; Kleinman; A. J. Loomie, «Oliver Cromwell's Policy toward the English Catholic: the Appraisal by Diplomats, 1654-1658?» *Catholic Historical Review*, vol. 90, n º 1, (2004), pp. 29-44; Saulnier, F., *La diplomatie française et la République d'Angleterre*, Dissertation doctorale, Université de la Sorbonne, 1999; Giorgio Vola, «The Revd. J. B. Stouppe's Travels in France in 1654 as Cromwell's Secret Agent» *Proceedings of the Huguenot Society of Great-Britain and Ireland*, vol. 27, n º 4, (2001), pp 509-526; S. R. Gardiner, «Cromwell and Mazarin in 1652» *English Historical Review*, vol. 11, nº 43, (1896), pp. 476-509; F. J. Routledge, *England and the Treaty of the Pyrenees*, Liverpool, University Press, 1953. Pour ce qui est des affaires anglo-hollandaises, J. R. Jones y consacre son *The Anglo-Dutch Wars in the Seventeenth Century*, Londres-New York, Longman, 1996. Des analyses des relations anglo-suédoises existent aussi dans le livre Michael Roberts, «Cromwell and the Baltic» dans *Essays in Swedish History*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1967 et dans celui de Gunnar Hägglöf, *Britain and Sweden*, Stockholm, Norstedt & Söners Förlag, 1966. Les études à visée plus large, incluant une section sur les affaires étrangères durant la période de l'Interregnum, existent aussi, quoi qu'en plus faible nombre : Steve Pincus, *Protestantism and Patriotism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995; et J. R. Jones, *Britain and Europe in the Seventeenth Century*, London, Edward Arnold, 1966.

qu’on peut suivre de près dans un périodique hebdomadaire narrant les événements internationaux tout au long de cette même décennie.

Chapitre 3 : Du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*

Pour leur recherche, les historiens intéressés par la diplomatie utilisent généralement les traités de paix, la correspondance diplomatique ainsi que la correspondance personnelle entre les diplomates, leur famille et leurs amis.[90] De telles sources sont significatives par leur quantité, leur originalité et leur qualité. Pour le 17e siècle, la correspondance diplomatique fait partie de la documentation officielle. Si certaines de ces lettres furent publiées, peu d'études offrent une analyse de ce genre de source.[91]

L'échange de correspondance et d'informations fait partie intégrante du travail des diplomates, ce qui explique en partie l'abondance de ce genre de source. Cet aspect de leur fonction a connu un bel essor grâce au développement du système postal durant le 17e siècle, permettant l'envoi de courriers sur une base plus régulière et plus rapide. Pour les chefs d'État, il était crucial que l'information reçue contienne les nouvelles les plus récentes, et pas seulement une copie du contenu des périodiques hebdomadaires. Les renseignements inclus dans la correspondance diplomatique étaient aussi sélectionnés par les diplomates pour leurs originalités, permettant ainsi à l'éventuel lecteur de mieux saisir

[90] Un excellent exemple de ce genre de littérature chéri par les historiens de la diplomatie existe dans Gary M. Bell, *A Handlist of British Diplomatic Representatives, 1509-1688*, London, Offices of the Royal Historical Society, 1990. Ce livre énumère tous les diplomates envoyés à l'étranger, avec une liste bibliographique de sources premières qui peut être utilisée pour chacune de ces ambassades. Une large variété de sources est énumérée, de la correspondance personnelle de ces hommes à celles qu'ils échangèrent avec leur gouvernement. Elle exclut toutefois toute référence à d'autres genres de sources, tels que les journaux.

[91] Pour quelques recherches s'attardant particulièrement à la correspondance diplomatique du 17e siècle, se référer à B. Neveu, «Correspondances diplomatiques et information» *Dix-Septième Siècle*, Vol. 45, n ° 1, 1993, pp. 45-59; Daniel H. Thomas etLynn M. Case (dir.), *The New Guide to the Diplomatic Archives of Western Europe*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1975. L'oeuvre de Craig offre aussi une appréciation de l'utilité de la correspondance diplomatique, mais avec une attention plus particulière sur la littérature du 20e siècle.

l'état de la situation à l'étranger. Ce qui mena à l'idée reçue que la correspondance diplomatique est une source sérieuse, complète et exacte… du moins en théorie.

Effectivement, ce médium possède ses propres faiblesses. Tout en écrivant leurs nombreuses missives, les diplomates sont conscients de l'importance de leur rôle et se soucient de préserver leur honneur. Une telle intention, volontaire ou pas, a certainement joué un rôle dans le style et dans le choix des nouvelles rapportées.

Même si les diplomates avaient le devoir de tout dévoiler sur le pays de leur mission, ils étaient quand même soumis à certaines contraintes de temps qui les obligeaient à une sélection des événements. De plus, ce choix dépendait d'autres éléments : tels ce que le diplomate avait pu découvrir, le niveau de succès de sa mission, les possibles obstacles obstruant sa route, et ainsi de suite. Toutefois, malgré ces possibles insuffisances dans la correspondance diplomatique, les nouvelles fraîches étaient si importantes que les chefs d'État ne punissaient pas sévèrement les auteurs ayant émis des rapports quelque peu biaisés.[92] Thurloe, le secrétaire d'État de Cromwell, ainsi que Mazarin lui-même, possédaient un large réseau d'informateurs à travers l'Europe, leur permettant souvent de valider l'information qu'ils recevaient de leurs diverses sources.

Pour une étude de la diplomatie des années 1650, la correspondance diplomatique possède une autre faille : la rareté des documents, plusieurs ayant échappé à la conservation. En France, la monarchie ordonna la rétention des documents reliés au gouvernement à partir de 1671, après la mort du secrétaire des affaires étrangères de l'époque, Hugues de Lionnes. Avant cela, la couronne ne possédait pas sa propre

[92] Pour d'avantage d'information sur les faiblesses de la correspondance diplomatique, voir entre autres Jeremy Black, *European International Relations, 1648-1815*, Houndmills, Palgrave, 2002, p. 26; et Bély, *Espions et ambassadeurs …,* p. 60.

correspondance diplomatique. Ces missives faisaient ainsi généralement partie des affaires personnelles des diplomates ou des secrétaires d'État. Certaines d'entre elles furent par la suite rassemblées, puis retournées au Quai d'Orsay, et depuis peu transférées à Pierrefitte-sur-Seine, quoique certaines lettres soient encore à la Bibliothèque Nationale, dans le pavillon Richelieu. Ainsi, le hasard des successions et des découvertes de ces documents explique pourquoi certaines parties de la correspondance diplomatique pré-1671 sont toujours manquantes.

De l'autre côté de la Manche, la préservation de tels documents commença sous Henri VIII, avec la création de l'office de secrétaire d'État. La décennie 1650 offre néanmoins seulement une collection partielle des lettres des diplomates, puisque plusieurs furent perdues ou détruites dans les conséquences des guerres civiles et de la Restauration.[93]

En plus de la correspondance diplomatique, les historiens ont recours à d'autres sources : la correspondance privée et les traités de paix, qui ont plusieurs points en commun avec la correspondance diplomatique, puisqu'elles sont généralement écrites par les mêmes auteurs et ont, elles aussi, échappé à la préservation. Il est donc nécessaire de consulter un autre type de source avec une origine et un but différents pour compléter notre data. Les périodiques gouvernementaux sont les meilleurs candidats pour ce rôle, malgré la mauvaise réputation que leur ont faite les siècles précédents.

Influencés par l'image négative des contemporains, les historiens ont longuement considéré la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* comme des sources peu fiables. Dans la France du 18^{e} siècle, Denis François Camusat fut le premier à défendre la *Gazette* en soulignant son rôle clé dans la présentation des dates, faits et idées du passé. Toutefois, sa

[93] Thomas et Case (dir.).

défense reçut peu de support. Un siècle plus tard, Eugène Hatin clamait encore que les périodiques offraient un contenu biaisé du fait que leurs articles étaient passés au peigne fin de la censure. Cette idée reçue a longtemps dominé dans le cercle des chercheurs. Tout dernièrement, Frank Tallett écrivait encore: «Much that was written [in the newspapers] on the subject of war was biased, designed to convince the reader of the rightness of a ruler's cause, to portray the enemy as barbaric and to take the edge off military and political setbacks.»[94] Les recherches sur la presse effectuées à l'aube du 19e siècle, furent aussi retardées par peur des périodiques frauduleux, pour être ensuite entamées de plus en plus rapidement au cours de ce même siècle, par une foi commune en le pouvoir de la démocratie et de la liberté de presse.[95]

Toutefois, une zone grise existe entre ces deux pôles. Les périodiques se proposent de présenter, sur une base régulière, les plus récentes nouvelles de l'actualité. Les premiers imprimés de ce genre apparurent à Strasbourg et Wolfenbüttel, peu après 1600. Le concept s'étendit ensuite à la ville de Basel puis à l'ensemble de la Hollande, via les *corantos*. Ce nouveau médium répondait à un besoin spécifique : rassurer le public sur les politiques domestiques et étrangères, principalement durant les temps difficiles de la guerre de Trente Ans, les guerres civiles anglaises, la Fronde, et ainsi de suite. Le gouvernement français créa son premier périodique hebdomadaire, la *Gazette*, en 1631. L'Angleterre, sous Charles I, suivit quelques années plus tard. Le *Mercurius Politicus* en soi ne fut créé qu'en 1650, par le gouvernement anglais républicain. Sa rédaction fut confiée à Marchamont Nedham.

---

[94] Frank Tallett, *War and Society in Early-Modern Europe, 1495-1715*, London, Routledge, 1992, p 234.
[95] Stéphane Haffemayer, *L'information dans la France du XVIIe siècle : la Gazette de Renaudot de 1647 à 1663*, Paris, Honoré Champion éditeur, 2002, pp. 23-24; Joad Raymond (dir.), *News, Newspapers and Society in Early Modern Britain*, London, 1999, pp. 3; 7; Lucien Bély, «Introduction» dans Bély (dir.), *L'information …,* p. 3.

Ces périodiques gouvernementaux répondaient à la soif grandissante du public pour des nouvelles récentes sur la politique et l'économie, et le besoin de l'État de contrôler la circulation de fausses rumeurs. Durant la première moitié du 17e siècle, les autorités gouvernementales prirent de plus en plus conscience du pouvoir de ces informations manipulées à susciter des succès à l'étranger, assurer la paix domestique, accroître la réputation de certains individus, créer des groupes politiques plus ou moins distincts et attaquer les positions rivales à la maison, tout comme à l'étranger. D'un autre côté, la censure de ces périodiques dût éventuellement être adoucie sous la pression exercée par l'expansion du marché de l'information et l'intérêt grandissant de la population pour les nouvelles fraîches. Ainsi, malgré la censure, une certaine part des activités des politiciens était déjà communiquée au public avec l'aide de la presse écrite et ce, dès la première moitié du 17e siècle.

Malgré cette première image plutôt attrayante des périodiques, il y a une ombre au tableau dans l'usage de ce médium pour un propos tel que le mien. Tout d'abord, le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* ne se sont pas consultés parce qu'ils présentent chacun au moins un article sur les 13 diplomates que j'ai choisis. En effet, le *Politicus* ne couvre pas l'assassinat du docteur Dorislaus, survenu avant sa parution. De plus, pour une raison de différence de religions, la couverture anglaise des événements ayant lieu à Rome se trouve très limitée dans ce périodique. Ainsi, nulle mention n'y est faite des aventures du bailli d'Estampes-Valencay, pourtant évoquées durant de nombreuses lignes dans la *Gazette*. Autre élément troublant, la couverture des événements des deux journaux n'arrive pas toujours aux mêmes conclusions dans le fond des articles, présentant parfois la même mission sous un jour franchement différent d'un périodique à l'autre (comme

nous allons le voir plus loin). De son coté, la Gazette ne présente aucune information sur la mission de Morland, cette dernière devant rester secrète.

Toutefois, ce phénomène ne remet pas en cause la validité des articles et des nouvelles qui sont présentées dans ces journaux, ni la qualité du produit en soi. Bien au contraire, il fait ressortir la dichotomie idéologique séparant ces deux périodiques. L'angle que chaque éditeur donne à la mission de Whitelocke, ou à la médiation pour la guerre du Nord, vient étayer notre hypothèse. Nedham puise dans ces deux événements une occasion de glorifier la grandeur du régime républicain et son succès à l'étranger. Pour ce faire, nul commentaire n'est épargné pour souligner le talent des agents publics anglais. À l'inverse, Renaudot, ce grand défenseur du régime absolutiste français, n'a pas besoin de s'étendre sur le rapprochement que Whitelocke réussit à établir entre lui-même et la Reine Christine. À Elseneur, un même succès dans les négociations, attribué par Nedham aux diplomates anglais, se verra plutôt principalement associé au chevalier de Terlon, dans les pages de la *Gazette*.[96] Homme à la plume habile, Renaudot utilisa ainsi toutes sortes de tournures de phrases pour mettre en valeur le chevalier : «Mais l'ambassadeur de France et les autres médiateurs adoucirent si bien les esprits des uns et des autres, qu'ils les firent demeurer d'accord de continuer leurs conférences, jusqu'à ce que l'accommodement fut arrêté […].»[97]

[96] Voir par exemple pour le chevalier de Terlon les articles suivants : Renaudot, «De Dantzie, le 22 novembre 1656» *Nouvelles Ordinaires* (16 décembre, 1656), vol. 159, p. 1467; Renaudot, «De Coppenhaguen, le 31 juillet, 1658» *Nouvelles Ordinaires* (17 août 1658), vol. 96, p. 751; Renaudot, «De Cologne, le 30 septembre 1659» *Gazette* (Le 11 octobre 1659), vol. 124, p. 996. Et pour le sieur Montague et ses collègues : Nedham, «From Coppenhagen, 24 May» *Mercurius Politicus* (From June 2 to June 9 1659), vol. 570, p. 483; Nedham, «From Hamburgh, October 17» *Mercurius Politicus* (From October 27 to November 3, 1659), vol. 592, p. 837; Nedham, «From Copenhagen, November 30» *Mercurius Politicus* (From December 1 to December 8, 1659), vol. 597, p. 927.

[97] Renaudot, «De Dantzie, le 3 avril 1660» *Nouvelles Ordinaires* (24 avril, 1660), vol. 47, p. 363.

Que peuvent nous apprendre de telles constations sur l'état du journalisme à l'époque? Encore embryonnaire, il était sujet à de nombreuses contraintes, mais possédait aussi certaines libertés. Un rapide survol de l'histoire personnelle de Marchamont Nedham et de Théophraste Renaudot et de leurs raisons pour débuter respectivement le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*, donne une idée du type de climat dans lequel le journalisme d'alors se développa.

Après avoir empoché un baccalauréat en 1637, Nedham (1620-1678) travailla quelques années comme placier, puis comme commis. Il quitta éventuellement ces emplois dans l'espoir d'obtenir de meilleurs gages et finit par écrire l'hebdomadaire pro-parlementaire *Mercurius Britannicus*, sous Charles I.[98] Mais après l'amorce de la deuxième Guerre civile anglaise, Nedham décida de supporter la cause royaliste en éditant le *Mercurius Pragmaticus*, principalement pour l'appât du gain, du pouvoir et l'excitation que cela pouvait engager, selon son biographe. Le pouvoir de ses écrits était tel que le 15 juin 1649, le conseil d'État l'arrêta et l'emprisonna pour cinq mois. L'échec ultime de sa fuite, qui ne dura que deux semaines, le convainquit peut-être qu'il devait travailler avec les nouvelles forces au pouvoir, plutôt que contre elles. Finalement, au début du mois de novembre, il acheta sa liberté en offrant sa loyauté au nouveau régime et en promettant d'écrire un pamphlet pro-républicain, qui fut publié peu de temps après. Loyal envers ses nouveaux maîtres, Nedham éditera aussi un nouveau périodique : en juin 1650, le premier numéro du *Mercurius Politicus* apparut, gardant un ton similaire à

[98] Une biographie bien détaillée et documentée fut écrite sur Nedham: Joseph Frank, *Cromwell's Press Agent : A Critical Biography of Marchamont Nedham, 1620-1678*, Lanham, University Press of America, 1980. Pour des études sur les divers écrits de Nedham, consulter aussi Blair Worden, *Literature and Politics in Cromwellian England; John Milton, Andrew Marvell, Marchamont Nedham*, Oxford, OUP, 2007; Jonathan Scott, *Commonwealth Principles: Republican Writing of the English Revolution*, Cambridge, CUP, 2004.

celui pro-républicain de son premier pamphlet *The Case of the Commonwealth*, écrit en 1649. De façon à garder le contrôle sur les nouvelles écrites, le Protectorat émit un ordre en 1654 forçant les imprimeurs à obtenir une licence spéciale pour leur permettre d'imprimer des nouvelles. Le *Mercurius Politicus* fut la seule feuille hebdomadaire à bénéficier d'un tel pouvoir. Auparavant, un acte contre les «Unlicensed and Scandalous Books and Pamphlets» avait été passé au Parlement, en septembre 1649, et devint éventuellement une loi, deux années plus tard. Ces initiatives laissèrent donc Nedham avec bien peu d'opposition journalistique.

D'un côté, les royalistes prônèrent l'anonymat des auteurs qui les supportèrent. Par contre, les parlementaires furent enclins à reconnaître publiquement l'appui de certains écrivains spécifiques, donnant ainsi une tournure déjà plus professionnelle et une meilleure crédibilité au journalisme républicain. À travers la situation bouillante du début des années 1650, il aurait été impossible pour Nedham d'atteindre une indépendance pure et simple dans ses écrits : un tel état lui aurait coûté sa source principale d'information fraîche, sa carte maîtresse dans le jeu journalistique de l'époque, soit le gouvernement et son réseau d'informateurs. La forte position de Nedham et l'influence de sa plume restèrent donc intactes pour l'ensemble de l'Interregnum, pour n'être annulées que le 9 avril 1660, par le conseil d'État. Dury et Muddiaman écrivirent le numéro suivant du périodique, qui ne réussit toutefois pas à survivre au retour de Charles II. Après la Restauration, le roi pardonna toutefois à Nedham, qui continua à prospérer via ses pratiques médicales et la publication de textes sur le sujet.[99]

[99] Le *Mercurius Politicus* n'est toutefois pas le seul journal anglais pouvant se vanter d'avoir survécu à l'entité de cette décennie : les *Nouvelles Ordinaires de Londres* relevèrent aussi avec brio ce défi. Toutefois, le contenue de ce journal se présentant en français, sa lecture fut probablement plus problématique pour une partie de la population anglaise, moins à l'aise à lire cette langue. J'ai donc décidé

Il était de toute évidence impossible pour Charles II de garder un tel périodique actif, le *Mercurius Politicus* ayant toujours vécu pour une seule cause: la défense des différents gouvernements républicains de l'Interregnum. Même la publicité incluse dans ce périodique promouvait des livres favorisant la *Good Old Cause* républicaine. En ce qui a trait aux articles, malgré le contrôle imposé par le gouvernement républicain sur la publication de l'information et même si ce même gouvernement resta toujours la principale source de nouvelles fraîches pour Nedham, le style du *Politicus* respire néanmoins une certaine indépendance, l'humour et la fraîcheur. Un goût prononcé pour l'influence biblique ressort aussi de la plume de Nedham. La conclusion des guerres civiles est présentée comme le triomphe du bien sur le mal – des parlementaires sur les royalistes – et de la justice sur la tyrannie. Par exemple :

> […] then it is evident that since there is no other possible way to preserve the well being of this Nation, but by a submission to the present Powers, we may, and must, pay a subjection to them in order to our own security : Nor can any hold a Plea for Non-submission, upon pretence of having been invaded, or over mastered by those whom he reckons here as Invaders or Usurpers : […] but having thus subjected themselves, they are naturally, lawfully, and completely united in the form of a Body politic, or Commonwealth, truly called the Commonwealth of England.[100]

Selon les périodiques, ces succès ne feront que précéder les conquêtes impériales effectuées via la mer. Une telle vision tempéra l'opposition contre le pouvoir de la nouvelle Armée moderne;[101] elle orienta l'attention des lecteurs vers la politique étrangère, plutôt que sur les affaires domestiques.

On ne trouve pas le nom de Marchamont Nehdam dans le *Mercurius Politicus*, mais le style du périodique, la clarté de la pensée et l'originalité des positions politiques

---

de mettre ce journal de côté puisqu'il ne m'a pas semblé un outil de propagation des nouvelles accessible également à tous en Grande-Bretagne personne sachant lire.

[100] Nedham, «Thursday 2» *Mercurius Politicus* (From January 2 to January 9, 1651), vol. 31, pp. 503-504.

[101] Mieux connue sous son appellation anglaise *New Model Army*.

défendues l'associent aisément à Nedham en personne.[102] Avant *Politicus,* le public était quelque peu blasé des traditionnels *newsbooks* parlementaires. Pour dompter un lectorat hostile, le *Mercurius Politicus* adopta un nouveau style dénué d'arguments puritains d'origine, mais prônant plutôt la nécessité de la révolution passée et un intérêt marqué pour les problèmes du continent et les résultantes des guerres civiles d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Suivant la tendance du journalisme à ses débuts, Nedham lui-même reproduit en abondance des passages venus d'autres sources écrites, voire d'autres périodiques, ou de ses œuvres à lui, ce qui rend ardue l'identification des auteurs originaux de chaque article.

Cette relative liberté de style fut tempérée par deux contraintes majeures : les licences et la censure, qui n'étaient encore que de simples embryons comparés à ce qu'ils deviendraient plus tard. On note, durant la décennie 1650, l'existence illicite de périodiques aux propos radicaux, qui furent éventuellement pris dans les mailles du système et contraints de cesser toute activité. Tel que démontré par l'appendice 2, la durée de vie des périodiques anglais durant l'Interregnum fut d'une ou deux années, ce qui suggère que le contrôle gouvernemental était efficace, quoique pas toujours rapide.

De l'autre côté de la Manche, la *Gazette* vivait une situation semblable. Le contrôle royal et le support de Mazarin lui permirent d'être le seul périodique à survivre dans les années 1650. Après avoir reçu son doctorat en médecine en 1606, Théophraste I Renaudot (1586-1653) voyagea quelques années dans le but d'améliorer ses connaissances médicales. Son mariage avec Marth Dumoustier, en 1608, lui apporta une

[102] Tel qu'expliqué par Peacy, certains auteurs tentèrent d'associer *Politicus* avec d'autres écrivains associés au *Rump Parliament*, mais ces thèses ne reçurent que peu de support. La similitude du style et des idées existant entre *Politicus* et les autres écrits signés par Nedham suggèrent même qu'il fut peut-être le seul auteur de ce journal. (Peacey, «The Management …».)

dot de 3600 livres par année, avec laquelle il put ouvrir un cabinet de médecine. Renaudot, philanthrope de caractère, créa différents organismes pour aider les démunis. C'est ainsi qu'en 1630 il fonda le Bureau d'Adresses pour aider les pauvres à trouver du travail. Témoin d'un intérêt général de la population pour les nouvelles écrites, Renaudot appliqua ce qu'il avait observé en Hollande; le 31 mai 1631, il publiait ainsi le premier numéro de la *Gazette*, qui couvrait un vaste éventail d'événements internationaux. Cette information s'avéra rapidement indispensable aux activités commerciales, encore plus particulièrement sous le climat de la Guerre de Trente Ans.[103]

Face à la compétition des *Nouvelles ordinaires*, Renaudot fut obligé d'accepter l'offre du cardinal Richelieu d'écrire en faveur de la monarchie, plus particulièrement sur la position de Louis XIII dans ses guerres intestines contre sa mère, Marie de Medicis. À partir de ce moment, Renaudot absorba son compétiteur, les *Nouvelles ordinaires*, qu'il intégra tout bonnement à la *Gazette*. Tout comme le *Mercurius Politicus*, la *Gazette* vit sa longévité assurée par le support qu'elle assura aux politiques de son gouvernement, pourtant confrontées à l'hostilité publique. Défenderesse de la sacro-sainte cause royale, la *Gazette* était trop noble pour permettre l'inclusion de publicités dans son contenu: son langage avait le devoir de rapporter seulement les pensées du roi. Comme Nedham en Angleterre, Renaudot avait une carte maîtresse dans son jeu, en l'occurrence son étroite association avec le gouvernement français. Toute velléité d'indépendance était donc impossible dans son travail de journaliste.

[103] Malgré le titre de Renaudot de *Père du journalisme* gagné par son habilité à unifier différentes tendances journalistiques en un seul médium, la *Gazette*, seules quelques œuvres furent composées sur sa vie : Gilles de la Tourette, *La vie et les oeuvres de T. Renaudot*, Paris, 1892; et Howard M. Solomon, *Public Welfare, Science, and Propaganda in Seventeenth-Century France: the Innovations of Théophraste Renaudot*, Princeton, Princeton University Press, 1972. D'un autre côté, les recherches sur la *Gazette*, en tant que premier journal hebdomadaire existent en plus grand nombre : Feyel, *L'annonce…*; Feyel, *La presse…*; Haffemayer; Bély (dir.), *L'information…*; Jouhaud; et Knachel.

Ainsi, dans le combat entre Louis XIV et le Prince de Condé, Renaudot utilise un cour paragraphe pour introduire une lettre de Louis XIV pour justifié le fait que le messager du Prince c'est vu refuser le passage pour venir s'informer sur les causes de l'emprisonnement des sieurs de Vineuil et Joly. On y lit ainsi le roi déclarer d'un ton apaisant qu'il approuve l'action du comte de Vaubecourt, qui a prit l'initiative de bloquer le messager de Condé. Puis d'ajouter : «[…] j'approuve entièrement le procédé que vous avez tenu envers lui renvoyant la première fois son [messager] qu'en refusant le passage pour une seconde fois audit [messager] : et que si vous en aviez usé autrement, […] j'aurais eu sujet de n'être pas satisfait de votre conduite.»[104]

La parution hebdomadaire de ses numéros permit à la *Gazette* d'éliminer maintes rumeurs et de les remplacer par des faits plus officiels. De plus, en 1635, la couronne offrit à Renaudot une licence de commerce qui le libérait d'obligations financières onéreuses pour un éditeur, un privilège qui fut éventuellement étendu à son successeur, son deuxième fils, Théophraste II Renaudot (1611-1672).[105] En 1648, il reçut le privilège d'installer son bureau au Louvre. L'année suivante, ses services furent reconnus et récompensés par l'anoblissement. La destinée de la *Gazette* était reliée de près à celle de la monarchie qu'elle défendait. L'année de la décapitation de Louis XVI, en 1792, fut ainsi la dernière où la *Gazette* parut.

Si le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* sont semblables dans leur origine, leurs objectifs et leur destinée, ils diffèrent dans leur format. Chaque numéro du *Politicus* était imprimé à plus de 1000 copies par semaine, et contient toujours 16 pages en format in-4°

[104] Renaudot, «Lettre du Roy au Comte de Vaubecourt […]» *Extraordinaire* (1 avril, 1653), vol. 40, p. 310.
[105] Quoique ce travail référera toujours à l'éditeur de la *Gazette* sous le nom de Renaudot, il est à noté qu'à partir de 1653, ce journal ne fut plus édité par Théophraste I Renaudot, mais par son fils, Theophraste II. Ce dernier était déjà avocat au Parlement ainsi que conseiller à la Cour des Monnaies.

(148-223 mm). La taille du lettrage varie d'une page à l'autre : on s'assurait d'inclure le plus d'information possible dans chaque numéro, de telle sorte qu'il arrivait qu'on imprimât parfois un texte en petits caractères, presqu'illisibles. La pagination se suivait d'une page à l'autre, souvent entrecoupée d'erreurs, ce qui suggère une contrainte de temps dans l'édition et l'impression. Couvrant les événements d'un jeudi à l'autre, chaque numéro débute généralement par un discours, plus ou moins long, sur la quintessence du système républicain — principalement pour la période allant de 1650 à 1652 — discours auquel s'ajoutaient des nouvelles en provenance d'autres pays européens, ou plus éloignés encore. Par exemple, durant le *Western Design*, on donne des nouvelles sur les mouvements de la flotte et de l'armée anglaise dans les Antilles. Les numéros se terminent souvent avec des informations spécifiques issues directement de Westminster. Chaque copie se vendait 2 pennies, et Nedham recevait un peu plus de la moitié de ce profit, la balance allant à l'imprimeur. Ce commerce s'avérait lucratif : entre mai 1656 et août 1658, Nedham put ainsi ramasser 1280 livres grâce à la vente du *Politicus*, somme à laquelle le gouvernement décida même d'ajouter une pension et une bourse pour récompenser l'auteur pour sa dévotion et son aide à la *Good Old Cause*.[106]

De son côté, la *Gazette* évolua à travers différents formats durant son existence. Elle est du même format folio que le *Politicus*, mais elle s'en distingue par ses éditions extraordinaires, les *Nouvelles ordinaires*, les *Relations* et les *Extraordinaires*, les deux derniers apparaissant fréquemment, mais sur une base sporadique. Le premier numéro de chaque année s'appelle toujours *Estat général des affaires* et trace un portrait général de l'Europe, le tout avec un chauvinisme à teneur fortement française. Étant donné le cadre chronologique de ce travail, c'est la période 1648-1660 qui fera l'objet de notre étude,

[106] Frank, p. 123; Peacey, *Politicians*…, p. 195.

même si les formats ont changé depuis le premier numéro de le Gazette jusqu'à son dernier. Ainsi, pour les années 1650, la pagination était annuelle. Les *Nouvelles ordinaires* figure dans les 4 premières pages suivies par la *Gazette* en tant que telle (8 pages), et parfois par un ou même deux *Extraordinaires* ou *Relations*. La longueur de ces numéros supplémentaires irréguliers dépende des événements étrangers : durant la Fronde, ils peuvent occuper jusqu'au 2/3 des pages annuelles, augmentant le volume du périodique jusqu'à 1746 pages pour la seule année 1650. Si les guerres faisaient augmenter le volume du périodique, la paix avait l'effet opposé. Ainsi, le nombre de pages diminua lentement après les guerres civiles, pour se fixer autour de 1300 pour la période 1652-1660. Contrairement au format du *Politicus*, celui de la *Gazette* varie d'un numéro à l'autre, selon la présence et la longueur de ses éditions extraordinaires.

Édité le vendredi matin par Renaudot, avec la collaboration de cinq ou six écrivains, la *Gazette* était ensuite imprimée puis envoyée dans les provinces le soir même. En 1650, l'abonnement annuel coûtait 20 livres en province. À Paris, en 1655, les *Nouvelles ordinaires* et la *Gazette* étaient vendues ensemble 4.5 soles — il était possible d'en acheter un seul —, alors que chaque numéro supplémentaire coûtait 4 soles. La *Gazette* était aussi imprimée en province, diminuant le coût des taxes postales pour ses lecteurs. Somme toute, elle était considérée comme un produit coûteux.

Si la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* étaient si populaires à la maison comme à l'étranger, le mérite en revenait à la qualité de l'information offerte. Même si elle était un périodique gouvernemental, la *Gazette* ne puisait pas seulement dans la correspondance royale et ministérielle pour la collecte de données croustillantes; la cueillette de faits divers lui venait aussi des hautes sphères de la société, par exemple du généalogiste

Pierre d'Hozier et du poète Chapelain. Même les gens ordinaires de Paris et des provinces apportaient leur collaboration : le naturaliste allemand Jean Epstein traduisait les nouvelles étrangères, les frères Dupuy apportaient des lettres privées, Peiresc offrait les informations provinciales, et ainsi de suite. Finalement, Renaudot avait dans chaque capitale étrangère ses propres services de correspondance pour compléter les faits que lui avaient transmis des ministres du Roi. Même enrichie de toutes ces données, la *Gazette* accueillait à bras ouverts de nouveaux correspondants, réguliers ou occasionnels, capables de lui fournir toute information fraîche. Une dernière source d'approvisionnement fut le contenu des gazettes étrangères, desquelles Renaudot transféra des sections entières dans son propre périodique, suivant ainsi la tendance de son temps.[107]

Le gouvernement avait interdit tout débat d'opinion dans la *Gazette*, la forçant ainsi à limiter sa portée à l'énoncé des faits et à l'encensement du régime monarchique. On savait aussi que le contenu de la Gazette était été passé au peigne fin de la censure. Mais la diversité des sources d'informations de la *Gazette* était telle qu'elle méritait d'être lue. Tout semble suggérer que la majorité des lecteurs connaissaient la présence de possibles partis pris dans le périodique, mais n'en attendait pas moins chaque numéro avec impatience, dans le but de comprendre, à l'aide d'atlas ou d'index géographiques, le mouvement des troupes et les événements de la scène internationale.[108] L'éditeur de la *Gazette* eut du mal à défendre sa position royaliste au moment de la première Fronde : alors que la famille royale avait quitté Paris avec Théophraste père, Théophraste II resta

[107] Brendan M. Dooley & Sabrina A. Baron (dir.), *The Politics of Information in Early Modern Europe*, London, Routledge, 2000, p. 167; William Slauter, *News and Diplomacy in the Age of the American Revolution*, PhD Dissertation, Princeton University, 2008; et Haffemayer, p. 490.
[108] Burke, p. 170.

en ville et dû continuer à plaire à la régente et au roi tout en répondant aux exigences des Parisiens. Durant la Fronde des princes, de telles contradictions devinrent plus évidentes : par exemple, tout en louant le jeune roi, le périodique acclamait aussi le prince de Condé, alors emprisonné sous les ordres de Mazarin. La *Gazette* contient plusieurs autres exemples du genre, démontrant l'émergence graduelle du pouvoir de l'opinion publique, tout en pointant sa disparité et sa fragilité.

Le lecteur assidu de la *Gazette* pouvait en apprendre beaucoup sur les politiques royales et les nouvelles de la cour, les événements parisiens, les mouvements militaires, les victoires et défaites de la France, les événements spécifiques à chaque capitale européenne, la vie dans les cours et parfois dans les colonies, et finalement sur les négociations diplomatiques et leurs méthodes. Les diplomates eux-mêmes étaient pour le périodique une source privilégiée d'information via la régularité et la richesse de leurs correspondances avec les ministres royaux. Renaudot filtrait une partie des informations reçues des diplomates pour en présenter une image d'apparence à prime abord fortement mondaine, s'attardant à leurs actions de parade, aux entrées, aux réceptions et à la signature de traités. La nature de la mission diplomatique et les débats des négociations étaient souvent reléguées dans l'ombre et rarement présentés de front. Mais une lecture approfondie révèle de nombreux détails permettant aux lecteurs de déduire plusieurs choses par eux-mêmes sur les objectifs et l'avancement de ces missions : la longueur des ambassades, la qualité des relations avec les cours étrangères, les offenses faites aux envoyés, les codes diplomatiques (cérémonies et immunités propre à chaque titre diplomatique), et ainsi de suite.

Malgré son manque de connaissance des instructions et des négociations diplomatiques, le public était en mesure de procéder à certaines déductions basées sur les symboliques et les protocoles qui s'y rattachaient. L'émergence de cette connaissance du subtil code international stratifiant les cours européennes donnait ainsi un nouveau pouvoir au public : l'habilité d'approuver ou non les décisions prises par le gouvernement. Ainsi donc, un périodique officiellement contrôlé par le gouvernement, comme la *Gazette*, offrait assez d'information pour que le public se forge une opinion sur les événements de la sphère internationale, et crée son propre imaginaire de la culture diplomatique.

La même conclusion s'applique au *Mercurius Politicus,* même si peu d'études existent sur ce dernier, et qu'aucune ne se penche sur l'espace consacré à la diplomatie dans ce médium. L'information diplomatique est, dans le *Mercurius Politicus,* un sujet récurrent permettant à son lectorat d'acquérir un niveau de connaissance assez élevé de la situation internationale pour se former et exprimer une pensée sur le sujet. Tout comme le contrôle de Mazarin n'empêcha pas la *Gazette* de jouer un rôle dans la formation de l'opinion publique, la censure du régime républicain n'a pas empêché le *Politicus* d'influencer l'opinion publique anglaise. En réalité, l'éveil de l'opinion publique n'était pas dans la mire des deux périodiques. Leur objectif était plutôt d'encadrer une opinion publique naissante et de contrôler de trop vives réactions possiblement désastreuses. Aiguillonnant ainsi l'opinion ailleurs que vers les affaires domestiques, le *Politicus* échangera éventuellement son introduction à saveur pro-républicaine des années 1650 pour un discours orienté vers l'extérieur, discutant de l'Écosse et de l'Irlande, présentant les actions de la marine et des armées anglaises dans les Antilles et sur le continent, et

même parfois un texte en primeur sur un événement européen, ou un document publié par un des dirigeants européens sur ces mêmes événements. En ce qui concerne le choix des nouvelles, la préférence de l'éditeur anglais va vers les faits associés aux zones et aux pays protestants. À l'occasion, Nedham a quand même inclus des nouvelles venues de Rome, ou même suivi le voyage de la reine Christine de Suède en Europe, même après sa conversion au catholicisme. Une attention toute spéciale a aussi été accordée aux régimes républicains en place ou en devenir, comme les rebelles de Bordeaux, après la Fronde.

Toutefois, la diffusion de cette information resta limitée, car, dans les années 1650, les périodiques n'étaient pas encore l'outil par excellence pour la circulation des nouvelles. Les manuscrits restaient plus populaires, de par leur moindre coût et leur popularité plus marquée auprès du large public. Mais la qualité et la fraîcheur des informations n'étaient pas à la hauteur de ce qu'offrait le *Politicus*. Ainsi, malgré la censure, le potentiel offert par le *Politicus* fut rapidement apprécié du public. Répondant ainsi à une soif grandissante du public pour les nouvelles fraîches, le *Politicus* créa une nouvelle image du pays. Il entreprit de souligner l'influence grandissante de l'Angleterre sur la scène internationale, ses victoires à l'étranger et sa stabilité intérieure, autant de facteurs susceptibles de nourrir le patriotisme anglais.

C'est grâce à ces diverses caractéristiques que la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* parvinrent à développer chez leur lectorat un imaginaire de la diplomatie, ou plutôt une perception de l'institution diplomatique distincte, à plusieurs égards, de l'image projetée par les correspondances diplomatiques et les traités contemporains associés à la diplomatie.

Une telle affirmation semble prématurée et ouverte à la critique. En effet, les ouvrages anciens et modernes sur la diplomatie déclarent unanimement que parmi les rôles clés du diplomate, figure l'envoi régulier d'informations à son souverain. Plusieurs auteurs poussent même l'idée jusqu'à soutenir qu'en vertu de leur fonction, les diplomates comptaient parmi les informateurs les plus importants des éditeurs de périodiques de l'époque.[109] Donc, si les nouvelles véhiculées dans les périodiques sortaient principalement de la plume des diplomates, c'est-à-dire d'une source identique à celle de la correspondance diplomatique, comment soutenir qu'ait pu surgir dans les périodiques un imaginaire de la diplomatie qui soit différent de l'image promue dans les missives diplomatiques officielles? Cette différence serait-elle attribuable aux styles de Nedham et de Renaudot, et aux censures qui leur furent imposées? Il n'en n'est pas question. Un examen détaillé du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* démontre que les nouvelles publiées dans les deux périodiques provenaient de différentes sources, et que les diplomates ne furent qu'un type d'agents, recrutés parmi tant d'autres, pour fournir à Renaudot et Nedham de l'information sur les événements à l'étranger.

Débutons par un bref rappel du style de présentation de ces deux périodiques. Chaque édition ne contenait pas de sections «culture» ou «économie». On regroupait plutôt les nouvelles selon leur provenance. Or, le lieu d'origine n'était pas forcément une ville, mais parfois une région, un cours d'eau, ou même un bateau, ce qui ajoutait à la confusion des lecteurs.[110] Même si la plupart du temps les nouvelles provenaient d'endroits déjà mentionnés dans les numéros précédents, il n'était pas rare d'y trouver de nouveaux lieux que les lecteurs de l'époque vérifiaient un atlas à la main, si l'on se fie

[109] Peacey, «The Management …», p. 117; Haffemayer, pp. 495-496.
[110] Voir appendice 6.

aux notes griffonnées dans les marges des éditions de ces journaux nous étant parvenus. Ainsi, la localisation des lieux de provenance des nouvelles permet de conclure que les diplomates n'ont pas été les seuls ni les principaux fournisseurs de nouvelles. Les agents publics étaient toujours envoyés dans des villes. Or, plusieurs articles proviennent de lieux autres que les villes et villages.

En effet, la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* relatent souvent des combats et autres événements connexes qui remontent à la semaine précédant l'impression. Puisqu'était considérable le temps passé sous l'étendard de la guerre au début de l'époque moderne, il est logique de penser que la plupart des nouvelles proviennent directement des champs de bataille. Au total, 252 articles de la *Gazette* (2%) et 85 articles du *Mercurius Politicus* (1%), pour notre période,[111] nous arrivent des zones de combat (Voir l'appendice 3 pour l'ensemble des données et les Tableaux 1 et 2 aux pages suivantes pour une vue d'ensemble de la répartition des données). De telles données viennent confirmer l'ensemble des champs de bataille comme principal fournisseur de nouvelles. Dans le cas de la *Gazette*, les champs de bataille font ainsi partie du groupe E, en ayant fourni plus de 100 nouvelles à Renaudot, et dans le *Mercurius Politicus*, du groupe D, ayant fourni entre 20 et 99 nouvelles à Nedham durant cette décennie. Dans le cas présent, les ambassadeurs ne jouèrent aucun rôle d'informateurs, puisqu'ils ne participaient généralement pas aux mouvements des troupes.[112]

[111] Tel que déjà mentionné, cette étude se limite aux données allant de la signature des traités de Westphalie au mariage de Louis XIV (pour la *Gazette*) et de la création à l'abolition du *Mercurius Politicus*, pour les données provenant de ce journal. De façon à éviter toute redondance, cette limite chronologique ne sera pas remémorée au lecteur à chaque mention de statistiques relatives à ces deux journaux.

[112] Certaines exceptions s'appliquent toutefois, tel le Chevalier de Terlon qui suivit le roi de Suède sur le champ de bataille pendant quasi toute la durée de son ambassade en Suède.

Tableau 1 :[113]

NOMBRE D'ARTICLES PROVENANT DES DIVERS LIEUX PRÉSENTÉS DANS CES PÉRIODIQUES.

	Nombre d'articles publiés par la *Gazette*	**Nombre d'articles publiés par le *Mercurius Politicus***	**Total**
Groupe A (1 article)	210 *(1%)*	247 *(3%)*	**457** ***(2%)***
Groupe B (2 à 4 articles)	358 *(3%)*	374 *(5%)*	**732** ***(3%)***
Groupe C (5 à 19 articles)	965 *(7%)*	909 *(11%)*	**1874** ***(8%)***
Groupe D (20 à 99 articles)	2406 *(17%)*	1993 *(24%)*	**4399** ***(20%)***
Groupe E (100 articles ou plus)	10185 *(72%)*	4661 *(57%)*	**14846** ***(67%)***
Total	**14124**	**8184**	**22308**

Le Tableau 1 offre une compilation groupée du nombre d'articles provenant de chaque lieu présentés dans le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*. Ainsi, le groupe A englobe l'ensemble des lieux d'où un seul article ne provint. Le groupe B représente l'ensemble des lieux d'où provinrent de 2 à 4 articles, le groupe C, ceux d'où provinrent de 5 à 19 articles, le groupe D, de 20 à 99 articles et le groupe E, 100 ou plus. Ainsi il est possible de constater un certain effet proportionnel : peu d'articles, au total, provinrent de lieux ayant fournis peu de nouvelles à ces deux périodiques (les groupes A et B). À l'inverse, l'ensemble des lieux d'où provinrent une grande quantité d'articles fournit la quasi majorité des articles de ces deux périodiques (les groupes D et E).

[113] L'ensemble des données utilisées pour établir ces tableaux se trouve à l'annexe 3. Faute de pouvoir donner un titre à chaque article, chacun a plutôt été classifié selon le lieu d'où il provient. Il est à noter qu'en tant qu'étude statistique, les chiffres présentés dans cette section incluent une marge d'erreur de 11%. Cette marge d'erreur provient des 120 lieux, sur un total de 1084, dont la location reste incertaine (qualifié d'*inconnus* dans notre banque de données).

Tableau 2 :

RÉPARTITION DES LIEUX AYANT FOURNIS DES ARTICLES

	Lieux mentionnés dans la *Gazette*	**Lieux mentionnés dans le *Mercurius Politicus***	**Total**
Groupe A (1 nouvelle)	210 *(39%)*	247 *(45%)*	**457 *(42%)***
Groupe B (2 à 4 nouvelles)	130 *(24%)*	142 *(26%)*	**272 *(25%)***
Groupe C (5 à 19 nouvelles)	111 *(20%)*	93 *(17%)*	**204 *(19%)***
Groupe D (20 à 99 nouvelles)	58 *(11%)*	41 *(8%)*	**99 *(9%)***
Groupe E (100 nouvelles ou plus)	31 *(6%)*	20 *(4%)*	**51 *(5%)***
Total	**540**	**543**	**1083**
Moyenne	**21**		

Le Tableau 2 indique combien d'endroits différents envoyèrent combien de nouvelles à chaque périodique. Par exemple, l'ensemble du groupe E, quoi qu'il fut celui ayant produit le plus d'articles selon le Tableau 1, ne représente que 27 villes différentes pour le cas de la *Gazette*, et 18 pour le *Politicus*, alors que le groupe A en regroupe 232 pour la *Gazette*, et 243 pour le *Politicus*. Ces donnés offrent un contraste frappant, lorsqu'on regarde les pourcentages, avec celles du Tableau 1, suggérant que malgré leur faible nombre, les endroits d'où provinrent le plus grand nombre de nouvelles furent parmi les principales sources d'information des deux éditeurs.

Jusqu'à présent, nous avons principalement analysé les données venant d'endroits autres que des villes. Mais le fait demeure que les nouvelles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* proviennent majoritairement de cités de tailles diverses, situées généralement en Europe, mais, parfois aussi sur les autres continents.[114] Puisque Renaudot était français et Nedham anglais, on serait enclin à conclure que pour eux, il fut plus facile de créer un réseau d'informateurs dans leur pays qu'à l'étranger. De cette idée, suivrait la conclusion que les villes fournissant beaucoup d'information furent probablement plus souvent des localités anglaises, pour le *Mercurius Politicus*, et françaises, pour la *Gazette*, donc que les diplomates n'y jouèrent aucun rôle, d'autant plus l'envoi d'agents publics étaient de plus en plus seulement permis entre souverains. En effet, dans les villes des groupes D et E, sises en périphérie de Paris ou de Londres, le transport des nouvelles était plus rapide et ne subissait pas les caprices des longs délais de navigation. On voit là une prédominance régionale attribuable aux lecteurs qui s'intéressaient davantage aux événements survenus chez eux, et à leurs impacts directs dans leur vie. Cela minerait encore davantage l'idée faisant des diplomates une importante source d'information pour ces périodiques.

Un tel argument semble corroboré par les chiffres. En regardant bien l'ensemble des données, il est en effet possible de constater que sur les 99 lieux faisant partie du groupe D, il y en a 41 qui sont soit français, soit anglais.[115] Au sein même de cet

[114] 470 villes ou châteaux fournirent des nouvelles à la *Gazette*, ce qui représente 87% des locations d'où parvinrent les nouvelles de la *Gazette*, et 398 au *Mercurius Politicus*, un chiffre représentant 73% des locations d'où parvinrent les informations de ce journal.

[115] Les lieux ont été classifiés comme français ou anglais selon les cartes suivantes : John Adams, *Index Villaris*, 1680, NA, Londres, MPI 1 et Nicolaum Visscher, *Galliae seu Franciae Tabula*…, 1665, BNR, Paris, Cartes et plans. Les dates d'éditions de ces cartes entraînent toutefois quelques problématiques. Par exemple, quoi que Dunkerque passa sous pavillon anglais durant la fin des années 1650, elle est classifiée comme cité française dans nos données. Toutefois, malgré la date de parution tardive de notre carte anglaise, les délimitations qu'elle indique étaient valides pour les années 1650, puisque l'Angleterre ne fit

échantillon, 8 villes anglaises sur 41 ont envoyé des nouvelles au *Mercurius Politicus* tandis que 29 villes françaises sur 58 ont collaboré avec la *Gazette.* De ces chiffres, il est possible de conclure que, dans le cas de la *Gazette*, les réseaux d'informateurs réguliers étaient soit plus efficaces, soit plus développés en France même.

Quoi qu'il en soit, les données du groupe E contredisent une telle conclusion. En effet, sur les 51 lieux faisant partie du groupe, seulement 12 sont soit français, soit anglais. Dans cet ensemble, 5 villes ayant fourni des nouvelles au *Mercurius Politicus*, telles que Londres, sont anglaises, alors que du côté de la *Gazette*, 4 villes sont françaises. Force est donc de conclure que les plus importants centres émetteurs de nouvelles étaient situés à l'extérieur de l'Angleterre et de la France, touchant donc davantage à l'actualité internationale et que leur importance venait plus de la grosseur des villes que de leur nationalité.[116]

Une telle conclusion vient renforcer l'hypothèse que les diplomates résidant généralement dans les grandes villes jouèrent un rôle clé comme agents d'information pour les périodiques de l'époque. Toutefois, deux éléments obligent à mettre un bémol sur cette théorie. Il serait tout d'abord faux de déclarer qu'un lien direct peut être établi entre la grosseur de la ville en termes d'habitants et le nombre de nouvelles qui en provinrent. En effet, la *Gazette* a reçu des informations de 36 villes de 10 000 habitants et plus faisant tout de même parties des groupes A, B et C (11 du groupe A, 8 du groupe B

---

aucune conquête en Europe durant cette période, quoi qu'elle vendit Dunkerque à la France. Finalement, les régions et villes situés près des frontières espagnoles ne furent pas toutes françaises durant les années 1650, puisque la paix des Pyrénées n'était pas encore signée. La classification de 1665 entraîne donc une certaine marge d'erreur pour cette zone.

[116] Il est important de noter ici que ces chiffres contiennent certaines villes en double, puisque bien souvent, les deux journaux reçurent des nouvelles de la même ville, particulièrement les villes de 10 000 habitants et plus. Toutefois, nous avons inclus ces doubles mentions, car bien souvent, une ville ne fournira pas le même nombre de nouvelles à chaque journal, donc ne figurera pas dans le même groupe du tableau 1 pour la *Gazette* et pour le *Mercurius Politicus*.

et 17 du groupe C), alors que le *Mercurius Politicus* en a reçu 52 (7 du groupe A, 19 du groupe B et 26 du groupe C).[117] Considérant que Renaudot et Nedham reçurent tous deux des nouvelles de 104 lieux différents de 10 000 habitants et plus, ces chiffres représentent 35% et 50% des villes de 10 000 habitants et plus. Ceci démontre qu'il était fort fréquent pour les grandes villes de ne fournir qu'une maigre part d'informations aux éditeurs de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*. Toutefois, les endroits réunis dans les groupes D et E sont plus souvent des villes de 10 000 habitants et plus, surtout pour le groupe E,[118] ce qui nous permet d'affirmer que oui, la grosseur des villes avait une certaine influence sur le nombre de nouvelles que ces dernières pouvaient envoyer au périodique, mais cette influence n'était en rien proportionnelle, ni assurée.

Un deuxième élément invite à la prudence avant de tracer un lien de causalité entre la présence d'un ambassadeur dans une ville et la grande profusion de nouvelles que cette dernière envoyât aux éditeurs de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*. En effet, les villes, ayant fourni le plus d'informations aux gazetiers, le groupe E, ne logèrent pas toutes un diplomate français ou anglais durant les années 1650, encore moins celles du groupe D. Sur 38 lieux du groupe E,[119] 17 hébergèrent un ambassadeur français ou anglais durant cette période. De plus, sur 87 villes du groupe D, 8 logèrent un ambassadeur soit français, soit anglais. Ces statistiques laissent à croire que les

[117] Les villes de l'échantillon étudié pour cette recherche ont été divisées selon qu'elles avaient une population inférieure (petites villes) ou supérieure (grande villes) à 10 000 habitants, en 1650, selon les données présentées dans Jan de Vries, *European Urbanization, 1500-1800*, Cambridge, Harvard University Press, 1984.

[118] Environ 85% du groupe E, pour la *Gazette*, est constitué de villes de 10 000 habitants et plus, et 43% pour le groupe D. Du côté du *Mercurius Politicus*, 83% du groupe E est formé par de telles villes, et 63% pour le groupe D.

[119] Bien que le Tableau 1 indique 51 lieux pour le groupe E, il est nécessaire de souligner ici qu'il s'agit en réalité de 38 lieux distincts, puisque plusieurs villes apparaissent en double, car elles ont envoyé des nouvelles aux deux journaux. Même phénomène pour le groupe D : ce groupe réunis 99 lieux, dont 87 sont différents les uns des autres.

diplomates étaient les principaux fournisseurs en termes de quantité de nouvelles expédiées aux éditeurs des périodiques, mais il faut voir l'envers du décor. Du côté des diplomates anglais, un seul fut hébergé dans une ville du groupe C, de même un seul autre dans une ville du groupe A. La situation française est similaire : on en trouve un dans une ville du groupe A, un dans une ville du groupe B et deux dans une ville du groupe C. De plus, durant la même décennie, il y avait à Parmes un diplomate français, dont le nom ne figure pas dans la *Gazette* comme informateur. La conclusion la plus raisonnable semble être la suivante : même si plusieurs diplomates ont été des contacts importants pour le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*, tous ne l'étaient pas nécessairement, et les éditeurs recouraient à d'autres agents au sein des villes importantes d'Europe.

C'est ce qui a favorisé l'émergence chez les lecteurs du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* d'un certain imaginaire de la diplomatie, différent de l'image projetée par la correspondance des diplomates. Cet imaginaire était d'abord défini dans le rôle qu'on assignait aux diplomates, celui d'être de véritable oriflammes pour rallier le peuple à la cause souveraine, et non pas seulement des outils du gouvernement au pouvoir.

Chapitre 4) Le diplomate, un symbole

La correspondance diplomatique offre une image claire et précise des diplomates : agents publics par excellence, hommes aux tâches importantes, délicates et souvent ardues, représentants acharnés de leur souverain et même de l'ensemble de leurs concitoyens.[120] À l'inverse, le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* les présentent à leurs lecteurs non pas comme des représentants, mais comme des symboles des différentes facettes de l'État en gestation avec son pouvoir politique, sa culture et sa société. Une telle variante dans les périodiques marque le début d'une nouvelle perception du monde diplomatique : le diplomate est plus qu'une ficelle parmi tant d'autres utilisées par les dirigeants d'État pour assurer leur pouvoir, il est également signe d'appartenance et de ralliement aux sociétés anglaise et française du milieu du 17^{e} siècle, un signe auquel les lecteurs peuvent et aiment s'associer.

Les écrits des diplomates illustrent avec force le rôle de personnification des agents publics, comme étant la voix de leur souverain à l'étranger. Cette idée revient d'ailleurs comme un leitmotiv dans les recherches sur la diplomatie des débuts de l'époque moderne, ainsi que dans les anciens traités sur la diplomatie.[121] Cette association prend sa source dans le concept de représentation souveraine, tel que décrit par

[120] Dans le cas de l'Angleterre des années 1650, les termes *souverain* et *roi* se réfèrent non pas à l'identité d'un seul individu régnant, mais bel et bien à l'autorité suprême en place durant les divers gouvernements du Protectorat. Du côté de la France, nous parlerons de Louis XIV comme chef réel de l'état malgré son jeune âge, puisqu'à défaut de prendre les décisions au quotidien, rôle plutôt détenu par le Cardinal Mazarin, il n'en symbolisait pas moins par sa naissance, l'essence suprême de l'autorité souveraine française que les diplomates se devaient de représenter.

[121] Voir par exemple Sophie Duhamel-Lacoste, «Le règne de Louis XIV vu par l'iconographie de la diplomatie» *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 113, n ° 3, (1999), p. 280; Roberta Anderson, *Foreign Diplomatic Representatives to the Court of James VI and I*, Dissertation doctorale, University of the West of England, 2001, p. 319; Frey et Frey, p. 209; Hamish Scott and Christopher Storrs, «Introduction: the Consolidation of Noble Power in Europe, c. 1600-1800», dans *The European Nobilities, in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, par Hamish Scott (dir.), Vol. 1, Londres, Longman, 1995, p. 47; Wicquefort, p. 9; Antoine de Vera, *Le Parfait Ambassadeur*, Leide, 1709, p. 33; Jean Hotman, *De la charge et dignité de l'ambassadeur,* 4^{e} édition, dans *Opuscules françaises des Hotmans*, Paris, 1616, p. 462.

Hobbes,[122] où le souverain représente son peuple par le biais de l'institution monarchique. En léguant sa propre souveraineté à son roi, le peuple se démet entre autres de son pouvoir d'envoyer un diplomate en son nom à l'étranger. Ce pouvoir doit être limité au roi, pour en confirmer les attributs souverains, mais aussi, parce que les souverains sont les seuls à pouvoir offrir la protection nécessaire à leur représentant et les seuls à posséder la légitimité nécessaire pour faire reconnaître leur diplomate à l'étranger.[123] De ce rôle central du roi dans l'envoi d'un diplomate découlera ainsi une forte influence du monarque et de la cour dans l'évolution des pratiques diplomatiques. Ces conclusions, si bien résumées par Wicquefort, sont l'aboutissement en cette fin du 17e siècle, d'un débat déjà vieux de plusieurs décennies. Le diplomate représente donc son roi à l'étranger, théorème à l'allure inébranlable.

Cette certitude se voit encore renforcée dans les directives données aux diplomates des années 1650, qui les introduisent toujours comme représentants de leur souverain. Plus spécifiquement, les diplomates sont les représentants de leur roi, beaucoup plus comme corps politique que comme personne physique.[124] Ce phénomène se reflète aussi dans les écrits des diplomates, lors de leurs missions. De plus, ces lettres confirment que seul le chef d'État a le privilège de déléguer un ambassadeur, dans le but de veiller au bien-être de son royaume.

Le cas de Richard Lawrence est un exemple typique des problématiques associées à cette théorie au temps de l'Angleterre républicaine. Le poste auquel on l'envoyait à Constantinople était en fait un double emploi, puisque depuis la fondation de la

[122] Thomas Hobbes, *Leviathan*, Londres, Penguin Classics, 1985.
[123] Wicquefort, pp. 10-69.
[124] Ernst Kantorowicz, Ernst, *Les deux corps du roi: essai sur la théologie politique au Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1989.

Compagnie du Levant sous Élizabeth I, il avait été conclu que cet agent serait un ambassadeur de la couronne anglaise, mais qu'il agirait aussi en tant qu'agent commercial de cette même Compagnie, qui d'ailleurs assumait la totalité des frais reliés à ce poste.[125] Lawrence avait été sélectionné en attendant que l'officiel ambassadeur, Richard Salway, puisse effectuer le voyage. Salway, comme Lawrence, faisait partie du réseau de contacts de Cromwell, qui tenait à leur nomination. Toutefois, un certain nombre de membres de la Compagnie du Levant s'étaient opposés à la nomination de Lawrence, préférant sélectionner leur propre candidat sans l'influence de Cromwell dans cette affaire. Averti de ce détail, Bendish, jusque là en poste à Constantinople au nom de Charles I, refusa catégoriquement d'aider Lawrence au moment de son arrivée à Constantinople. Il poussa même l'insulte jusqu'à refuser de quitter son poste, malgré les ordres de la Compagnie. Entre temps, Salway finit par refuser le poste, le jugeant sous-payé. Dépités, les membres de la Compagnie du Levant cherchèrent donc un nouveau candidat pour remplacer Lawrence et Bendish. Ce à quoi Cromwell rétorqua que le choix d'un ambassadeur était le privilège du seul chef d'État, auquel la Compagnie ne devait pas s'opposer. Toutefois, Cromwell n'eut pas d'autre choix que de se plier au refus de Bendish. Lawrence fut ainsi éventuellement forcé de revenir en Angleterre. Le poste resta donc entre les mains de Bendish qui avait d'ailleurs laissé sa marque aux yeux de la Compagnie par son efficacité à défendre ses intérêts auprès de la Sublime Porte.[126]

Malgré son insuccès dans l'affaire, la position de Cromwell reposait sur la théorie déjà établie à l'époque que seul le chef d'État choisit ses ambassadeurs. L'exemple de

[125] Alfred C. Wood, *A History of the Levant Company,* London, Frank Cass & Co Ltd, 1964, pp. 12-13.
[126] La richesse du contenu des missives provenant de Bendish, en comparaison avec celle de Lawrence, tente à suggérer que le premier possédait probablement une plus grande connaissance et compréhension des événements ayant lieu à Constantinople. À coup sûr, Bendish avait certainement de meilleurs contacts que Lawrence et pouvait ainsi mieux affecter le sort de la Compagnie du Levant en ce lieu.

Lawrence illustre bien que ce privilège, si souverain soit-il, était accordé au prince non pas comme individu, mais comme corps politique. Héréditaire impromptu de l'entente conclue entre Élizabeth I et la jeune Compagnie du Levant, Cromwell, devenu chef de l'État anglais, héritait en même temps de l'ambiguïté de cet accord en contradiction directe avec le privilège souverain d'envoie d'ambassadeurs. Ce dernier stipulait que la sélection initiale du diplomate relevait de la Compagnie, le chef d'État anglais se contentant d'approuver la nomination du candidat et de le munir des titres diplomatiques nécessaires.

L'importance de cette association entre le diplomate et le corps politique du souverain qu'il représente transparaît dans les débats sur l'assassinat d'Anthony Ascham. Les meurtriers cherchèrent refuge auprès de l'ambassade vénitienne, qui leur refusa tout de go le droit d'asile, sauf à l'un d'entre eux, qui était l'intendant de Charles II. Il put rentrer dans l'ambassade et s'enfuir à la nuit tombée. Les autres prirent finalement refuge dans une église d'où ils furent délogés sous peu par les autorités espagnoles. Lors de son départ de Madrid, Fisher, secrétaire d'Ascham, notifia au Conseil d'État anglais que le roi d'Espagne avait tranché et ordonné l'exécution des meurtriers.[127] Toutefois, la réalité s'avéra tout autre. Philippe IV hésitait encore sur le jugement à porter : les meurtriers avaient tué un ministre public soit, mais ce dernier était impopulaire en Espagne, où la légitimité même de sa nomination était fortement contestée, même après la reconnaissance par l'Espagne du régime républicain anglais. De plus, les assassins avaient été expulsés d'une église, et ce, contre le droit d'asile.[128] À la fin janvier 1651 quelques semaines après la reconnaissance espagnole du gouvernement républicain

[127] Mr. Fisher to the Council of State, Madrid, le 15 mai 1651, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk] (Consulté le 10 juillet 2010).
[128] Gardiner, *History of the Commonwealth*, p. 342.

anglais, celui-ci exigea réparation pour la mort d'Ascham, et non plus de simples condoléances. La réponse de Philippe, qui renvoya les diplomates de Charles II en poste à Madrid ne parvint pas à satisfaire le Parlement anglais. La décision fut finalement prise à Madrid de condamner les meurtriers à mort pour haute trahison. Ces dernières paroles ne furent toutefois que du vent. On retourna les prisonniers à l'église pour apprendre peu de temps après qu'ils s'en étaient évadés.[129] Un seul fut capturé et pendu en compensation pour les autres. Il se nommait Guillaume Spark et était le seul protestant du groupe. Quoique l'Espagne fut la première puissance européenne à reconnaître le régime républicain anglais, elle laissera toujours comme irrésolu cet attentat au droit public anglais, ce qui n'empêchera toutefois pas le gouvernement anglais d'envisager l'hypothèse d'une alliance avec l'Espagne durant cette même décennie.

Selon Philippe IV ainsi qu'une partie de la population espagnole, il aurait été possible d'excuser l'assassinat d'Ascham par le simple fait qu'il n'était point vraiment ministre public. Pourquoi cela? Car l'origine de sa nomination, la légitimité du pouvoir qu'il représentait, restait à questionner. Le problème ne vient pas tant du fait qu'il était envoyé par un gouvernement républicain, puisque les ambassadeurs hollandais de l'époque étaient bien reçus dans les cours européennes. Non, la difficulté repose sur les bases d'où le *Rump Parliament* tenait son pouvoir. Issu de l'assassinat de Charles I, il était difficile pour les têtes couronnés de l'Europe d'accepter un gouvernement basé sur une telle irrégularité, ou plutôt, une telle contradiction. La nature de cette problématique souligne donc bien l'essence du rôle du diplomate : Ascham était plus que l'ambassadeur du *Rump Parliament*, il était aussi et principalement le représentant de son pouvoir

[129] Frey et Frey, pp. 245-246.

politique, de ses idéaux et de son autorité domestique et internationale. Il symbolisait le corps politique du Parlement.

La représentation diplomatique demeura toujours problématique pour l'Angleterre au début des années 1650. S'ajoutait aussi à l'opposition des souverains européens, le réseau de diplomates mis au point par Charles II d'Écosse rendant ainsi inévitable la rencontre entre ses agents et ceux du *Rump Parliament*. Un problème voyait donc le jour : lequel de ces groupes devait vraiment être reconnu comme représentatif de la puissance anglaise? L'ambassade de Whitelocke en Suède donne un bon exemple des frictions découlant d'une telle ambiguïté.

Un jour, alors que sir Guillaume Ballendyne, représentant de Charles II, prenait congé de la reine Christine, celle-ci le pria de mander Whitelocke, qui attendait dans ses appartements. Plutôt que de parler directement à l'ambassadeur républicain, Ballendyne s'adressa au fils de Whitelocke et déclara : « Il peut venir, s'il le désire.»[130] Le fils en question fit la sourde oreille et se retint bien de répéter ces mots à son père. Finalement, Ballendyne, sans révéler son identité, répéta ses propos à un membre de la suite de Whitelocke qui transmit le message à son maître. Celui-ci s'empressa d'aller voir la reine. Au moment même où Whitelocke entrait dans la chambre, Ballendyne, qui retenait la lourde tenture suspendue au-dessus de la porte, la laissa retomber sur le diplomate, le tout devant la reine Christine. Doublement irrité, Whitelocke demanda pardon à la reine d'oser se présenter devant elle sans invitation. Perplexe, Christine lui demanda s'il n'avait pas reçu l'invitation de Ballendyne. Whitelocke rétorqua que non, et que ce dernier « ne le considérait point digne d'être adressé [directement],» propos qui irritèrent

[130] «He may go in, if he will.»

la reine.[131] Whitelocke accepta finalement d'oublier l'outrage, sous les conseils du chancelier suédois.[132]

Ce lien étroit entre un diplomate et le corps politique de son maître apparaît à nouveau dans toute son ambiguïté dans l'affaire de De Baas. De Baas arrive en Angleterre, où il se présente comme ambassadeur de Mazarin, et non du roi Louis XIV, ce qui fit sourciller plusieurs personnes.[133] De Bass fut par la suite accusé d'avoir trempé dans un complot pour assassiner Cromwell et pour provoquer des divisions au sein de l'armée anglaise. Loin de le nier ces faits ou de s'en excuser, De Baas se borna à critiquer la lenteur des négociations au sujet de l'alliance franco-anglaise et les manœuvres contre la France que Cromwell appuyait en parallèle entre temps. Dans les décennies suivantes, des relations diplomatiques frôleront la rupture pour bien moins que cela.

Toutefois, en cette première moitié de la décennie 1650, Mazarin, tout comme Cromwell, avait besoin de l'appui de son voisin pour faire face aux difficultés dans lesquelles son propre gouvernement se démenait. Cromwell de son côté voulait un allié sur le continent contre les royalistes et cherchait une guerre pour y employer ses troupes, alors que Mazarin avait besoin d'aide extérieure pour combattre les troupes espagnoles assaillant la France depuis 1635. Rompre les négociations pour une brouille diplomatique devenait donc hors de question. Cromwell se borna à renvoyer De Baas en France, puis

[131] «He held me not worthie to be spoken to.»
[132] Whitelocke, ambassador in Sweden, to secretary Thurloe, Upsale, le 24 février 1654, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk] La capitulation si rapide de Whitelocke sur cet incident diplomatique laissa soupçonner l'idée qu'il avait accepté un paiement quelconque en échange. Daisy Lucie Hobman, *Cromwell's Master Spy. A Study of John Thurloe*, London, Chapman & Hall, 1961, p. 31.
[133] Wilbur Cortez Abbot (dir.), *Writings and Speeches of Oliver Cromwell*, Vol. 3, Cambridge: Harvard University Press, 1945, p. 303.

écrivit une missive à Louis XIV pour lui souligner qu'il ne le tenait pas pour responsable des erreurs de jugement de son diplomate et désirait continuer les négociations.[134]

Trois éléments intéressants pour notre propos ressortent de cette affaire. Tout d'abord, en se présentant comme l'homme de Mazarin, et non de Louis XIV, De Baas heurte les Anglais, pour qui le choix d'un ambassadeur est un attribut souverain, dont un ministre d'État comme Mazarin ne pouvait se parer à son aise, aussi puissant soit-il.[135] Ensuite, De Baas n'est pas le seul responsable de la tentative d'assassinat de Cromwell : c'est au roi de France d'en répondre, car l'accusation de Cromwell éclabousse directement la réputation de Louis XIV. Offusqué par cet affront qu'il considère comme une manœuvre de novices de la part du groupe d'Anglais soutenant l'alliance espagnole, Mazarin réclame même des excuses de la part du Protecteur.[136] La conclusion de Venning sur cette affaire en résume bien l'essentiel : « The 'Baas Affair' is important for what did not happen rather than what did […]. ».[137] En effet, la conclusion de l'affaire démontre que malgré la gravité de l'offense commise, tant aux yeux de Cromwell que du gouvernement français, il était préférable de passer l'éponge et de continuer les négociations d'alliance. Bref, le lien toujours reconnu entre le diplomate et le corps politique du souverain était devenu une carte qu'on pouvait décider de jouer ou de garder en main selon les besoins de la raison d'État. Dans l'exemple de l'Affaire De Baas, c'est la raison d'État qui prima et convainquit les deux protagonistes d'oublier l'offense.

Finalement, l'ambiguïté du droit d'ambassade ressort aussi d'une réponse de Whitelocke à ses amis, inquiets de son départ pour la Suède, puisqu'ils jugeaient la

[134] Abbot, (dir.), pp. 347-348.
[135] Cet élément fait ressortir l'incongruité du poste du représentant anglais envoyé à Constantinople par la compagnie du Levant.
[136] Mazarin à Bordeaux, Paris, juillet 1654, AE, CP, n ° 63, folios 513-514.
[137] Venning, p. 54.

légitimité de son poste bien flageolante, considérant la faiblesse du gouvernement républicain en 1653. Whitelocke fit taire ces hésitations en répliquant que si certains domaines comme la guerre, la justice civile et criminelle, la souscription et ainsi de suite étaient effectivement affaires d'État, l'envoi d'un ambassadeur était légitimé par toute autorité auquel le peuple obéit et se soumet universellement, tant et aussi longtemps qu'elle assure le coût de ce service et la protection de son envoyé.[138] Ainsi, encore une fois, le droit d'ambassade n'est pas reconnu tant à l'individu régnant qu'au pouvoir qu'il personnifie, pouvoir permettant d'assurer la légitimité, la sécurité et une certaine rémunération pour ses agents.

L'importance des pouvoirs confiés aux diplomates renforce aussi cette association étroite entre les diplomates et le corps politique de leur maître. Par exemple, l'ambassade de Lionne, à Madrid en juillet 1656, avait pour but d'amener les Espagnols à une paix rapide à l'avantage de la France. Pour ce faire et pour éviter les délais encourus par les échanges de missives et les demandes de précisions sur les marges de manœuvre lui étant accessibles, Lionne reçut des pouvoirs comme peu de diplomates français n'en avaient reçu à ce jour. Il avait reçu non seulement le droit de circuler en Espagne sans avoir à présenter ses papiers, mais aussi acquis l'autorisation de signer lui-même la paix, au nom du roi de France. Toutefois, Mazarin avait clairement indiqué les objets de négociations et d'éventuels compromis. Par exemple, il était interdit à Lionne de renoncer aux concessions offertes à Condé et aux conquêtes que la France avait obtenues, au détriment

[138] Bulstrode Whitelocke, *A Journal of the Swedish Ambassy, 1653-1654*, Vol. 1, Londres, 1772, pp. 23-26.

de l'Espagne, ou même de parader les forces françaises ou de diminuer celle d'Espagne, lors des négociations.[139]

Toutefois malgré ces atouts, les négociations s'étirèrent bien au-delà de ce que Mazarin avait désiré, et elles furent menacées d'échec à plusieurs reprises. Finalement, le 16 septembre, don Luis, négociant au nom du roi Philipe IV, accepta de céder Arras et Perpignan, ce qui représentait une grande victoire pour Lionne. Quoi qu'il en soit, les discussions furent interrompues en septembre, la France refusant de plier sur les clauses concernant le Prince de Condé.[140] Cette conclusion a l'air d'un échec, mais, en réalité, la mission de Lionne posa les bases sur lesquelles sera tracé le traité des Pyrénées, quelques années plus tard. Ce qui importe pour notre propos dans cette ambassade, c'est que pour assurer le succès de Lionne dans ses démarches, on lui accorda des pouvoirs exceptionnels, en fait des pouvoirs royaux, l'associant étroitement au corps politique de son souverain.

Mais la définition de corps politique ne se limite pas aux pouvoirs domestiques du souverain. Elle sous-entend aussi la puissance que les regards étrangers associent à ce chef d'État et à son pays. Bref, elle inclut aussi la renommée internationale du monarque représenté.

Le 20 mars 1651, les ambassadeurs anglais envoyés à La Hague revendiquaient justice auprès des États généraux hollandais pour l'assassinat du Docteur Dorislaus et se plaignaient du peu de démarches effectuées à ce sujet par les Provinces-Unies.[141] Les

---

[139] Lionne à Mazarin, Madrid, le 12 août 1656, AE, CP, n ° 35, folio 54; Lionne à Mazarin, Madrid, le 15 septembre 1656, AE, CP, n ° 35, folio 302-319; Pedro de Baos à Mazarin, 26 octobre 1656, AE, CP, n ° 35, folio 499.

[140] Jules Valfrey, *La Diplomatie Franc* -
, etc., Paris, 1881, pp. 50-56.

[141] The English ambassadors at the Hague to the States General, 20 mars 1651, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

États généraux hollandais avaient professé, à l'origine, leur innocence et dénoncé bien haut le coupable, Walter Whitford. Toutefois, l'opinion hollandaise était favorable à ce point à la cause du meurtrier qu'au moment de son exécution, des bourreaux le laissèrent regagner sa prison, d'où il s'enfuit peu de temps après, avant de regagner les Pays-Bas espagnols.[142] L'année précédente, soit le 27 juin 1650, le Parlement anglais avait aussi envoyé une lettre de même tenure au roi d'Espagne, pour la mort de M. Ascham.[143] En 1651, un pamphlet fut même écrit en défense de la cause d'Ascham.[144] Toutefois, ces démarches restèrent lettre morte. Jamais le Parlement anglais n'obtint réparation pour la gravité de ces meurtres.

Une telle absence de réaction s'explique en partie par la faible estime de l'Espagne et des États-Généraux hollandais envers la puissance anglaise sur un plan international. L'Angleterre avait beau crier justice, elle ne parvenait pas à contrer la pression des royalistes et de leurs partisans. Cette faiblesse politique fut aussi un handicap pour Ascham et Dorislaus durant leur mission.

L'Espagne et les Provinces-Unies ne furent pas les seules à retarder les négociations dans l'espoir que le temps vienne apaiser une situation problématique. Le pape Innocent X fit de même au sujet du retour du marquis d'Estampes-Valencay à Rome. La France fut victime de cette tactique en raison de la faiblesse interne de son gouvernement. Initialement, le marquis d'Estampes-Valencay avait pour mission de contrecarrer l'influence espagnole auprès du Saint-Siège. Le Pape gardait rancune à la France pour s'être opposée à son élection, et, d'autre part, les princes d'Italie exigeaient

[142] P. A. Maccioni and M. Mostert, «Isaac Dorislaus (1595–1649): the Career of a Dutch Scholar in England» *Transactions of the Cambridge Bibliographical Society*, vol. 8, (1981–1985), p. 447.
[143] Days's Proceeding, 27 juin, 1650, *CSPD 1649-1650,* vol. 2, 1659-1660, p. 218.
[144] Agustin de Hierro, *The Process and Pleadings in the Court of Spain upon the Death of Anthonie Ascham Resident for the Parliament of England,* London, 1651.

que la France quittât les régions de Piombin et de Portolongon. Tout ce beau monde tirait avantage des troubles de la Fronde pour piétiner le renom de la France.[145] Suite à la violation de sa demeure, en novembre, le bailli reçut de Louis XIV l'ordre de quitter Rome vers Tripoli. Les semaines suivantes, la propagande anti-française s'intensifia au point de faire chanceler le Pape entre le désir de conciliation et le refus de tout accommodement, au gré de la situation en France ou de la pression exercée par les cardinaux espagnols. De plus, en apprenant le départ du bailli, Innocent X resta inflexible dans ses exigences, car on venait lui dire que des gens de qualité croyaient fermement en son innocence dans cette affaire. Impossible de déterminer avec exactitude l'identité de ce *on* et des *gens de qualité*. Mais il est permis de penser que l'Espagne contribua à répandre cette rumeur. En effet, le 26 juin suivant, l'Espagne, «se lança dans une guerre pour faire échouer l'entente» entre le Pape et le marquis», [146] au dire même du bailli.

On s'interroge encore sur la volonté réelle d'Innoncent X de faire amende honorable, mais on ne doute aucunement de l'influence de l'Espagne sur le Pape, toujours selon les rapports du bailli d'Estampes-Valencay. Par la suite, le retour de la cour française à Paris, la nomination de Molé à la garde des Sceaux et le retrait du Cardinal de Retz de Paris finirent par convaincre le Pape de l'heureux retour de la couronne française, facilitant éventuellement une entente avec le marquis.[147]

La précarité de la renommée française durant le mandat du bailli d'Estampes-Valencay met encore plus en relief le lien entre le diplomate et le corps politique du roi. En violant l'ambassade française, le Pape attaque directement la Majesté Royale

[145] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Valençay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18025, folios 6-8.
[146] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folios 234, 512-513.
[147] *Ibid*, 18 030, folios 233, 421-422.

française, écrit le marquis à Louis XIV. Offense que n'auraient jamais osée les sauvages du Canada, clame-t-il ensuite avec vigueur.[148] En réaction à cette insulte, le roi tente de redorer un blason déjà bien terni par les troubles de la Fronde. Estampes-Valencay réagit donc avec éclat, finit par vaincre l'influence espagnole et se réconcilie avec le souverain pontife.

Le diplomate exerçait ses fonctions selon la situation domestique dans son pays, mais aussi selon la position de son pays sur l'échiquier européen : le diplomate représentait donc ces deux aspects du pouvoir. La médiation du chevalier de Terlon en Europe du Nord en est un exemple frappant. Peu de temps après sa rencontre avec le roi suédois Charles X, le chevalier de Terlon gagna rapidement son estime, et put ainsi se démarquer dans les signatures des traités de paix entre la Suède et la Pologne ainsi qu'entre la Suède et le Danemark. La correspondance entre Mazarin et Terlon, souligne l'estime que Charles X portait au chevalier, cette relation appuyant fortement les négociations de paix soutenues par la France.[149]

Toutefois, au milieu de ces fleurs lancées à Terlon, ne négligeons pas l'importance que Charles X accordait au support français.[150] En effet, à ce stade, Charles X avait réussi à s'aliéner l'ensemble quasi complet des souverains européens.[151] Seule la France continuait à le supporter, pour garder les mains liées à l'Empereur, de peur qu'il ne porte secours à l'Espagne. De plus, les manœuvres commerciales et navales des Suédois dans la mer du Nord n'étaient pas un sujet d'inquiétude majeure pour la

[148] Négociations de M. le Bailly de Valencay à Rome, 26 décembre 1650; 19 décembre 1650, Rome, AE, CP, n ° 117, folios 139, 131.
[149] Mazarin à Terlon, 1657-1658; 1er février 1658, Paris, AE, CP, n ° 23, folios 4-5, 242.
[150] Terlon à Mazarin, 27 septembre 1657, AE, CP, n ° 9, folios 74, 76.
[151] Paul D. Lockhart, *Sweden in the Seventeenth Century,* London, Palgrave Macmillan, 2004, p 99.

France.[152] La bonne entente entre Charles X et le chevalier de Terlon ne relève pas seulement des mérites personnels du chevalier, mais aussi du rôle stratégique de la France sur l'échiquier européen. Charles X appréciait le travail de Terlon comme médiateur efficace et bon représentant du jeune Louis XIV, mais il percevait fort probablement aussi les retombées que pouvait lui apporter le prestige international de la France en lui donnant son appui.

Le double rôle de représentation joué par les diplomates réapparait à nouveau de façon frappante dans l'ambassade de Whitelocke. Premier échange officiel et maintenu entre un souverain européen et la République anglaise, la mission de Whitelocke se déroula de pair avec la création d'un nouveau statut international pour l'Angleterre. Bien que régicide et gouvernée par des principes étrangers à la majorité des autres pays européens, la jeune république pouvait être un allié non-négligeable dans les affaires navales et commerciales de la Baltique, et la reine Christine et ses conseillers souhaitaient connaître la tournure que prendrait la paix signée entre l'Angleterre et les Hollandais.[153] Toutefois, avant même cette signature, Whitelocke eut droit à des égards supérieurs à ceux qu'avaient jadis reçus Dorislaus et Ascham. Par exemple, quelques heures avant un bal donné à la cour, au printemps de l'an 1654, Whitelocke avisa le maître de cérémonie qu'il refusait de paraître après l'ambassadeur danois. Il lui fut toutefois mentionné que ce dernier avait priorité, puisqu'il représentait un roi, et non une république. Whitelocke répliquât que dans de telles conditions, il préférait ne point paraître. La décision fut prise

[152] France, Commission des archives diplomatiques, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, Etc.* vol. 2 Suède, Paris, 1929, p. 13.
[153] Intelligence from Sweden, 10 février 1654, Upsal, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk]

de ne pas inviter l'ambassadeur danois, tant et si bien que Whitelocke put s'y présenter sans apparaître comme deuxième pion derrière cet officiel.[154]

Ces propos viennent confirmer, noir sur blanc, que le diplomate a pour mission de représenter le corps politique de son maître à l'étranger. Le représentant d'un roi a donc, selon les règles, préséance sur celui d'une république. Mais un bémol doit être mis sur une telle conclusion : si tel était vraiment le cas, le maître de cérémonie aurait finalement eu le dernier mot, et Whitelocke aurait eu à paraître au bal à la suite de l'ambassadeur danois. Toutefois, la conclusion de l'histoire démontre que malgré ces théories sur la préséance, la pratique pouvait s'avérer bien différente et contourner les règles officielles de diverses façons. Ce privilège accordé à Whitelocke se justifiait probablement par une remontée de la crédibilité internationale de l'Angleterre. En effet, ce geste ne fut sûrement pas effectué dans l'unique but de faciliter les négociations sur l'alliance anglo-suédoise, puisque cette dernière restait retardée par la conclusion de la paix entre l'Angleterre et la Hollande. Ce geste ne fut certainement pas non plus causé simplement pour irriter les danois, puisqu'à cette époque, les relations entre les deux contrées étaient encore au beau fixe. Bref, Whitelocke incarnait la puissance grandissante à l'étranger du corps politique de son gouvernement, ce qui rehaussait les égards auxquels il pouvait avoir droit.

Cette conclusion se vérifie à l'inverse, en 1659-1660, dans la médiation de l'Angleterre à Elseneur pour faciliter la paix suédo-danoise. Il est bien connu que la République anglaise ne s'était jamais relevée de la mort d'Olivier Cromwell, en 1658 et commençait à perdre des plumes. Son fils Richard Cromwell prit les rênes du pouvoir quelque temps. C'est sous son ordre qu'au printemps de 1659 fut dépêché vers Elseneur

[154] Whitelocke to Thurloe, 14 avril 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk]

le Sieur Montagu, à la tête de la flotte anglaise.[155] Toutefois, suite à la résignation de Richard Cromwell en mai, le *Rump Parliament* restitué offrit à Montagu une équipe de diplomates dont la fidélité à la cause parlementaire ne faisait aucun doute. Furent donc sélectionnés pour cette mission le colonel Sydney Algernon, Sieur Robert Honywood et Thomas Boone. Car, suite au départ volontaire de Richard, les royalistes étaient entrés en contact avec Montagu, et bien qu'il ait juré fidélité au nouveau gouvernement anglais, ce dernier se montrait soupçonneux. La nouvelle équipe de médiateurs arriva à Elseneur durant l'été, avec à sa tête le colonel Sydney, républicain convaincu. Moins enthousiaste envers l'alliance anglo-suédoise que les dirigeants du Protectorat anglais, le nouveau gouvernement exigeait la formation d'une flotte anglo-hollandaise qui fît pression sur Charles X. Toutefois, Montagu refusa catégoriquement, sous prétexte que le manque de provisions obligeait la flotte anglaise à faire voile vers l'Angleterre dans les plus brefs délais.

Malgré l'opposition de Sydney, Montagu mit son projet à exécution le 24 août, suite à l'approbation des autres délégués anglais. Les Vénitiens écrivirent que ce départ ne fit pas ombrage à la puissance de la médiation anglaise,[156] les faits semblent donner raison à Sydney. Par la suite, ce fut principalement sous l'autorité française que la paix fut finalement signée entre la Suède et le Danemark.[157] En effet, le départ de la flotte anglaise réduisit sérieusement l'influence de Sydney et de ses coéquipiers. Sydney fit savoir au Parlement que Montagu avait compromis le succès de sa mission, et les

[155] Instructions to E. Montague, Commander of the fleet, 17 mars 1658, Transactions with Denmark, etc., 1658-1700, *Vernon Papers*, BrL, Mss Add. 40796, Vol. 26, folios 17-25.
[156] [n.d.], CSPV, Vol. 32,London, Longman, 1864-1947, p 90.
[157] Lucien Bély, «La médiation diplomatique au XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle» dans *Armées et diplomatie dans l'Europe du XVIIIe siècle* dirigé par l'Association des historiens modernistes des universités (France),Vol. 16, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1991, pp. 130-131; Jonathan Scott, *Algernon Sidney and the English Republic, 1623–1677*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, pp. 132-140.

Hollandais demandèrent une nouvelle flotte anglaise dans la mer du Nord, mais le *Rump Parliament* se contenta de démettre Montagu de ses fonctions navales.[158]

Les parlementaires furent moins sensibles aux explications de Sydney qu'à celles de Montagu justifiant le retrait de la flotte.[159] Toutefois, le non-renvoi d'une flotte dans la mer du Nord semble confirmer la faiblesse interne du *Rump Parliament* à ce moment. Un mois plus tard, le Parlement était dissous et remplacé par un comité de sécurité, pour être ensuite réinvité à gouverner en décembre. Il est donc probable que le Parlement ait eu d'autres priorités que celles de tirer avantage de la méditation anglaise dans les affaires du Danemark et de la Suède. Une telle conclusion se voit d'ailleurs sous-entendue dans l'offre faite aux trois agents publics anglais de revenir au pays vers la fin de l'an 1659.

Bref, l'affaiblissement graduel de la méditation anglaise, suivi par un quasi-désintéressement de la situation des médiateurs anglais à Elseneur, met à nouveau en relief leur rôle en tant que représentant de la puissance internationale de leur souverain. Il est toutefois possible de contester cette conclusion, puisque le bon travail des ambassadeurs anglais fut miné par l'antipathie qui s'installa rapidement entre Charles X et Sydney. Irrité par le souci du souverain suédois de retarder les négociations, le colonel s'empressa d'écrire un traité qu'il proposa aux deux monarques, le lendemain de sa première rencontre avec Charles X, soit le 1er août. Voyant dans cet acte précipité un manquement au processus de négociations, le chevalier de Terlon refusa d'y apposer son nom. Accompagné des émissaires hollandais (autre violation à l'étiquette), Sydney vint donc proposer le traité à Charles X. Ne mâchant pas ses mots, ce dernier explosa en

[158] Sydney to the Council of State, August 1659, BoL, RW, Vol A65, folios 431-433; United Provinces to the Council of State, 2/12 September 1659, BoL, RW, Vol. A65, folio 555.
[159] R. C. Anderson, (dir.), *The Journal of Edward Mountagu, First Earl of Sandwich, Admiral and General at Sea, 1659-1665*, S.I, Navy Records Society, 1929, pp. 52-53.

reproches contre l'ambassade anglaise. «Êtes-vous médiateurs ou dictateurs?» aurait-il demandé.[160] De nature plus belliqueux que philanthrope, Charles X fut piqué au vif par une telle approche, lui qui avait été bien plus ouvert à la médiation de Montagu, qui usait plutôt d'arguments militaires. Par exemple, Montagu avait profité d'un affaiblissement de l'armée suédoise et d'une augmentation de la flotte hollandaise quelques mois plus tôt, pour amener Charles X à envisager favorablement la possibilité d'une paix. Il renforça aussi sa position auprès de Charles X en utilisant la flotte anglaise pour sauver un escadron naval suédois menacé de périr sous les assauts de la flotte hollandaise.[161]

Mais cette antipathie dont Sydney sut si vite se couvrir aux yeux du souverain suédois n'explique pas à elle seule le rôle mineur de l'Angleterre dans les négociations finales pour la paix. En effet, la paix ayant été signée quelque temps après la mort de Charles X, en février 1660, ce délai aurait pu redonner la chance à Sydney de mieux paraître au sein de la médiation. Ce ne fut toutefois pas le cas, et le rôle de l'Angleterre dans le traité final resta subalterne à celui de la France. Bref, bien qu'il reste indéniable que la personnalité du diplomate affectait l'évolution des négociations, la médiation anglaise à Elseneur confirme l'influence accrue de son travail en fonction de l'importance du gouvernement qu'il représentait.

À première vue, la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* épousent cette philosophie et renvoient eux aussi l'image du diplomate comme représentant de l'ensemble du pouvoir politique de son maître. Par exemple, les termes utilisés pour souligner le lien d'appartenance des agents sont les mêmes, variant de représentants du «Lord Protecteur»

[160] Scott, *Algernon Sydney …*, pp. 130-132.
[161] Richard L. Ollard, *Cromwell's Earl: a Life of Edward Mountagu, 1st Earl of Sandwich*, London, HarperCollins, 1994, p. 65.

à «du Parlement du Commonwealth d'Angleterre» ou bien «de ses Majestés», en passant même par «du Roi Très Chrétien».[162] Toutefois, au gré des articles, une nuance s'insère, puis s'impose, car le nom même du diplomate est souvent omis, après une première mention dans un numéro précédent. L'éditeur se donne ensuite la liberté d'écrire «notre ambassadeur» ou simplement «l'ambassadeur».[163] Ce phénomène de gommer l'identité du diplomate, joint au remplacement des noms de Louis XIV et d'Olivier Cromwell par leur titre, traduit et renforce l'idée selon laquelle le diplomate a de l'influence non pas comme individu représentant son maître, et la force de frappe de son gouvernement, mais plutôt comme un des éléments du système étatique, élément capable de rallier les opinions autour du pouvoir central.

Il est vrai que l'augmentation du corps diplomatique vint pallier à la diminution de contacts personnels entre les souverains,[164] mais les périodiques présentent les diplomates comme des acteurs au jeu bien différent de celui de deux monarques se rencontrant. Leur prestige ne venait pas tant de leurs pouvoirs immédiats et de leur champ d'action selon ces articles, que de leur statut comme symbole politique, culturel et social.

Il pourrait sembler facile de prime abord de démontrer cette corrélation diplomate-politique dans le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* : en lisant simplement les articles associés aux ambassades étudiées ici et en répertoriant les similitudes entre ceux-

[162] Voir par exemple: Renaudot, «D'Elseneur, le 23 May 1659» *Nouvelles Ordinaires* (14 juin 1659), vol. 13, p. 558; Renaudot, «De Rome, le 16 janvier, 1651» *Gazette* (11 février 1651), vol. 20, p. 166; Nedham, «His Excellency the Lord Ambassadeur Withlocks speech to the Queen of Sweden» *Mercurius Politicus* (From January 26 to February 1, 1654), vol. 190, p. 3136; Nedham, «A letter of thanks from the Protestants of the Valleys of Piedmont to his Highness the Lord Protector» *Mercurius Politicus* (From September 13 to September 20, 1655) vol. 275, p. 5614.
[163] Voir par exemple: Renaudot, «De Londres, le 7 juillet 1650» *Gazette* (16 juillet 1650), vol. 101, p. 894 et Nedham, «Another from Dantzick, July 28» *Mercurius Politicus* (From August 6 to August 13, 1657) vol. 375, p. 7981.
[164] Bély, *L'Art de la paix en Europe…,* pp. 9-10.

ci et le contenu des missives diplomatiques. Toutefois, une telle approche s'avère difficilement réalisable, puisque l'information présentée dans les périodiques n'est généralement pas la même que celle qui apparaît dans la correspondance diplomatique, l'objectif des éditeurs étant de nature différente.

Pour cette idée voulant que le diplomate apparaisse dans la culture diplomatique comme une des facettes de représentation du corps politique de son prince, autant dans les affaires domestiques qu'internationales, nous avons déjà expliqué à quel point la question de la légitimité des régimes était centrale. Toutefois, à l'inverse, ce sujet est complètement éludé par Nedham et Renaudot dans leurs articles, pour des raisons évidentes : ayant pour mission de soutenir leur gouvernement réciproque, il serait de mauvais ton de voir apparaître en ces pages des articles où est relaté divers incidents internationaux découlant d'un manque de légitimité ou de puissance de ces régimes. Par exemple, nulle mention n'est faite de l'échec de Lawrence à obtenir une audience auprès du Sultan, malgré le nombre d'années passées à Constantinople. Dans la même ligne, alors que le *Politicus* relata plusieurs incidents spécifiques survenant durant la mission de Whitelocke, aucune ligne ne décrit l'incident survenu entre celui-ci et Ballendyne, le diplomate de Charles II d'Écosse. Même constatation pour l'affaire de De Baas : on mentionne son nom au début de sa mission, puis lors du départ, sans préciser les causes de ce départ.

L'ambassade de Lionne propose néanmoins ici un phénomène intéressant : alors que la *Gazette* ne fait aucune mention de la mission de Lionne, qui devait rester secrète, le *Politicus* y consacre quelques articles soulignant l'échec de la France à obtenir une entente. Le tout permit indirectement d'entretenir en France le doute au sujet de la

volonté réelle de Mazarin de mettre fin au conflit avec l'Espagne. Ainsi, pendant que les périodiques domestiques évitaient de mettre en situation difficile leur propre gouvernement, les périodiques étrangers pouvaient raconter les faits avec moins de délicatesse.

En général, les articles de Nedham et Renaudot ne recoururent pas aux diplomates pour mieux asseoir la légitimité de leur gouvernement à l'étranger, mais plutôt pour défendre le bien-fondé des décisions prises par leurs chefs d'État, sans s'attarder aux politiques domestiques. Les diplomates ont servi de bannières de ralliement autour d'une grande cause, sélectionnée par les éditeurs, qu'ils symbolisaient à l'étranger. Évidemment, une telle approche offrait éventuellement les mêmes avantages que ceux de la correspondance diplomatique, puisqu'elle solidifiait les bases du pouvoir au gouvernement actuel. Toutefois, pendant que les articles de Nedham et de Renaudot ralliaient les peuples français et anglais aux politiques de Mazarin ou des républicains anglais, le ton de la correspondance diplomatique visait à établir cette force de frappe à l'étranger.

Les articles de la *Gazette* sur l'assaut papal dans la résidence du marquis d'Estampes-Valencay soulignent bien la nouvelle tendance des périodiques. L'auteur exprime l'affront que cette démarche représente contre le pouvoir français. Encore une fois, c'est le marquis qui symbolise l'honneur français contre les assauts espagnols en raison de sa résistance de plus en plus glorieuse au fils des semaines. Dans les missives d'Estampes-Valencay, c'est le roi et l'institution diplomatique qui sont offensés par l'assaut papal. Pour la *Gazette*, c'est la France et l'ensemble de la population. Renaudot le sous-entend par ces mots : «[Suite à cet assaut], cet Ambassadeur ayant tenu Conseil

avec les principaux partisans de France, un Courier fut dépêché pour en donner avis à Leurs Majestés Très Chrétiennes, jusqu'au retour duquel il a résolu de n'aller plus à aucune audience du Pape.» [165] Ce n'est pas seulement l'ambassadeur qui prend la décision ici, mais tous *les partisans* de ce pays, qui jugent l'action inappropriée. Il convient donc de classer cet épisode comme un élément parmi tant d'autres relatifs à la guerre franco-espagnole de l'époque, ou le marquis apparaît comme un héros, puisqu'il aura finalement gain de cause.[166]

Mais nulle part le rôle symbolique du diplomate n'apparaît plus clairement que dans la quantité d'articles réservés à un ambassadeur dont la mission connaît le succès espéré. Certains agents publics n'ont droit qu'à deux ou trois articles. Par contre, on en compte plus de 30 sur la mission de Sieur Whitelocke, une 60^{e} sur celle du chevalier de Terlon, et environ une 30^{e} pour la mission de Morland (y inclus les articles à sensations fortes, tentant de révolter le public anglais contre les crimes commis sur les protestants vaudois).[167] Ces articles sont rédigés comme autant d'épisodes d'une grande saga dont le héros est clairement le diplomate en question, qui fait l'honneur de son royaume à l'étranger grâce au succès de sa mission. Les victoires de Whitelocke sont décrites au long et au large dans le *Mercurius Politicus*. On y apprend non seulement les détails de son entrée en fonction, mais aussi la qualité de sa relation avec la reine Christine de Suède et l'efficacité des négociations qu'il dirigea pour finalement conclure un traité avantageux pour l'Angleterre. D'un ton un peu flatteur, Nedham déclare : «[The Queen] told my Lord Ambassador that she would have the honor to make the alliance herself

[165] Renaudot, «De Rome, le 30 novembre 1650» *Gazette* (24 décembre 1650), vol. 192, pp. 1657-1658.
[166] Renaudot, «De Rome, le 27 juin, 1651» *Gazette* (22 juillet 1651), vol. 92, p. 737; Renaudot, «De Rome, le 26 juillet 1651» *Gazette* (19 août 1651), vol. 106, p. 857.
[167] Nedham, *Mercurius Politicus*, éditions de l'an 1653 à 1655; Renaudot, *Gazette*, éditions de l'an 1657 à 1660.

with my Lord Protector, and in respect to him, and she said, because my Lord Ambassador treated with her like a gentleman, avec tout la franchise et rondeur, et non pas comme un marchand.»[168] Même phénomène pour les missions du chevalier de Terlon et de Morland, tous deux présentés comme l'âme de la méditation par la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* respectivement. Sans leur présence, eût-il été possible de conclure de tels accords, semblent quasiment demander Renaudot et Nedham.

Les événements à teneur négative sont généralement rejetés par l'éditeur du gouvernement subissant cet échec, on y apporte même quelques modifications pour les rendre acceptables aux lecteurs. Par exemple, suite au meurtre d'Anthony Ascham, Nedham présente une version de l'attentat largement calquée sur la lettre de Fisher narrant les événements à Thurloe. Toutefois, la note finale soulignant que «the assassinates were English, of them is named Williams, and another Sparks»[169] laisse le lecteur sur une idée fixe. Le *Mercurius Politicus* de l'époque commence par une longue tirade vantant les mérites du système républicain et prend soin de l'image de Charles II d'Écosse, surnommé « le jeune Tarquin », en référence à ce roi de la Rome antique qui régnait comme un despote absolu. Le numéro se termine par le récit de l'attentat d'Ascham et souligne le groupe d'appartenance des meurtriers comme pour raviver cette flamme de « patriotisme républicain, » si le terme est possible. Bref, malgré l'échec de sa mission, Ascham reste personnifié comme le martyr du républicanisme à l'étranger. Malgré l'impression de faiblesse que ressent le lecteur, l'éditeur rassure ses lecteurs d'un numéro à l'autre et affirme sans ambages : l'affaire sera vengée et Philippe IV acceptera

[168] Nedham, «From Upsall, April 7» *Mercurius Politicus* (From May 4 to May 11), vol. 204, p. 3475.
[169] Nedham, «Wednesday, June 19» *Mercurius Politicus* (From June 12 to June 20, 1650), vol. 2, p. 32; *CSPD, 1649-1650,* vol. 1 (1659-1660), London, Longman & Co., 1875-1886, pp. 209-210.

de dédommager le gouvernement anglais pour cet attentat.[170] On cachera au lecteur la conclusion réelle de toute cette histoire.

Le même modelage des faits se retrouve aussi dans les rapports portant sur l'évolution de la paix du Nord, supervisée par la méditation hollandaise, française (Terlon) et anglaise (Montagu et ses collègues). Alors que la correspondance diplomatique anglaise reconnaît clairement la dégringolade de l'influence anglaise, le *Mercurius Politicus* garde un ton confiant, mettant toujours sur le même pied d'égalité les trois différents pays médiateurs, et allant même jusqu'à souligner le rôle essentiel des Anglais et des Français pour convaincre la les Provinces-Unies de ne pas jeter l'éponge. Par exemple : «The Treaty of Peace halts. The Holland Ambassadors are like to withdraw, but the English plenipotentiaries are pressing on the work.»[171] Cet article étant daté de septembre 1659, il est fort probable que le chevalier de Terlon joua un rôle prédominant dans l'affaire et que Sydney et ses collèges ne firent que l'approuver, faute de pouvoir offrir le soutien concret de leur gouvernement en pleine effervescence.

Bien sûr, la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* présentent les diplomates sous leurs titres officiels, en association au prince qu'ils représentent à l'étranger et à sa fronce de frappe. Mais l'image qu'ils projettent du diplomate n'est pas d'abord celle de la représentation. Ces périodiques présentent davantage le diplomate comme un symbole utilisé pour défendre auprès des lecteurs un idéal politique : le régime républicain en Angleterre, et la raison d'État du régime absolutiste de Louis XIV. En triant et en modifiant les récits des missions présentés dans leurs périodiques, Nedham et Renaudot

[170] Nedham, «Friday, June 21» *Mercurius Politicus* (From June 20 to June 27 1650), vol. 3, pp. 36-37; Nedham, «Friday, July 12» *Mercurius Politicus* (July 11 to July 18 1650), vol. 6, pp. 84-85.
[171] Nedham, «Another from Coppenhagen, September 10» *Mercurius Politicus* (From September 22 to September 29 1659), vol. 588, p. 756.

étaient en train de créer un imaginaire de la culture diplomatique autre que celui présent dans la correspondance diplomatique : un imaginaire où l'acteur principal, le diplomate, ne serait pas tant un être agissant au nom de quelqu'un d'autre, mais plutôt un outil, ou encore une terre glaise modelable selon les besoins de la cause, pour devenir ensuite un idéal, voire une idole qu'on propose aux lecteurs, comme les prochains chapitres le dévoileront.

Il est facile de saisir le lien entre le diplomate et le politique dans les pages du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*, dont la mission est de garder leurs lecteurs au courant des événements politiques et militaires à la grandeur de l'Europe, pour le moins. Mais peut-on affirmer que le diplomate apparait comme un symbole culturel et social? Et si une telle association existe dans les missives diplomatiques, ne serait-elle pas aussi observable dans les périodiques?

Un début de réponse à cette dernière question existe dans l'image de la couverture du *Leviathan*,[172] symbolisant la personne royale dans son corps politique, et non dans son corps physique. Si l'image est dominée par la préséance de la tête, ou la personne physique du souverain, le reste du corps est toutefois formé de la multitude du peuple dont le regard est fixé sur le souverain. Cet ensemble forme un tout et dégage une impression que les pays étrangers évaluaient pour déterminer la manière dont ils agiraient avec ce pays. Malgré la position centrale et cruciale que joue la tête couronnée dans cette image, le rôle du corps n'est pas négligeable puisqu'il soutient la tête et permet au souverain d'avoir bien en mains les attributs de son autorité, la crosse épiscopale et l'épée. Cette importance donnée au corps dans son ensemble illustre le rôle du

[172] Voir appendice 4.

diplomate représentant du souverain et de son pouvoir politique, mais aussi représentant du peuple de qui le souverain tire toute sa puissance. Dans sa thèse, Stéphane Jettot discute de la notion de souveraineté représentative, qu'il définit comme une préexistence des sujets déléguant au prince leur propre souveraineté.[173] Bély n'a pas hésité à défendre cette thèse présentant les diplomates comme représentants non seulement de leur souverain, mais aussi des sujets du royaume.[174] Il souligne entre autres l'importance du peuple dans la personnification du pouvoir royal, offrant ainsi un parallèle direct avec la couverture du célèbre ouvrage de Hobbes.[175] Mais cette puissance que le souverain tire de son peuple ne se mesure pas seulement dans la sphère du politique : elle est également perceptible dans de nombreux aspects culturels et sociaux. Toutefois, selon les propos de la correspondance politique, le diplomate fait plus qu'incarner sa propre culture et sa propre société : il est un agent qui la propage à l'étranger.

Cette dimension du rôle des diplomates apparaît tout d'abord dans les missions infructueuses de Dorislaus et d'Ascham. Hommes de lettres, tous deux n'hésitèrent pas à mettre leurs talents au service de la cause républicaine qui leur était si chère, geste qui aida leur promotion au rang de diplomates. Bien avant d'être envoyé en mission en Hollande, le Docteur Dorislaus donna un premier cours en Angleterre, en décembre 1627. Il y fut question du bien-fondé du droit à la rébellion dans la Rome ancienne, plus

[173] Stéphane Jettot, *Représenter le roi ou la nation? Les membres de la chambre des communes au service de la diplomatie anglaise (1660-1672)*, Dissertation doctorale, Université de la Sorbonne, 2007; L'historiographie de cette notion est particulièrement bien décrite dans l'œuvre suivante : Quentin Skinner, *The Foundations of Modern Political Thought*, vol. 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, pp. 332, 342.

[174] Tel que discuté plus haut, le terme de *nation* ne s'applique pas dans les contextes français et anglais des années 1650. La notion de 'royaume' semble donc plus appropriée.

[175] Voir appendice 1; Lucien Bély, «La paix, dynamique de l'Europe moderne : l'exemple de Westphalie» dans *Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede*, dir. par Franz Bosbach et Christoph Kampmann, Tubingen, Mohr Siebeck, 1998, p. 203; Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe (XVIIe-XVIIIe siècle*, 4e édition, Paris, PUF, 1992, p 343; Bély, *L'art de la paix en Europe…,* p. 490.

spécifiquement contre le roi Tarquin le Superbe qui viola le droit coutumier des membres du sénat. La transparence de ce message, au sein d'une Angleterre carolingienne où les plaintes des parlementaires commençaient déjà à se faire entendre contre les manœuvres fiscales et religieuses de leur nouveau souverain, ne fut pas bien reçue. Dorislaus perdit sa titularisation après seulement deux leçons. Ironiquement, Knoppers souligne que par sa mort, Dorislaus symbolisa effectivement ce combat des illustres Romains, en tant que héros de la république.[176] Suite aux guerres civiles anglaises, Dorislaus fut nommé à la commission pour le jugement du roi, et, grâce à son savoir légal, aida à l'élaboration de la charge de haute trahison. Malgré l'apparente absurdité d'un monarque accusé de haute trahison contre l'État, qu'il représente, Dorilaus reprit les idées défendues dans ces cours, où les Romains soulignaient la justesse de la dépossession d'un tyran retirant à ses sujets leur droit à la liberté ainsi que leurs privilèges. Il est donc aisé de comprendre la hargne qui se développa graduellement à l'étranger contre un tel homme, héros sans contredits de la cause républicaine anglaise.

Cette même hargne se rependit aussi contre Ascham dont les actes suivirent une voie similaire: plus particulièrement à travers ses nombreux ouvrages où il attaqua les prérogatives royales, puis supporta le régime du *Rump Parliament*. Un des détails de théorie politique nuisant le plus à la crédibilité du nouveau régime était le besoin de justifier que maintenant, la loyauté politique devait aller au Parlement, et non plus à la famille du monarque. Répondant de front à cette embûche théorique, Ascham expliqua que la loyauté était redevable non pas aux descendants des gens à qui les responsabilités gouvernementales avaient été données, mais à ceux les possédant réellement

[176] Laura L. Knoppers, (dir.), *Puritanism and its Discontents*, London, Associated University Presses, 2003, pp. 80-89, 99.

présentement, et que le contraire serait une démonstration de gérance par les sentiments, et non pas par la raison.[177] Ascham, tout comme Dorislaus, était de ces artisans des mots qui permirent la création et le développement des régimes républicains de l'Interregnum, un fait que beaucoup à l'étranger étaient prêts à lui reprocher.

Un des problèmes délicats auxquels la Hollande et l'Espagne durent faire face après l'arrivée en leur territoire de Dorislaus et d'Ascham n'était pas tant la nature de leur fidélité politique, mais le risque découlant d'une telle fidélité. Car il est important de rappeler avec Jonathan Wight que les diplomates, de par leurs éducations et actions, ne sont pas seulement les représentants de leur maître, mais aussi des agents culturels, messagers de nouvelles façons de penser.[178] Dans un monde où les communications restaient encore bien limitées, les diplomates faisaient partie des ces voyageurs influents au cœur du brassage d'idées. Donc, pour La Hague et Madrid, Dorislaus et Ascham étaient bien plus que les agents d'un pouvoir républicain, chose aisément acceptable pour la Hollande, elle-même républicaine. Ils apparaissaient de plus comme des défenseurs de ce régime et surtout, ils représentaient ce peuple anglais et ces coutumes, ces gens qui avaient en fait décapité leur roi, troublant ainsi l'ordre universel.[179] C'est cette association qui dressa une épée de Damoclès au fil bien menu au dessus de la tête de Dorislaus et d'Ascham.

Cette idée que le diplomate personnifiait et défendait à lui seul l'ensemble d'une mentalité et d'une façon de faire transparaît aussi dans la mission de Whitelocke. Dès son

[177] Antony Ascham, *Of the Confusions and Revolutions of Governments (1649)*, New York, Scholar's Facsimiles & Reprints, 1975.
[178] Jonathan Wright, *The Ambassadors*, London, HarperPress, 2006, p XV; William Roosen, «The True Ambassador: Occupational and Personal Characteristics of French Ambassadors under Louis XIV» *European Studies Review*, vol. 3, n º 2, (1973), p. 121.
[179] François de la Rochefoucauld, *Maximes et réflexions diverses*, Paris, Garnier-Flammarion, 1977, p. 144.

arrivée, ce dernier eut à expliquer à de nombreuses reprises « l'exception anglaise ». Par exemple, en décembre 1653, le maître de cérémonie suédois leva son verre au Commonweatlh d'Angleterre ainsi qu'à Olivier Cromwell, mais Whitelocke refusa de boire. Insulté, le maître de cérémonie lui demanda s'il jugeait illégal de boire à son propre gouvernement et à son propre général. Whitelocke, qui désirait d'abord éviter les débordements que l'alcool pouvait créer dans les négociations, répliqua qu'il ne désirait pas discuter de légalité à cet instant, et que son général avait d'autres intérêts que de voir ses soldats boire à sa santé.[180] Une telle différence de pensée apparut encore durant un échange entre le prince suédois Adolphe et le ministre anglais, où le premier demanda au second pourquoi Charles I ne fut pas simplement emprisonné secrètement, ou requis de vivre une vie moins publique. Whitelocke lui répondit que le jugement public assurait le déroulement de cette procédure avec honneur, justice et Chrétienté.[181] La nomination de Cromwell à la tête de l'État anglais aplanit finalement ces ambiguïtés politiques, et facilita les rapports entre les deux pays,[182] Christine assurant Whitelocke qu'elle préférait largement traiter avec une seule tête pensante plutôt qu'avec plusieurs, comme sous le *Rump Parliament*.[183]

Représentants et propagateurs de la culture et des modes de vie de leur pays, les diplomates en viennent ainsi aussi à représenter non seulement leur souverain, mais aussi son peuple. Toutefois, à la fin de l'an 1653, le démantèlement du *Rump Parliament* et la nomination de Cromwell mirent Whitelocke dans une situation difficile. Le Protecteur tenait en effet son pouvoir du Parlement, donc ne pouvait légalement révoquer ce dernier.

[180] Whitelocke, *A Journal …,* p. 227.
[181] Whitelocke to Thurloe, 17 mars 1653, RW, vol. A12, folio 338.
[182] Whitelocke to Thurloe, 13 janvier 1654, Upsale, [http://www.british-history.ac.uk].
[183] Ruth Spalding (dir.), *The diary of Bulstrode Whitelocke, 1605-1675*, Oxford, Published for The British Academy by Oxford University Press, 1990, pp. 314, 326.

Ainsi, l'autorité de Cromwell apparaissait comme usurpatrice aux yeux de l'ambassadeur, et ce dernier craignait pour la légitimité de sa mission. Toutefois Thurloe lui répondit qu'il n'agissait pas au nom de Cromwell, mais pour celle du bien public et que son service envers Dieu et les hommes permettrait d'éviter que les dangers se répandent jusqu'en son pays.[184] Bref, le diplomate est ici dépeint comme un agent du bien public, agissant dans les intérêts de la politique et du peuple que Cromwell tentait de défendre.

Le poids du peuple et son rapport aux diplomates pouvaient aussi se faire sentir dans d'autres domaines que celui du politique. En 1655, Morland fut dépêché à Turin pour défendre les droits et les libertés des protestants vaudois de la vallée de Piedmont, acquis que le Duc de Savoie venait de fouler au pied.[185] Cet incident, où les Français avaient d'ailleurs collaboré, avait refroidi l'ardeur de Cromwell face à la possibilité d'un accord avec la France.[186] Morland devait donc initialement passer par Paris remettre une lettre à Louis XIV pour valider son degré de repentance et de motivation à corriger la situation. Si la France faisait amende honorable, l'Angleterre considérerait cette action comme un gage d'amitié supérieur à toute autre promesse.[187] Prenant note de son erreur, Mazarin envoya aussitôt un émissaire en Savoie, pour s'assurer de la bonne négociation de la paix entre le duc et ses sujets piémontais, ainsi que pour démontrer à l'Angleterre son attachement à cette cause.[188] Toutefois, les négociations en soi furent ralenties par la hausse des exigences protestantes, appuyées par leurs collègues anglais, par l'entremise

[184] *VP*, «The History of Whitelocke's Embassy from England to Sweden with Notes thereupon and Touching the Government Public Councils and Persons in those and in other Countries», BrL, Mss Add. 37346, vol. 1, folios 176-177.
[185] Pour une liste des exigences anglaises, lire Morland, *The History of Evangelical Churches of the Valley of Piemont*, London, 1658, pp. 570-571.
[186] Bordeaux to Count Brienne, 30 juillet 1655, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[187] Morland, p. 565.
[188] Sevien à Brienne, 19 juillet 1655, AE, CP, n º 49, folio 411; Brienne à Servien, 21 août 1655, AE, CP, n º 49, folio 531.

de Morland, qui agissait à partir de Genève, avec l'aide de John Pell, diplomate anglais délégué dans les cantons suisses.[189]

En effet, dans le but de rallier les pays protestants à la cause des protestants piémontais, Cromwell avait écrit à toutes les cours protestantes d'Europe, dramatisant la nature des événements.[190] De plus, il mit sur pied une campagne de financement en Angleterre, pour aider le sort des Vaudois. Cet effort public récolta 38 097 livres qui furent envoyés en Piedmont. Il fut finalement décidé le 18 août 1655, par le Traité de Pignerol, que les protestants seraient confirmés dans leur droit de pratiquer leur religion, que les troupes du Duc de Savoie se retireraient de la vallée, mettant ainsi un terme aux persécutions, et que les catholiques de la région promettraient de vivre en paix avec leurs voisins protestants.[191]

Les souverains savoyards exprimèrent au médiateur leur volonté de maintenir de bonnes relations avec Cromwell; bien plus encore, le respect qu'ils portaient à ce dernier et à son médiateur les portait à la clémence envers ces sujets qui avaient été si « désobéissants » et « rebelles. »[192] En fait, la conclusion rapide du traité de Pignerol n'est pas tant le fruit de la bonne amitié entre le Duc et le Protecteur que la réaction à l'envoi d'un médiateur supplémentaire, délégué par la Hollande.[193] La conclusion de cette première médiation anglaise est claire : de par la réception qu'il fit à Morland, le

[189] Chamblier à Mazarin, 2 août 1655, AE, CP, N/ 49, folio 471; Brienne à Servien, [n.d.], AE, CP, N/ 49, folio 512.
[190] Selon Korr, l'objectif ultime de Cromwell dans cette affaire n'aurait pas tant été d'obtenir la liberté des Vaudois ou d'obtenir satisfaction à toutes leurs demandes, mais surtout de mettre une certaine pression diplomatique sur Mazarin pour obtenir des termes plus avantageux dans l'hypothèse d'une alliance franco-anglaise. Toutefois, l'ensemble des actions qu'Oliver Cromwell commit dans cette affaire et la nature de sa psyché semblent suggérer que s'il utilisa effectivement cet incident comme levier dans ses négociations avec la France, il n'en accorda pas moins un grand intérêt à la conclusion de termes justes et équitables pour ses coreligionnaires vaudois. (Korr, p. 156.)
[191] Henry W. Dickinson, *Sir Samuel Morland, Diplomat and Inventor, 1625–1695*, Cambridge, Heffer, for the Newcomen Society, 1970, p. 11.
[192] Morland, p. 575.
[193] Venning, p. 99.

Duc de Savoie confirme la remontée du statut international de l'Angleterre. Mais, fait encore plus notable, ce fut la première fois qu'un tel exemple de charité internationale entre coreligionnaires fut noté dans l'histoire européenne.[194] La campagne de financement d'Olivier Cromwell favorisa les négociations en faveur des Vaudois, tant et si bien qu'on peut le suggérer : la mission de Morland, tout en profitant de la montée en puissance de l'Angleterre, doit une fière chandelle à l'action du peuple anglais.[195]

Les diplomates échangent également sur leurs façons de penser et d'agir, à preuve une discussion entre le marquis de Lionne et don Luis. Ce dernier stipule à son homologue que Philippe IV refuse catégoriquement l'impression d'un équivalent de la *Gazette* à Madrid, craignant la propagation des rumeurs et informations auprès du peuple, et les risques qui en découleraient.[196] L'agent espagnol ne fait nulle mention des divers avantages que Richelieu avait tirés de la presse écrite pour contrôler cette dangereuse opinion publique. À l'inverse, Lionne, comme plusieurs de ses collègues français, n'hésite pas à lire la *Gazette* sur une base régulière pour se tenir au courant des grandes lignes de l'actualité internationale, puisque ce médium lui parvenait avec plus de rapidité et de régularité que les missives du Cardinal Mazarin.[197]

Finalement, certains diplomates apportent dans les cours étrangères des éléments culturels de leur propre pays. Citons l'exemple de Whitelocke qui donne des cours d'anglais à la reine Christine de Suède. La correspondance diplomatique rapporte ainsi les gestes concrets posés par les diplomates qui contribuent au rayonnement de leur culture à l'étranger.

[194] Ibid, p 97.
[195] Chamblier à Mazarin, 2 août 1655, AE, CP, n º 49, folio 471.
[196] Conférence 10, 4 septembre, Madrid, AE, CP, n º 35, folio 199.
[197] Lionne à Mazarin, 24 septembre, Madrid, AE, CP, n º 35, folio 398.

Tout comme sur la question du pouvoir politique, les éditeurs de Mer*curius Politicus* et de la *Gazette* n'ont toutefois nul avantage à présenter le diplomate comme un agent culturel à l'étranger. Nedham et Renaudot se doivent plutôt de convaincre leurs lecteurs d'adhérer aux idées, philosophies et actions du régime actuellement au pouvoir. Et pour ce faire, rien de tel qu'un symbole,[198] puisque ce dernier peut être utilisé et modifié selon la nécessité du moment.

Dans quelle mesure ces deux éditeurs utilisèrent-ils ce lien entre le diplomate et sa culture comme argument pour convaincre leur lectorat? Les références textuelles à l'ambassadeur comme délégué travaillant au bien-être du peuple sont quasi absentes dans les deux périodiques, sauf dans le discours de Whitelocke à Christine de Suède lors de son arrivée, ce même discours existant aussi dans la correspondance diplomatique.[199]

Toutefois, il est possible de trouver ailleurs que dans les lettres des diplomates des indices qui confirment et renforcent l'importance du lien entre le diplomate et le peuple. Ce phénomène ressort d'abord du vocabulaire choisi pour relater certaines ambassades. Parfois, l'auteur écrit à la 1ère personne du pluriel, ce qui crée des tournures de phrases telles que «nos négociations», «notre ambassadeur,» «notre résident», «on nous donne avis que,» et ainsi de suite.[200] Ce style d'écriture est utilisé souvent lorsque l'article en

[198] Symbole: «Signe figurative, être animé ou chose, qui représente un concept, qui en est l'image, l'attribut, l'emblème.» Les Éditions Larousse, [http://www.larousse.com/fr].
[199] Nedham, «His Excellency the Lord Ambassadeur Withlocks speech to the Queen of Sweden» *Mercurius Politicus* (From January 26 to February 1, 1654) vol. 190, p. 3136; Spalding, pp. 316-317.
[200] Nedham, «From Upsall in Sweden, January 5» *Mercurius Politicus* (From February 2 to February 9 1654) vol. 191, p. 3261; Nedham, «From Stockholm, November 12» *Mercurius Politicus* (From December 9 to December 16), vol. 183, p. 3026; Nedham, «From Upsall in Sweden, December 22» *Mercurius Politicus* (From January 19 to January 26) vol. 189, p. 3213; Renaudot, «De Londres, le 7 juillet 1650» *Gazette* (16 juillet 1650), vol. 101, p. 894; Renaudot, «De Hambourg, le 11 avril 1658» *Nouvelles ordinaires* (27 avril 1658), vol. 47, p. 360.

question vient de la ville même où l'événement discuté a eu lieu.[201] Cette utilisation de la 1ère personne du pluriel offre une impression de rapprochement entre le lecteur et le diplomate en question, le lecteur se sentant inclus dans ce pronom. Toutefois, le style d'écriture change d'un article à l'autre, selon sûrement la nature des sources utilisées par Renaudot et Nedham. Ainsi donc, il n'est pas possible de généraliser l'utilisation de la 1ère personne du pluriel à l'ensemble des articles traitants des diplomates ou d'une mission particulière, et encore moins d'en tirer une conclusion quelconque.

Étant donné l'objectif principalement politique des périodiques de Nedham et de Renaudot, on y trouve peu de lignes sur les diplomates comme ambassadeurs culturels et sociaux. À peine le *Politicus* mentionne-t-il que Whitelocke réussit à établir une relation étroite avec Christine de Suède. Un tel contenu laisse peu ou pas de place à la démonstration d'un quelconque échange d'idées, de façons de penser, de mode de vie, et ainsi de suite. Il existe toutefois un cas qui permet d'entrevoir le diplomate comme symbole de la culture politique de son pays.

Il s'agit d'un numéro où Renaudot justifie le meurtre de Dorislaus. Il base son plaidoyer sur les faits passés, énumérant les diverses actions du docteur pour miner le régime de Charles I et éventuellement, attenter à sa vie, puis plus tard supporter le régime républicain anglais. Mais curieusement, l'affaire se conclut comme si Dorislaus portait à lui seul la responsabilité de ce meurtre : «[…] tous blâment l'impudence dudit Dorislaus, lequel ayant encore les mains teintes du parricide de son Roy, a eu la hardiesse de venir

[201] Tel que mentionné plus haut, ces journaux n'étaient pas divisé en section thématique, mais selon la ville de provenance des nouvelles citées. Ainsi donc, il arrive souvent que le même événement soit présenté par plus d'un article.

en un lieu où est le fils aîné de ce Prince défunt […].»[202] Ainsi donc, si l'on parle de Dorislaus comme étant l'un des artisans de la mort de Charles I et du changement de régime, on le présente davantage comme le symbole d'une atteinte à l'ordre universel, qu'il faut absolument éliminer, selon la conclusion de Renaudot.

La rareté des exemples cités ne permet évidemment pas de conclure que l'on doit aux périodiques la présentation du diplomate comme symbole de sa culture et de sa société. La teneur du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* était avant tout politique et leur objectif était de rallier au gouvernement un maximum d'alliés. Par contre, il est possible de découvrir un lien entre les diplomates, le peuple et sa culture, par le biais d'un nouvel angle de lecture, absent de la correspondance diplomatique : celui de l'espace publique.

[202] Renaudot, «L'assassinat commis contre le sieur Dorislaus, Résident d'Angleterre à la Haye» *Extraordinaire* (Le 2 juin 1649), vol. 53, p. 328.

Chapitre 5) Le diplomate et un certain espace publique

Le propos de ce chapitre n'est pas de clore le débat sur l'existence d'un espace publique civil précédant celle que décrira Habermas. La méthodologie du présent travail m'empêche de prétendre à un tel objectif, faute d'un recensement exhaustif des réactions des lecteurs face aux articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* traitants de mes 13 diplomates. La notion d'espace publique démontre ici son utilité en ce qu'elle jette un éclairage sur l'imaginaire de la culture diplomatique et sur l'influence de cet imaginaire sur l'institution diplomatique elle-même.

Avant d'aller plus avant dans cette idée, précisons la notion d'espace publique. Toute discussion sur ce concept passe immanquablement par le livre d'Habermas,[203] pierre angulaire du débat sur le sujet. Dans ce recueil, l'auteur explique l'évolution chronologique de l'espace publique. Deux de ces étapes s'appliquent à notre propos : l'espace publique représentative et l'espace publique civile. Nous débuterons ici par la première, puisque c'est à celle-ci qu'Habermas associa initialement les années 1650 en France et en Angleterre. Cette période, à ses yeux, était celle où le *public* (définie comme *appartenant à l'État*) s'auto-glorifiait via la *publicité*, qui permettait à l'État d'afficher les marques de son autorité. Toutefois, cette *publicité* était limitée aux cercles restreints de la cour. Cet état de choses ne sera rompu, selon Habermas, qu'avec le développement du capitalisme, vers la fin du 17^{e} siècle et le début du 18^{e}, qui forcera une scission entre l'État et l'économie, économie qui tombera de plus en plus entre les mains des bourgeois. Ces derniers désireront défendre leurs propres intérêts, souvent différents de ceux du

[203] Jürgen Habermas, *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, Cambridge, Polity, 1989.

monarque. Grâce à certains médiums, tels que les périodiques et les salons, les bourgeois développeront durant le 18e siècle, une critique raisonnée, qu'ils pourront utiliser jusqu'à un certain point en opposition à l'opinion de leur souverain. Cette critique raisonnée permet donc l'identification d'un espace publique plus mûre, d'un espace publique littéraire et politique, mais surtout civile, donc non plus régie par le monarque, mais par les bourgeois, dont la forme la plus finie se développa en Angleterre, au 18e siècle (*civil* ou *bourgeois public sphere*). À ce phénomène, Habermas associe aussi une évolution du terme *public* : ce terme ne s'applique plus seulement à l'État, que l'on peut admirer telle une statue, mais touche aussi au domaine social, accessible au peuple ou du moins à une partie de ce dernier.

À ce trop bref aperçu de la thèse d'Habermas, ajoutons que suite à la première version, parue voilà un demi-siècle, son oeuvre suscita de nombreuses analyses et critiques et que, depuis, l'auteur a précisé sa pensée dans des ouvrages ultérieurs. Nous n'entrerons pas dans les détails, mais il est important de mentionner ceci : certains historiens défendant l'idée que parmi les domaines de l'espace publique l'opinion publique serait déjà une arme contre le pouvoir et ce bien avant le milieu du 18e siècle, et pas seulement en Angleterre.[204]

La lecture de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* des années 1650 rejoint en partie cette prise de position. Tout en démontrant l'existence de l'espace publique représentatif, ces deux périodiques suggèrent aussi l'amorce d'un nouvel espace publique, encore éloignée de celle civile associée au 18e siècle par Habermas, mais

[204] Voir par exemple Peter Lake et Steve Pincus, «Rethinking the Public Sphere in Early Modern England» *Journal of British Studies*, vol. 45, n º 2, (2006), p. 273; Kate Loveman, «Political Information in the Seventeenth Century» *The Historical Journal*, vol. 48, n º 2, (2005), pp. 554, 565; Harold Mah, «Phantasies of the *Public Sphere* : Rethinking the Habermas of Historians» *Journal of Modern History*, vol. 12, n ° 2, (2000).

laissant tout de même un plus grand rôle au publique. L'espace publique représentatif apparaît de façon évidente dans ces deux périodiques, principalement de par la nature de leur raison d'être : renforcir la base du pouvoir souverain. Par exemple, les premières pages des numéros des premières années de vie du *Mercurius Politicus* regorgent de propos acclamant le succès et le bien fondé du régime républicain, tout en diminuant la personne de Charles II, ou plutôt, du jeune Tarquin. Par exemple : «The Cavaliers […] shake their heads a little at the name of young Tarquin : take head of that Rock; for as sure as your are alive, it will split all your Fortunes.»[205] Même constatation dans la *Gazette* où les péripéties de la Fronde sont si bien gommées, que l'événement des barricades d'août 1648 est réduit à une simple phrase factuelle, conclue sur le ton joyeux des « Vive le Roi!».[206] La place laissée à la parade et au paraître est énorme, comme le démontre le contenu des numéros des *Extraordinaires* et des *Relations* de la *Gazette*.

Toutefois, le contenu des périodiques offre plus aux lecteurs que la possibilité de jouer le rôle passif du spectateur regardant passer la parade, selon la recette de l'espace publique représentatif. Non seulement les lecteurs sont tenus au courant des actions publiques de leur chef d'État, mais ils sont aussi informés de leur politique étrangère, quoique le tout soit bridé et passé au peigne fin des censeurs. Pourquoi l'État joue-t-il ce jeu dangereux, tant en France qu'en Angleterre? Car le lectorat a un pouvoir. Non seulement il juge et raisonne, ce lectorat des années 1650, mais aussi, il représente un atout politique, un support dans une période où le gouvernement anglais, mais aussi celui

[205] Nedham, «Thursday, June 13» *Mercurius Politicus* (From June 13 to June 20, 1650), vol. 2, p. 17.
[206] Carrier, p. 329.

de la France, cherche à solidifier sa base de pouvoir.[207] Les républicains doivent faire face tout d'abord à la menace royaliste, mais aussi, à la désillusion suite à l'instauration de leur nouveau régime, ce dernier reprenant en fait de nombreux torts de la monarchie. Une problématique semblable hante aussi le régime français, sous d'autres formes. Bien que mieux établi suite à sa majorité survenant parallèlement avec l'affaiblissement de la Fronde, Louis XIV se cherche encore des alliés. Alliés tant pour garder sous contrôle les soubresauts du peuple et de la noblesse française, mais aussi pour tenir tête à l'Espagne dans cette guerre interminable.

Bref, l'opinion du peuple compte maintenant. Déjà lors de la Renaissance, les prémices de ce phénomène se faisaient sentir lorsque les humanistes clamaient leur confiance en l'aptitude et le devoir de chaque citoyen de lire, communiquer, commenter et s'investir dans les affaires publiques.[208] Les troubles des guerres civiles anglaises et françaises ont démontré aux deux régimes l'importance des vagues que ce troisième ordre pouvait soulever, avec l'alliance de la noblesse. Il est donc essentiel pour les chefs d'État de s'allier le peuple en lui servant l'information qu'il réclame, apprêtée au goût des souverains. Car le peuple a maintenant soif de connaissances.[209] S'il est vrai que plusieurs lecteurs des périodiques sont des nobles ou des bourgeois dont les intérêts personnels ou commerciaux dépendent des aléas des événements internationaux, une grande partie du lectorat était aussi animée par une simple curiosité pour les affaires d'État, surtout suite aux troubles de la Fronde et des guerres civiles anglaises. Ce désir de

[207] Stéphane Haffemayer, «Les ambiguïtés idéologiques de l'information périodique au milieu du XVIIe siècle» dans *L'information à l'époque moderne,* edité par Lucien Bély, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 61; Carrier, pp. 22-23.

[208] David Randal, *Sovereign Intelligence and Sovereign Intelligencers: Transforming Standards of Credibility in English Military News from ca. 1570-1637*, Dissertation doctorale, The State University of New Jersey, 2005, p. III.

[209] Jason Peacey, «The Management of Civil War Newspapers: Auteurs, Entrepreneurs and Editorial Control» *Seventeenth Century*, vol. 21, n º 1, (2006), p. 99.

connaissance était tel que Burke en vient à qualifier ces informations de «commodities»[210].Voulant éviter l'influence chez soi de ce lectorat éclaté, insaisissable et hétérogène, Mazarin, tout comme le régime républicain anglais, orientera le contenu des périodiques vers la politique étrangère, évitant le plus possible de rapporter les événements de la politique domestique. Les lecteurs voient donc leur champ de connaissances élargi aux guerres, à la géographie européenne, aux affaires dynastiques et ainsi de suite.

Pour ce faire, les périodiques divulguent entre autre l'identité des ambassadeurs envoyés à l'étranger et décrivent en partie l'essentiel de leurs missions. Par exemple, la *Gazette* ne publia rien sur la mission de Lionne en Espagne, qui devait rester confidentielle, mais le *Mercurius Politicus* fit souvent référence à cette mission et à son déroulement, prouvant ainsi que l'affaire n'était pas aussi secrète que le laissent sous-entendre les livres d'histoire moderne.[211] En revanche, on accorda une généreuse couverture aux missions de Whitelocke et Terlon : un suivi hebdomadaire de leur mission et même les clauses générales des traités qui s'en suivirent offerts aux lecteurs. Toutefois, si la mission de Whitelocke et Terlon est de négocier une alliance (objectif qui se mutera éventuellement en médiation entre la Suède et la Pologne, puis entre la Suède et le Danemark, pour Terlon), les politiques justifiant cette alliance restent dans l'ombre au fil des articles de chacun des périodiques.

Par contre, les périodiques offrent à leurs lecteurs plus que le récit de l'entrée en fonction des diplomates : ils tracent pour eux les grandes lignes de la politique étrangère

[210] Peter Burke, *A Social History of Knowledge, from Gutenberg to Diderot*, Cambridge, Polity, 2000, p. 168.
[211] Nedham, *Mercurius Politicus*, éditions de l'an 1656; Gualdo P. Galeazzo, *Histoire du traité de paix conclue […] en l'an 1659*, Cologne, 1667, p. 15; Simone Bertière, *Mazarin; le maître du jeu*, Paris, Fallois, 2007, p. 517.

de leur pays, les alliances recherchées ou certains jeux d'influence entre les puissances. Les détails et justifications de ces idéaux politiques resteront toutefois généralement cachés au lectorat par le rideau de la censure. La seule ouverture sur le détail des négociations que les deux éditeurs des périodiques se permettent régulièrement est la présentation des articles de paix. Ainsi, l'entente finalement conclue entre le Duc de Savoie et les protestants de la Vallée de Piedmont est éditée,[212] tout comme le traité conclue par Whitelocke,[213] certaines allusions à la conclusion des affaires de Lionne à Madrid, conclusions s'avérant toutefois fausses,[214] quoique parfois faussement et finalement les articles de la paix du Nord signés en 1660.[215]

Cette abondance de nouvelles permet au peuple de mieux comprendre l'institution diplomatique. Toutefois, s'il est indéniable que le diplomate y est représenté comme un des éléments de publicité de l'espace publique représentatif d'Habermas, il y est aussi relié à une certaine montée en force de l'opinion publique. Ainsi considérant son importance et les efforts que les États anglais et français investirent à présenter à leur peuple un contenu de nouvelles satisfaisant, il semble possible d'émettre l'hypothèse que l'institution diplomatique, à travers ces deux périodiques, se voulait aussi représentative du peuple, puisque l'information à son sujet était sélectionnée en partie pour satisfaire ce même lectorat. En étudiant les diplomates dans les divers articles de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*, une connivence s'établit entre les diplomates et le lectorat : ce

[212] Nedham, «Charles Emmanuel by the grace of God, Duke of Savoy, Prince of Piedmont, King of Cyprus» *Mercurius Politicus* (From September 6 to September 13, 1655), vol. 274, p. 5597.
[213] Renaudot, «Les Articles du Traité fait entre l'Angleterre et la Suède» *Nouvelles Extraordinaires* (Le 24 mars 1656), vol. 37, p. 289.
[214] Nedham, «From Paris, October 13» *Mercurius Politicus* (From October 9 to October 16, 1656), vol. 331, p. 7311; Nedham, «From Paris, November 1» *Mercurius Politicus* (From October 29 to November 6, 1656), vol. 334, p. 7358.
[215] Notez l'erreur sur la date donnée au Traité de Copenhague par la *Gazette* : Renaudot, «Le sommaire des articles du Traité de Paix, conclu le 7 juin dernier, entre les Roys de Suède et de Danemark» *Nouvelles extraordinaires* (Le 23 juillet 1660), vol. 86, pp. 673-678.

dernier voit sa compréhension du monde diplomatique agrandie par l'information fournie dans les périodiques et cette nouvelle vision lui permet d'étendre son champ d'opinion au domaine diplomatique. Cette nouvelle corde à son arc augmente ainsi la force de l'opinion publique, en étendant ses zones d'influence. Le pouvoir central se voit donc embarqué dans une spirale : il est forcé de présenter les ambassades et leur déroulement de façon à satisfaire non seulement la curiosité des lecteurs des périodiques, mais leurs exigences naissantes face au bon déroulement des ambassades et des négociations. En d'autres termes, les diplomates, tels que présentés dans ces divers articles, agissent non seulement comme élément de publicité pour le pouvoir central, mais aussi pour le pouvoir du peuple. Bien que la force de frappe de ce même peuple soit encore embryonnaire à l'époque, elle n'en était pas moins présente. Ainsi, ce n'est pas tant une image de la réalité des faits qui est présentée ici, mais les faits tels que les lecteurs voulaient les imaginer, selon leur propre culture. Les diplomates sont donc les symboles de cet imaginaire des lecteurs. Un imaginaire ne se limitant pas uniquement à une culture politique, mais étant aussi formé des valeurs, modes de vie et coutumes de ces hommes.

L'espace publique représentatif bourgeonne ainsi en quelque chose de nouveau, ce changement transpirant dans la description des actions des diplomates. D'un côté, la correspondance diplomatique offre une vision très personnalisée des diplomates. De l'autre, les journaux préfèrent une image uniforme, quasi standardisée de leurs interventions. Un tel contraste conduit au constat suivant : la formation d'une perspective différente de l'institution diplomatique par le lectorat des journaux, en comparaison de la perspective présente dans les missives diplomatiques. De par l'émergence de telles différences de présentation, il est possible de supposer que les attentes des lecteurs des

journaux pouvaient diverger de celles de leur gouvernement. Le lectorat, à l'aide de ses propres outils se forgeaient déjà une opinion qui lui était propre.

De ce double point de vue semble découler deux cultures diplomatiques : une première issue de la correspondance officielle, plus axée vers le secret d'État, et une deuxième annonciatrice de l'espace publique civil du 18e siècle. La première serait un phénomène restreint au monde des diplomates et des têtes couronnées, alors que la seconde s'étendrait à une plus large partie de l'élite sociale, incluant ainsi une partie du 3e ordre. Mais il serait plus approprié de parler ici d'une seule culture diplomatique, tout en gardant en tête l'étendue de ses origines sociales entre les différentes tranches sociales et leur influence sur le développement de l'institution diplomatique. Cet impact est d'ailleurs perceptible dans le comment, dans la manière dont les diplomates accomplirent leurs tâches.

La nature des négociations diplomatiques est multiple et se limite rarement à un seul élément. Puisque les ambassades étaient appelées à devenir permanentes, les diplomates recevaient des instructions comportant plusieurs volets, comme le démontre leur correspondance. Dans le cas des dix ambassades étudiées dans ce travail, quatre grands thèmes ont motivé l'envoi d'agents à l'étranger : la réputation internationale, la paix, les avantages et alliances commerciales ou militaires et la médiation. Les diplomates n'ont pas ménagé temps et effort pour informer leur gouvernement à ces égards.

La nouvelle République anglaise se devait de défendre sa légitimité. Elle se chercha donc des alliés tout en court-circuitant les efforts déployés par ses ennemis principaux, les royalistes. Pour ce faire, Dorislaus avait été envoyé comme précurseur à

La Hague pour annoncer l'arrivée prochaine d'une grande ambassade anglaise afin de solidifier les liens entre les deux républiques. Par le fait même, il devait empêcher l'amorce d'une alliance entre les pays scandinaves pour aider Charles II d'Écosse à reprendre son trône anglais.[216] L'année suivante, Ascham partait pour Madrid dans un but similaire: il devait diminuer l'influence de Hyde et Cottington, tous deux représentants de Charles II d'Écosse, à Madrid, et par le fait même, obtenir une reconnaissance diplomatique de la République anglaise par l'Espagne.[217]

La réputation internationale ne se limitait toutefois pas qu'à une telle reconnaissance. Par exemple, la France n'avait pas à défendre la légitimité de son régime monarchique, mais sa place sur l'échiquier européen contre l'influence espagnole. Ce combat fait d'assauts militaires sur le champ de bataille s'étendait aussi aux négociations diplomatiques, principalement à Rome. «Il semblait que toutes choses fussent dans leur crise et qu'il fallait décider à Rome [de] toutes les difficultés de l'Europe,»[218] écrivait le marquis d'Estampes-Valencay. Nous avons déjà démontré au chapitre précédent à quel point ce résumé de la situation n'était pas si éloigné de la vérité, étant donné la nature des causes que le bailli avait été chargé de défendre auprès du Saint-Siège.

L'essence des négociations pouvait évidemment porter sur la paix, tel que souligné par le parallèle ange/diplomate de Ménager.[219] La paix n'était pas une fin en soi au 17^{e} siècle, mais plutôt une fin souhaitable dans la mesure où étaient acceptables les conditions de la signature. Car la paix sert un propos, ou plutôt quelqu'un. Elle n'est pas

[216] *MSFR*, «Déclaration du parlement de la république d'Angleterre sur les affaires et procédures entre cette République et les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays Bas; et les différents survenus, dont les Estats ont donné sujet de leur part», BNR, 17199, folio 64.
[217] Michael Francis Foley, *John Thurloe and the Foreign Policy of the Protectorate, 1654-1658,* Dissertation doctorale, University of Illinois, 1968, p. 4.
[218] *MSFR*, «Négociations de M. le Bailly de Valançay, ambassadeur ordinaire du Roy à Rome (1647)», BNR, 18025, folio 7.
[219] Ménager, p. 3.

nécessairement toujours «fille des Dieux,» mais parfois aussi «fille d'Enfer,» selon les conditions qui entourent sa signature.[220] Pour cette raison, même si la guerre entre l'Espagne et la France durait depuis plus de 20 ans, en 1656, Mazarin voulut profiter de l'avantage que donnait à la France sa nouvelle alliance avec l'Angleterre pour vite trouver un terrain d'entente qui favoriserait la France si elle mettait un terme à la guerre. Inquiète de la popularité croissante du jeune Louis XIV et des nouvelles alliances de la France avec l'Angleterre et le Portugal, l'Espagne envoya à Paris un émissaire pour connaître les intentions de Mazarin. Ce dernier refusa l'idée de négociations à Rome. Il préfère qu'elles aient lieu à Madrid et en secret, pour ménager les alliés principaux des deux clans, l'Angleterre et le Portugal pour la France, et le Prince de Condé pour l'Espagne.[221] Les instructions de Lionne datées du 1er juin 1656 contiennent une liste bien claire des concessions et des exigences territoriales de la France. À cette liste, s'ajoutent aussi les clauses concernant les alliés. Il était alors impératif aux yeux de Mazarin, par exemple, de ne pas inclure ces derniers dans les négociations. D'un autre côté, Louis XIV se montre prêt à retourner à Condé ses biens et honneurs, mais point ses charges, places et gouvernements.[222] À ces offres, s'ajoutait aussi l'idée d'un mariage entre le roi Louis et l'infante, Marie-Thérèse.[223]

Les négociations des dix ambassades sélectionnées pour ce travail contenaient aussi des clauses d'avantages militaires ou commerciaux, qui allaient parfois jusqu'à une alliance concrète. L'ambassade de Dorislaus eut entre autres pour tâche de comprendre pourquoi les États-Généraux hollandais accordaient à la flotte de Charles II d'Écosse des

[220] Bély, p. 126.
[221] France, Vol. 11 Espagne, Paris, 1929, p 61.
[222] Instructions, 1er juin 1656, AE, CP, n ° 34, folio 8.
[223] Galeazzo, p. 15.

privilèges qui n'étaient pas octroyés aux navires de la République anglaise, malgré la déclaration de neutralité hollandaise dans la dispute entre la République anglaise et Charles II.[224]

Quelques années plus tard, Richard Lawrence se vit confié des négociations d'ordre purement économiques auprès de la Grande Porte. Supposé faire suite au sieur Bendish, Lawrence devait favoriser les conditions de travail des marchands anglais oeuvrant dans les zones sous le contrôle des Turcs.[225] Ses instructions ne le présentent pas comme un agent de l'Angleterre, mais bel et bien de la Compagnie du Levant, oeuvrant en priorité pour le bien de cette dernière.[226] Toutefois, la nature des accusations de pro royaliste faites contre Bendish sous-entend aussi que ce rôle,[227] bien que supervisé tout d'abord par la Compagnie, était aussi représentatif des aspirations du pouvoir central.

Pendant l'ambassade de Whitelocke, ce fut une alliance plus concrète qui fut recherchée par le Parlement Barebones, puis par Cromwell. Initialement, Cromwell avait en tête un projet, ou plutôt, une vision de grande alliance unissant toutes les puissances protestantes.[228] La Suède, contrôlée il y a peu par Gustave Adolphe, champion de la cause protestante durant la Guerre de Trente-Ans, était considérée comme un allié important dans ce grand dessein. Toutefois, en réalité, les ordres de Whitelocke l'engagent à bloquer toute action faite en faveur des Stuarts en Suède, et à travailler à l'ouverture du commerce dans le Sound tout en y évitant l'influence du Danemark ou des Provinces-Unies.[229] La possibilité d'une alliance défensive et offensive, en réponse à

[224] Maccioni et Mostert, p. 435.
[225] [Sans nom], 16 August 1653, NA, SP 97/17, folio 113.
[226] Instructions to Lawrence, NA, SP 104/144, folios 56-61.
[227] Articles of Treason against Bendish, NA, SP 97/17, folio 76.
[228] Hägglöf, p. 19.
[229] Whitelocke, p. 89.

celle signée entre les Provinces-Unies et le Danemark, fut ainsi étudiée. Toutefois, le Traité du 28 avril 1654 se limitait à une déclaration d'amitié réciproque et à des ententes commerciales.[230]

Outre-Manche, Mazarin envisageait une alliance avec l'Angleterre en des termes similaires à ceux espérés initialement par Cromwell dans son entente avec la Suède. Pour le Cardinal, une alliance anglaise serait non seulement l'occasion de recueillir certains bénéfices commerciaux, et religieux pour les catholiques vivant en Angleterre, mais offrirait surtout l'opportunité d'obtenir un soutien dans cette interminable guerre contre l'Espagne. Un tel allié permettrait au Cardinal de faire pencher les négociations de paix en faveur ultimement de la France. Bordeaux fut tout d'abord envoyé à Londres pour voir si les Anglais étaient intéressés à négocier en ce sens. Devant la longueur des discussions, Mazarin décida de doubler Bordeaux d'un collègue au grade diplomatique inférieur, le Sieur de Baas, qui pourrait faire avancer l'affaire en sous-main, sans se voir ralenti par la lourdeur du processus diplomatique.[231] Officiellement, les instructions de De Baas se bornaient à lui demander d'aider Bordeaux dans ses négociations, tout en évitant de se voir mêlé à toute entreprise contre Cromwell ou le régime qu'il représentait.[232] Toutefois, d'après certaines lettres de Mazarin à De Baas, le mousquetaire béarnais aurait aussi été envoyé en Angleterre pour la qualité de son esprit fécond, rapide à susciter des conflits entre divers protagonistes.[233]

[230] *VP*, «The History of Whitelocke's ambassy from England to Sweden with notes thereupon and touching the government Public Counsels and Persons in those and in other countries», BrL, Mss Add. 37347, folios 81-85.
[231] France, Vol. 24 Angleterre, N/ 1, Paris, 1929, pp. 159-160.
[232] Ibid, p. 180.
[233] P. A. Chéruel (dir.), *Lettres du cardinal Mazarin pendant son ministère*, Vol. 6, Paris, 1889, p. 157.

La médiation fut un autre motif pour l'Angleterre et la France d'envoyer des agents diplomatiques à l'étranger. En acceptant la médiation d'un pays, le souverain reconnaissait son influence sur l'échiquier européen. De plus, la médiation offrait aux pays médiateurs la chance de conclure une paix leur étant favorable, qui, bien évidemment, augmentait leur prestige à travers le monde.[234] Ces facteurs ont été les grandes lignes directrices des missions diplomatiques de Morland et de Terlon, puis de Montagu, Sydney et leurs collègues.

En addition à ces diverses tâches, tous les agents diplomatiques devaient recueillir autant d'informations que possible sur tout sujet d'intérêt pour leur gouvernement. Cette information était ensuite transmise à leur gouvernement respectif par lettres. La correspondance d'Estampes-Valencay, de De Baas, de Whitelocke et de Terlon, par exemple, est fort volumineuse, en raison d'un long séjour à l'étranger. Certains diplomates écrivaient aussi dans leurs mémoires un compte-rendu de leur mission, tels Whitelocke et Estampes-Valencay. Bien entendu, Ascham et Dorislaus eurent peu de temps pour répondre à cette demande de leur gouvernement. La mission de Lionne, de son côté, devait initialement être si courte qu'elle ne commandait pas un gros volume d'informations. Toutefois, Lionne prit soin de résumer chacune de ses rencontres avec Don Louis et garda Mazarin informé par plusieurs lettres, puisque les négociations durèrent plus longtemps que prévu.[235]

[234] Lucien Bély, «La médiation diplomatique au XVIIe siècle et au début du XVIIIe siècle, dans *Armées et diplomatie dans l'Europe du XVIIe siècle*, Vol. 16, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1991, pp. 129, 146.

[235] Voir la correspondance entre Mazarin et Lionne durant cette période : AE, CP, n ° 34, folios 249-376; AE, CP, n ° 35.

Les correspondances diplomatiques abordent un large éventail de sujets, rendant inutile toute tentative de classification par thème. Évidemment, les diplomates, ou leurs secrétaires, ont consacré de nombreuses pages à l'évolution des négociations dont ils furent chargés. Ils notaient leur succès, nommaient les obstacles auxquels ils firent face et souvent, demandèrent conseil ou tout simplement de l'argent pour accomplir leur tâche.

Toutefois, leurs missives comportent aussi plein d'informations sur des faits divers, indirectement pertinentes à leur mission. Par exemple, Ascham informe le Conseil d'État à plusieurs reprises de ses faiblesses physiques et des aléas de sa santé, donnant déjà une impression d'inquiétude face à sa sécurité personnelle à Madrid.[236] Dans un autre registre, la volumineuse correspondance de Whitelocke abonde en détails sur ses discussions de nature un peu frivole avec les ministres suédois et la famille royale. Par exemple, il rapporte un échange qu'il eut avec le prince héritier au sujet de races de chevaux et des mérites de chacune. Puis il décrit en détail la nature de ses négociations avec la reine Christine, n'hésitant pas même à noter qu'il en est même venu à faire des farces avec elle.[237] Après tout, l'une des tâches clé d'un ambassadeur était de rapporter vraiment le plus d'informations possible sur le pays où il était envoyé en mission, tel que souligne Whitelocke lui-même.[238]

Toutes ces tâches sont toutefois déjà bien connues des historiens, ainsi que les moyens par lesquels les diplomates parvenaient à leur fin.[239] Si la culture des

[236] Letter from Ascham to the Council of State, 22 October 1649, NA, SP 94/43, folio 19; Letter from Ascham to the Council of state, 3 April 1650, NA, SP 94/43, folio 27; Letter from Ascham to the Council of State, 17th April 1650, NA, SP 94/43, folio 40.
[237] Oxford University Press, *Oxford Dictionary of National Biography* [http://www.oxforddnb.com] (Consulté le 15 octobre 2009)
[238] *VP*, Whitelocke's Embassy to Sweden, BrL, Mss Add. 4991A, vol. 1, folio 22.
[239] Ces divers éléments sont énumérés dans Mably; Vera; Wicquefort; Callières; Armand-Jean de Vignerod Du Plessis (duc de) Richelieu, *Testament Politique*, 7e édition, Paris, 1947, p. 109; Anderson, p. 42; Bosbach, p. 464; Scott, «Diplomatic culture…», p. 72; Thierry de Montbrial, «De la négotiation» dans

apparences[240] et les négociations avec le chef d'État figuraient parmi les moyens les plus apparents pour briller dans les cours étrangères et obtenir gain de cause, la diplomatie ne se limitait toutefois pas seulement à cette science du collège, à ces moyens polis.[241] Tel que sous-entendu dans les bouquins sur le parfait ambassadeur,[242] les diplomates devaient recourir à la science du monde et démontrer l'habileté à utiliser des actions en sous-main tel que les cadeaux, les dons d'argent, les négociations avec des membres influant des cours étrangères, la lecture des périodiques, des menaces basées sur des arguments commerciaux ou les forces armées, des mensonges déguisés, et ainsi de suite. Après tout, comme le soulignait déjà Sir Henry Wotton au 16e siècle : «Legatus est vir bonus peregre missus mentiendum Rei publicae causa.»[243]

Les diplomates étudiés dans ce travail usèrent à maintes reprises de ces artifices ainsi que de ceux paraissant plus pacifiques et diplomatiques. Leurs propres écrits regorgent d'exemples où ils durent faire appels à de tels processus. Estampes-Valencay, Whitelocke, Terlon, et les représentants anglais présents à Elseneur, soulignent entre autre l'importance qu'eurent les entrées, les parades, les représentations publiques ainsi que les entrevues publiques avec le souverain étranger, puisque les mondanités occupaient une place importante dans leur métier.[244] De plus, malgré le jugement sévère des théoriciens de l'art diplomatique, les cadeaux restaient une solution privilégiée pour

---

Pratiques de la Négociation, edité par Thierry de Montbrial, Paris, Bruylant, 2004, pp. 20-21; Bély, *Les relations internationales…,* pp. 343-346; Wright, pp. XV-XVII; Butterfield, p. 13.

[240] Daniel Roche, *La culture des apparences : une histoire du vêtement (XVIIe-XVIIIe siècle)*, Paris, Fayard, 1989.

[241] Callières.

[242] Ibid; Wicquefort

[243] «L'ambassadeur est un honnête homme que l'on envoie mentir à l'étranger pour la cause de la République.» (Essen, p. 49.)

[244] Voir par exemple: *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026; 18 030; Whitelocke; AE, CP, n º 22-23; Anderson (dir.), *The Journal*...

gagner un allié et briller, tel que démontré par la mission de Terlon.[245] Les ambassades d'Estampes-Valencay et Terlon font aussi états des difficultés financières auxquels les diplomates faisaient face, difficultés engendrées entre autres par le besoin de tenir son rang en pays étranger, mais aussi de s'acheter des relations. Par exemple, Estampes-Valençay se devait de négocier avec les membres influents de la cour étrangère pour obtenir appui à sa cause; de son côté, Lawrence fit de même après que lui fut refusé l'accès au Sultan. La médiation de Terlon, de Morland et des représentants anglais à Elseneur les força à transiger avec un vaste éventail d'individus pour mener à bien leur médiation. Finalement, la mission de Lionne fut constituée essentiellement de négociations secrètes entre don Luis et lui.

Tous ces échanges impliquèrent des joutes orales où les menaces faisaient souvent surface, sans même être cachées du voile pudique de la subtilité. Par exemple, le 6 juillet, Lionne débute sa deuxième conférence avec le ministre espagnol en lui déclarant «qu'il pouvait me demander Paris tout aussi bien qu'Arras parce que j'avais le même pouvoir de lui répondre sur l'un que sur l'autre.»[246] Ce différend sur les territoires à céder refit surface à maintes reprises, poussant Lionne jusqu'à menacer don Luis d'une rupture des négociations s'il persistait à réclamer la Lorraine.[247] Bref, Lionne était toujours prêt à quitter l'Espagne tout le temps que durèrent les pourparlers.

De tous ces éléments, le don de convaincre est celui sur lequel les diplomates mettent le plus l'accent dans leur correspondance. Hautes en couleurs, les lettres d'Estampes-Valencay sont un modèle des avantages de l'écrit pour convaincre le lectorat

[245] Louis Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne*, Vol. 41, Paris, 1843-1865, p. 163; Le chevalier de Terlon à Mazarin, le 12 décembre 1657, Danemark, n ° 9, folio 118.
[246] 2e conférence, 6 juillet, Madrid, AE, CP, n ° 34, folio 254.
[247] 5e conférence, 12 juillet, Madrid, AE, CP, n º 34, folio 304.

du bien-fondé d'une cause, cette cause étant ici celle du marquis contre «l'erreur» en laquelle se trouvait le pape. De son côté, Whitelocke, tout comme Terlon avec Charles X, souligne avec fierté la qualité de ses rapports avec la reine Christine. Il vante sa force de caractère, plus précisément son entêtement à défendre la cause anglaise dans les clauses commerciales du traité. Cet entêtement sera aussi une des marques de commerce de Morland, lors de sa méditation à la cour du Duc de Savoie. Sydney, tel De Baas avec Cromwell, cacha son impatience en soulignant l'étirement des négociations et en tentant d'en mettre la faute sur Charles X. Montagu, pour sa part, n'hésite pas à inclure dans ses mémoires les raisons qui ont motivé le retrait de la flotte anglaise à Elseneur. Nous reparlerons d'ailleurs de ces événements plus en détails dans les chapitres à venir.

Tout le soin que prend le diplomate à défendre sa cause personnelle et le succès de sa mission avec moult détails, quitte à embellir la réalité et à excuser ses erreurs, offre une image intime du diplomate, plus personnalisée. Les 13 hommes étudiés ici à partir de leur correspondance sont 13 individus au caractère distinct, possédant chacun leur propre style de plume, ses propres valeurs, qualités, défauts et expérience de la vie. Au fil de chaque lettre, il est difficile de ne pas se laisser émouvoir par leurs échecs comme par leurs succès. Toutefois, ce phénomène s'estompe à la lecture de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*. Ces agents publics n'apparaissent plus comme des personnages hauts en couleurs, à la voix forte, usant de tactiques pour obtenir gain de cause en faveur de leur pays. Ils sont plutôt présentés comme des individus homogènes, gris, presque anonymes, dont le rôle et les actions se ressemblent fortement d'un agent à l'autre.

À travers cette image du diplomate, les périodiques mentionnent deux éléments majeurs dans le travail de ces hommes : la parade et la patience. Ce sont ces tâches

diplomatiques qui reviennent, comme des leitmotivs, dans les pages de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* traitant de la diplomatie. À ce stade-ci, il est crucial de revenir au débat sur l'espace publique représentatif. La définition d'Habermas donne l'impression que les périodiques de l'époque, notamment la *Gazette* et le *Mercurius Politicus*, qui étaient des périodiques gouvernementaux, servaient de tremplin à la gloire du Monarque, décrivant à satiété le faste et les gestes des cours françaises et anglaises. Les diplomates font partie du cortège et des mondanités de la cour royale. Ils deviennent le symbole idéal d'un tel phénomène. On trouve, en effet, nombre d'articles sur leurs entrées et sorties dans les événements officiels: cérémonies religieuses, bals, pièces de théâtre, rencontres publiques avec le souverain étranger et son entourage, avec les autres ambassadeurs, etc.

Mais ce n'est pas l'image privilégiée par les deux périodiques. Bien sûr, les périodiques, particulièrement la *Gazette* via ses *Extraordinaires*, consacrent de nombreuses pages à l'arrivée des diplomates dans une ville, au nombre de gens et de chevaux formant leur suite, parfois même aux aléas de leur voyage, tout comme le révèle entre autres l'exemple de Whitelocke.[248] Le discours de Whitelocke à la Reine Christine, qui l'accueille est même rapporté mot à mot.[249] On s'étonne même que soient mentionnés

[248] Nedham, «From Usall in Sweden, December 22nd» *Mercurius Politicus* (From January 19 to January 26, 1654), vol. 189, p. 3023; Renaudot, «De Stockholm, le 28 novembre 1653» *Nouvelle ordinaires* (10 janvier, 1654), vol. 5, p. 33; Renaudot, «De Stockholm, le 12 décembre 1653» *Nouvelles ordinaires* (24 janvier, 1654), vol. 10, p. 69; Renaudot, «De Stockholm, le 26 décembre 1653» *Nouvelles ordinaires* (7 février, 1654), vol. 16, p. 117; Renaudot, «Les particularités du voyage de Mylord Whitelock, ambassadeur d'Angleterre en Suède, avec les Audience qu'il a eut de Sa Majesté Suédoise, et la harangue qu'il lui a faite» *Nouvelles extraordinaires* (20 mars, 1654), vol. 34, p. 261.

[249] Renaudot, «Les particularités du voyage de Mylord Whitelock, ambassadeur d'Angleterre en Suède, avec les Audience qu'il a eut de Sa Majesté Suédoise, et la harangue qu'il lui a faite» *Nouvelles extraordinaires* (20 mars, 1654), vol. 34, pp. 268-272; Nedham, «His Excellency the Lord Ambassadeur Whitelocke speech to the Queen of Sweden», *Mercurius Politicus* (From January 26 to February 1, 1654), vol. 190, p. 3136.

l'arrivée et le départ de De Baas, compte tenu de la fin abrupte de sa mission.[250] Même chose pour l'ambassade de Lionne : la *Gazette* n'en dit mot car elle respecte les autorités françaises qui veulent la garder secrète. Mais le *Mercurius Politicus* relate le départ et le retour du ministre.[251] La médiation de Morland a droit à quelques mentions seulement dans les périodiques anglais. Pendant que le gouvernement français tentait par tous les moyens de taire l'incident du massacre des Vaudois, la plume de Nedham cherchait à émouvoir en décrivant les horreurs du massacre durant de nombreux articles, plutôt que d'informer ses lecteurs de la nature des pourparlers entre l'Angleterre et le Duc de Savoie. Les nombreux va-et-vient du marquis d'Estampes-Valencay, durant son retrait à Tripoli, sont rapportés, tout comme sa présence à la messe ou à d'autres cérémonies publiques, un coup l'incident papal clos.[252] Les ambassades de Terlon en Suède, puis au Danemark, et des médiateurs anglais à Elseneur obtinrent la faveur de Nedham et de Renaudot avec une large couverture. Toutefois, si leur arrivée officielle est spécifiée dans les périodiques, toute l'importance est accordée à l'état des négociations confiées à ces hommes.

Les deux périodiques donnent aussi quelques indices et explications sur la nature des missions des diplomates. Par contre, aucun détail sur l'emploi du temps de De Baas, en raison peut-être de son rôle de deuxième violon derrière Bordeaux, ou encore de la

[250] Renaudot, «De Londres, ledit jour 9 avril 1654» *Gazette* (18 avril, 1654), vol. 48, p. 377; Renaudot, «De Londres, le 4 juin, 1654» *Gazette* (13 juin ,1654), vol. 72, p. 571; Nedham, «London, June 17» *Mercurius Politicus* (From June 15 to June 22, 1654), vol. 210, p. 3568.
[251] Nedham, «From Bayonnne, 14 July» *Mercurius Politicus* (From July 29 to July 31, 1656), vol. 320, p. 7133; Nedham, «From Paris, October 13» *Mercurius Politicus* (From October 9 to October 16, 1656), vol. 331, p. 7311.
[252] Renaudot, «De Rome, le 20 décembre 1650» *Gazette* (14 janvier, 1651), vol. 8, p. 69; Renaudot, «De Rome, le 23 janvier 1651» *Gazette* (18 février, 1651), vol. 23, p. 189; Renaudot, «De Rome, le 24 mai 1651» *Gazette* (17 juillet, 1651), vol. 77, p. 618; Renaudot, «De Rome, le 5 juillet, 1651» *Gazette* (29 juillet 1651), vol. 95, p. 762; Renaudot, «De Rome, le 12 juillet 1651» *Gazette* (5 août 1651), vol. 98. p. 785; Renaudot, «De Rome, le 13 septembre 1651» *Gazette* (7 octobre, 1651), vol. 133, p. 1114.

conclusion ambiguë de son séjour à Londres. La mission de Lawrence comme agent public de la république anglaise reste aussi dans l'ombre, probablement parce qu'il ne parvint jamais à être agréé par le Sultan, sans doute influencé par Bendish. Pour l'époque qui nous intéresse, l'objectif de la mission du marquis d'Estampes-Valencay est passé sous silence, possiblement parce que son arrivée précède la période étudiée ici, et que Renaudot jugeait inutile de se répéter. Toutefois, les objectifs des autres missions sont tous annoncés, plus ou moins directement. Le *Mercurius Politicus* par exemple, n'hésita pas à publier ouvertement l'emploi que Mazarin espérait faire de Lionne à Madrid, en 1656. «Monsieur de Lionne […] went from hence to St-Sebastien, to promote the Treaty of Peace between France and Spain.»[253] Malgré ces quelques lignes, les périodiques préféraient taire le détail du contenu des instructions diplomatiques et abreuver le lectorat des entrées et des sorties des diplomates, de l'évolution de leur négociations, ainsi que des articles qui furent finalement signés entre chaque partie, tels que lors de l'ambassade de Whitelocke, Morland et Terlon.[254] Ces articles excluaient toutefois les clauses secrètes négociées dans ces traités.

Comme on vient de le voir, le lectorat avait droit à une certaine dose d'information sur la politique étrangère des gouvernements français et anglais, mais une lecture attentive des périodiques et de la correspondance diplomatique de l'époque démontre qu'une bonne part des négociations restait cachée. «The Chevalier de Trelon

[253] Nedham, «From Bayonne, 14 July» *Mercurius Politicus* (From July 20 to July 31, 1656), vol. 320, p. 7133.
[254] Renaudot, «Les Articles du traité fait entre l'Angleterre et la Suède» *Nouvelles extraordinaires* (24 mars, 1656),vol. 37, pp. 289-297; Nedham, «From Pigneroll by the Last, take these Observations upon the foregoing Articles of Agreement» *Mercurius Politicus* (From September 6 to September 13, 1655), vol. 274, pp. 5602-5605; Renaudot, «Le sommaire des articles du Traité de Paix, conclu le 7 juin dernier, entre les Roys de Suède et de Danemark» *Nouvelles* extraordinaires (23 juillet, 1660), vol. 86, pp. 673-687.

[…] is gone after his Majesty of Sweden, his negotiation is secret,»[255] souligne, par exemple, Nedham. Restaient aussi cachés les arcanes de la science et de l'art diplomatiques.[256] Pourquoi donc ce filtre? Avait-on peur que le peuple en sût trop sur la politique et devînt ainsi plus puissant? Pas nécessairement… Dans son livre sur l'étude de la science, Eamon souligne qu'au Moyen Âge et lors des débuts de l'époque moderne, les élites sociales craignaient la diffusion du savoir chez le peuple, car il n'avait pas toujours le bagage culturel, éducatif et scientifique nécessaire pour comprendre les nouvelles théories et hypothèses scientifiques. L'absence de tels prérequis risquait de créer un écart entre deux niveaux d'interprétation : celui des profanes et celui des initiés.[257] Cette même dichotomie inquiète les gouvernements et les amène à influencer la plume des éditeurs de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*. Informer le peuple, d'accord, mais avec modération, pour s'en faire un allié sans que cet allié ne devienne une source potentielle de divisions et de querelles.

Mais toute la ruse de cette tactique repose sur le filtre imposé aux nouvelles avant qu'elles ne soient offertes au lectorat. En dirigeant l'attention des lecteurs vers les événements étrangers, on la détournait des décisions et des événements domestiques questionnables. En contrepartie, une trop grande quantité d'informations sur les affaires étrangères risquait, elle aussi, de susciter questionnement et opposition.

Voilà pourquoi les périodiques, après avoir décrit les activités publiques des diplomates et offert un aperçu global de leur mission, consacraient plusieurs pages à

[255] Nedham, «From Lubeck, 24 september, 1657» *Mercurius Politicus* (From October 1 to October 8, 1657), vol. 384, p. 5.
[256] Il est rare que les journaux mentionnent une quelconque de ces actions. Toutefois, certains articles les suggèrent, tel que celui du *Mercurius Politicus*, où il est question de l'ambassade de Terlon et d'une somme qu'il a utilisé pour acheter l'Électeur de Brandenbourg et le garder ainsi du côté du roi de Suède. Nedham, «Another from Dantzick» *Mercurius Politicus* (From August 6 to August 13, 1657), vol. 375, p. 7981.
[257] William Eamon, *Science and the Secrets of Nature; Books of Secrets in Medieval and Early Modern Culture*, Princeton, N.J., 1994, pp. 265-266.

l'évolution des négociations. Non pas tant pour expliquer les obstacles rencontrés ou pour révéler les solutions envisagées, que pour rappeler la lenteur des négociations, avec en conclusion une note optimiste ou pessimiste sur la suite des événements à laquelle s'ajoutait parfois une justification. L'objectif étant toujours de donner l'impression d'informer sans trop divulguer, bref de dire peu de choses avec beaucoup de mots.

Par exemple, à plusieurs reprises, le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* soulignent que les affaires de Whiteloke en Suède sont retardées à la demande de la Reine Christine et de ses hommes d'État, qui préfèrent attendre la conclusion de la paix anglo-hollandaise avant de se décider.[258] On peut faire la même remarque au sujet de l'incident dont fut victime le marquis d'Estampes-Valencay à Rome.

> […] on a été ici fort surpris de ce qu'à la suscitation des Espagnols, le Cardinal Pancirolo a détourné de la résolution qu'elle avait prise et dont elle avait donné sa parole à l'Ambassadeur de [Venise], auquel celui de France avait remis ses intérêts de sorte que Sa Sainteté n'ayant depuis donné aucun témoignage qu'elle continuât à désirer cet accommodement, les choses sont demeurées en suspens jusqu'à ce jour, ce qui arrête ledit Ambassadeur de France à Tivoli.[259]

Plusieurs articles de la *Gazette* font état de l'attente d'un compromis entre les deux partis, compromis que semble retarder l'action espagnole, selon Renaudot.[260] Finalement, la longueur des médiations dirigées par Terlon, appuyé par la suite par les représentants anglais, est bien rendue par la *Gazette* et le *Mercurius Politicus*, tous deux soulignant les nombreux changements de cap de Charles X face à la conclusion de cette médiation.[261]

Une telle dichotomie entre le contenu de la correspondance diplomatique et des périodiques, sur le devoir des diplomates, semble donner raison à l'idée d'Habermas,

---

[258] Nedham, *Mercurius Politicus* (1654), pp. 3261, 3267, 3271, 3309; Renaudot, *Gazette* (1654), pp. 93, 273, 417.
[259] Nedham, *Mercurius Politicus* (1654), pp. 3261, 3267, 3271, 3309; Renaudot, *Gazette* (1654), pp. 93, 273, 417.
[260] Renaudot, «De Rome, le 27 juin, 1651» *Gazette* (Le 22 juillet, 1651), vol. 92, p. 737. Voir aussi pour la même année les pages suivantes : 189, 618, 762, 785, 822, 857, 930.
[261] De 1657 à 1660, la majorité des volumes de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* font référence, au moins à une reprise, à l'état des négociations, bien souvent résumé en une seule phrase.

selon laquelle l'espace publique du milieu du 17e siècle est encore seulement représentative, se limitant à accroître et à répandre la gloire du souverain. Toutefois, la définition que ces périodiques offrent du rôle du diplomate vient à l'encontre d'une telle conclusion. Rappelons que durant les événements des années 1640 en Angleterre et ceux de la Fronde en France, le lectorat se démarque comme un acteur politique, investi d'un pouvoir encore nouveau et précaire, que les gouvernements doivent respecter jusqu'à un certain degré. Fort de ce nouveau pouvoir naissant, le lectorat se démarque entre autre par la lecture des périodiques et les connaissances qu'il y puise. À partir des articles traitant des actions des diplomates, le lecteur peut comprendre le sens des parades des représentants de son chef d'État, et aussi approfondir sa connaissance des vecteurs sur lesquels repose le pouvoir central. De plus, le lectorat se forme une idée bien à lui du devoir d'un diplomate en lisant les articles portant sur les cérémonies publiques, sur les grandes lignes de sa mission, ainsi que sur les traités qu'il a pu conclure. Un survol rapide de quelques recoins mystérieux des *arcana imperii,* a pu donner au lecteur une impression de superficialité des tâches diplomatiques. Superficialité puisque peu de choses y sont analysées en profondeur : les secrets et le sens précis du protocole échappent au commun des mortels, la nature des négociations et l'objectif des missions sont généralement évoqués dans leurs grandes lignes, lorsqu'ils ne sont pas modifiés ou tout bonnement cachés aux lecteurs.

Quoi qu'il en soit, cette somme d'information suffit déjà au lectorat des années 1650 pour que par lui-même, il déduise certains éléments sur la nature de l'institution diplomatique. Sans en connaître tous les détails ni les impacts précis, le protocole de la cour lui devient maintenant familier: le lectorat s'intéresse aux préséances, aux entrées,

aux parades, etc. Ce protocole, même dans sa version simplifiée, a déjà un sens pour les lecteurs : il indique le rang des diplomates dans l'échelle sociale, il informe sur la vie de cour, sur les différents clans parfois en opposition autour du pouvoir central, sur la force de certains pays sur l'échiquier européen, etc. Malgré la sobriété avec laquelle ils sont présentés, les gestes des diplomates, permettent aussi au lecteur d'apprécier certains aspects du pouvoir et du champ d'action de ces hommes. Bref, malgré le désir des élites de contrôler la passation du savoir et des secrets d'État,[262] le lectorat commence à s'insérer dans cette sphère occulte du pouvoir. La culture diplomatique n'est plus définie seulement par les élites sociales, les souverains et les diplomates eux-mêmes, mais aussi par la perception du lectorat et par son interprétation propre des récits des diplomates. Le lectorat se forme une nouvelle vision du diplomate, où celui-ci n'est plus le héros que proclame sa correspondance, mais le symbole du pouvoir de l'État en gestation, une figurine sans personnalité réelle, dont la valeur se mesure à la qualité et la puissance du message qu'il véhicule au fil des événements qui marquent ses missions diplomatiques. Mais l'imaginaire des lecteurs pousse son influence encore plus loin. Il rehausse l'importance de certains ingrédients de la dite culture, tel que le protocole, et ultimement, la complexité plus ou moins floue des processus de négociation.

[262] Eamon, p. 351.

Chapitre 6) Le lecteur et la culture des apparences

Formé de gens partageant le même métier, le monde diplomatique se caractérise par une manière commune d'être et d'agir qu'on appelle la culture diplomatique. Le premier champ d'observation des faits et gestes propres aux diplomates est l'ensemble des actions publiques pouvant se rassembler sous la large ombrelle de la culture des apparences. Les journaux attirent l'attention sur deux fonctions clés du diplomate : il doit symboliser non seulement la grandeur de son pays et de son suzerain, mais aussi leur honneur. L'ensemble est souvent présenté de façon sobre, pour ne pas dire impersonnelle, car on fait l'éloge des diplomates comme agents de la grandeur du royaume, dans un style uniforme et anonyme, où la personnalité de chaque agent se cache derrière une image standardisée du diplomate : celui-ci est plus une carte politique qu'une personne unique.

Une telle vision de la culture diplomatique semble masquer, même encore à ce jour, le portrait coloré, même héroïque, que les diplomates avaient tracé d'eux-mêmes dans leurs correspondances. Mais pourquoi? Pourquoi un tel imaginaire de la diplomatie promu par les périodiques — d'ailleurs si peu, voir même jamais, utilisés comme source pour l'étude de la diplomatie par rapport à l'image présente dans la correspondance diplomatique — a-t-il prévalu jusqu'à tout récemment sur l'impression laissée par la correspondance diplomatique? L'une des principales raisons de ce paradoxe est que les historiens, dans leurs analyses, utilisent généralement la diplomatie comme un tremplin pour étudier la nature de la politique étrangère d'un pays ou d'un regroupement de pays, pour une période donnée ou face à un événement particulier. Un tel objectif n'a pas besoin d'une perception colorée ou émotive du diplomate. Le langage froid et analytique

est ici plus approprié et il correspond à l'image des diplomates promue par les périodiques.

Avant d'examiner de près le travail des diplomates et les moyens utilisés dans leur mission, jetons un coup d'œil sur ces fameux traités sur le *parfait diplomate*, puisqu'ils présentent des études souvent détaillées sur un autre imaginaire de la correspondance diplomatique. Des études de cas spécifiques le démontrent, les conclusions de ces ouvrages n'étaient pas uniquement des affirmations théoriques, mais reposaient souvent sur des faits observables à l'époque.[263] Il ne faut pas s'en étonner puisque ces traités avaient généralement été écrits par des diplomates et qu'ils étaient lus en premier par des diplomates, comme le confirment leurs actions à l'étranger. Dans leur correspondance, les diplomates sont fiers de dire leur habileté à suivre ces modèles, en vantant leur talent oratoire, l'éclat de leurs succès ainsi que la haute estime en laquelle ils tenaient leur position. Le tout bien entendu, en minimisant leurs erreurs. C'était une façon habile de donner plein d'informations à leur maître, de mettre en valeur sa gloire, et de se présenter comme de bons serviteurs. Un miroir offrant néanmoins une image incomplète de la réalité qui impliquait bien plus d'action en sous-main que ne l'affirmait la théorie.

Une brève introduction au genre littéraire qui décrit le parfait diplomate a été faite au chapitre 2. Toutefois, un regard plus poussé sur le contenu détaillé de ces traités reste essentiel pour en comprendre l'influence.[264] Faisant partie d'un courant littéraire intégré au processus civilisateur de l'élite européenne, ces livrets énumèrent les différents aspects de la personnalité du diplomate idéal. L'ambassadeur est l'exemple par

[263] Côté.
[264] Les éléments relatifs au *parfait diplomate* énumérés ici sont issus principalement des traités suivants: Callières; Mably; Wicquefort; Ferdinand de P. Galardi, *Réflexions sur les Mémoires pour les Ambassadeurs et Réponse au Ministre Prisonnier*, Cologne, 1677; Pecquet; Vera et Hotman.

excellence de cette nouvelle culture visant à courber le naturel guerrier de la noblesse d'épée.[265] Ce fragment majeur de la noblesse était, au milieu du 17e siècle, le favori des traités visant à représenter le souverain à l'étranger, car ils étaient déjà majoritaires parmi les nobles de la cour et les rois étaient issus de cette même noblesse d'épée. Ce groupe incluait les militaires de fonctions, selon Callières, mais encore les gens de la cour et tout gentilhomme n'étant point au service de l'Église ou de la judicature.[266] Les auteurs s'entendent généralement pour accorder la préférence aux gens de moyennes ou haute noblesse, mais pas aux ducs et pairs à qui faisaient défaut l'éducation, l'expérience et la souplesse nécessaires pour mener à bien une mission diplomatique.[267] Les nobles d'épée avaient préséance dans les emplois diplomatiques en raison de leur culture, facteur d'adaptation à la vie de cour à l'étranger, et aussi en raison de leur richesse qui subventionnait une partie de leur ambassade.

Toutefois, cet engouement pour les nobles d'épée n'était pas nécessairement généralisé à tous les types d'ambassades. Callières soutient qu'un militaire peut être un atout, lorsqu'envoyé dans un pays en guerre, alors qu'un courtisan serait préférable auprès d'un prince pacifique et hédoniste. Dans le même ordre d'idées, il préfère un homme de robe dans les républiques et pour les traités de paix.[268] En contrepartie, la place du premier état, le clergé, dans le monde diplomatique suscita de nombreux débats. Certains auteurs, comme Wicquefort et Vera, interdirent tout simplement la nomination

[265] Linda A. Pollock, «Honor, Gender, and Reconciliation in Elite Culture, 1570-1700» *Journal of British Studies*, vol. 46, n °1, (2007), p. 4; Hervé Drévillon, *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Paris, 2005, p. 320.
[266] Callières, p. 251.
[267] Wicquefort, p. 77; Callières, p. 197. Baillou souligne aussi que ces segments de la noblesse préféraient plutôt travailler sur une carrière à la cours plutôt que de courir le risque d'une quasi exil volontaire dans une ambassade à l'étranger (Baillou (dir.), p. 185).
[268] Callières, pp. 252-253.

des gens d'Église arguant que nul ne peut servir deux maîtres.[269] Plus délicat, Galardi déclare que les clercs ne doivent pas être envoyés à Rome pour la simple raison qu'ils seraient tentés de servir le pape plus que leur souverain. Dans les faits, la liste des diplomates choisis au 17e siècle révèle que le clergé obtint sa part de postes, dont certains à Rome, contrairement à l'avis de Galardi.

Selon Mikolaj Rej, «manners made the man. They especially identified his class.»[270] Toute l'importance de recruter des membres du 1er ou du 2e ordre repose principalement sur l'impression qu'ils feront, fort probablement meilleure que celle que laisserait un artisan ou même un homme de lettres. Si astucieux et doués que ces derniers fussent-ils, leurs manières ne pourraient que difficilement, s'harmoniser avec celles de la cour. La qualité de naissance n'est pas le seul critère pour le choix d'un diplomate : son expérience de la vie ou plutôt, son expérience et son habileté à briller à la cour doivent être pris en considération. Sorti de l'école du monde du parfait courtisan, répandue entre autres par Castiglione,[271] le diplomate doit savoir comment plaire et bien paraître, mais aussi comment jouer le jeu imposé par les arcanes de la cour, zones souvent dangereuses et pleines de chausse-trappes. Bref, il doit manier l'art de discourir dans un salon au milieu des dames, connaître la qualité des chevaux et des chiens de chasse, parler des dernières découvertes ou de tout autre sujet favori des grandes cours, tout en tirant profit des joutes verbales, des complots et des divisions au sein même de cette cour.

[269] Vera, p. 47; Wicquefort, p. 89.
[270] Edward Muir, *Ritual in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 117.
[271] Castiglione.

L'éducation recherchée chez lui n'est pas du domaine académique, mais relève de la maîtrise des mondanités, d'une expérience de son temps et de son milieu social.[272]

Viennent ensuite de longues énumérations très détaillées des qualités requises chez un ambassadeur. À première vue, ces listes copieuses paraissent vides de sens car elles donnent l'impression d'inclure toutes les qualités possibles en ce bas monde. Il convient toutefois ici de souligner que ces énumérations faisaient écho à la réalité de la pratique des négociations. Plus grande était le nombre de qualités chez un diplomate, plus il avait d'atouts dans son jeu pour décrocher un poste. Conformément à son rôle, le diplomate doit être le digne représentant de son Roi, quasi l'alter ego des maîtres de la Terre, les souverains. Il doit donc s'appliquer et s'attacher à sa tâche, éviter le moindre échec, ne travailler qu'au seul succès de sa mission, sans avarice ni égoïsme, mais avec libéralité, magnificence, application et pénétration, rapporte Callières.[273]

Dans la pratique toutefois, l'énumération des qualités d'un homme en comparaison d'un autre n'était évidement pas une étape faisant officiellement partie du processus de sélection des diplomates. Ces listes permettent cependant d'observer un détachement graduel entre elles et les qualités prescrites et encouragées par les manuels du parfait courtier, phénomène qui annonce une divergence d'opinion et de pratique entre la culture de cours et la culture diplomatique. Initialement, Castiglione accorde de l'importance à la beauté et à la force physique, mais il fait ensuite clairement dire à ses personnages que les qualités de l'esprit priment celles du corps, principalement puisque l'esprit est de loin supérieur au corps.[274] Plusieurs qualités énumérées dans la suite du

[272] Scott, «Diplomatic culture…», p. 63; François de Callières, *De la science du monde et des connaissances utiles à la conduite de la vie*, Bruxelles, Jean Leonard, 1717.
[273] Callières, «De la manière …», pp. 188-189.
[274] Castiglione, pp. 81, 349-351.

recueil font écho au courant humaniste présent en Italie à la fin du Moyen Âge, par exemple, le tact, la modestie et la gentillesse. Les traités sur le parfait ambassadeur continuent d'accorder de l'importance aux études classiques de base, mais l'emphase sur les qualités chrétiennes se dilue au rythme des années pour faire place au portrait plus froid des tortueuses nécessités qu'entraînent les négociations. En fait, plusieurs valeurs d'autrefois sont encouragées, tels la modestie et le bon agir chrétien, mais elles le sont dans un but intéressé et pragmatique plutôt que pour leur dimension philanthropique et religieuse.[275] Ainsi donc, les œuvres de Wicquefort et de Callières dégagent une vision beaucoup plus froide du diplomate : ce dernier n'est plus l'ange de Ménager,[276] mais le renard de Machiavel qui recourt à la ruse pour parvenir à ses fins.[277] Ainsi, pour atteindre ses objectifs, le diplomate du 17^{e} siècle ne se présente plus comme un symbole d'espoir et de charité chrétienne, mais comme un être intelligent, astucieux, ravissant par le corps et l'esprit, charmeur et surtout loyal envers son maître en toutes circonstances.

Les manuels du parfait agent diplomatique ont mis de côté un autre élément clé dans l'œuvre de Castiglione : le rôle du courtier envers son prince. Pour Castiglione, la relation entre le courtier et son maître repose sur cet élément-clé, à savoir l'enseignement que le premier pourra offrir au second pour l'aider dans tous les aspects de sa tâche. Le courtier fait figure de personne ressource, de mentor, de professeur auprès de son souverain.[278] Toutefois, les œuvres sur le parfait diplomate mettent le focus sur la tâche du diplomate comme représentant du pouvoir de son maître. En raison de son rôle, le

[275] Callières, «De la manière …», p. 158.
[276] Ménager.
[277] Machiavel, *Le Prince*, Paris, F. Hazan, 1947.
[278] Castiglione.

diplomate doit obéissance, vérité et conseils à son maître. Le diplomate n'est plus un enseignant, mais un agent ou un outil au service du pouvoir souverain.

Si la correspondance des diplomates étudiée dans le cadre de notre thèse confirme cette dernière image de la personnalité du diplomate, qu'il soit anglais ou français, elle laisse entrevoir quelques différences entre le processus de sélection du Cardinal Mazarin au nom de Louis XIV et de celui des dirigeants anglais sous l'Interregnum. Premièrement, les quatre diplomates français sont tous d'origine nobiliaire, quoiqu'à des niveaux différents : à côté du petit rang de noblesse d'épée du Sieur de Baas, parade le marquisat d'Estampes-Valencay. De l'autre côté de la Manche, l'utilisation de la noblesse pour les fonctions diplomatiques s'avère problématique, celle-ci ayant largement suivi le roi Charles II d'Écosse dans son exil, ou restant encore souvent une menace trop concrète pour le nouveau régime républicain pour être utilisée dans les négociations internationales. Ainsi, donc, sur les dix ambassadeurs anglais étudiés dans ce travail, seulement trois proviennent de familles nobles : Montagu 1er comte de Sandwich, le chevalier Honywood et le baron Morland. De ces neuf hommes, seuls Montagu et Sydney sont de profession militaire. La majorité de ces hommes étaient, donc, soient des auteurs, traducteurs et érudits (Morland, Dorislaus et Ascham) ou bien des gens dotés d'une formation légale (Whitelocke, juge et Dorislaus, bachelier en droit). Boone et Lawrence, pour leur part, semblent avoir simplement eu le statut nécessaire pour devenir parlementaires et éventuellement, participer à divers comités de l'Interregnum.

Les agents diplomatiques anglais étudiés ici ont un handicap, en comparaison de leurs homologues français, soit le manque d'expérience du monde diplomatique. Mazarin

put utiliser, par exemple, Lionne qui avait déjà rempli une mission diplomatique à Rome, et Estampes-Valencay qui devait transiger avec le pape, quoique pour le compte des Chevaliers de Malte. Mais le Cardinal utilisa aussi de Baas, un mousquetaire béarnais possédant très certainement un niveau moindre de connaissance de la vie de cours, ainsi que Terlon, pour qui sa mission en Suède était son premier emploi diplomatique. Moins riche en diplomates expérimentés, Cromwell et ses prédécesseurs républicains employèrent Lawrence, Montagu, Honywood et Boone, dont c'était la première mission. Whitelocke, de son côté, n'avait jamais travaillé à l'internationale, mais avait agi à plusieurs reprises comme représentant du Parlement lors des négociations avec Charles I durant les guerres civiles des années 1640. Sydney non plus n'avait jamais dirigé de mission, mais il avait accompagné son père à deux reprises sur le continent pour différentes missions. Ainsi, il eut l'opportunité de découvrir la structure de quelques cours étrangères. Ascham, pour sa part, avait déjà mené à bien une mission à Hambourg l'année avant son départ pour Madrid. Morland, quant à lui, faisait partie de la suite de Whitelocke lors de son ambassade en Suède.

En résumé, bien qu'un petit échantillon de 13 hommes ne permette pas de faire de conclusions définitives, il est plausible de suggérer que les diplomates du régime républicain anglais connaissaient moins les cours étrangères que les diplomates français, en raison de leur origine sociale et de leur expérience limitée de la diplomatie internationale. Roberts en arrive à la même constatation dans son analyse de la correspondance de divers diplomates avec les ministres publics anglais, quoiqu'il

souligne ensuite leur aptitude à garder secrets les affaires d'État et leurs réseaux fiables de renseignements.[279]

Outre cette possible distinction, pouvons-nous comparer les manières des ambassadeurs français à celles de leurs collègues anglais? Poser la question, c'est y répondre si l'on compare le manque d'à-propos de Sydney à la classe de Terlon dans la médiation de la paix du nord ou la rareté des missives anglaises versus l'abondance des missives françaises. De telles comparaisons n'ont plus de valeur devant le succès éclatant de l'ambassade de Morland et l'aptitude à la négociation de Whitelocke, en comparaison à l'inexpérience de De Baas. De plus, s'il est facile d'énumérer les échecs et les obstacles des ambassadeurs anglais, il n'en est pas moins important de rappeler que ces difficultés eurent d'autres sources que le simple manque d'expérience des envoyés anglais, tel que démontré plus haut. Ainsi, le propos de ce travail n'est pas de découvrir les différences d'approches entre les diplomates français et anglais, mais plutôt de percevoir si une certaine homogénéité d'actions existait déjà à l'époque entre ces différents agents.

Dans le premier chapitre de son ouvrage, Callières s'insurge contre «ces négociateurs novices [s'enivrant] des honneurs qu'on rend en leur personne à la dignité des maîtres qu'ils représentent […].» Selon lui, les ambassadeurs ne doivent utiliser la puissance associée à leur rang que «comme un moyen de maintenir ou d'augmenter la leur,» et non pas pour «exciter les ressentiments et les jalousies autour d'eux.»[280] Considérant que l'un des premiers devoirs d'un diplomate est de réussir dans le cadre des négociations qui lui sont confiées, un tel avertissement de Callières peut sembler à priori

[279] Roberts, p. 145.
[280] Callières, «De la manière …», p. 182.

superflu et guerre digne d'intérêt. Toutefois, la nuance qu'il trace si bien entre le bon et le mauvais usage des honneurs accordés aux diplomates est en réalité un élément d'analyse cruciale, puisque dans la pratique, les diplomates balançaient souvent entre ces divers usages des honneurs. Il devient donc approprié de parler de nos *diplomates*, mais plutôt de 13 hommes au comportement différent. Comment alors est-il possible, au travers d'un tel kaléidoscope de personnalités, de parler d'une culture diplomatique commune? En fait, au sein de cette toile à l'apparence si éclatée, apparaît une homogénéité d'action et de pensée si forte qu'elle comble le vide qui aurait pu se créer entre les agents français et anglais, par le manque d'expérience des derniers versus l'expérience des premiers.

Une nomination diplomatique était tout un honneur pour l'individu la recevant. En raison des privilèges, de certains pouvoirs particuliers et parfois même des secrets d'État, les diplomates occupaient un haut rang dans les cours étrangères. Faisant écho aux évolutions prenant place chez les élites militaires, la diplomatie exigeait maintenant du diplomate un code du service dont l'honneur de bien servir son maître devenait une composante clé.[281] Le diplomate était habité, bien sûr, par le noble sentiment de servir son Maître et son Roi. Il ne négligeait pas pour autant d'augmenter sa propre fortune personnelle par divers moyens, y compris les avantages que lui apportait un poste à l'étranger. Ces deux objectifs s'entrecroisent constamment dans le contenu des lettres et mémoires des diplomates et ouvrent même des fenêtres sur la personnalité, les valeurs et les ambitions de ces 13 hommes. Malgré un portrait à première vue diversifiée de chaque diplomate (différence de profession, rang distinct dans la noblesse, niveau de connaissance varié quant aux us et coutumes de la cour), une convergence se dessine dans leur façon d'apprécier leur nomination : c'est le niveau d'honneur qu'ils devaient

[281] Drévillon, p. 320.

représenter. Il faut scruter ce phénomène de plus près pour voir le gouffre séparant cette perception de l'honneur et celle qu'offre l'imaginaire des lecteurs de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*, et saisir la suprématie éventuelle de cette dernière perception sur celle proposée par les diplomates dans leurs missives.

L'honneur que les diplomates doivent promouvoir n'est pas celui de leur petite personne, mais surtout celui de leur pays, de leur roi et de l'institution diplomatique. En se comportant comme défenseurs des différentes sphères du pouvoir, les diplomates affichaient déjà une bonne compréhension des hiérarchies interétatiques. Dans la correspondance diplomatique, l'expression des différentes formes de l'honneur passe par les détails du protocole de cours, mais s'incarne aussi dans l'idée de l'*honorable espion* et dans le pragmatisme de sa tâche.

De plus, cet honneur s'avérait parfois ardu à défendre, malgré la légitimité de leur nomination, telle que le démontre entre autres l'ambassade du marquis d'Estampes-Valencay. Le 20 novembre 1650, vers minuit, un valet du chevalier d'O séjournant chez l'ambassadeur en question, entendit des cris « À l'aide!», provenant de l'extérieur. Le valet se précipita dehors et fut immédiatement exécuté par une balle de carabine avant de pouvoir porter secours. Des gens, sortis de l'ambassade pour identifier l'origine de ces coups de feu, ne trouvèrent que le corps du valet et celui de trois autres hommes à 30 pieds de lui. Les officiers du pape furent avertis par un des assassins que ses complices s'étaient réfugiés autour du palais du marquis d'Estampes-Valençay. Ce dernier répondit aux officiers papaux qu'il n'accepterait jamais de prêter la main à un tel crime et préférait dénoncer les coupables s'il les saisissait. Toutefois, les hommes du pape l'avertirent qu'ils viendraient cueillir les criminels tout en gardant leurs forces à l'extérieur de

l'habitation, promesse qui ne fut point respectée. Averti de cet affront, qui eut lieu le 25 novembre au matin, le bailli se leva de son lit pour exiger des explications. «Mais les commandants ne parlèrent jamais ou par honte ou par artifice,» note-t-il dans ses mémoires.[282] Le prévôt ayant demandé permission de perquisitionner la maison, le bailli lui répondit avec ire de venir discuter de toute cette affaire avec lui. Apeuré, selon les mémoires d'Estampes-Valencay, le prévôt finit par monter après avoir reçu la promesse qu'il ne lui serait fait aucun tort. Le bailli lui expliqua alors qu'il pouvait bien utiliser son mandat pour perquisitionner la demeure, mais que malgré cette licence, «cette maison est au Roi et souvenez-vous de la journée d'aujourd'hui.»[283] Une demi-heure plus tard, les troupes du prévôt s'étaient retirées de la demeure de l'ambassadeur sans perquisitionner.

L'élément révélateur de cet épisode est la solidité du bien- fondé sur lequel le bailli d'Estampes-Valencay basa la défense de sa cause. Tout d'abord, il martela son bon droit via les immunités diplomatiques accordées à sa résidence. Ensuite, il eut l'initiative d'exiger une discussion avec le prévôt, rencontre qui lui fut accordée par égard pour son rang, et finalement, permit l'évacuation du palais. Finalement, il brandissait le sceptre de la colère probable de Louis XIV lorsqu'il aurait vent de cette affaire.

Dans d'autres occasions, le diplomate n'a pas à promouvoir l'honneur par une défense aussi publique, mais parvient à imposer le respect par le biais d'un travail bien fait dans des situations aussi variées les unes que les autres. Le chevalier de Terlon, entre autres, n'eut pas à se battre en clamant haut et fort le respect qui lui était dû pour permettre le bon déroulement de son ambassade et préserver son honneur. On le tenait en

[282] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folios 143-150.
[283] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folio 150.

haute estime à cause de l'étroite relation qu'il réussit à créer entre Charles X et lui-même. Par exemple, Terlon relate qu'à l'aube, on mettait le feu aux lieux utilisés pendant la nuit : ceux qui n'étaient pas assez rapides couraient même parfois quelques risques d'êtres brûlés.[284] En suivant le roi Charles X dans la majorité de ses déplacements militaires, Terlon se donnait l'opportunité de développer une relation de confiance avec lui, relation qui lui permit éventuellement d'agir en tant que conseiller auprès du monarque, qui ne les a pas tous suivis. Par exemple, peu de temps après la signature du traité de Roeskilde, Charles X annonça à Terlon son intention de retourner au Danemark. Notant la réaction de surprise de l'ambassadeur, Charles X lui demanda si Louis XIV serait outragé d'un tel revirement de situation. Terlon répondit alors que le roi de France

> […]ne le serait jamais de ses avantages ni de ses priorités […] : mais qu'après une Paix que je venais de signer au nom [du roi de France] il me semblait que l'honneur et la bienséance ne voulaient pas qu'on apprît la rupture d'un traité qui lui [Charles X] était si avantageux, sans en savoir les raisons.[285]

Malgré la modestie de cette réplique, une certaine fermeté se fait sentir… Le roi de France approuvera l'entreprise s'il juge valides les motifs la justifiant. Même si Terlon souligna le potentiel dangereux d'une telle entreprise en cas d'échec, l'amiral Wrangel se contenta de répondre : il suffira que l'entreprise réussisse pour qu'on en parle avec grandeur.[286] Ainsi donc, si l'essence de sa mission semble tourner au vinaigre lorsque Charles X décide de retourner attaquer le Danemark, Terlon s'assure au moins que Louis XIV reste mis au courant des motifs justifiant cette volte-face, permettant ainsi au jeune souverain et à ses conseillers de juger plus objectivement la décision de leur allié suédois.

---

[284] Hugues de Terlon (Chevalier), *Mémoires du chevalier de Terlon, pour rendre compte au Roy de ses négociations depuis l'années 1656 jusqu'en 1661*, Vol. 1, Paris, L. Billaine, 1681, p. 83.
[285] Terlon (Chevalier), p. 232.
[286] Ibid, p 239.

Ce même pouvoir de persuasion pour préserver l'honneur de son souverain, l'ambassadeur français l'utilisa à nouveau lors de la signature du traité de Copenhague, en 1660. Un débat s'ouvrit entre Sydney et Honywood et le chevalier de Terlon au moment d'apposer leur signature au bas du document. Les diplomates anglais refusaient que la France soit mentionnée avant l'Angleterre et, sans demander préséance pour leur contré, exigeaient plutôt la signature de deux documents, un premier signé par Terlon et un deuxième signé par les agents anglais. À cette demande, Terlon répondit qu'il avait toujours eu le pas sur eux, tant chez Charles X que chez Frédérick III, roi danois. Ainsi, sous prétexte de sauver du temps et ne pas retarder les réjouissances du peuple, il leur proposa de signer un seul document et de travailler sur la création de ces deux documents un coup retourné à Copenhague.[287] Toutefois, de retour dans la capitale, il leur signala que Louis XIV devait consentir aux doubles traités. Les Anglais abandonnèrent donc la partie et la paix fut signée avant même les funérailles de Charles X.[288]

Non content de défendre l'honneur de la France, Terlon se voulait aussi le chevalier servant de l'institution diplomatique. Par exemple, suite à la décision sans appel de Charles X de maintenir son projet d'attaque contre le Danemark, ce dernier voulut ensuite arrêter les ambassadeurs danois. S'ensuivit un échange entre Charles X et le chevalier de Terlon :

> Je lui dis avec respect [que les ambassadeurs] étant venus sur la foi publique, cette action ne serait peut-être pas approuvée de tout le monde et que, de plus, je n'y voyais pas un grand avantage pour lui. Mais il me dit qu'il le pouvait faire, sur ce qu'on avait arrêté son ambassadeur à Copenhague. À quoi je répliquai que comme il venait de nouveau d'attaquer le Danemark, on ne voulait possiblement pas que son ambassadeur eût la même liberté qu'auparavant. Ce que je dis au Prince l'empêcha de violer le droit des gens en leurs personnes.[289]

[287] Le traité ayant été signé dans une tente à mi-chemin entre Copenhague et le camp fortifié suédois de Carlstad.
[288] Terlon (Chevalier), pp. 495-532.
[289] Ibid, p. 250.

Ainsi, en ayant su parler au bon moment et sur le bon ton, le chevalier parvint à éviter un incident diplomatique qui aurait terni davantage la réputation internationale de Charles X, déjà mise à mal.

Cette main de fer dans un gant de velours, Terlon l'utilisa aussi dans les premiers jours de son mandat pour convaincre le souverain suédois de demander à Louis XIV de lui accorder le titre d'ambassadeur. Dans sa correspondance, il raconte qu'il passât tout bonnement devant les princes et généraux de la cour suédoise pour expliquer à Charles X que sans titre officiel son séjour en cette cour n'était point assuré et risquait fort de se terminer abruptement. Charles X l'assura qu'il allait lui procurer le titre d'ambassadeur en communiquant avec Louis XIV. Ceci se passait en octobre 1657.[290] Peu de temps après, le chevalier fut nommé ambassadeur, juste assez tôt pour apposer sa signature à ce titre sur le traité de Roeskilde.[291] Voulait-il cette nomination uniquement pour sa gloire personnelle, ou pour le poids qu'elle apportait à la médiation dont il était responsable ou, encore parce que ce titre le confirmait dans sa tâche de compléter le travail initialement confié à d'Avaugour, tout cela pour l'honneur de la France? S'il reste hasardeux d'interpréter les motifs justifiant la démarche de Terlon, il est toutefois possible d'observer qu'il usa de tous les avantages reliés à son poste pour réussir sa mission et n'eut de cesse que la paix ne s'installât entre la Suède, la Pologne et le Danemark, bien entendu, selon les conditions de la France.

De ces différents exemples tirés de la mission du chevalier de Terlon se dégage une certaine hiérarchie des priorités: si la nature de la mission reste une tâche importante, il semble plus important encore pour un diplomate de préserver l'honneur de sa nation

[290] Terlon à Mazarin, 29 novembre 1657, AE, CP, n º 9, folio 110.
[291] Terlon à Mazarin, 22 février 1658, Paris, dirigé par Chéruel, pp. 317-318.

lors des événements imprévus et, aussi, le respect de l'institution diplomatique. À l'inverse, la mission de Lionne accorde la priorité absolue au succès de la mission. Ainsi, il utilisa initialement avantageusement le bref délai dont il disposait pour clore les négociations avec don Luis, gardant pour ainsi dire constamment un pied sur l'étrier, comme le dit si bien Bazin.[292] La ruse et l'inflexibilité apparentes dont fît preuve don Luis, son homonyme espagnol, vinrent toutefois finalement à bout de la confiance de Lionne, qui finit par céder à la tentation d'écrire à Mazarin sur embûche où semblaient poiroter les négociations, principalement au sujet des conquêtes. Lionne espérait recevoir de nouvelles instructions plutôt que d'avoir à rompre complètement les négociations comme il en avait menacé don Luis lors de leur dernière rencontre.[293] Mazarin répondit en donnant davantage de marge de manœuvre à Lionne sur les concessions possibles pour permettre une signature de la paix.[294] De plus, le Cardinal soulignait que si les négociations devaient échouer, l'idéal serait que ce soit sur le sujet des demandes exigées par le prince de Condé. Fort de ces nouvelles données, Lionne repartit donc au combat le lendemain de la réception de cette missive pour finalement obtenir Arras et Perpignan, le 16 septembre. Ainsi donc, même si Lionne avait été initialement blâmée par son gouvernement pour en avoir trop dit sur les concessions auxquelles la France était prête («en parler, c'était ouvrir la porte à l'espoir,» [295] lui écrivait Mazarin) il s'était bien repris et avait tout fait pour assurer le succès de sa mission. Toutefois, la nature du blâme dont il fut quasi chargé pour sa faute initiale démontre que même, ou plutôt principalement dans le cas d'une mission comme celle de Lionne, dotée de grands pouvoirs d'action, un

[292] Bazin, p. 378; 5e conférence, 12 juillet 1656, Madrid, AE, CP, n ° 34, folios 300; 304; 323.
[293] 9e conférence, 14 juillet 1656, Madrid, AE, CP, n ° 34, folio 341.
[294] Valfrey (dir.), p. 37.
[295] Mazarin à Lionne, 12 août 1656, Paris, AE, CP, n º 35, folio 64.

diplomate se devait d'être d'abord et avant tout un serviteur de l'État et de suivre à la lettre les instructions qui lui avaient été remises. Quoiqu'il en soit, le côté secret dont les négociations de Lionne avaient été couvertes doit être ici rappelé : dans un tel contexte, il était difficile à Lionne de défendre un quelconque type d'honneur par d'autres moyens qu'une victoire dans ses négociations avec don Luis. Ainsi, malgré l'aspect peu public de ses démarches, sa victoire éventuelle sur les causes territoriales reste une défense exemplaire de l'honneur de son État et de son Roi.

Toutefois, la dignité de sa charge était omniprésente dans la pensée et la manière d'agir de Lionne. Par exemple, à son départ pour la France, l'Espagne voulut le remercier en lui offrant divers présents. Lionne les refusa, se contentant de noter dans sa correspondance qu'en acceptant ces cadeaux, il aurait commis une faute grave pour un agent diplomatique. Bien que cette modestie ne fut certes pas l'apanage de tous les diplomates (voir par exemple l'ambassade de Whitelocke et de Morland), une telle attitude fait référence à une idée qui se voulait de plus en plus populaire dans les traités sur le parfait diplomate.[296] Au service du Roi et de son Royaume, le diplomate doit apparaître comme au-dessus de toute corruption et de toute accusation de relations avec les puissances étrangères.[297] Par l'ardeur qu'ils mirent à défendre ces différents genres d'honneur, il ne fait nul doute que les diplomates tenaient en haute estime leur positon. La considération en laquelle les diplomates tenaient leur poste pouvait résulter de différents motifs, tels des intérêts personnels, un certain patriotisme, un attachement sincère envers leur prince et, ainsi de suite, mais il n'en reste pas moins que tous les

[296] Roberts, p. 240.
[297] Pour les gens de l'époque, la corruption était une action contre les intérêts publics, contre la couronne; mais il restait difficile de diviser ces derniers des intérêts personnels (Sharon Kettering, *Patrons, brokers, and clients in seventeenth-century France*, New York, Oxford University Press, 1986, pp. 192-193.)

diplomates s'entendaient pour mettre sur un certain piédestal social le poste qu'ils occupaient.

Et cette estime était non seulement partagée par leur maître, mais aussi par certains membres du peuple, comme le démontre la mission de De Baas. Après de nombreux mois d'attente à Londres, De Baas choisit l'armée anglaise comme étant le meilleur endroit où semer la zizanie, prouvant ainsi qu'il en sous-estimait largement la cohésion à cette époque. Bien qu'aucune confession de cet acte ne fût issue par De Baas lui-même et malgré le fait que Mazarin reniât le tout fortement, les autorités anglaises mirent tout de même la main sur un certain Docteur Theodore Naudin qui aurait, selon sa confession, servi de contact pour informer De Baas sur l'État de l'armée anglaise.[298] Selon le rapport de Naudin, De Baas lui aurait affirmé qu'en tant que ministre publique, il avait la possibilité de lui assurer que la France paierait la somme nécessaire au succès d'une telle entreprise de rébellion et récompenserait généreusement ceux l'ayant initiée. Finalement, Naudin aurait déclaré qu'il ne jouissait pas du pouvoir nécessaire pour entreprendre une telle action, mais qu'il pouvait aider De Baas à trouver la bonne personne pour cette tâche. De Baas mit fin à la discussion en répliquant que malgré tout ce qui avait été dit à ce jour, il préférait ne pas aller plus loin dans cette entreprise et utiliser plutôt un autre moyen à sa connaissance pour atteindre l'Angleterre, sans toutefois spécifier la nature de ce moyen.[299]

[298] The confession of Theodore Naudin, living in Long Acre, Middlesex, to Edward Whalley, William Goffe and Charles Worsley esquires, justices of the peace of the said county, 23 mai 1654, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[299] An information concerning Monsieur de Baas, (n.d.), Londres, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

Bien que certains historiens n'hésitent pas à accuser De Baas,[300] le manque d'information ne permet pas de trancher officiellement sur son rôle dans l'affaire dont l'accusèrent le conseil anglais et Olivier Cromwell. Chercha-t-il seulement à s'informer des points faibles de l'Angleterre pour en aviser ses supérieurs en France. Joua-t-il un rôle majeur dans l'échec des rébellions? Ou encore, ne fut-il qu'un pantin utilisé par le gouvernement anglais pour clore une période de troubles?

Le propos de ce travail n'est pas de résoudre une prétendue énigme qui remonte à plus de plus de 350 ans. Il est plus utile de se pencher sur l'apparente contradiction entre l'esprit d'honnêteté prêché par Callières et ses collègues, d'une part, et d'autre part les instructions qui furent transmises à De Baas. Tout d'abord, malgré la nature de ses instructions et, surtout, les accusations dont le Conseil anglais chargeât De Baas, il ne fut point puni. Bien entendu, cette clémence de Cromwell peut être interprétée comme un acte de respect envers le *droit des gens* et l'institution diplomatique. Toutefois, le désir de Cromwell de maintenir les négociations d'alliance avec la France a été probablement la motivation première, comme nous l'avons déjà suggéré. Plus important encore est l'échange prétendu entre le Docteur Naudin et le Sieur De Baas, où le premier rapporte que c'est à titre de diplomate que De Baas se permit de lui confirmer que le gouvernement français enverrait l'argent nécessaire au déclenchement de troubles dans l'armée anglaise. Même si la suite de la confession de Naudin souligne que De Baas renonça au projet, et même s'il n'y eut peut-être pas d'échange entre les deux hommes, ou du moins, pas dans ces termes, cette déclaration de Naudin reste toutefois capitale. Si la conversation eut vraiment lieu, elle confirme l'importance et le pouvoir que De Baas attachait à sa charge, mais aussi celle en laquelle les autres la percevaient : Naudin, en

[300] Par exemple Flassan, p. 195.

effet, ne semble pas mettre en doute le pouvoir dont De Baas se pare. D'un autre côté, si la discussion n'eut pas lieu en ces termes ou fut tout simplement un produit de l'imagination du docteur lors de son interrogation, elle n'en révèle pas moins l'estime dans laquelle on tenait les postes diplomatiques, ainsi que le pouvoir qui y était attaché aux yeux du lectorat.

Mais à l'extérieur de l'étroit cercle des diplomates eux-mêmes, le meilleur exemple de l'estime portée aux diplomates se trouve dans les marques de déférences dont les diplomates jouissaient à l'étranger. Ces gestes symbolisaient une reconnaissance ne visant pas tant les diplomates, que le prince qu'ils représentaient. Ces marques d'estime s'exprimaient tout d'abord par une infinité d'actions dont le sens était subtilement analysé par les diplomates dans leurs correspondances. Par exemple, suite à son arrivée à Madrid, Ascham se déclara satisfait de la qualité de l'accueil reçu. Soulignant les effets négatifs de la peste qui ravageait la région à l'époque, il explique que le gouvernement espagnol lui avait donné un sauf-conduit pour rencontrer Philippe IV,[301] mais le tint écarté de Madrid dès son arrivée, puisque cette zone était infectée. Toutefois, il continue sa missive en écrivant que, selon lui, cette mise à l'écart était possiblement justifié par quelque autres affaire d'État et qu'il ne doutait pas qu'en temps et lieu, ces mystères seraient résolus.[302] Gentleman et désireux de démontrer son expérience du monde, Ascham reçut ces marques d'amitié avec courtoisie et prit soin de rendre la politesse à qui de droit. Ainsi, lorsque les six cavaliers anglais pénétrèrent dans sa chambre et le saluèrent, Ascham leur répondit en les saluant bien bas. Tirant toutefois avantage de ce

[301] Mr. George Fisher to the Council of state, 9 juin 1650, Madrid, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[302] Ascham to the Council of State, 5 mai 1650, Madrid, NA, SP 94/43, folio 31.

geste, l'un des conspirateurs le saisit par les cheveux et le poignarda à mort.[303] Plus tard, Fisher mettra beaucoup d'emphase sur la courtoisie et la panoplie des gestes honorifiques que lui accorda le gouvernement espagnol, preuve à ses yeux du bon vouloir de Philippe IV à régler cette affaire à la satisfaction du gouvernement anglais.[304]

Non seulement ces divers gestes étaient ainsi étudiés avec attention pour identifier leur sens propre, mais ils étaient aussi utilisés à souhait par les diplomates eux-mêmes pour passer divers messages. Par exemple, Whitelocke rapporte qu'un jour un laquais de la reine Christine vint l'informer qu'elle voulait le recevoir à la cour pour 14h00. Whitelocke ajoute dans une note qu'il refusa de répondre directement au messager dû à son manque de rang et envoya l'un de ses serviteurs porter sa réponse à la reine. [305]

Peut-on rassembler tout cela sous le titre d'un jeu aux règles infinies et variables? Non, il ne s'agit pas d'un jeu, mais de déplacement de pièces stratégiques sur l'échiquier de la culture des apparences, concept crucial dans la politique de cette Europe des cours souveraines. L'importance accordée à tant de choses d'importance à priori mineure revient ainsi dans l'ambassade du Baron de Baas. Ce dernier n'ayant point reçu le titre d'ambassadeur, ses instructions soulignaient clairement qu'il n'avait pas droit au même traitement que Bordeaux. Toutefois, malgré cette consigne et malgré les réprimandes qui s'en suivirent, De Baas persista à rester couvert devant le Protecteur, geste interprété négativement par ce dernier.[306] Cet affront était-il motivé par simple jalousie envers Bordeaux ou simplement par le caractère outrecuidant et exigeant de Gascon de De Baas,

[303] Gardiner, *History of the Commonwealth …*, Vol. 1, p. 342.
[304] Mr. George Fisher to the council of state, le 9 juin 1650, Madrid, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[305] Whitelocke, embassador in Sweden, to secretary Thurloe, 31 mars 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[306] Abbot (dir.), p. 275.

comme sous-entendu par les éditeurs du RIAMF?[307] Ou peut-être même par simple désir d'assurer une reconnaissance accrue envers son poste? Le peu d'information disponible ne permet point de clore le débat. Quoi qu'il en soit, s'il y a intérêt à questionner le refus de se décoiffer de De Baas, il ne réside pas dans les motivations qui l'auraient poussé à poser ce geste, mais dans le simple fait qu'il l'accomplît, démontrant ainsi une parfaite connaissance des us et coutumes diplomatiques à savoir qu'un traitement spécifique doit être réservé aux diplomates selon leur rang et que certains gestes protocolaires ont leur propre sens politique.

Une telle avalanche de détails sur les honneurs dus aux diplomates et sur l'attitude à apporter à la cour peut laisser pantois. Cette codification semble si détaillée, importante et quasiment saturée qu'Anderson en conclut qu'un tel monde exige un réel effort d'imagination pour un homme du 20e siècle, ne serait-ce que pour comprendre, voir même sympathiser avec un tel système enrobé dans le sens symbolique de chaque geste.[308] Greenblatt, dans son étude de ce monde, insinue que cet ensemble de rituels s'étendait à un tel point que le tout frisait l'absurdité.[309] Toutefois, le sens de tous ces éléments s'associant étroitement ou non au protocole de cour n'est pas si mystérieux, ni si incompréhensible. Deloye propose plusieurs définitions du protocole qu'on peut résumer en ces termes : le protocole regroupe un éventail de règles, prescriptions et codes explicites démontrant une certaine culture et des valeurs communes s'exprimant par le biais du cérémonial, des préséances et des comportements spécifiques dans les

[307] France, Vol. 24, n ° 1, Angleterre, pp. 183; 187.
[308] Anderson, *The Rise of Modern Diplomacy*, p. 17.
[309] Stephen Greenblatt, *Renaissance Self-Fashioning*, Chicago, University of Chicago Press, 1979. Pour une bonne analyse des opinions des historiens sur le rôle du cérémonial de cours à l'époque, voir aussi Roosen, William, «Early Modern Diplomatic Ceremonial: A Systems Approach» *Journal of Modern* History, vol. 52, n ° 3, (1980), pp. 453. Bien que la majorité des chercheurs reconnaisse l'importance de ce protocole, ils n'en donnent que rarement la raison.

rencontres.[310] À chacun de ces actes est attaché un sens permettant d'établir un ordre politique. Comme souligné par Blanning, «this is not just style, the medium is the message.»[311]

Bref, le diplomate se faisait un devoir de soutenir la culture des apparences et la symbolique qui s'y rattachait. Toutefois, tout un chacun ne réagissait pas de la même manière devant l'ensemble et devant l'étirement de longues cérémonies où chaque action s'embourbait et ajoutait aux délais déjà importants imposés par les souverains étrangers. Ainsi, à plusieurs reprises, la correspondance de Whitelocke présente des traces d'impatience devant la lenteur des négociations. Ce dernier sort même de ses gonds dans une lettre à Thurloe, où il relate une discussion avec un gentleman qu'il soupçonnait d'espionnage. Whitelocke conclut en déclarant que malgré la légitimité d'Olivier Cromwell et de la République anglaise, confirmée par la réception de nombreux ambassadeurs à Londres, «so little respect is shown to [himself here], that in three or four months an answer has not been given to him»[312] sur la suite de sa mission. De Baas exprime une impatience plus évidente dans sa correspondance avec Mazarin, qui lui rappelle son devoir de réserve et de patience.[313] Ce sentiment d'urgence envahit aussi Lionne qui, dès la 6e conférence, écrit dans ses mémoires qu'il s'agit de la *dernière* conférence, adjectif qui reviendra ironiquement régulièrement dans l'introduction des conférences suivantes.[314] Le facteur temps a toujours joué un rôle important dans la majorité des ambassades et les diplomates avaient généralement le don de bien gérer ce

[310] Yves Deloye, Claudine Haroche et Olivier Ihl (dir.), *Le protocole ou la mise en forme de l'ordre politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p 21.
[311] Tim Blanning, *The Pursuit of Glory, Europe, 1648-1815*, London, Allen Lane, 2007, p. 217.
[312] Whitelocke, ambassador in Sweden, to secretary Thurloe, 31 mars 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[313] Bordeau, 11 mai 1654, Londres, AE, CP, n º 64, folio 22.
[314] AE, CP, n ° 34, folios 313-376.

facteur, acceptant la lenteur des négociations et les rituels protocolaires. La mission de Sydney et de ses deux collègues démontre d'ailleurs la lourdeur de ce processus et les difficultés qu'il pouvait engendrer s'il n'était pas bien suivi. Sydney percevait le protocole diplomatique comme une ribambelle de cérémonies vides de sens et frivoles auxquelles était accordée une importance exagérée dans la cour des rois de Suède et du Danemark.[315] Cet ensemble de pacotilles, selon lui, ne faisait que ralentir les négociations et retarder la conclusion de la paix. Ironiquement, Scott souligne que Sydney était conscient d'émettre une opinion contraire à l'éthique du jeu diplomatique du 17e siècle.[316]

Tel que mentionné précédemment, Charles X ne prisa pas du tout l'empressement de Sydney qui tenta de lui imposer un traité peu de temps après son arrivée à Elseneur. L'audace du médiateur offensa le monarque à ce point que la Suède logea une plainte au gouvernement anglais pour brèches à l'étiquette, plainte qui fût toutefois repoussée par le *Rump Parliament*.[317] Les conséquences de ce bris au protocole ne font qu'en renforcer toute l'importance. Tout ce beau rituel venait appuyer le diplomate dans sa mission et rehausser l'honneur dont il était le représentant : celui du prince, de son pays, de l'institution diplomatique et de sa propre personne.

Ainsi, la protection de l'honneur ne s'exerce pas seulement sur la scène publique via le labyrinthe de la culture des apparences, mais elle se poursuit derrière les portes closes des cabinets ministériels, dans le dédale de négociations entreprises, interrompues

[315] Sydney to E. of Leicester, September 13th, 1659, *The Life and Times of Hon. Algernon Sidney, 1622-1683*, édité par A. C. Ewald, vol. 1, London, 1873, p. 228.
[316] Par exemple, suite à leur arrive, Sydney et ses collègues discutèrent avec les médiateurs hollandais pour trouver des moyens pour faire pression sur le Roi de Suède pour le convaincre à signer la paix. Toutefois, Sydney déclare savoir qu'une telle action est contraire au protocole diplomatique, puisqu'un ambassadeur est censé se présenter tout d'abord au prince vers lequel il est envoyé avant de rencontrer des agents sur place. («Algernon Sydney», [http://www.oxforddnb.com]; Scott, *Algernon Sidney …,* p. 130.
[317] Scott, *Algernon Sidney …,* p. 132.

puis recommencées, dans les réactions du diplomate à un incident ou à un propos, etc. Mais alors, si cet ensemble d'éléments étrangers à la culture des apparences fut si crucial, pourquoi ne reçut-il qu'une maigre place dans les pages du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* dédiée aux affaires diplomatiques? Autrement dit, pourquoi Nedham et Renaudot ont-ils valorisé à ce point la culture des apparences? Étaient-ils de simples outils de l'espace publique représentatif de l'époque? Probablement pas, car le protocole diplomatique n'était pas la courroie de transmission de messages politiques. La culture des apparences puisait son importance dans le fait que les lecteurs des périodiques s'identifiaient aux diplomates et à leurs belles manières. L'imaginaire de la culture diplomatique était beaucoup plus que la simple interprétation de faits relatifs à l'espace publique représentatif, il était devenu la personnification d'un idéal identitaire chéri par le public lecteur de nouvelles internationales.

Cette identification fut facilitée premièrement par une standardisation et un quasi-anonymat de l'identité des diplomates présentés dans ces articles. En effet, les périodiques ne mentionnent que rarement le nom des agents diplomatiques, et lorsqu'ils le font, ils y insèrent des erreurs, la plupart du temps. Les noms des baillis d'Estampes-Valencay, de Whitelocke, de Lionne et de Terlon sont particulièrement mis à mal, et ce, autant par le *Mercurius Politicus* que la *Gazette*. La chose est telle qu'il est plus facile de recenser le nombre de fois où le nom des 13 diplomates fut bien orthographié que d'en dresser la longue liste d'omissions, de substitutions ou de mauvais orthographe.[318]

[318] Sur plus de 140 articles faisant mention d'un de ces 13 hommes, moins d'une dizaine présentent les noms d'un de ces diplomates avec l'orthographe appropriée. Par exemple: De Baas, dans Renaudot, «De Londres, ledit jour 9 avril 1654» *Gazette* (18 avril, 1654), vol. 48, p. 377; Terlon, dans Nedham, «Another from Hamborough, March 22» *Mercurius Politicus* (From March 31 to April 7, 1659), vol. 561, p. 346; Lionne, dans Nedham, «From Bayonne, 14 July» *Mercurius Politicus* (From July 25 to July 31, 1656), vol. 320, p. 7137; Montague, dans Nedham, «Thursday June 9» *Mercurius Politicus* (From June 9 to June 16, 1659), vol. 571, p. 501.

Manque de professionnalisme? Pas nécessairement, puisque l'échéance de publication laissait peu de temps aux éditeurs pour vérifier les textes. De plus, ce genre d'erreurs orthographiques touchait d'autres noms propres, comme celui de villes et parfois de pays. En résumé, l'objectif était moins de présenter une orthographe impeccable que de publier dans les délais prescrits un hebdomadaire dont l'information soit assez pertinente pour orienter l'opinion publique avant tout vers la politique étrangère, l'information domestique venant après. Ainsi, donc, l'orthographe exacte et la présentation du diplomate comme personnalité unique sont d'importance secondaire. L'essentiel est d'utiliser ce personnage comme un symbole du pouvoir et des succès du souverain à l'étranger, peu importe le menu détail des qualités et défauts du symbole.

De plus, rares sont les articles où l'agent public s'exprime à la première personne. Lorsqu'il le fait, le diplomate s'efface derrière le messager des paroles et des visions de son maître. Par exemple, le *Mercurius Politicus* présente un Mémorandum adressé par Terlon au États-Généraux hollandais, en 1657, au sujet de la médiation entre la Suède et le Danemark. Terlon parle ici à la première personne du singulier, mais il est le porte-parole de Louis XIV aux États-Généraux. «[…] I find myself obliged to assure your High and Mighty Lordships by this present Memorandum, that the intent of the King my Master is still […] to endeavor and use all possible care and diligence by the mediation of his ministers, that the two Northern Kings may be reconciled.»[319] Et que Louis XIV est peiné du peu de cas fait au traité de Roeskilde, espérant donc que les États-Généraux hollandais abandonneront leurs autres engagements et enverront davantage de troupes

[319] Nedham, «A Memorandum presented Novemb. 30. to the Lords States General, by the Lord Ambassador of France, concerningn the War between Sweden and Denmark» *Mercurius Politicus* (From December 16 to December 23, 1658), vol. 546, p. 93.

pour faire pression pour la paix, tout en coopérant étroitement avec l'Angleterre et la France pour discuter des termes de la nouvelle paix.

Un autre article du *Mercurius Politicus,* daté du 20 avril 1659, présente un échange entre le colonel Montagu et le roi danois:

> […] the English Minister was with the King of Denmark, speaking very friendly to him, and they say he told his Majesty, that the English fleet did not come into those parts to act any hostilities against the King and kingdom of Denmark, but rather to prevent further inconveniences, being desirous to be Mediators between the two Northern Crowns, and help to rectify the misunderstandings on both sides.[320]

Tout comme le mémorandum de Terlon, cet article présente le diplomate comme un simple messager de son roi puisque cette déclaration ne fait que répéter le contenu des lettres de créance apportées à Elseneur par Montagu.

À l'inverse, le discours de Whitelocke à la reine de Suède lors de leur première rencontre est l'un des rares documents présentés tels quels dans les périodiques comme dans la correspondance d'État. Toutefois, le fait s'explique aisément. Tout d'abord, ce discours affiche un net patriotisme sur la grandeur de l'Angleterre sous le règne d'Élizabeth I, parallèle qui se veut flatteur envers la reine Christine de Suède, mais aussi pour Olivier Cromwell, qui se vantait de suivre les grandes lignes de politique étrangère de la reine Élizabeth. Ensuite, dans le *Mercurius Politicus,* on présente le début de l'échange, mais on passe par-dessus les causes profondes de cette ambassade. Le reste de l'échange entre les deux personnages échappe aux lecteurs.[321] Bref, selon la coutume,

[320] Nedham, «From Hamborough, April 20» *Mercurius Politicus* (From April 28 to May 5, 1659), vol. 565, p. 404.
[321] Nedham, «His Excellency the Lord Ambassador Withlocks speech to the Queen of Sweden» *Mercurius Politicus* (From January 26 to February 1, 1654), vol. 190, pp. 3136-3138; Renaudot, «Harangue dudit Ambassadeur» *Nouvelles Extraordinaires* (Le 20 mars, 1654), vol. 34, pp. 268-272.

l'usage de la première personne dans les articles diplomatiques est quasi inexistant [322] et affecte le ton de l'information passée.

Un autre aspect des négociations diplomatiques cher aux éditeurs est la narration des parades, cérémonies, festins et tous autres événements publics. Évidemment, la liste des événements trouvée dans le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* est loin d'être exhaustive. Peu importe. Le récit détaillé des cérémonies a le mérite de souligner la gloire du pays à travers la belle et riche complexité du cérémonial souverain de l'époque, y compris le sens politique qu'il offre.

Les articles sur l'ambassade de Whitelocke offrent d'excellents exemples de cette narration pointilleuse, tant dans la *Gazette* que dans le *Mercurius Politicus*. On rapporte minutieusement l'entrée de Whitelocke :

> […] Le 22 de ce mois, Mylord Whithelock Ambassadeur extraordinaire de la République d'Angleterre, fit son entrée à Ypsal, avec une suite de plus de cent personnes, accompagné de deux Seigneurs qui étaient allé le rencontrer à demie lieur de cette ville-à, et vingt carrosses remplis des principaux de la Noblesse du pais, qui le conduisirent jusqu'en son logis : d'où il fut mené le lendemain à l'audience de la Reine de Suède, à laquelle il présenta ses Lettres de créance.[323]

Dans la même veine, un *Extraordinaire* rapporte les principales étapes du voyage de Whitelocke, jusqu'à sa rencontre avec la Reine. Le déroulement de chaque cérémonie est ici décrit, de même que le style vestimentaire des participants et les grandes lignes des discours échangés.[324] Deux rapports semblables existent aussi dans le *Politicus*, donnant à penser que Renaudot pigea fort probablement allégrement dans ces deux articles pour

[322] À noter l'exception des articles du *Mercurius Politicus* traitant de l'ambassade de Whitelocke. Quoi qu'écrit à la première personne, ils semblent originaires de la main d'un des subalternes de l'agent anglais, agent auquel l'auteur réfère souvent en soulignant ses talents.
[323] Renaudot, «De Stockholm, le 26 décembre, 1653» *Nouvelles Ordinaires* (Le 7 février, 1654), vol. 16, p. 117.
[324] Renaudot, «Les particulariés du voyage de Mylord Whitelock, ambassadeur d'Angleterre en Suède, […]» *Extraordinaire* (Le 20 mars, 1654) vol. 34, pp. 261-272.

écrire le sien.[325] Le *Politicus* relata avec le même souci du détail le départ de Whitelocke et les cérémonies qui l'accompagnèrent : discours en latin, puis en anglais, portrait détaillé de la troupe venue faire un dernier salut à Whitelocke devant sa résidence, précisions sur le statut des gens assistant à la dernière rencontre entre Whitelocke et la reine, et ainsi de suite.[326]

Un autre exemple de cet engouement pour le cérémonial diplomatique réside dans la description que fit la *Gazette* de l'entrée de Bordeaux et de De Baas à Londres.

> Le Président de Bordeaux Ambassadeur Plénipotentiaire, et le Baron de Baas Commissaire Député de Sa Majesté Très-Chrétienne, ayant, comme vous avez su, fait leur entrée en cette ville, où ils sont logé en la maison du Chevalier Abraham Williams, et traité jusqu'à ce jour aux dépens de l'État, eurent hier audience publique de Sadite Altesse, en la grande salle des festins à Whitehall richement tapissé : en laquelle ils furent conduits par le Chevalier Olivier Flemming, Maître de nos cérémonies, le Chevalier Antoine Ashley Cooper et le sieur Strickland Membres du Conseil de Mylord Protecteur, qui était accompagné de tous les autres. Après les civilités et compliments ordinaires de part et d'autres, cet Ambassadeur fit entendre par une fort belle harangue les motifs de son Ambassade : à quoi son Altesse ayant répondu avec beaucoup de témoignages d'affection, cet Ambassadeur et ledit Baron de Baas furent conduits au même ordre qu'ils étaient venus avec un cortège de 40 carrosses à 6 chevaux, et accompagnés de la voix publique qui leur témoignait assez le désir de nos citoyens de voir une parfaite paix entre la France et cette République […].[327]

Ce souci de la narration détaillée des faits et gestes des ambassadeurs se traduit parfois dans le soin que prennent les éditeurs à décrire la routine journalière des ambassadeurs durant leur mission.[328] Bien que ce dernier phénomène soit plus rare, pour des raisons d'espace, il est assez fréquent pour que le lecteur se forme l'image mentale d'une journée typique d'un diplomate. Mis à part les articles du *Politicus* traitant de l'ambassade de

[325] Nedham, «From Upsall in Sweden, December 22» *Mercurius Politicus* (From January 19 to January 26, 1654), vol. 189, pp. 3211-3214; Nedham, «From Upsall, May 12» *Mercurius Politicus* (From June 8 to June 15, 1654), vol. 209; Nedham, «From Upsall in Sweden, December 30» *Mercurius Politicus* (From January 26 to February 1, 1654), vol. 190, pp. 3241-3245.
[326] Nedham, «From Stockholm in Sweden, May 20» *Mercurius Politicus* (From June 15 to June 22, 1654), vol. 210, pp. 3569-3572.
[327] Renaudot, «De Londres, ledit jour 9 avril, 1654», *Gazette* (Le 18 avril, 1654), vol. 48, p. 377.
[328] Voir par exemple Whitelocke, dans Nedham, «From Upsahla, December 22, 1653» *Mercurius Politicus* (From December 22 to December 29, 1653), vol. 165, pp. 3144-3145; ou encore Terlon, dans Renaudot, «De Cologne, le 25 février, 1659» *Gazette* (Le 8 mars, 1659), vol. 30, p. 236.

Whitelocke, la *Gazette* a elle aussi produit ce genre d'articles. Par exemple, on mentionne qu'Estampes-Valencay assista à la messe célébrée en mémoire d'Henri IV, en compagnie de membres influents du clergé romain, et qu'il fut reçu en audience par le pape, suite à leur raccommodement. Les efforts qu'il initia lui-même pour bien paraître en société sont évoqués à quelques reprises; Renaudot donne même le nom de plusieurs invités au festin qu'il donna.[329] Même phénomène au baptême du Prince de Brandebourg, auquel sont invités le baron d'Avaugour et le chevalier de Terlon, dont le nom s'ajoute dans la *Gazette* à une impressionnante liste de personnalités politiques importantes. [330]

Symbole par excellence de son souverain et du peuple de ce dernier, le diplomate apparaît aussi dans les journaux comme le défenseur de leur honneur. Cette promotion de l'honneur s'est exprimée en diverses circonstances dans le contenu des missives des diplomates, passant des actions publiques aux gestes plus effacés; les périodiques semblent avoir largement restreint la défense de l'honneur à la culture des apparences en soi. Alors qu'une telle constatation pourrait associer plus étroitement les périodiques à l'espace publique représentatif, un effet différent semble plutôt se produire. En effet, un examen attentif du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* démontre que leur lectorat fut principalement formé des gens de la haute société : non seulement la noblesse de robe et de cours, mais aussi plusieurs marchands et même des gens de profession libérale.[331] Pour la majorité d'entre eux, la culture des apparences n'était pas un simple sujet relié à

[329] Renaudot, «De Rome, le 20 décembre 1650» *Gazette* (Le 14 janvier, 1651), vol. 8, p. 69; Renaudot, «De Rome, le 9 août, 1651» *Gazette* (Le 2 septembre, 1651) vol. 114, p. 930; Renaudot, «De Rome, le 13 septembre 1651» *Gazette* (Le 7 octobre, 1651), vol. 133, p. 1114.
[330] Renaudot, «De Konisberg, le 3 août 1657» *Nouvelles Ordinaires* (Le 25 août, 1657), vol. 105, p. 853.
[331] Gilles Feyel, *La presse en France des origines à 1944: histoire politique et matérielle (1630-1788)*, Oxford, Voltaire Foundation, 2000, p. 257

la démonstration de la puissance du pouvoir souverain. Elle définissait aussi les détails de la société hiérarchisée où ils vivaient.

L'étroite affinité entre les groupes sociaux liseurs de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* et les groupes d'où étaient issus les diplomates permet d'émettre l'hypothèse que le lectorat de ces périodiques s'identifia probablement avec les diplomates eux-mêmes. Ainsi, l'importance majeure accordée aux multiples facettes de la culture des apparences ne pouvait que se refléter dans les périodiques. Cette réalité ralliait le peuple à la cause souveraine, renforçait le prestige social du lectorat des périodiques et rehaussait leur propre honneur.[332] Et ce message ne se limitait d'ailleurs pas aux sens politiques associés aux divers événements publics : il s'étendait aussi aux valeurs associées aux diplomates par eux-mêmes, mais aussi par le lectorat.

[332] Feyel, p. 260.

Chapitre 7) Le lecteur et l'honorable espion

Il n'y a rien de plus capable de renverser un dessein important qu'un secret éventé bien à propos […]. Il vaudrait beaucoup mieux qu'un général eût un régiment de moins dans son armée et qu'il fut bien instruit de l'État et du nombre de l'armée ennemie et de tous ses mouvements; et qu'un ambassadeur retranchât de ses dépenses superflues pour employer ce fond à découvrir ce qui se passe dans le Conseil du pays où il se trouve.

F. Callières

L'honneur n'est pas un élément crucial dans la tâche d'un diplomate pour sa valeur intrinsèque, mais aussi par le fait qu'elle définit et oriente toute la mentalité des ministres publics, sur la scène publique comme dans le secret des affaires d'État. Ces hommes étaient d'habiles négociateurs, également soucieux d'agir en tant qu'*honorable espion*.[333] En l'occurrence, l'adjectif *honnête* prend ici un tout autre sens qu'admis de nos jours.[334] Initialement, ce qualificatif englobait les vertus morales et une belle maîtrise de soi typique du courtisan idéal défini par Castiglione. Toutefois, tel que souligné par Kugeler, on attendait en réalité du diplomate qu'il s'élevât à un niveau aussi élevé de noblesse, tout en utilisant ses talents et ses habilités à nouer les fils nécessaires au succès de sa mission.[335] Bref, dans le contexte de raison d'État et de relations internationales du 17e siècle, l'honnêteté présuppose la qualité des mœurs et des habiletés mondaines, mais réside surtout dans le degré d'attachement au roi et à son royaume, avec comme bonus l'adaptation au jeu dangereux des cours princières. Pour Callières, l'honnêteté du

[333] Callières, «De la manière …» p. 191; Wicquefort, p. 6.
[334] «Ensemble de principes moraux qui incitent à ne jamais accomplir une action qui fasse perdre l'estime qu'on a de soi ou celle qu'autrui nous porte.» Les Éditions Larousse, [http://www.larousse.com/fr]
[335] Heidrun Kugeler, *'Le parfait ambassadeur'. The Theory and practice of diplomacy in the century following the Peace of Westphalia*, Dissertation doctorale, Université d'Oxford, 2006, p. 65.

diplomate se résume à sa capacité d'agir en tant que manipulateur vertueux.[336] Malgré l'apparente contradiction entre l'honnêteté présentée par Castiglione et l'emploi qu'en firent les théoriciens de la diplomatie au 16e et au 17e siècle, Callières refuse d'y voir un quelconque machiavélisme. Waquet, dans son étude sur Callières, avance que la position de ce dernier «consiste à faire comme si les comportements les plus pragmatiques étaient en eux-mêmes des plus hautes vertus.»[337] Des méthodes associées traditionnellement à l'espionnage sont maintenant justifiées et confèrent au diplomate un nouveau titre, celui d' *honorable espion*.

Par ce titre, Wicquefort et Callières ajoute au rôle traditionnel du diplomate celui d'être le maître d'œuvre d'un réseau d'information à l'étranger. Sa mission rencontre toujours les objectifs explicitement mentionnés dans ses instructions, mais vise aussi la recherche de toute autre information. Ce nouveau volet de leurs tâches conduit les diplomates à une panoplie de gestes posés souvent en sous-main, derrière les paravents de la cour. Pour ce faire, les diplomates ont créé toutes sortes de réseaux et établi eux-mêmes tout contact jugé opportun. Par exemple, Withelocke note à plusieurs reprises le temps qu'il mit à visiter les autres diplomates présents à Stratholm. Le déroulement de chaque rencontre permettait à l'ambassadeur de mieux jauger le terrain sur lequel il devait évoluer. Gardant la tête haute malgré les bruits menaçants qui couraient en Suède sur sa sécurité personnelle et sur l'état du gouvernement anglais, Whitelocke écrivit qu'il ne rendait visite à aucun diplomate qu'il n'avait pas eu l'honneur d'accueillir chez lui.

[336] Callières, «De la manière …».
[337] Waquet (dir.), *François de Callières : l'art de négocier en France sous Louis XIV,* Paris, Rue d'Ulm, 2005, p. 168.

Par la suite, il ne négligea jamais de rendre l'honneur de ses visites, geste qui lui procura de nombreux avantages.[338]

Dans un autre genre, le bailli d'Estampes-Valencay privilégia ses rapports avec les élites de l'Église vivant à Rome. Ainsi donc, suite à la demande de Louis XIV exigeant son départ de Rome, le bailli présenta la lettre à tous les cardinaux romains, aux ambassadeurs et autres relations de la France à Rome, pour leur expliquer la cause de son retrait et tourner l'opinion publique en sa faveur. Plus des deux tiers des cardinaux se rangèrent de son côté et crurent en la culpabilité du Pape. L'acceptation, puis le refus soudain du Pape de trouver un terrain d'entente avec l'ambassadeur français, au printemps 1651, servirent d'argument au bailli pour illustrer la mauvaise volonté du pape et obtenir d'autres soutiens pour la cause française.[339]

Sans révéler l'identité de ses sources, le bailli répondait dans ses missives à plusieurs interrogations qui avaient initialement justifié son départ à Rome. Par exemple, le 9 janvier 1651, il déclarait à Louis XIV qu'il n'avait pas de preuves que le pape aurait eu l'intention de se liguer avec l'Espagne.[340] Étant donné l'importance de cette question, il semble peu probable que le bailli ait écrit une telle ligne sans avoir assez d'indices pour valider ce fait. Bien entendu, d'Estampes-Valencay eut l'occasion de discuter avec le Saint-Père et de nombreux membres du réseau diplomatique et épiscopal vivant à Rome. Toutefois une telle déclaration, pour qu'elle soit digne de paraître dans une lettre au roi et ses ministres, suppose que d'Estampes-Valencay en savait plus que les faits limités et

[338] Spalding (dir.), p. 322; Whitelocke, embassador in Sweden, to secretary Thurloe, 28 avril 1654, Upsale, [http://www.british-history.ac.uk].
[339] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folios 235; 242; 515; Négociations de M. le Bailly de Valencay à Rome, de Novembre 1650 à Mai 1651, AE, CP, n ° 117, folios 175; 177.
[340] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folio 217.

vagues mentionnés dans les rencontres officielles entre le pape et les ambassadeurs étrangers, ou simplement entre diplomates. Il est fort possible que le bailli disposât de son propre réseau de contacts, ou plutôt d'espions, capable de confirmer ou infirmer les observations faites à la cour, lui permettant finalement de rapporter ce fait au Roi.

Mais les diplomates utilisaient aussi d'autres médiums pour pallier à la problématique de la logistique de l'information au 17e siècle. Par exemple, malgré leur subjectivité, les périodiques étaient un outil de travail courant pour informer les diplomates des événements prenant place en Europe, comme nous l'avons démontré dans le cas de l'ambassade de Lionne. Souvent même, les diplomates apprenaient dans les périodiques certains faits que leur gouvernement respectif n'avait pas eu le temps de leur communiquer par missive.[341] Une autre source d'information restait la correspondance avec les agents diplomatiques postés dans différentes villes d'Europe, à preuve les divers contacts utilisés par Terlon.[342] On savait bien que ces missives, tout comme celles échangées avec les souverains, risquaient d'être interceptées par une puissance étrangère. Ce risque n'a pas empêché ce genre d'échanges de contribuer au développent d'une mission diplomatique, notamment dans le cadre d'une médiation aussi importante que celle de Terlon. En sondant le pouls et l'opinion des pays voisins, il était plus facile pour le Chevalier d'élaborer une stratégie acceptable pour les différents parties en cause.

Le titre d'*honorable espion* ne doit pas prêter à confusion : la correspondance et les mémoires des diplomates ne donnent pas l'image d'un diplomate agent secret au cœur d'énigmes mystérieuses dignes d'un bon livre d'espionnage. Telle n'est pas l'idée qu'on

[341] Franz Bosbach, «Informations imprimées à l'intention des plénipotentiaires au congrès de la paix de Westphalie» dans *L'Europe des traités de Westphalie: esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit*, dirigé par Lucien Bély, Paris, Presses universitaire de France, 2000, p. 458.
[342] Terlon Vol. 2, p. 422.

se faisait du diplomate au milieu du 17e siècle. Oui, des diplomates ont utilisé un certain nombre de trucs peu reluisants, plus proches du pragmatisme que de l'idéal d'honneur moderne. Ainsi, Firth souligne que la majorité des diplomates furent de grands espions «and one of the most acceptable services they can do their masters, is to gaine for money some of the Ministers […] of that Kingdome or state where they reside.»[343] Le terme honorable reste toutefois crucial ici: s'il est attendu du diplomate qu'il mène à bien sa mission en utilisant toutes les ruses du métier (manipulation, menaces, utilisation de l'or selon les besoins de la cause et ainsi de suite) et qu'il puisse ainsi en partie être considéré comme un certain type d'espion, il n'en reste pas moins un agent dont les faits et gestes sont régis par un code d'honneur international.

Ces différentes astuces du métier ont donné naissance au titre d'*honorable espion* qui doit inspirer les diplomates dans l'exercice de leur fonction mais, aussi dans leur perception de la culture diplomatique. Outre l'estime des diplomates envers leur profession et leur attachement à en défendre l'honneur, trois traits de caractère qualifient l'essentiel de ce code d'honneur international : le sentiment de supériorité que ressentent les diplomates face aux autres gens de la cour, la loyauté quasi aveugle accordée à leur prince et à leur pays, et un chauvinisme parfois bouillonnant.

La mise à jour de la supposée conspiration du sieur De Baas illustre bien la chose. Suite à la confession du Docteur Nodin, Cromwell présenta cet aveu à De Baas, le forçant ainsi à se justifier. Toutefois, ce dernier refusa d'être interrogé par le Conseil ou d'avoir sa déposition reçue «like an ordinary prisoner.»[344] À cette présentation des faits, Flassan ajoute que De Baas aurait initialement promis de tout expliquer, mais qu'à son arrivée

[343] Firth, p. 533.
[344] Gardiner, *History of the Commonwealth …,* Vol. 2, pp. 464-465.

dans la pièce ou l'attendait Cromwell et à la vue du Conseil siégeant devant lui, il répliqua qu'une telle procédure heurtait Louis XIV, à qui seul il devait rendre des comptes.[345] De Baas a raconté ces faits dans ses lettres à Louis XIV sans coder ces passages, un geste interprété par Saulnier comme prouvant que De Baas écrivait ses lettres en sachant qu'elles seraient comprises si elles étaient interceptées par les gens de Thurloe et, ainsi, agiraient comme éléments de propagande pour la cause du ministre français.[346]

Malgré quelques subtiles nuances d'interprétation d'une version à l'autre de cette même histoire, toutes ces version confirment l'estime que De Baas avait de sa position, thème étudié ci-haut. Mais cette estime, selon les versions, repose sur le grand écart entre le statut social du diplomate versus celui du commun des mortels. Contrairement au *prisonnier ordinaire*, le diplomate a droit à certains égards, même quand il est inculpé d'incitation à la révolte au sein d'un régime étranger. Non seulement l'agent a-t-il droit à un traitement d'exception en tant que membre du corps diplomatique, mais aussi, il peut jouir d'autres privilèges en tant que représentant de son roi. Par exemple, il répond de ses actes à son seul souverain. Finalement, même si dans ces récits De Baas donne priorité à l'honneur de son roi et à l'institution diplomatique, il n'en demeure pas moins qu'il utilisa sa correspondance pour sauver la face et convaincre le lecteur de sa loyauté.

Cette même loyauté, teintée d'un sentiment de supériorité des diplomates face aux autres hommes de cours, s'exprime aussi dans une missive où Terlon relate comment il fendit la foule des courtisans pour s'agenouiller devant Charles X et le prier d'intercéder

[345] Flassan, Vol. 3, p. 196; De Baas à Mazarin, 25 juin 1654, Londres, AE, CP, n º 64, folios 115-116.
[346] Saulnier, pp. 340-341.

en sa faveur auprès de Louis XIV, pour que ce dernier lui octroie le titre honorifique d'ambassadeur.[347]

La loyauté des diplomates fut toutefois mise à rude épreuve, dans la médiation anglaise envoyée à Elseneur. Tout d'abord, ils durent affronter la division idéologique qui les séparait,[348] problématique qui explosa en août 1659 autour de la question de la flotte anglaise. Sydney écrivit au gouvernement pour expliquer les conséquences négatives que le retrait de la flotte aurait sur le déroulement de la médiation anglaise.[349] À l'opposé, Montagu prônait le retour de la flotte. Il fût finalement décidé par tous, sauf Sydney, d'envoyer une lettre à Londres pour justifier le retrait de la flotte, quitte à vérifier s'il était préférable de tout retirer ou de laisser 15 bateaux sur les lieux.[350] Le lendemain du débat, le colonel Sydney rencontra Montagu seul à seul pour le faire changer d'avis, tentant de lui faire avouer qu'il souhaitait le retrait de la flotte anglaise pour éviter une guerre contre la Suède, puisque celle-ci s'opposait au Commonwealth anglais et favorisait la restauration des Stuarts sur le trône anglais.[351] Montagu nia une telle accusation et le débat prit fin avec le départ de toute la flotte. Aucune lettre du Parlement ne semble avoir répondu à cette missive.

---

[347] Terlon à Mazarin, 29 novembre 1657, AE, CP, n ° 9, folio 110.

[348] Honywood souligne très clairement l'existence de cette division qui compliqua tant le travail des négociateurs anglais, et ce, jusqu'au départ de Montague (Honnywood à Montague, 25 août 1659, *A Collection of original Letters and Papers concerning the Affairs of England found among the Duke of Ormonde's Papers […]*, dirigé par Thomas Carte, Vol. 2, London, Millar, 1759, p. 185). Selon Scott, la zizanie aurait surtout été créée par Sydney, homme qualifié comme étant dur et intransigeant dans ses actes et totalement incapable de travailler à des compromis pour une éventuelle accommodation. (Scott, *Algernon Sidney …*, p. 133)

[349] Sydney to the Council of State, august 1659, BoL, RW, Vol. A65, folios 431-432; Colonel Algernon Sydney to the Council of State, 21 août 1659, Copenhague, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

[350] From the English commissioners in the Sound, 11 août 1659, Elseneur, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

[351] Anderson (dir.), *The Journal …*, p. 62.

Toutefois, cette dissension compliquait grandement le travail des plénipotentiaires anglais restants, mais elle ne fut pas la seule épine à leur pied. Non seulement devaient-ils s'entendre entre eux, mais en plus, ils oeuvraient sans aucun appui de leur gouvernement qui était aux prises avec les aléas de la situation domestique en Angleterre. Le pouvoir changea de mains à trois reprises durant cette ambassade et, chaque fois, les objectifs de la politique étrangère anglaise étaient modifiés, compliquant davantage la tâche des émissaires anglais. Ainsi, malgré l'ampleur des pouvoirs délégués à Sydney pour cette mission, le contrôle de la situation échappa aux mains des médiateurs anglais, principalement suite au départ de Montagu. Vers la fin de l'année 1659, le gouvernement anglais dut reconnaître sa perte d'initiative, comme le démontre son offre à Sydney et à ses collègues de revenir au pays à la fin de l'an 1659.[352]

Non seulement ces quatre hommes ont-ils gardé leur loyauté malgré ces aléas, mais de plus, cette même loyauté prit différents visages d'un diplomate à l'autre, selon leur adhérence politique. Pour Montagu, la cause anglaise se voyait mieux défendue par un retrait de la flotte anglaise avec un moindre rôle de l'Angleterre dans la médiation. Les quelques rares textes traitant d'Honywood et Boone jettent peu de lumière sur leur vision de cette mission. Il est toutefois plausible de juger que Boone n'espérait pas grand-chose pour l'Angleterre dans cette affaire : à la fin de l'an 1659, il préféra saisir la perche tendue par son gouvernement et revenir au pays assurer ses arrières, plutôt que de continuer la médiation. Quant à Sydney, il tenait à la primauté du rôle anglais dans cette affaire, allant jusqu'à demander la signature de deux traités, de peur de voir l'Angleterre reléguée en seconde place dans la signature des Traités de Copenhague. Toutefois, l'énergie qu'il mit à défendre la cause anglaise n'empêcha point Charles II de lui tenir

[352] Scott, *Algernon Sidney …*, pp. 127; 136.

rancune pour son appui au *Rump Parliament*. C'est pourquoi Sydney s'exila en Europe après la signature du Traité de Copenhague et la restauration de Charles II.

Dans l'ensemble, la loyauté ne fait aucun doute dans la correspondance des 13 hommes. De toutes les missions étudiées dans ce travail, aucune ne rapporte le cas d'un diplomate qui aurait agi volontairement contre le gré du prince qu'il représentait à l'étranger, malgré les embûches créées par une telle fidélité. Ainsi, le 11 septembre, lorsque le Baron d'Avaugour mourut à Lubkeck, le chevalier de Terlon reprit son rôle malgré les difficultés essuyées par le baron. Terlon raconta plus tard que sa décision fut un geste de fidélité à Louis XIV.[353]

L'action de Lawrence à Constantinople est un exemple encore plus frappant du lien de fidélité entre le diplomate et son maître. Devant l'hésitation de Bendish à revenir en Angleterre et le refus de Richard Sallaway d'accepter son poste d'agent diplomatique à Constantinople, la Compagnie du Levant hésita quelque temps entre l'idée de nommer un nouvel ambassadeur ou de simplement continuer avec Bendish. Dans une période de 18 mois, la Compagnie exigea à plusieurs reprises que Lawrence quittât son poste et revînt au pays. Toutefois, ce dernier refusa, sous prétexte qu'il avait été nommé par l'État et que l'ordre devait venir de Cromwell, non pas de la Compagnie. À cela, la Compagnie répondit que Lawrence n'avait pas encore reçu ses lettres de créance, qu'il avait été envoyé à Constantinople dans le seul but de défendre les intérêts de la Compagnie du Levant, pas ceux de l'Angleterre; il était donc tenu de répondre aux ordres de cette même Compagnie.[354] Suite à ces nombreuses lettres, Lawrence écrivit à Thurloe pour se justifier de ne pas rentrer à Londres. Dans sa missive, il résuma la situation en affirmant que le

[353] Terlon, 27 septembre 1657, AE, CP, n º 22, folio 404.
[354] Voir par exemple : The Governor, &c. of the Turkey company to Mr. Richard Lawrence at Constantinople, 17 septembre 1655, Londres, [http://www.british-history.ac.uk].

motif principal de ces messieurs à le rappeler était une économie d'argent.[355] Pour sa part, Lawrence se disait prêt à assumer les coûts de l'ambassade si cela pouvait plaire à son Excellence Cromwell et si ce dernier déclarait qu'il n'avait jamais personnellement approuvé l'envoi de cette ambassade. Finalement, Lawrence demandait à Thurloe de lui transmettre au plus tôt les intentions de Cromwell à ce sujet. En refusant de se conformer aux ordres de la Compagnie, Lawrence avait soulevé l'ire des dirigeants et tentait de s'en protéger en allant chercher l'approbation de Cromwell et du conseil. Il soulignait aussi qu'il apprécierait que la Compagnie se voie forcé de lui verser son salaire, somme due depuis 18 mois à ce jour. Cette somme lui tenait d'autant plus à cœur que, malgré la difficulté de la situation, il avait toujours tenu maison et refusé de quitter les lieux, étant donné les dommages que cela pourrait entrainer pour son pays. Sa situation était tellement délicate et hasardeuse que peu d'agents diplomatiques ou de personnages importants osaient lui rendre visite. Somme toute, il s'estimait bien mal récompensé pour sa fidélité, car la Compagnie le jeta en disgrâce pour son refus de retourner au pays, et refusa de lui payer ses gages.[356]

La persistance de Lawrence apparaît à nouveau dans une lettre à Thurloe datée de février 1656 où il soulignait que le Sieur Bendish a eu l'honneur de recevoir une lettre de Thurloe, ce qui semble confirmer son poste en tant qu'ambassadeur anglais en ce lieu. Toutefois, lui-même n'a toujours pas reçu de réponse le confirmant ou le révoquant dans sa fonction. Il finit donc en disant qu'il continue à attendre cet ordre et reste fidèle à

[355] Une lettre des dirigeants de la Compagnie adressée à Cromwell démontre qu'il ne s'agissait pas simplement d'une question d'argent selon eux, mais de rentabilité : puisque Lawrence n'avait pu être introduit auprès du Sultan, il ne pouvait effectuer le rôle pour laquelle la Compagnie le payait. Cette dernière se voyait donc forcée de le rappeler. (To his Highness Oliver Lord Protector of the Commonwealth of England, Scotland and Ireland, &c., édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk]).
[356] Mr. R. Lawrence to Secretary Thurloe, 8 février 1656, Constantinople, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

Thurloe et au Protecteur. En mai 1656, une dernière intervention de Thurloe dans cette affaire convainquit finalement Lawrence de revenir au pays et la Compagnie du Levant de payer la somme due à ce dernier.[357] Toutefois, Lawrence ne vit jamais la couleur de son argent.[358]

Le code d'honneur des diplomates de l'époque se définit ainsi dans la fidélité à leur maître, mais aussi dans l'attitude des diplomates quand ils comparaient leur pays à un autre. Leurs observations sont souvent critiques, parfois même hautaines, démontrant une certaine déformation professionnelle de leur emploi en tant qu'*honorable espion*. Leur loyauté était telle qu'elle se teintait parfois de chauvinisme. Par exemple, les mémoires du bailli d'Estampes-Valençay et les lettres de De Baas évoquent l'infériorité du pays ou ils sont délégués quand on le compare à la France. À lui seul, le style et le ton de la narration du bailli font clairement ressentir la supériorité de la France, non seulement sur le pape, mais bien évidemment sur l'Espagne. Le vocabulaire utilisé laisse sous-entendre le manque de jugement du pape dans les affaires diplomatiques : l'assaut de l'ambassade française est ainsi qualifié d'*extravagance*, d'*audace*, de *folie manifeste*, et de *frénétique manière d'agir*.[359] Par la suite, lors de ses nombreuses visites à Rome, le bailli d'Estampes-Valencay étale son mépris du pape *qui se gouverne mal* et qui ne pose aucun geste d'excuse. Au passage, il souligne que le pape agit de façon à plaire aux Espagnols, comme dans sa tentative de capturer les Napolitains protégés par l'ambassadeur français. Il en vient même à demander d'être rappelé au pays, puisqu'il

[357] Cromwell's letter of recall, May 28, 1656, Historical MSS. Commission Publications, Downshire, MSS 1924, p. 300
[358] Venning, p. 37.
[359] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folio 153; Estampes-Valançay, 19 décembre 1650, Rome, AE, CP, nº 117, folio 130.

juge le pape trop difficile d'approche, l'accusant d'être sensible aux flatteries et de ne réagir que devant la contestation.[360] Cette guerre souterraine du bailli fut bien entendu rallumée quand le pape annula les promesses qu'il avait faites à l'ambassadeur vénitien de faire la paix avec l'ambassadeur français. D'Estampes-Valencay vit dans ce changement de cap une preuve additionnelle de la vilenie d'Innocent X. Le pape ne fut pas la seule cible de la critique d'Estampes-Valençay, car l'ambassadeur français trouva maintes occasions pour diminuer la grandeur espagnole et relever le prestige français. Par exemple, il souligne que «le roi de France tenait son royaume d'une succession vieille de 12 à 13 siècles, alors que celui d'Espagne ne tenait qu'à une succession de bulles,» insinuant ainsi que Louis XIV n'avait pas besoin du soutien papal comme Philippe IV.[361]

Un semblable sentiment de supériorité transpire dans la documentation de De Baas quand il raconte à Mazarin que les négociations d'alliance avec la France sont principalement retardées par le fait que les Anglais sont lents aux affaires et paresseux, car ils y sont peu habitués.[362] Dans un tel ordre d'idées, il convient aussi de rappeler que la façon le chevalier de Terlon traita les ambassadeurs anglais de haut pour leurs jérémiades sur la signature du Traité de Copenhague. Terlon les tança en soulignant que depuis le début des pourparlers, il avait toujours eu préséance sur eux, tant chez le roi suédois que chez le roi danois.[363] Bref, la requête des Anglais paraissait quasi dérisoire aux yeux de l'ambassadeur français.

On pourrait argumenter que les agents français avaient le beau rôle quand il s'agissait de vanter la grandeur de leur pays et de leur gouvernement, alors que la tâche

[360] Estampes-Valançay, 9 janvier 1651, Rome, AE, CP, n º 117, folio 168.
[361] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallançay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folios 167; 173; 177.
[362] De Baas à Mazarin, 16 mars 1654, Londres, AE, CP, n ° 63, folio 157.
[363] Terlon, p. 503.

était à l'époque plus ardue pour les envoyés anglais. Quoi qu'il en soit, malgré les déboires de l'Interregnum à son début et à sa fin, les diplomates anglais firent tout en leur pouvoir pour souligner la grandeur, voire la supériorité, de leur pays. Devant l'ampleur d'une telle tâche, il fallait y aller par petits pas. Par exemple, aux nombreux arguments de ses collègues, amis et proches pour le dissuader d'accepter le poste d'ambassadeur en Suède, Whitelocke fit la réflexion suivante : puisqu'il n'y a pas vraiment de commerce entre l'Angleterre et la Suède, il avait le devoir d'entreprendre ce voyage pour aider l'essor de cet aspect du commerce anglais. De plus, même si on accusait le Parlement barebones de ne pas avoir l'autorité nécessaire pour envoyer un ambassadeur, Whitelocke répliqua comme nous l'avons déjà dit, que l'envoi d'un ambassadeur pouvait se faire au nom de toute autorité auquel le peuple obéit et se soumet universellement, pourvu que la dite autorité puisse en défrayer le coût et assurer la protection de son envoyé.[364] Par sa confiance en la puissance institutionnelle du régime anglais en tant qu'entité ayant droit d'ambassade et son intérêt pour le commerce anglais, Whitelocke démontre entre autres que malgré les récents revers subis par son pays, il croit encore à sa crédibilité internationale.

Suite à la victoire diplomatique de Whitelocke, Morland eut la chance de se hausser un peu plus haut, lors de sa médiation en Savoie. Il se fit le porte-parole de la justice de la cause anglaise, intervenant généreusement auprès de ses frères protestants. Les retombées de l'influence anglaise furent telles que l'ambassadeur Servien envoyé en Savoie écrivit à Brienne qu'il craignait un prolongement du séjour du sieur Morland dans les cantons suisses, puisque l'activité de ce dernier encourageait les Valois à rehausser

[364] Whitelocke, vol. 1, pp. 23-26.

leurs exigences envers le Duc de Savoie.[365] Après s'être arrêté à Paris tel qu'exigé par ses instructions, Morland délégua plusieurs de ses officiers au Duc de Savoie pour exiger un arrêt immédiat des violences faites aux protestants. Malgré les demandes de Mme Royale et de M de Serviens de diminuer ses exigences, Morland ne bougea pas d'un iota.

À priori, la diversité des exemples utilisés pour démontrer les multiples facettes de l'honneur si cher aux diplomates donnent une impression d'hétérogénéité et d'éparpillement. Après tout, ils ne s'entendaient pas toujours sur la personne à devait aller leur loyauté. De même, ils ne croyaient pas tous à la patience prisée par Callières pour la négociation des affaires diplomatiques. Le chauvinisme des agents français est souvent plus fort que celui des agents anglais. Mais ces 13 hommes se comportent toujours comme *espions honorables*. Ils étaient tous à la recherche d'informations indépendamment des moyens mis à leur disposition. Cette quête d'informations et l'accomplissement de leur mission devaient s'accomplir sous le couvert de l'honneur envers eux-mêmes, envers leur pays, envers leur maître et envers l'institution diplomatique comme telle. Car l'*honorable espion* est plus qu'un agent qui découvre les secrets d'État tout en brillant dans les cours étrangères; il est aussi un homme fidèle et fier.

Qu'advient-il de cette notion d'*honorable espion* dans les articles des périodiques? Alors qu'elle fut au cœur même de la définition du diplomate du 17^{e} siècle selon la correspondance d'État, quelle place y est réservée par Nedham et Renaudot dans leur hebdomadaire? Il est en fait difficile de transposer un tel concept à l'étude des périodiques, puisque ceux-ci, de par leur fonction, ne donnent quasi aucun indice sur la

[365] Servien à Brienne, 19 juillet 1655, AE, CP, n ° 49, folio 68.

manière dont les diplomates voyaient leur fonction. De plus, la sélection des faits diplomatiques présentés visaient à raviver le loyalisme et le chauvinisme/patriotisme des lecteurs. Dans un tel médium, la loyauté des diplomates allait de soi, ce qui rendait inutile sa démonstration. Ainsi, ce que la notion d'*honorable espion* nous permettait d'apprendre sur la culture diplomatique dans la correspondance diplomatique ne révèle plus grand-chose lorsqu'elle est transposée aux périodiques. Oui, quelques mentions y sont faites des actes en sous-main effectués par les diplomates, mais rien ne ressort de l'ensemble qui puisse résumer l'idéologie et les manières communes de ces 13 hommes.

En réalité, le devoir des diplomates n'apparaît ici pas tant dans l'importance d'accomplir leur mission selon un code précis d'honneur qui leur est propre, mais plutôt dans le respect de l'image que le lectorat entretient d'eux. Le diplomate n'est plus un *honorable espion*, mais un *honorable outil*. Une telle arme était réservée à l'élite, utilisable seulement pour supporter la raison d'État et son bon fonctionnement. Et c'est cette définition que le lecteur captera, pour ensuite la transposer à son propre rôle individuel dans la machinerie étatique.

Nous l'avons déjà dit, il est fait mention dans les périodiques de quelques actions effectuées en sous-main par les diplomates. Le filtre par lequel on a choisi ces actions impose une définition de l'honneur proche de celle qu'on trouve dans les œuvres traitants du parfait courtisans, et donc, moins susceptible d'encourager le public lecteur à s'identifier aux manœuvres controversées des diplomates pour mener à bien leur mission. Ainsi, lorsque les périodiques rapportent les différentes rencontres que les médiateurs effectuèrent pour parvenir à leurs fins, seules les rencontres non subversives furent présentées. Nedham et Renaudot ne spécifièrent que très rarement le détail des échanges

qui eurent lieu dans ces rencontres, se limitant la majorité du temps à identifier les gens présents.[366] Il y a par exemple l'introduction de l'ambassadeur auprès du souverain vers qui il est envoyé. Par exemple, Nedham raconte l'arrivée de Morland à Paris, où il fut introduit auprès de Louis XIV avant d'aller en Savoie.

> The envoye from England, after he had delivered what he had to present to his Majesty, had some short discourse with the Abbot Molety whom the Duck of Savoy had sent to the King, on purpose to inform him touching his proceeding against the Protestants under his Dominion.[367]

Ce bref article n'aborde nullement les raisons du passage à Paris de l'envoyé anglais, laissant le lecteur quelque peu dans l'ignorance. Les éditeurs s'attardaient aussi à écrire sur les discussions ayant rapport à l'évolution des objectifs de la mission.

> The Holland Ambassador, […] having read the project for peace which was agreed on at the Hague, to the King of Sweden, he replied for an answer, that it did not become him at all to admit it. The Lord Treslon[368] said then, that indeed the project touching the peace between the two Northern Kings, was discussed and resolved on by the French Ambassador in the Hague, and the English Resident, and the States of Holland; but of what is happened since, and of the things altered in it newly, he said his King knew nothing. The talk of a third Audience, […] then it will be known whether we shall have peace or further warlike troubles.[369]

Ainsi, contrairement à la correspondance diplomatique, les périodiques ne font jamais référence aux rencontres portant sur la mise en valeur du pays et la quête d'information.[370] Quelques articles laissent aussi sous-entendre certaines manœuvres

---

[366] Voir aussi le Bailli d'Estampes-Valançay dans Renaudot, «De Rome, le 23 janvier 1651» *Gazette* (Le 28 février, 1651), vol. 23, p. 189; De Baas dans Renaudot, «De Londres, ledit jour 9 avril 1654» *Gazette* (Le 18 avril, 1654), vol. 48, p. 377 et Lionne dans Nedham, «From Paris, August 25» *Mercurius Politicus* (From August 21 to August 28, 1656), vol. 324, p. 7202.

[367] Morland dans Nedham, «From Paris, June 22» *Mercurius Politicus* (From June 21 to June 28, 1655), vol. 263, p. 5422

[368] Notons ici que cette épélation est celle normalement utilisée dans le Mercurius Politicus pour désigner le chevalier de Terlon.

[369] Montague dans Nedham, «From Elsinore, Auguest 29» *Mercurius Politicus* (From September 8 to September 15, 1659), vol. 586, pp. 724-725.

[370] L'ambassade du bailli d'Estampes-Valançay semble faire exception à cette règle. Suite aux événements ayant eu lieu en son palais en novembre 1650, la *Gazette* relatera à quelques reprises les différentes personnalités ecclésiastiques que le bailli rencontra pour tenter de régler son froid avec le Saint-Père. Toutefois, ces rencontres lui permettaient la plupart du temps de parfaire sa mission en travaillant par le fait même contre le parti espagnol. Bref, il n'est pas possible de considérer sa mission à Rome comme une exception valable à cette règle. (Voir par exemple Renaudot, «Rome, le 27 juin, 1651» *Gazette* (Le 22 juillet, 1651), vol. 92, p. 737)

quelque peu manipulatrices utilisées par les diplomates, comme nous l'avons déjà démontré dans les chapitres précédents.

Donc, tout entêtement à utiliser la notion d'*honorable espion* pour une étude des diplomates dans le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* reste peu pertinent, en raison principalement de la différence de définition qui est donnée au concept de l'honneur. Pourquoi une telle disparité dans l'usage d'un mot, d'un médium à l'autre? Car la mention de l'honneur dans les périodiques courait la chance d'influencer l'interprétation des lecteurs. Et l'État ne veut pas engranger de renards! Elle préfère de loin encourager une définition plus polie de l'honneur, où l'essentiel de la tâche diplomatique s'exprime non seulement dans la beauté des parades et autres gestes de l'espace publique représentatif, mais aussi dans l'utilité finale de sa fonction. Le diplomate est d'abord et avant tout un *honorable outil*. Ce n'est que par son intermédiaire que les négociations peuvent avancer, semble dire les périodiques. Ainsi, l'image qui est promue de la personnalité des diplomates est plutôt morne et uniforme, laissant peu d'indices sur leurs valeurs personnelles, mais offrant plutôt un reflet des valeurs que les éditeurs, voire même l'État, et le lectorat veulent leur porter.

En bref, les articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* s'attardaient à mentionner les 13 diplomates étudiés ici principalement dans deux circonstances distinctes : soit lors des parades, entrées, bals, et ainsi de suite, tel que démontré dans le chapitre précédent, ou pour mettre à date l'évolution de la mission ils étaient chargés. Dans ce deuxième aspect de leur tâche, Nedham et Renaudot attribuèrent eux-mêmes certaines valeurs à l'ensemble des diplomates, donnant d'eux une image très uniforme. *Honorable outil*, les diplomates sont ici présentés comme un groupe de gens

intensivement persévérants dans l'atteinte de leurs objectifs, et surtout, conscients de leur propre importance en tant qu'agents de l'État.

La *Gazette* et le *Mercurius Politicus*, n'ont pas à prouver la fidélité des diplomates envers l'État : cela eût ouvert la possibilité de douter du bien-fondé ou même de la fidélité de chacun envers son gouvernement. Les actions du diplomate témoignent de la loyauté de l'État envers les institutions ancestrales, comme dans le cas de la mission du marquis d'Estampes-Valencay. Alors que les tensions étaient vives entre la France et le Saint-Siège, suite à l'incident diplomatique dont fut victime le bailli d'Estampes-Valencay le 25 novembre 1650, la *Gazette* apporte un point de vue différent. Au mois de juin, suite aux efforts de l'ambassadeur de Venise et du Cardinal d'Este, Protecteur de France, Renaudot écrit que la France n'exigeait plus aucun geste de réparation. Cet acte démontre «[le] zèle ordinaire [de la France] envers le Saint-Siège […].»[371] Ainsi, non seulement la *Gazette* tentait de rallier les troupes autour du gouvernement de Louis XIV, mais aussi à la cause des institutions sur lesquelles reposait ce même gouvernement, y compris l'Église catholique.

L'étiquette honorable dans l'expression *honorable outil* désigne pas un heureux mélange de la loyauté définie dans un dictionnaire moderne avec celle que préconise Callières. La tâche du diplomate est honorable parce qu'elle représente le service de l'État, disent les journaux, qu'elle fait honneur au souverain et à son peuple dans l'élaboration de ses politiques à l'étranger, tout en promouvant une bonne image de ce même souverain et de son pays, à travers entre autres le labyrinthe de la culture des apparences. Il importe peu de présenter aux lecteurs l'ensemble des moyens qui ont permis aux diplomates de réussir leur mission; il pourrait même être nuisible de le faire.

[371] Renaudot, «De Rome, le 27 juin 1651» *Gazette* (Le 22 juillet, 1651), vol. 92, p. 737.

De la même manière qu'on juge l'arbre à ses fruits, on peut juger d'un bon outil diplomatique à partir des résultats concrets obtenus sur le terrain, sans en connaître le mécanisme interne.

Ainsi, le portrait des diplomates que font le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* présentent deux élément cruciaux leur persévérance et leur nécessité. Tout bon outil est offert avec une certaine garantie de fiabilité et de longévité : idéalement, il doit tenir bon jusqu'à ce que le travail soit entièrement effectué. Cette idée de constance revient fréquemment au sujet du rôle diplomatique : quelles que fussent les difficultés rencontrées, les hommes de Mazarin et de la République anglaise tinrent bon, au dire de Renaudot et Nedham.

Ainsi la patience, voire même l'entêtement du bailli d'Estampes-Valencay font la manchette quasi hebdomadaire de la *Gazette*, du 25 novembre 1650 à l'été 1651, c'est-à-dire jusqu'au moment de la réconciliation entre le marquis et le pape. Premièrement, le bailli dut attendre la réponse de Louis XIV à la missive narrant l'incident :

> Le 3, l'Ambassadeur de France, après avoir fait sortir de cette ville tous les Napolitians et autres si s'étaient retirés dans son Palais, et appris qu'ils étaient arrivée sur les terres du grand Duc de Toscane, se retira aussi à Tripoli : où il fait état de demeurer jusqu'à nouvel ordre de Leurs Majestés Très-Chrétiennes.[372]

Ensuite, il dut attendre la réponse du pape, qui tardait à venir suite aux pressions espagnoles sur Innocent X.[373]

Cette même patience est évidemment cruciale dans la négociation d'éventuels traités. Ainsi, dans l'ambassade de Whitelocke, quand la maladie d'un ministre ou la guerre entre l'Angleterre et la Hollande ne servent pas de prétexte à la lenteur des

[372] Renaudot, «De Rome, le 6 février, 1651» *Gazette* (Le 4 mars, 1651), vol. 30, p. 242.
[373] Renaudot, «De Rome, le 7 décembre 1650» *Gazette* (Le 31 décembre, 1650), vol. 197, p. 1714; Renaudot, «De Rome, le 6 février, 1651» *Gazette* (Le 4 mars, 1651), vol. 30, p. 242 et Renaudot, «De Rome, le 27 juin 1651» *Gazette* (Le 22 juillet, 1651), vol. 92, p. 737.

négociations, on évoque tout bonnement la complexité et la multitude des choses à examiner et débattre pour obtenir un traité satisfaisant pour les deux parties. Par exemple :

> We have no visible obstacle lies in our way, that may give us a distrust of accomplishing what we are come about. My Lord Ambassador and the Grand Chancellor have had two meetings to discuss our affairs; and they have not produced any such differences, but that we may well hope for a desired successful issue. […] I suppose they will not break, but after time has ripened the debates, we shall receive an answer to our full contentment.[374]

On observe le même phénomène pour les ambassades de Terlon et de Montagu : chaque semaine, la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* parlent des négociations pour la paix du Nord, parfois à plus d'une reprise par numéro, puisque les pourparlers touchaient plus d'une ville d'où provenaient dans la même semaine des nouvelles à ce sujet. [375]

Si d'autres négociations ne reçurent pas une couverture aussi régulière, un lecteur attentif pouvait déceler leur longueur. Par exemple, lorsque Nedham note à la fin août que Lionne «is still»[376] à Madrid pour négocier la paix, il suffit de consulter les anciens numéros du *Politicus* pour retracer le long parcours des pourparlers. D'ailleurs le simple usage du mot «still» vient le confirmer.

Constance dans les négociations, persévérance dans la défense d'une position stratégique, fermeté dans les principes, fidélité à l'honneur de son roi et de son pays, tels sont les ingrédients de l'institution diplomatique si chère au *Mercurius Politicus* et à la *Gazette*. Mais il est une autre caractéristique propre à l'institution diplomatique : sa nécessité pour le fonctionnement des États souverains. Rappelons-nous les propos de

[374] Voir par exemple Renaudot, «De Stockholm, le 3 février 1654» *Nouvelles Ordinaires* (Le 21 mars, 1654), vol. 35, p. 273; Nedham, «From Upsal, in Sweden, January 20th, 1654» *Mercurius Politicus* (From February 16 to February 23, 1654), vol. 93, p. 3291.
[375] Voir principalement les numéros de l'année 1659 pour le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*.
[376] Nedham, «From Paris, August 24» *Mercurius Politicus* (From August 21 to August 28, 1656), vol. 324, p. 7202.

Bély : au début de l'époque moderne en Europe, la diminution de contact et dialogue directs entre les souverains est remplacée principalement par l'échange de missives et l'envoi de délégués diplomates. On a besoin des diplomates pour l'avancement des différentes politiques de l'État, pour assurer et maintenir le dialogue entre les souverains européens. Sans aller jusqu'à propager l'image de diplomates imbus du prestige de leur rôle, comme on le retrouve dans la correspondance d'État, les périodiques suggèrent que les diplomates sont conscients de l'importance de leur fonction et s'y consacrent avec tout le sérieux nécessaire.

Par exemple, Renaudot y va d'une longue tirade sur les mérites d'une éventuelle alliance entre la Suède et l'Angleterre. À ces retombées positives, il ajoute que l'Angleterre fut bénie des dieux dans le choix qu'elle fit de Whitelocke pour assurer la bonne conclusion de l'affaire. Même si l'article lui attribue seulement quelques vagues qualités, tels «his parts and prudence», l'éloge dégage l'impression générale que tout succès dans cette affaire reviendrait à Whitelocke et à sa sagesse personnelle.[377]

On note une considération tout aussi grande pour l'envoi d'un ministre public dans la lettre de remerciement écrite à Olivier Cromwell, de la part des protestants du Piedmont.[378] Malgré l'absence de requête officielle de leur part au Protecteur, ce dernier n'hésita pas à leur envoyer deux dons du ciel : d'abord un médiateur pour plaider leur cause auprès du Duc de Savoie, ainsi qu'une importante somme d'argent pour aider à la reconstruction, suite à la perte de leur maison et de leurs biens. Même si la correspondance de l'État français révèle que c'est l'envoi par la France du ministre

[377] Nedham, «From Upsal in Seden, March 3» *Mercurius Politicus* (From April 6 to April 13, 1654), vol. 200, p. 3408.
[378] Nehdam, «A letter of thanks from the Protestants of the Valleys of Piedmont […]» *Mercurius Politicus* (From September 13 to September 20, 1655), vol. 275, p. 5614.

Serviens qui poussa ultimement le Duc à faire amende honorable, les Vaudois, et les Anglais, préfèrent maximiser le rôle du médiateur anglais dans l'affaire.[379] De fait, le rôle de Morland fut moindre que celui de Serviens, le ministre anglais s'installant d'ailleurs dans les cantons suisses durant sa mission, plutôt qu'à la cour du Duc; d'autre part, il est certain que sa nomination stimula Mazarin à bien agir et rapidement dans cette affaire, pour plaire à Cromwell et augmenter la probabilité d'une alliance franco-anglaise.

Les diplomates prouvent encore leur utilité dans leur capacité de rallier un pays étranger aux opinions et politiques de leur gouvernement. Ainsi, le *Mercurius Politicus* de mai rapporte que «the Poles begin now to hearten after Peace, by means of the intercession of the French Ambassador.»[380] Nulle mention des victoires suédoises sur la Pologne, ou de quelque négociation préalable entre ces deux puissances. La paix est ici attribuée à la quasi divine intervention du chevalier de Terlon, ange pacificateur.

Au fil des articles parus dans les deux périodiques, le diplomate est un outil à la fois nécessaire et honorable pour le fonctionnement de l'État qu'il représente. Cette caractéristique fait plus que décrire la tâche en soi, elle sous-entend son prestige. Dès son entrée en fonction, le diplomate revêt un habit de circonstance, et dans l'imaginaire du lecteur, la diplomatie est déjà auréolée de noblesse. En s'intéressant aux personnages diplomatiques présentés dans les périodiques, le lecteur se forme une perception et une définition de l'honneur du service de l'État. Plus que les parades, plus que la culture des apparences, plus que les symboles à la mode, le lecteur découvre la fidélité à l'État et le dévouement total du diplomate. Ici l'imaginaire de la culture diplomatique engendré par

[379] Voir par exemple : Servien à Brienne, (n.d.), AE, CP, n ° 49, folio 512; ou encore Compiène à Servien, 4 juin, AE, CP, n ° 49, folio 301; Servien à Briennes, 26 juin, AE, CP, n ° 49, folio 343.
[380] Nedham, «From Marienburgh in Prussia, May 11» *Mercurius Politicus* (From May 21 to May 28, 1657), vol. 363, p. 7806.

le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* n'influence pas uniquement la nature de l'institution diplomatique : il permet aussi de mieux établir certaines caractéristiques de la culture éditique de l'époque.

Chapitre 8) Le lecteur et l'art de négocier

La scène présentée à la page suivante symbolise la signature d'un traité de paix quelconque. Au centre, les deux souverains concernés, entourés de leurs ministres, scellent leur entente par une poignée de main. L'ensemble de l'image est encadré par les mauvais démons qui pourraient nuire à la durée de la paix : l'ambition, la discorde et la fraude qui sont finalement repoussés. Face à ces sinistres personnages, on voit des figures masculines et féminines, incarnations des vertus nécessaires à la Paix, trôner au-dessus des deux souverains comme pour leur communiquer force et énergie.

Si l'auteur de ce tableau avait eu à identifier des diplomates, il aurait probablement choisi les personnages escortant les deux souverains, que sa légende présente comme *ministres d'État, conseillers* et *hérauts d'armes*. Peut-être même y voyait-il la figure de diplomates en particulier. Si la place de choix qu'occupe la personne physique des diplomates dans cette œuvre rappelle leur rôle indispensable dans le bon développement des affaires du Roi, il est crucial de noter que les deux tiers de l'image servent à illustrer des vices et des vertus susceptibles d'affecter le cours des événements. En opposition aux mauvais démons, on voit régner la fidélité, la constance, la prudence politique et la vérité. Dans son essence, un tel palmarès passe sous silence les qualités de l'*honorable espion* de Callières et véhicule l'image que l'État se donnait alors de lui-même et de ses politiques. Et c'est ce ton, ou plutôt ces valeurs qui ressortent du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*, dans leurs articles évoquant les diplomates.



TRAITEZ de PAIX.

Ce tableau est une image de la Paix. On y voit deux Rois, qui se jurent Alliance, accompagnez de leurs Ministres d'Etat, Conseillers, et Heraults d'Armes.
Sur un Autel, au milieu du theatre, la Justice et la Paix s'embrassent, et les huit autres figures qui sont placées tout autour, sur des piedestaux, sont reconnoissables par leurs noms et leurs attributs.

Dans le haut, au milieu des tonnerres, et des Eclairs, qui foudroyent quelques Harpyes, on voit l'Oeuil de la Providence, à qui rien n'est caché, environné de nuages impenetrables aux hommes; mais qui étant presente par tout, ne manquera pas de punir les parjures, et les violateurs de leur foi.
Sur le devant on voit l'Ambition, la Discorde, la Fraude, et l'impieté enchainées avec la guerre.

Jean Barbeyrac, *Histoire des anciens traitez […]*, Amsterdam, Chez les Janssons, Waesberge, 1739, p. 2.

Ce qui ressort le plus de la lecture parallèle de la correspondance d'État et du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette,* c'est justement cette distinction entre la personne physique et sa symbolique, et les valeurs propres des diplomates, en tant qu'individus pensant et agissant. Nous l'avons déjà démontré, le ton et le but ultime du médium changent entre la correspondance diplomatique et les périodiques d'État. Un message commun pourtant s'en dégage : le diplomate doit agir honorablement, avec ce que cela implique selon la définition du médium utilisé, et agir aussi pour le bien de sa mission, donc, de son pays.

S'il existe une différence dans la perception de l'honneur que l'un et l'autre médium projettent, tous deux font preuve d'une égale profusion et d'une égale imagination sur le comment de cette noble et honorable fonction. Dans leurs missives, les diplomates témoignent de l'image qu'ils veulent créer d'eux-mêmes pour faire bonne impression. Ils décrivent les méthodes de négociations idéales à leurs yeux. Ces missives affichent les sentiments de confiance, d'efficacité, d'à-propos et de perspicacité, autant de qualités qu'ils veulent qu'on retienne d'eux. On peut le lire dans le récit qu'ils font des conflits affrontés, dans la narration de leur habileté lors des joutes oratoires et dans l'exposé détaillé de leurs victoires. Le contenu de leurs narrations ne vise pas seulement à proclamer l'honneur de leur maître et de leur royaume, mais aussi à mousser leur gloire personnelle. Dans ces comptes-rendus, les diplomates ont tendance à adopter une approche commune qui met en exergue leur possession de toutes les qualités énumérées dans le palmarès du traité du *parfait diplomate*.

Honorable outil par excellence dans les périodiques, les diplomates n'y sont point présentés comme des maîtres de l'art de négocier. Leur présence est certes essentielle, puisqu'elle permet, de souligner les succès de la politique étrangère de leur pays. Toutefois, alors que dans la correspondance d'État les diplomates s'approprie la réussite de leur mission, les périodiques accorde le mérite de telles victoires aux diplomates en tant que symboles de la puissance souveraine. Les labyrinthes et les secrets d'État restent généralement cachés aux lecteurs de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*, au profit d'une image du diplomate comme instrument au service du Roi, comme simple médium, un miroir reflétant tout bonnement les volontés de son maître.

Ces éditeurs ne donnent que peu de détails sur le mode d'emploi de cet *outil honorable* : cela pourrait donner du diplomate une image moins brillante, où il serait un homme faible comme tant d'autres, un homme pouvant ruiner les affaires d'État par manque d'intuition ou de jugement. Impossible d'imaginer pareille éventualité. Le diplomate devait apparaître fort; les difficultés et épreuves sur sa route sont aplanies, dans les comptes-rendus des périodiques, ou elles sont reliées à des éléments hors de son contrôle. Pour ce faire, des qualités typiques de la propagande étatique furent associés aux diplomates, tels que la fidélité ou encore la sagesse.

Avant de tenter de décrypter les nuances entre le contenu de ces articles et les messages que les diplomates tentèrent de faire passer lors de leurs joutes oratoires ou mêmes par leurs gestes, rappelons-nous ceci : l'interprétation de tels messages était parfois affectée, voire déformée par la barrière linguistique selon la langue de communication du diplomate. Comme le démontre si bien Fumaroli dans le titre même

de son ouvrage,[381] le français a obtenu le statut de langue internationale au cours du 18e siècle. Tel que mentionné plus haut, le choix d'une langue diplomatique officielle et commune exprime et nourrit une uniformisation grandissante de la culture diplomatique. Mais qu'en est-il des années 1650? À cette époque, le latin avait préséance lors de la signature des traités. Toutefois, les négociations elles-mêmes se tenaient généralement dans un enchevêtrement de latin et de français, complété parfois par la langue principale du pays où le diplomate était envoyé et de celle du pays d'où il venait.

Par exemple, Whitelocke débuta son discours de présentation à la reine de Suède en anglais, discours qui fut immédiatement traduit pour elle en français. À cette introduction, elle répondit en suédois, paroles qui furent traduites pour Whitelocke en latin. Par la suite, ils discutèrent généralement entre eux en français.[382] Un semblable bain linguistique de diverses langues européennes apparaît aussi dans la première audience publique des envoyés anglais auprès de Charles X. Sidney note dans une lettre à Thurloe qu'il s'adressa au roi en anglais et remit ensuite ses lettres de créance, documents dont le contenu était à priori écrit en anglais, mais aussi doublé d'une version latine. À ce message, Charles X répondit en suédois, réponse qui fut traduite par un interprète. Le roi clôtura finalement son message de bienvenue par des excuses en français sur le piètre accueil offert aux envoyés, qui lui répondirent par les civilités nécessaires, dans la même langue.[383]

La diversité des langues utilisées dans les échanges diplomatiques était telle qu'un interprète était souvent indispensable; d'ailleurs la nécessité d'une telle fonction

[381] Marc Fumaroli, *Quand l'Europe parlait français*, Paris, Librairie générale française, 2003.
[382] Whitelocke to secretary Thurloe, Upsall, January 13, 1654, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[383] From the English commissioners in the Sound, Elseneur, August 10, 1659, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

revient à plusieurs reprises dans la correspondance diplomatique. Par exemple, De Baas demande expressément un interprète fiable dès le début de sa mission.[384] Ce qui permet de penser qu'une connaissance approfondie de la langue du pays d'accueil n'était pas un prérequis incontournable dans le choix d'un diplomate. À l'époque, la maîtrise de langues étrangères n'étaient pas monnaie courante. Ainsi, Whitelocke évoque dans ses mémoires l'accueil de l'ambassadeur de Russie en Suède, soulignant que les échanges entre l'envoyé russe et la reine furent traduits de part et d'autre par des interprètes. Il était plus probable de trouver un interprète fiable que de dénicher un russe qui parlerait suédois, en plus de posséder les aptitudes, le rang et les connaissances nécessaires à la fonction de diplomate en Suède.

Bref, il est impossible d'étendre les conclusions de Scott sur la période des années 1650 : nulle langue à l'époque ne dominait définitivement l'ensemble des négociations diplomatiques. Une telle conclusion porte évidemment un coup à notre thèse défendant l'existence d'une culture diplomatique en France et en Angleterre dans les années 1650. En effet, cette conclusion démontre un manque d'uniformité au niveau non seulement du langage, mais aussi une faille au niveau de l'influence qu'une langue commune et officielle aurait pu avoir en termes culturels. Par exemple, le 18^{e} siècle ne fut pas seulement une période où la langue française eut préséance dans les cours européennes. Ce fut aussi une période de forte francophilie culturelle au sein même de ces diverses cours.

Toutefois, l'élément linguistique ne représente qu'un aspect de la définition d'une culture diplomatique et je ne crois pas que l'absence de cet élément dans les années 1650 annihile ou contredise automatiquement l'existence d'une culture diplomatique à cette

[384] De Baas à [s. n.], 18 janvier 1654, Londres, AE, CP, n ° 63, folio 51.

époque. Non seulement une uniformisation des façons de penser et des raisonnements des diplomates étaient déjà en processus à cette date, comme le démontrent les écrits des 13 hommes étudiés ici, mais une uniformisation de l'image publique du diplomate se développait aussi en parallèle par le médium des périodiques.

L'ambassade anglaise en Suède offre un bon départ pour mieux saisir la nature des façons de penser et des raisonnements des diplomates. Ainsi, Whitelocke énumère dans ses mémoires la longue liste des raisons qui portent ses amis et collègues à le dissuader d'accepter le poste d'ambassadeur en Suède. Il répond à ces divers avertissements en faisant largement étalage de ses propres qualités, basant son exposé sur quatre points principaux. Tout d'abord, le danger de mort qui le menacerait, si l'on se fie à ce qu'il advint des deux derniers ministres envoyés par le gouvernement républicain anglais. Ensuite, la difficulté de la tâche à accomplir et la précarité dans laquelle il laisserait sa famille et ses affaires durant son voyage. Finalement, le manque de légitimité du *Rump Parliament* qui pourrait nuire au succès de sa mission. À tout cela, Whitelocke rapporte avoir répondu bravement que, tout d'abord, Ascham et Dorislaus n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour leur protection personnelle et que leur mort lui sert même d'avertissement additionnel. De plus, «the same God that is with us here and had kept me in many dangers, will, I hope, be with me everywhere, and give me his protection.»[385] Selon lui, refuser la mission confiée renforcerait la position des royalistes, alors qu'en l'acceptant il l'affaiblirait. Ensuite, il souligna qu'une entente avec la Suède nécessitait l'envoi d'un ambassadeur exceptionnel pour le règlement des grandes lignes de l'accord et que les menus détails pourraient par la suite être réglés par des marchands

[385] Whitelocke, vol. 1, p. 19.

et différents autres commissaires. De fait, il considérait la guerre, la paix, les traités, les alliances, les affinités sociales, les préparations, le commerce et toutes autres causes publiques comme affaires relevant du seul pouvoir d'un ambassadeur. De plus, il jugeait que le bien public avait priorité sur le sort de sa femme et de ses enfants. Quant à la réponse qu'il fît à ceux sourcillant sur l'autorité du *Rump Parliament*, elle a déjà été démontrée plus haut. Finalement, étant déjà en termes ambigus avec le gouvernement républicain, Whitelocke se sentait obligé d'accepter la mission pour éviter de se voir honni par le pouvoir. Il jugeait même plus dangereux de rester à Londres et de s'y faire ainsi potentiellement des ennemis politiques, que de partir vers Stockholm.[386] Il conclut en soulignant que «the safety of all depends upon the Prince and the Prince himself in a manner depends upon his ambassador, therefore the choice of him ought to be [done] with the more care and circumspection.»[387] Il n'y avait aucune raison de craindre d'être choisi pour une ambassade, selon lui, puisqu'il voyait l'ambassade comme étant conçu pour l'homme et non l'homme pour l'ambassade.

De ce récit se dégage l'impression d'un homme courageux, fidèle envers son royaume et jugeant les choses avec sang-froid; d'un homme aussi qui se veut fort et ayant raison malgré l'adversité de la situation qui lui est présentée par tous. Lawrence fait aussi preuve du même bel esprit dans sa correspondance sur la question de son retour à Londres. Cette controverse dura environ deux ans. Malgré les missives répétées de la Compagnie du Levant, Lawrence jugea toujours de son droit de rester en poste et d'y agir

[386] Whitelocke, vol. 1, pp. 24-26; *VP*, «The History of Whitelocke's embassy from England to Sweden with notes thereupon and touching the government Public Counsels and Persons in those and in other countries,» BrL, Mss Add. 37346, vol. 1, folios 13-15.
[387] *VP*, «The History of Whitelocke's embassy from England to Sweden with notes thereupon and touching the government Public Counsels and Persons in those and in other countries,» BrL, Mss Add. 37346, vol. 1, folio 16.

au meilleur de ses capacités, selon ses instructions,[388] attendant une lettre du conseil ou de Cromwell avant de céder aux propos de la Compagnie exigeant son retour. Selon lui, la Compagnie avait changé d'idée à plusieurs reprises. Après l'avoir nommé agent intérimaire avant l'arrivée de Richard Sallaway, la Compagnie lui avait fait la promesse de bientôt spécifier ce qu'il devait faire à cause du manque de coopération de Bendish. En décembre 1654, la nomination de Sallaway ayant officiellement été acceptée par Cromwell, la Compagnie exigea le retour de Lawrence à Londres, demande à laquelle il refusa de se plier sans ordre officiel. Par la suite, la Compagnie le notifia qu'il recevrait de nouveaux ordres avec l'arrivée de M. Garway qui lui apporterait de nouvelles instructions. On lui signifia par la suite qu'il ne serait rappelé qu'après la nomination officielle d'un nouvel ambassadeur par la Compagnie. Et finalement, la Compagnie lui demanda de revenir immédiatement, même si aucun agent n'avait encore été nommé.[389]

Bien entendu, l'attente de ses gages peut avoir motivé Lawrence autant, sinon plus, que sa fidélité première au régime républicain. Toutefois, malgré la situation difficile où il se trouvait à Constantinople, il n'en écrivait pas moins au secrétaire Thurloe sur un ton ferme où il démontrait sa patience, ses efforts à bien travailler au succès de sa mission à Constantinople, bref sa bonne volonté, dans l'espoir jamais atteint d'obtenir gain de cause.

Une telle défense possiblement dans le but d'éviter un blâme probable est aussi utilisée par plusieurs autres des diplomates étudiés dans ce travail. Tout d'abord, le bailli d'Estampes-Valencay dressa un véritable plaidoyer de sa cause lorsque Mazarin tenta de

[388] Mr. R. Laurence to the Protector, 20 août 1655, Constantinople, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[389] Mr. R. Lawrence to Secretary Thurloe, 8 février 1656, Constantinople, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

le blâmer pour avoir fait monter le prévôt du pape dans la salle de son logis.[390] Un tel geste était inacceptable aux yeux du Cardinal, car le prévôt était indigne d'entrer dans les appartements privés de l'ambassadeur et encore moins de discuter avec lui.[391] Craignant que le Conseil en vînt à passer un arrêt contre son geste, le bailli dépêcha une lettre où il se justifiait en décrivant avec force détails la situation délicate où il s'était trouvé. Il commença par expliquer qu'il habitait un palais qui compte 50 entrées, qu'il était entouré de près de 2000 gens d'armes, cavalerie et piétaille confondus, qu'il y avait bon nombre de Napolitains cachés dans son palais de peur d'être saisis par les autorités papales pour plaire aux Espagnols. Il rappelle au passage qu'il avait le devoir de protéger les Napolitains, selon les recommandations spécifiques de Mazarin. Ensuite, il souligne le désir retors du pape de vouloir «fouiller, saccager et détruire» ce palais; désir retors puisque le palais appartenait aux Bourbons. De plus, les troupes papales avaient pris la peine de bloquer toutes les avenues pour empêcher l'arrivée de tout secours, empêchant par le fait même ses domestiques qui logeaient à l'extérieur du palais d'y entrer. Bref, s'il avait laissé le prévôt monter à l'étage, c'était avant tout pour soutenir l'honneur de la France et de l'ambassade tout en protégeant les Napolitains, objectifs difficiles à réaliser selon lui dans une situation aussi délicate. Estampes-Valencay termina son plaidoyer en donnant une image négative du prévôt en question : un être faible ayant sottement accepté de baisser les armes, se présentant devant lui tremblotant, et acceptant, tout piteux, de se retirer calmement en amenant avec lui non point des Napolitains, mais quelques Romains

[390] *MSFR*, «Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallancay ambassadeur pour le Roy à Rome, août 1650-juillet 1651», BNR, 18026, folios 223-224.
[391] 26 janvier, 1651, Estampes-Valancay à [s.n.], AE, CP, n ° 117, folio 172.

qui avaient trouvé refuge dans l'ambassade.[392] Un être qui ne méritait pas de paraître devant lui, mais dont la faiblesse fait ressortir la grandeur du bailli d'Estampes-Valencay.

Lionne eut aussi à se défendre contre la possibilité d'un blâme, parce qu'il n'avait pas respecté le délai imposé par Mazarin dans ses directives. Lionne avait comme mandat de conclure les négociations en moins d'une semaine, sinon il devait rompre toute discussion. En raison des obstacles décrits ci-haut, il en vint à dépasser l'échéancier. Selon Valfrey, Lionne aurait tout bonnement perdu de vue le sens impératif de ses instructions.[393] La lettre de Lionne à Mazarin, datée du 20 juillet, fut accueillie à Paris avec scepticisme. D'abord, il se confondait en excuses pour ses manquements et demandait bien humblement de nouvelles instructions pour la suite des choses. Toutefois, avant ces humbles paroles, il présenta un résumé des discussions où son hésitation n'apparaît plus comme faiblesse, erreur de jugement ou incompréhension des ordres, mais comme un désir de fidélité à la cause française avec la ferme volonté de consolider les intérêts français dans la nouvelle situation .[394] Il fut donc conclu que le marquis avait mal interprété ses instructions et s'était laissé manipuler sur la question des frontières, alors que Mazarin se voulait intransigeant à cet égard. Pour lui, l'égarement de Lionne offrait une image faible de la France versus ce qu'elle était réellement et insinuait qu'elle était prête à faire d'autres concessions.[395] C'est l'amitié du Cardinal Mazarin qui évita à Lionne la désapprobation totale. On se contenta de le blâmer pour avoir informé les

[392] D'Estampes-Valançay, 26 janvier 1651, AE, CP, n ° 117, folios 172-174.
[393] Instructions à Lionne, 1 juin 1656, Paris, AE, CP, n ° 34, folio 22-26; Jules Valfrey (dir.), *La diplomatie française au XVIIe siècle. Hugues de Lionne, ses ambassades en Espagne et en Allemagne, la paix des Pyrénées d'après sa correspondance*, Paris, Didier, 1881, p. 29.
[394] Lionne à Mazarin, 14 juillet 1656, Madrid, AE, CP, n ° 34, folio 343.
[395] Valfrey (dir.), pp. 36-37.

curieux de Madrid de la nature de sa mission, brisant ainsi le secret auquel tenait tant le gouvernement français dans les négociations.[396]

Ce comportement imprégné de fierté et d'assurance se retrouve aussi dans l'attitude de De Baas, suite à l'accusation formulée contre lui par Cromwell et le Conseil anglais. Il existe peu de preuves officielles sur la question. Mais on peut se poser les questions suivantes. Ou bien Mazarin avait chargé De Baas de susciter des troubles dans l'Angleterre républicaine de façon à fragiliser la base de pouvoir de Cromwell. Ou bien, il lui avait ordonné de menacer Cromwell d'un appui de la France à un tel mouvement. Ou bien, De Baas avait agi de sa propre initiative. Toutefois, les démarches du baron coïncidèrent avec le complot Gérard, la conspiration royaliste la plus sérieuse depuis 1651.[397] Ainsi donc, Cromwell et le conseil anglais ont vu les déclarations du Docteur Naudin sur De Baas comme une attaque personnelle. Malgré ces accusations et le ton sarcastique de Mazarin envers son envoyé durant l'interrogatoire de Cromwell et du conseil, De Baas persista à clamer son innocence et l'honnêteté des actions qu'il avait posées pour l'honneur de Louis XIV, avec la permission de Mazarin.[398] Le tout bien entendu, en gardant comme politique de diminuer la puissance anglaise tout en soulignant l'honneur que lui faisait la France de daigner lui proposer une alliance.[399]

La médiation anglaise à Elseneur est un autre bel exemple de défense de l'honneur par un diplomate en situation de conflit, mais d'un autre ordre que celui vécu par De Baas. Car la problématique qui pesait sur les médiateurs anglais n'était pas le résultat d'un conflit entre eux et les deux régimes vers lesquelles ils furent envoyés, mais

[396] Mazarin à Lionne, 15 août 1656, Paris, citée par Valfrey (dir.), p. 38. Fait confirmés aussi par les éditions du *Mercurius Politicus* de l'époque.
[397] Venning, p. 53; France, vol. 24 Angleterre, n ° 1, p. 188.
[398] Saulnier, p. 340; De Baas à Mazarin, 25 juin 1654, Londres, AE, CP, n ° 64, folio 115.
[399] De Baas à Mazarin, Londres, AE, CP, n ° 64, folio 41.

plutôt de la zizanie entre eux-mêmes. Non seulement cette dispute entraîna-t-elle une scission entre les médiateurs, reflétant la faiblesse du gouvernement anglais tel que souligné par Honywood, mais de plus la conclusion de l'affaire démontra jusqu'à quel point l'argumentation des diplomates sur le bien fondé de leurs actions restait assujettie au bon vouloir de leur gouvernement. Malgré les insinuations de Sidney et de ses biographes, ce n'est pas tant la cause républicaine et la cause royaliste qui s'affrontèrent dans le débat entre Sidney et Montagu, mais plutôt la situation ambiguë de chacun d'eux aux déboires accompagnant le départ de Richard Cromwell, puis l'éventuelle restauration de Charles II. Lorsque par exemple, Ewald note que Montagu était secrètement attaché à la restauration, la chose doit être nuancée, puisque les dépêches du général affirment bien son attachement initial envers Richard Cromwell, attachement qui perdura même après la démission de Richard Cromwell comme Protecteur. Ce lien semblait si fort que les royalistes eux-mêmes doutèrent de l'intérêt de Montagu à la cause de Charles II.[400] Ce n'est qu'au moment de l'arrivée des trois nouveaux médiateurs anglais à Elseneur que l'association entre Montagu et la cause royaliste a été officielle. Opinion d'ailleurs renforcée par l'éclat d'une large manifestation royaliste en Angleterre en août 1659, conjonction temporelle renforçant l'idée que Montagu ait voulu utiliser la flotte pour aider cet événement.[401]

La stratégie médiatrice de Sidney s'appuyait en fait sur la présence de la flotte anglaise au côté de celle des Hollandais, pour pouvoir courber l'orgueil de Charles X et le

[400] Alexander Charles Ewald, *Life and Times of Hon. Algernon Sidney, 1622-1683*, vol. 1, London, 1873, pp. 224-225; «Edward Montagu, first earl of Sandwich (1625-1672)», Oxford University Press, [http://www.oxforddnb.com]; Ollard, p. 67.
[401] Anderson (dir.), *The Journal …,* p. 26; «Edward Montagu, first earl of Sandwich (1625-1672)», Oxford University Press, [http://www.oxforddnb.com].

plier à accepter une médiation.[402] Toutefois, les instructions de Montagu penchaient en faveur du Roi de Suède, comme allié de l'Angleterre; ainsi, le retrait de la flotte n'apparaissait pas comme un coup fatal à l'établissement d'une médiation favorable aux yeux du général.[403] Toutefois, l'entente de La Hague (1659) exigeait de l'Angleterre l'envoi de navires afin de favoriser la signature de la paix entre la Suède et le Danemark. Ainsi, ne laisser aucun bateau affaiblirait la position anglaise lors des discussions entre les médiateurs. En conclusion, Montagu, Honywood et Boone s'entendent pour ne laisser sur place que 15 bateaux de façon à tenir parole auprès de La Hague, tout en évitant les inconvénients de garder une grande flotte à Elseneur (difficultés liées à l'approvisionnement et à l'hibernation des navires, principalement). Ce procédé engendrait des économies sur le paiement des troupes qui ne seraient pas toutes rapatriées en même temps. De plus, la défense de ces 15 bateaux pourrait être assurée par les navires hollandais, quoique 15 navires restent une proie facile selon les médiateurs. Ainsi, même si les médiateurs envoyèrent une lettre au Parlement favorisant l'option de 15 bateaux à Elseneur, ils n'en décrivent pas moins les désavantages d'un tel procédé laissant la porte ouverte à un rapatriement complet de la flotte.[404]

Sydney fit suite à cette missive en envoyant sa propre vision de la situation où il soulignait amplement les désavantages diplomatiques et politiques tant du retrait que d'une division de la flotte, tout en arguant qu'il serait possible de pallier aux problèmes

[402] Scott, *Algernon Sidney …,* p. 135; «Edward Montagu, first earl of Sandwich (1625-1672)», Oxford University Press, [http://www.oxforddnb.com].
[403] *VP*, *Instructions to E. Montague, Commander of the Fleet, 17 mars 1658, Transactions with Denmark, etc., 1658-1700*, BrL, Mss Add. 40796, vol. 26, folios 17-25.
[404] Anderson, *The Journal* …, pp. 52-57; From the English commissioners in the Sound, 10 août 1659, Elseneur, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

logistiques soulevés par ses collègues.[405] Bien évidemment, chacune de ses positions favorisait le parti pris de chacun des deux ambassadeurs : si le retour de la flotte anglaise ouvrait la porte à une participation quelconque de celle-ci avec les royalistes oeuvrant en Angleterre, à l'inverse, le maintien de cette même flotte à Elseneur assurait au contraire que ces navires ne risqueraient pas de prêter main-forte à une telle éventualité.

Bref, les diplomates rendaient fidèlement compte de tous les événements reliés à leurs mission, mais ils le faisaient de telle façon qu'ils semblaient briller même lorsqu'ils étaient au cœur d'un conflit, d'un incident diplomatique ou tiraillés entre divers partis. Ils présentèrent ces incidents comme ayant été le théâtre de leur sang-froid, de leur courage, de leur force de caractère, de leur persévérance et ainsi de suite. Selon leur missive, il ne faisait aucun doute qu'ils incarnaient le parfait diplomate décrit par les théoriciens de l'époque.

Ce souci de paraître à son meilleur, même dans les situations épineuses, apparaît aussi dans le récit qu'ils font de leurs joutes oratoires. Certains diplomates étaient habiles au point que la beauté de leurs paroles et gestes les avaient conduit à une relation de quasi-amitié avec le souverain étranger.

L'ambassade supposément secrète du marquis de Lionne offre un excellent exemple d'un ambassadeur tentant de briller de tous ses feux au travers de ses joutes oratoires. Bourgeois en vient même à conclure que les succès de la France dans cette entreprise ne furent dus qu'à l'insistance et à l'habileté de Lionne.[406] Une telle conclusion relève de l'exagération quand on considère la précision et la qualité des instructions données au marquis (surtout les deuxièmes instructions arrivées en cours de mission)

[405] Sidney to the Council, August 1659, Elseneur, BoL, RW, Vol. A65, folios 431-432; Colonel Algernon Sidney to the Council of State, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].
[406] Emile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, vol. 1, Paris, E. Belin, 1892, p. 60.

ainsi que la situation délicate de l'Espagne au même moment. Ce qui n'enlève rien au mérite d'un diplomate à la langue habile et à l'esprit aiguisé, qualités nécessaires pour affronter l'habile Don Luis, ministre de Philippe IV.

Les dépêches de Lionne ne tarissent point d'éloges sur la capacité de don Luis à créer des obstacles à la négociation et à manipuler l'ensemble à son avantage, surtout lors de la première partie de la mission française. Du même souffle où il vantait le talent du ministre espagnol, Lionne se lançait des fleurs à lui-même puisqu'il se présentait comme ayant toujours le dernier mot sur don Luis. Devant d'adresse de ce dernier, Lionne en venait à brandir la menace de son départ imminent pour faire débloquer les choses.[407] Mis à part le faux ton que Lionne emprunta dans sa lettre à Mazarin datée de juillet, il ne cessa dans ses mémoires de saluer sa propre ruse et son flair. Par exemple, don Luis lui rappela que par le passé, nul traité n'avait forcé une couronne à céder plus d'une place lui appartenant, alors que dans l'offre qu'il lui faisait maintenant, il était près à en céder cinq, soient Arras, Hesdin, Bapaume, Landrecies et le Quesnoy. Quoiqu'admiratif de l'éloquence de don Luis, Lionne n'en écrivit pas moins que cette ruse ne l'empêcha pas de voir clairement l'autre côté de la médaille. En effet, en échange de ces places, la France devait rendre Perpignan, le comté de Roussillon, de Cerdagne et la majorité des possessions françaises en Catalogne.

Dans un autre mémoire, il souligne l'astuce dont il fit preuve en faisant semblant de se contenter d'une clause, alors qu'en réalité, il a forcé l'Espagne à plier en échangeant en contrepartie Vérénit pour Valenciennes.[408] De plus, l'entêtement de don Luis sur les clauses territoriales menaçait de stérilité l'ensemble des négociations :

[407] 1ère conférence entre Lionne et don Luis, 5 juillet 1656, Madrid, AE, CP, n °34, folio 251.
[408] 7e conférence, 14 juillet; 8e conférence, 15 juillet, Madrid, AE, CP, n ° 34, folios 329; 333.

Mazarin exigeait une frontière sûre au nord et au sud-est alors que Philippe IV se disait prêt à concéder l'une des deux. Le 31 juillet, Lionne apprît que dans la nuit du 15 au 16 juillet, le prince de Condé avait pris Valenciennes pour le compte de l'Espagne. Cette défaite ajoutée à l'entêtement de don Luis, affaiblissait la position de la France : selon Lionne, aussi longtemps que la France était victorieuse sur le champ de bataille, elle pouvait pratiquer la magnanimité. Toutefois, advenant une défaite, la chose ressemblerait plutôt à de la faiblesse, chose que Lionne voulait éviter à tout prix.[409]

Ainsi, suite à la réponse de Mazarin reçue par Lionne à Madrid le 3 septembre, lui demandant de quitter 4 jours après à la réception de la lettre, Lionne fit appel à la rigueur devant les mises en scène du ministre espagnol. Mazarin lui avait suggéré de rompre les négociations au sujet du prince de Condé, si rupture il devait y avoir. Toutefois, lors de la reprise des conférences, don Luis fut le premier à aborder le sujet, perdant ainsi Lionne dans sa ruse. Devant le cul-de-sac où se butaient les négociations, Lionne déclara qu'il partirait le 8. Faignant d'être pris par surprise à l'église lorsqu'il apprit la chose, Don Luis demandât 24 heures additionnelles, que Lionne lui accorda avec des signes d'impatience. Toutefois, les choses n'ayant pas évolué dans la journée du 9 septembre, Lionne fixa son entrevue de départ avec Philippe IV pour le 10, entrevue qui ne lui fût finalement accordée que le 11. Entre temps, voyant le sérieux avec laquelle l'ambassadeur français organisait son départ et constatant qu'il se refusait maintenant à continuer les négociations, don Luis lui offrit finalement le Roussillon avec deux places en Flandre en dehors d'Arras.[410] Irrité par la médiocrité de cette offre, Lionne la compara

[409] Valfrey (dir.), pp. 33-34.
[410] Cette menace constante de départ irrita ostensiblement le ministre espagnol, qui n'était pas habitué à ce type de négociations plutôt pressurisé. (Lionne à Mazarin, 13 septembre, 1656, Madrid, AE, CP, n ° 35, folio 299).

simplement à «l'accouchement de la montagne qui avait enfanté une souris.» Ainsi donc, le 16, don Luis accepta finalement de céder Arras et Perpigan.[411]

Mais l'art de mener à bonne fin une négociation par la parole et les gestes n'est pas le seul aspect de leur travail et de leurs entretiens que les diplomates aimaient souligner. Ils furent aussi assidus à démontrer l'adresse avec laquelle ils réussissaient à entrer dans les bonnes grâces d'un souverain, donnant ainsi du poids aux maximes prônées autant par les auteurs du *parfait ambassadeur* que par ceux du *parfait courtisan*.

Whitelocke et Terlon ont été les champions dans ce domaine. Dans une volumineuse correspondance, Whitelocke ne flatte d'avoir rapidement obtenu la confiance totale de la reine Christine. Ses narrations font état d'activités communes, tel que vu ci-haut, mais aussi de conversations sur des sujets peu ou point associés à sa mission. Ainsi, l'ambassadeur anglais, après avoir expliqué en détails la cause des changements politiques survenus en Angleterre ces dernières années, prenait le temps de partager certains traits de la culture anglaise. Il l'entretint des mérites de certains chiens de chasse ou des chevaux, et alla jusqu'à lui enseigner l'anglais. Sa faveur auprès de la reine était si évidente que certains courtisans lui demandaient d'intervenir auprès de la reine en leur faveur, chose à laquelle Whitelocke se refusa, désirant simplement se charger de sa propre mission.[412]

La reine, de son côté, n'hésita pas à s'ouvrir à certains confidences. Ainsi, elle confie à Whitelocke que le roi d'Écosse Charles II lui a demandé sa main. Évidemment, une telle information peut avoir eu un sens politique significatif dans l'évolution du jeu des négociations entre la Suède et l'Angleterre républicaine. Dans un autre ordre d'idées,

[411] Valfrey (dir.), pp. 43-50.
[412] Whitelocke to Secretary Thurloe, 13 janvier 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

Christine de Suède décida de sélectionner Whitelocke pour son Valentin, le 14 février. Considérant l'œil réprobateur avec lequel les puritains jugeaient ce festival, il est intéressant de constater que Whitelocke répondit à cette nomination en portant le nom de la Reine dans son chapeau et en lui offrant un beau miroir comme présent pour l'occasion.[413]

L'intérêt de ces faits divers repose sur le fait qu'ils confirment l'existence d'une estime réciproque entre la Reine et Whitelocke, sentiment qui va tout à l'honneur de Whitelocke, puisqu'il démontre son succès à s'attirer les bonnes grâces de la souveraine, à mieux saisir l'essence des affaires suédoises et à mieux travailler au succès de sa mission. Si Spalding souligne le côté charmeur de Whitelocke sur la jeune reine, il n'en rehausse pas moins aussi ses talents diplomatiques et sa capacité de s'exprimer adéquatement lorsque nécessaire.[414]

Un favoritisme similaire auréole aussi la relation du chevalier de Terlon avec le roi Charles X. Terlon parvint même à gagner les bonnes grâces de Frédérick III. Par exemple, après la paix de Roeskilde, le roi danois donna à Terlon l'autorisation de bâtir une église et une maison pour la religion catholique près de la ville de Hambourg.[415] Sa réputation auprès des deux souverains est si grande que M. de Lumbres, envoyé français en Pologne, apprenant la nomination de Terlon pour la médiation de la paix du nord, l'en félicita, soulignant que ce choix était excellent pour l'avenir de la paix, puisque Terlon était «bien» en la cour suédoise et que la paix, selon de Lumbres, ne dépendait que de la modération suédoise.[416]

[413] Spalding (dir.), p. 336.
[414] «Bulstrode Whiteloke», Oxford University Press [http://www.oxforddnb.com].
[415] Terlon (Chevalier), vol. 1, p. 204
[416] Ibid, vol. 2, pp. 339-340.

Finalement, Mazarin écrivit à Terlon d'accueillir sans fausse modestie les éloges du roi de Suède, puisqu'elles font état de la qualité de son action pour la paix et soulignent la bonne estime en laquelle Charles X, allié de la France, tient le chevalier. En d'autres mots, ces louanges rejaillissent avec brio sur la France et sur son roi. Étant donné l'âge de Louis XIV, il serait plus exact de dire que ces éloges retombèrent plus particulièrement sur le Cardinal Mazarin en personne.[417]

Puisque les diplomates n'hésitaient pas à vanter leurs talents face à l'adversité, il serait tentant d'affirmer qu'ils ne s'imposaient aucune limite dans la description de leurs réussites. Toutefois, une telle conclusion s'avère inexacte. Chaque diplomate utilise un ton qui lui est propre pour se mettre en valeur, recourant tantôt à l'éloquence, à la description détaillée ou simplement, à la modestie.

La victoire de Sidney à Elseneur est marquée par l'ambigüité, non pas à cause des torts que lui reprochent ses collègues de mission, mais surtout par la position délicate où Sidney, républicain endurci, se trouvait suite à la conclusion du Traité de Copenhagen sur laquelle il avait tant travaillé. Sa lettre du 27 mai 1660 démontre bien toute l'ambivalence de la situation : il y décrit premièrement les termes du traité en question, pour ensuite spécifier que puisque le Parlement a nommé un roi, il accepte de travailler pour le service de ce dernier. Puis de conclure: «If things are carried in a legal and moderate way, I had rather be in employement than without any.»[418] Toutefois, son association avec le régime républicain était si forte qu'il évita de revenir au pays où il courait le risque d'une

[417] Mazarin à Terlon, 5 avril 1658, Paris, AE, CP, n ° 23, folio 160.
[418] Ewald, vol. 1, p. 271.

disgrâce et il s'expatria pour quelques années vers le continent, où il manigança pour la restauration de la République, avec l'aide de Louis XIV.[419]

La conclusion des missions du chevalier de Terlon se fait dans un tout autre ton, coloré d'une modestie jugée démesurée, comme nous l'avons déjà évoqué. Toutefois, cette caractéristique fait partie de l'homme en question. Par exemple, après la paix de Roeskilde, Terlon écrit avoir refusé d'entrer avec éclat dans Copenhague,

> n'étant pas de ceux, [raconte-t-il], qui croient qu'on saurait agir utilement dans les affaires, si l'on ne va toujours d'un pas grave et en ambassadeur comme si après qu'on a reçu une fois ce qui est dû au caractère [d'ambassadeur], les maîtres n'étaient pas assez connus dans le monde sans une continuelle cérémonie que sape le plus souvent les choses que l'on traite, les embrouille ou les font traîner en longueur.[420]

Si ce passage peut donner à penser que Terlon était de la même branche que Sidney et s'impatientait devant l'extravagance des rituels diplomatiques, il n'en est rien, tel que déjà démontré par sa réaction lors de l'échange orageux d'août 1659 entre Charles X et Sidney. Le chevalier de Terlon était capable de se plier aux exigences des cérémonies et gestes protocolaires quand ils étaient indispensables au succès des négociations. Toutefois aux yeux de Mazarin, l'attitude de Terlon frisait l'excès de modestie et un comportement plus affiché lui aurait valu certains privilèges sur sa subsistance et son établissement auprès de Charles X.[421]

À l'opposé de ce genre de rapport se trouvent les mémoires et lettres de Whitelocke. Plusieurs de ces textes rapportent les débats qui eurent lieu sur chacun des 17 articles du traité anglo-suédois. Initialement, le désir du Parlement anglais était d'obtenir non seulement une alliance commerciale, mais aussi un traité d'assistance mutuelle, quoique cette deuxième clause ne fit finalement point partie du traité final.

[419] Ibid, p. 276.
[420] Terlon (Chevalier), vol. 1, p. 184.
[421] Mazarin à Terlon, 5 avril 1658, Paris, AE, CP, n ° 24, folio 160.

Toutefois, Whitelocke souligne l'ardeur qu'il mît à défendre cet élément. Ainsi, lors de sa discussion avec le rixchancellier, il lui spécifia que bien que la Suède soit en paix présentement, cet état de choses ne saurait durer, considérant le grand nombre d'ennemis la guettant. Ce à quoi le rixchancellier, conscient de la situation, répliqua qu'il jugeait la position de l'Angleterre encore plus chaude, puisqu'elle était déjà engagée dans une guerre navale. Argument que Whitelocke réfuta en soulignant la force et la qualité de la marine anglaise qui ne pouvait que conduire à une victoire prochaine contre la Hollande. Quoi qu'il en soit, le rixchancellier préféra remettre à plus tard la discussion sur ce sujet, partageant son inconfort avec la reine et plusieurs autres ministres suédois face à l'idée d'une alliance militaire.[422]

Malgré l'échec de Whitelocke à obtenir gain de cause sur cet élément, l'ensemble des discussions sur les aspects commerciaux s'avéra plutôt positif. Par exemple, lorsque Christine de Suède et Grave Ericke demandèrent à Whitelocke s'il était possible d'étendre les avantages commerciaux établis pour la région du *Sound*, aux régions américaines sous contrôle anglais, ce dernier répondit par la négative sous prétexte que les articles discutés ici se devaient d'être limités aux frontières de l'Europe tout comme les avantages anglais auprès de la Suède étaient limités aux territoires suédois en Europe et non à l'extérieur de cette zone. De plus, Whitelocke souligna avec tact que ce débat avait déjà été clos lors du passage de M. Lagerfeildt, ambassadeur suédois à Londres, et que le conseil d'État anglais avait alors refusé d'accorder ce privilège à la nation suédoise. Réplique à laquelle Grave Ericke répondit que le conseil d'État anglais avait en réalité suspendu sa décision jusqu'à l'arrivée de Whitelocke à Stockholm, et ce dernier de

[422] Whitelocke, embassador in Sweden, to secretary Thurloe, 20 janvier 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

rétorquer qu'il n'avait point reçu d'ordres pour changer l'état actuel des choses.[423] Le traité final ne donna donc aucun avantage commercial à la Suède dans les colonies américaines anglaises.

Bien entendu, le traité anglo-suédois du 11 avril 1654 abordait aussi la question des royalistes cherchant refuge en Suède, l'Angleterre exigeant leur évacuation immédiate. Sur ce point, le rixchancellier argumenta que plusieurs de ces gens résidaient présentement en Suède avec leur famille et touchaient même des revenus, ce qui rendait leur évacuation immédiate difficile à effectuer, voire impossible. À cette harangue, Whitelocke répondit en soulignant le désir du gouvernement anglais d'éviter toute action pouvant lui nuire et, donc, de ne point permettre à ces gens de résider chez un allié. Il conclut toutefois qu'il serait prêt à considérer une exception à cette règle, pourvu que les normes soient raisonnables et clairement expliquées dans le traité à venir.[424] Christine de Suède semble avoir vu la question du même oeil que son ministre, soulignant initialement à Whitelocke l'inutilité d'une telle close puisque les ennemis de ses amis ne pouvaient être que ses ennemis, mais ouvrant ensuite la porte aux exceptions. Par exemple, elle stipulait que puisque certains de ces hommes avaient servi par le passé son père ou elle-même et habitaient maintenant en Suède, elle jugeait que c'était mal les récompenser que les condamner à l'exil pour leur opinion politique par rapport à la cause anglaise. Ainsi, donc, une liste de gens graciés fut établie et approuvée par les deux gouvernements en question, liste à laquelle Whitelocke acceptât même quelques retouches comme la

[423] Whitelocke to secretary Thurloe, 3 mars 1654; 17 mars 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk]
[424] Whitelocke, embassador in Sweden, to secretary Thurloe, 20 janvier 1654, Upsale, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

possibilité que d'autres noms noms soient ajoutés dans le futur, si d'autres gens dans la même situation venaient chercher refuge en Suède.[425]

Ces divers exemples de joutes verbales auxquelles les 13 diplomates consentirent et participèrent tendent à présenter leur portrait comme étant unique et distinct des autres. Mais il existe des traits communs et des similitudes qui rassemblent ces 13 hommes dans leur façon d'être et leur relation à leur mission. Tout d'abord, ces diplomates se voyaient comme les défenseurs de la juste cause (quoiqu'elle ne soit pas toujours définie de la même façon par tous). Dans leurs écrits, ils se décrivent toujours comme gagnants et s'ils sont acculés à la défaite ce ne peut être qu'erreur de parcours puisqu'ils stipulent avoir toujours raison dans leur combat. En fin de compte, leur fais et gestes, tout comme leurs paroles les présentent comme des héros, leur personnalité semblant toujours, quelles que soient les situations, se rapprocher de cet idéal décrit par les théoriciens. Bref, les diplomates apparaissent dans leurs correspondances comme la personnification du conseiller idéal, prêt à défendre la cause de son maître à n'importe quel coût, dans les actions d'éclat comme dans celles se déroulant plutôt en retrait, et souvent, sous la table.

À l'inverse, les périodiques offrent une image beaucoup plus polie des qualités diplomatiques; ils proposent une vision proche du ton prôné par les qualités qu'on a vues dans la gravure au début de ce chapitre, soit le *droit de nature*, la force, la prudence politique, la vérité, la fidélité, le *droit des gens*, la sagesse et la constance. De prime abord, plusieurs de ses qualités semblent en fait un simple rappel de celles déjà mentionnées par Callières et ses collègues écrivains. Toutefois, leur définition dans les périodiques contraste largement avec le sens qui leur est souvent donné par les

[425] Whitelocke to Thurloe, March 3 1654, Upsall, édité par Birch, [http://www.british-history.ac.uk].

diplomates eux-mêmes dans leur correspondance. Par exemple, la fidélité selon ces missives s'associe à une certaine idée que le diplomate fidèle obéira aux ordres de son maître quasi aveuglement, quelle qu'en soit la nature ou les obstacles l'obstruant, par attachement à la grande cause suprême de la raison d'État. À l'inverse, la fidélité telle qu'elle est présentée dans les périodiques ne perd pas de son importance mais semble aller de soi chez un diplomate. Elle apparaît naturelle, quasi innée et aissée, comme s'il était aussi facile pour le diplomate de rester fidèle à son maître que de respirer.

Le même phénomène s'observe aussi pour d'autres qualités, comme la vérité. La définition des périodiques s'approche de la définition courante que nous utilisons de nos jours : les diplomates doivent parler sans rien cacher, ni modifier des faits réels, les relations internationales devant se dérouler en toute bonne foi, quoique les éditeurs n'hésitent pas à souligner la fourberie de certains ennemis de l'État. De leur côté, sans prôner directement le mensonge, les théoriciens de la diplomatie semblent prêts, particulièrement Callières et Wicquefort, à laisser une certaine marge de manœuvre au diplomate dans ses tournures de phrases et son utilisation de la réalité, pour parvenir à ses fins.

Bref, non seulement cette gravure nous remémore cette dichotomie entre l'usage des qualités des diplomates dans la correspondance d'État et dans les périodiques, mais elle permet aussi de souligner la non importance qui fut attribuée par les éditeurs à la personne même des diplomates, en tant qu'individu. Non seulement leur identité n'est pas spécifiée dans la gravure, mais leur rang reste incertain, malgré la légende au bas de l'image. Dans la même perception, les périodiques ne dédièrent pas de nombreuses lignes à préciser le nom et le titre des diplomates, se contentant la plupart du temps de noter leur

affiliation. Une telle image du diplomate rejoint directement l'idée d'*honorable outil* évoquée précédemment.

Mais ne faisons pas une analyse biaisée des journaux : son but étant différent de celui de la correspondance d'État, il est important de comprendre que ce soi-disant manquement ne rappelle qu'avec plus de force l'image de la fonction du diplomate que l'État désirait prôner, et donc l'imaginaire de la culture diplomatique que les lecteurs développèrent à la lecture de ces articles. Le travail des diplomates, expliquent les périodiques, devait généralement s'accomplir selon un ordre déjà bien orchestré et défini. Ce processus, ces gestes, ces aptitudes attribuées aux diplomates ne veulent pas étonner : ils suivent un certain standard connu du lectorat et suggérant à ce dernier une image propre et sans tache de son gouvernement, une image irréprochable.

Cette vision s'exprime d'abord dans des articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* qui n'abordent pas la diplomatie de façon directe ou explicite. On peut y saisir les les valeurs dont les gouvernements anglais et français de l'époque tentaient de se parer. Ainsi, les premiers numéros du *Politicus* débutaient par une tirade plus ou moins longue glorifiant le gouvernement républicain. On y observe non seulement une constance dans l'argument à saveur fortement républicaine, mais aussi une tentative de convaincre le lecteur que la situation actuelle veut perpétuer ce qui aurait dû être sans les perversités du royaume, sous le règne de Charles I. Par exemple, ce dernier est associé au Pape et aux papistes, perçus comme des traîtres aux valeurs anglaises, non seulement religieuses, mais aussi culturelles et sociales, voire même économiques et politiques. Dans la même veine, la sagesse républicaine de laquelle découlent diverses autres qualités semble être mise en relief par la simple mention des défauts du parti royaliste. Ainsi, il est question

des erreurs de jugement de ce parti, mention qui insinue l'absence de telles erreurs dans le gouvernement républicain.[426] Ainsi,

> […] in many foreign states, the Pope makes use of those reverend foxes, the Jesuits, to disguise and agitate his affairs, who having an influence upon the noblest part of man, the Soul and the conscience, can easily fasten what impressions they please, and actuate the zeal of mankind to carry on any design, to the miserable embroiling of States and Kingdoms […]. [427]

Heureusement, conclut Nedham, l'Angleterre républicaine est maintenant lavée de cette potentiel menace. Est aussi soulignée la prudence politique de ce gouvernement, par l'évocation de l'importance qu'il accorde à la raison d'État et la sévérité avec laquelle il désapprouve toute prise de position politique ambiguë, celle-ci pouvant simplement permettre d'excuser certains rebelles. Ce même gouvernement se veut fort et se décrit ainsi comme justifié, de par la nécessité d'assurer la paix et de la défendre au fil même de l'épée.[428]

La France défend aussi une image similaire via le premier numéro que la *Gazette* publia au début de chaque année. Tentant d'aborder de façon indirecte et plutôt obscure la question de la Fronde et la légitimité de la position manzarine, Renaudot évoque la justice de la cause du gouvernement contre ces gens ralliés aux ennemis de la France, alias le Prince de Condé. Dans le même ordre d'idées, ces articles soulignent aussi la constance de la France dans sa position de force en Europe depuis les treize derniers siècles, une position dans laquelle la France put toujours se vanter d'être glorieuse et conquérante. Car la France symbolise aussi la force : non seulement elle est présentement dans une situation meilleure que celles qu'elle a pu vivre par le passé – ici quoi que la Fronde en soi ne soit pas mentionnée, tout lecteur de l'époque pouvait comprendre le

[426] Nedham, *Mercurius Politicus* (From June 13 to June 20, 1650), vol. 2, p. 18.
[427] Nedham, *Mercurius Politicus* (From June 19 to June 26, 1651), vol. 55, p. 879.
[428] Nedham, *Mercurius Politicus* (From December 26 to January 2, 1651), vol. 30, p. 487; Nedham, *Mercurius Politicus* (From August 14 to August 21, 1651), vol. 63, p. 997.

sens semi-caché de cette phrase –, mais elle est toujours en position de domination en Europe, pouvant toujours se venter d'être prêt à unir sa population contre un ennemi commun, malgré les querelles domestiques pouvant la diviser de l'intérieur.[429]

C'est donc ce ton frôlant la bravade qui est utilisé pour parler des diplomates et de leurs actions dans les périodiques. De toute évidence, la France et l'Angleterre, n'apparaissent pas sous un jour aussi glorieux dans la correspondance diplomatique. On comprend ainsi mieux pourquoi, d'un médium à l'autre, il existe une telle différence dans la présentation des valeurs et qualités des diplomates. La radicalité de la différence entre les objectifs de la correspondance des diplomates et des périodiques d'État s'observe aussi dans l'usage de louanges que chacun des médiums a fait sur les agents en question. Les diplomates, dans leurs mémoires et leurs correspondances, furent très prolifiques sur le nombre d'éloges et de fleurs qu'ils se lancèrent à eux-mêmes.

À l'inverse, Nedham et Renaudot furent plutôt avares dans ce domaine, car leur rôle n'était pas d'attirer l'attention sur les qualités et aptitudes de la personne diplomate, mais sur les succès de sa mission. Si les diplomates sont associés aux succès de politique internationale, ils le sont pour avoir fait leur devoir sans que ne fleurissent trop de raisons d'une telle association. Le mérite premier ne doit pas paraître comme venant du diplomate en tant qu'individu, mais en tant que symbole du pouvoir de son prince. Le tout saupoudré de mentions de gestes ou de faits associables à ces belles qualités présentes dans notre image du début et dont les États français et anglais tentaient de se coiffer. Ainsi, donc, les efforts que les diplomates investirent pour présenter la nature de leurs joutes oratoires et de leur discours dans leurs missives, se retrouvent sévèrement

[429] Renaudot, *Estat General des affaires* (Janvier 1651), pp. 2-16; Renaudot, *Estat General des affaires* (Janvier 1656), pp. 1-16.

tamisés dans les périodiques, pour ne laisser place qu'à un faible filet ne donnant plus tant idée de la qualité de leur capacité à la rhétorique et aux jeux de la négociation, mais plutôt, de leur rôle comme représentant de la gloire de leur pays, comme le suggère cet article présentant une harangue de Terlon aux États généraux hollandais. Ce ne sont pas les qualités propres du chevalier qui ressorte de cette tirade, mais les traits qu'elle attribue au gouvernement français.

Un autre exemple du ton des périodiques ressort aussi d'un article daté du 17 mars dans le *Mercurius Politicus,* et expliquant que, par son succès, «My Lords being here had been of greater fruit to our Commonwealth, then if we had sent an Army of 10 000 into Holland. And, I suppose, the issue will abundantly countervail the charges of the embassy, should they be never so great.»[430] Ou encore lorsque quelques années plus tard, en septembre 1659, soit lors des médiations françaises, anglaises et hollandaises pour la paix du nord, Nedham souligne que l'ensemble de cette médiation fut principalement mené par les médiateurs anglais à Elseneur,[431] affirmation qui frôle le mensonge déguisé, si l'on se rappelle l'impact qu'eut le départ de la flotte anglaise en août 1659 sur la position anglaise dans cette médiation.

Cette tactique un peu chauvine est aussi utilisée par Renaudot. Par exemple, suite aux succès initiaux des médiateurs anglais, hollandais et français dans la paix entre les Suédois et les Danois, en 1658, la *Gazette* rappelle que ce fut la vigueur investie par le chevalier de Terlon qui mena à ce succès, le chevalier de Terlon ayant

[430] Nedham, (From Upsall, March 17) *Mercurius Politicus* (From April 13 to April 20, 1654), vol. 201, p. 3427.
[431] Nedham, (From Elsenore) *Mercurius Politicus* (From September 22 to September 29, 1659), vol. 588, p. 762.

montré pour l'accommodement du Roy de Danemark, lequel il a négocié avec tant d'adresse, que ce Prince, qui dans une si mauvaise conjoncture n'espérait pas en être quitte à si bon marché, lui a témoigné en être fort satisfait.[432]

Une censure similaire est appliquée par les périodiques aux incidents ayant fait obstacle au bon déroulement des négociations. Les rares perturbations qui sont relatées dans les périodiques le sont généralement de façon fort abrégée, en comparaison au style généralement très détaillé et descriptif des missives diplomatiques. De plus, le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* n'ont présenté ces incidents que lorsqu'ils pouvaient être utilisés comme fer de lance pour un débat cher au cœur de l'État.

Ainsi, l'assassinat d'Ascham et l'intrusion des soldats papaux dans le palais du bailli d'Estampes-Valencay sont racontés brièvement et les conséquences de ces incidents sont présentées dans les éditions suivantes des périodiques, mais ces tirages se contentent généralement d'expliquer le noeud du problème sans rappeler l'origine de l'affaire en question.[433] La même constatation s'applique à la mort du Dr Dorislaus. Alors que pour des raisons temporelles, le *Mercurius Politicus* ne publia rien sur cet assassinat, la *Gazette* ne s'en priva pas, concluant toutefois l'événement sur un ton bien différent que celui utilisé en Angleterre, comme nous l'avons déjà évoqué. Si pour Renaudot la mort de Dorislaus symbolisait purement une sorte de vengeance divine contre cet homme, voire même ces hommes, ayant bouleversé l'ordre divin de la souveraineté, cette même mort fut plutôt considérée comme un acte de traîtrise par les Anglais. Ainsi, cet assassinat sera utilisé plus tard comme élément publicitaire durant la guerre anglo-hollandaise, pour souligner la vilénie des Hollandais. Dans une gravure datant de 1652, Dorislaus est représenté par une jeune femme nue représentant la Vérité et dévoilée par le Temps. Le

[432] Renaudot, (De Cologne, le 26 Mars, 1658) *Gazette* (Le 6 avril, 1658), vol. 39, p. 293.
[433] Voir en autre le cas du bailli d'Estampes-Valançay. Par exemple : Renaudot, (De Rome, le 16 janvier 1651) *Gazette* (Le 11 février, 1651), vol. 20, p. 166.

coin supérieur gauche offre aussi une image de soldats pénétrant de force dans une bâtisse, image se voulant une représentation de l'attentat qui fut commis avec succès sur le docteur. Jointes à une foule d'autres symboles, ces images se veulent provocantes, pour souligner à qui les regardaient que les Hollandais ont toujours mal agi envers l'Angleterre et qu'au jour du jugement, la chose leur sera rendue au centuple.[434] Un tel message laisse peu de place au doute sur la façon dont fut perçu ce meurtre en Angleterre, et sur la manière dont il aurait été présenté dans le *Mercurius Politicus* si celui-ci avait alors existé.

Les périodiques offrirent donc souvent une version sinon différente du moins quelque peu nuancée de celle présentée par les diplomates eux-mêmes. Nulle place n'est réservée ici aux justifications : seuls les faits, largement tamisés, doivent paraître. Il en va de même en ce qui concerne des anecdotes ou événements d'importance secondaire relatés par les diplomates dans leur correspondance. Par exemple, le quiproquo qui brouilla légèrement Whitelocke et les ministres de la Reine de Suède lorsque ces derniers proposèrent de boire à la santé d'Olivier Cromwell, ce que l'ambassadeur refusa, est présenté dans le *Mercurius Politicus*. La même leçon que celle présentée dans le mémoire de Whitelocke à Thurloe est utilisée ici en guise de conclusion,[435] permettant ainsi d'instruire les lecteurs du périodique non seulement sur la culture diplomatique, mais aussi de leur donner une leçon de politique domestique. Quoi qu'il en soit, cet épisode est l'un des rares qui fut tiré de la correspondance de Whitelocke pour être repris dans le *Mercurius Politicus*. Ceci est sûrement justifié entre autres par une question d'espace, Nedham ne pouvant imprimer qu'une quantité restreinte de pages par semaine. Les

[434] Voir appendice 6.
[435] Nedham, (From Upsall, in Sweden, December 22) *Mercurius Politicus* (From Juanuary 19 to January 26, 1654), vol. 189, p. 3026.

instructions des bailleurs de fonds de Nedham vinrent possiblement aussi influencer leur sélection de l'information, tout comme l'accès que chacun d'eux put avoir à l'ensemble de la correspondance diplomatique. Mais ce phénomène a pu aussi être justifié par les simples besoins de la cause : un fait n'est important dans ces périodiques que pour la qualité du message qu'il peut passer au lectorat. Suivant une ligne de pensée similaire, la *Gazette* ne reprend que quelques anecdotes des lettres de Terlon. Par exemple, Renaudot souligne

> Que le Roy de Danemark a accordé, aux instances du chevalier de Trelon Ambassadeur de France, permission aux Catholiques de batir une Église dans sa ville d'Altenaw, bien qu'il l'eut refusée aux Roys d'Espagne et de Hongrie, qui lui avaient plusieurs fois demandé la même chose.[436]

Ce privilège confirmant en quelle estime le roi Danois tenait non seulement le ministre français, mais aussi le pays qu'il représentait de par sa médiation.

L'imaginaire de la culture diplomatique que développèrent les lecteurs du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* est donc non seulement une image promue par l'État de ses propres agents, mais aussi une certaine forme de publicité pour l'État, ce dernier cherchant constamment à se donner une crédibilité, une noblesse, voir même une certaine personnalité. La culture diplomatique promue par les périodiques n'avait pas seulement le pouvoir de potentiellement influencer la façon dont les lecteurs voyaient les diplomates et se positionnaient eux-mêmes par rapport à ces derniers : elle offrait aussi la possibilité à ces lecteurs de se positionner par rapport à leur propre gouvernement, en découvrant ses actions et en les jugeant. C'est pour cette raison que Mazarin, tout comme les gouvernements républicains anglais, tenta de se parer d'un habillage spécifique pour tenter de plaire à ce public critique. Ces jugements ne se limitèrent toutefois pas au seul

[436] Renaudot, (De Lubeck, ledit jour 24 juin 1658) *Nouvelles Ordinaires* (13 juillet, 1658), vol. 81, p. 632.

gouvernement sous lequel les lecteurs vivaient : il s'étendait aussi à celui des autres pays, par le biais entre autres des immunités diplomatiques.

Chapitre 9) Où il est question d'un certain ordre international

Pour moi, je suis de ce sentiment, que le droit des ambassadeurs n'est pas seulement fortifié de la protection des hommes, mais que même le droit divin lui sert comme d'un retranchement.

Cicéron

Le développement du droit international est clairement observable dans le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*. Il renforce l'idée d'une culture diplomatique en France et en Angleterre, culture reposant entre autre sur des législations semblables, mais il permet aussi d'identifier un nouvel acteur dans l'élaboration de la culture diplomatique : l'œil des cours étrangères. Bien entendu, ces jugements furent largement modifiés avant de parvenir par missives au Cardinal Mazarin et aux dirigeants anglais et avaient subi de nouvelles modifications avant d'être transmis aux lecteurs du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*. Les lecteurs sont déjà en mesure d'identifier des lois à caractère international, qui font partie de la culture diplomatique basée sur une fonction, des gestes et des valeurs communes, mais aussi sur des normes et des lois communes.

Nous avons déjà démontré que le diplomate apparaît dans les périodiques comme un outil indispensable de communication entre souverains. De cette nécessité découlera l'importance des immunités diplomatiques, qu'il est impossible de remettre en question, selon Renaudot et Nedham. Sur un ton plus vague, la correspondance diplomatique indique que le droit international était encore, à bien des égards, en plein développement à cette époque. Les immunités diplomatiques elles-mêmes devaient être défendues, parfois même à coup de menaces entre les États. Dans les circonstances, pourquoi les périodiques ont-ils créé un imaginaire de la culture diplomatique où les droits d'ambassade et des agents diplomatiques apparaissent comme acquis, alors que leur

existence même nécessitait, et nécessiterait encore, de nombreux combats sur le terrain? D'une certaine façon, une telle approche permettait d'offrir une image rassurante et ordonnée de la situation internationale, où les rares exceptions étaient ignorées ou justifiées, ou même manipulées à l'avantage du gouvernement supportant ces périodiques. L'imaginaire de la culture diplomatique offre une version quelque peu idyllique de la réalité qui complète l'image que les lecteurs se font d'eux-mêmes, de leur gouvernement et de l'institution diplomatique, et affecte aussi leur compréhension de l'*ordre* international, où les immunités diplomatiques joueraient un rôle de stabilisation et de protection du système.

Toute étude portant sur l'immunité diplomatique au milieu du 17^{e} siècle comporte de nombreuses difficultés. Un premier obstacle, et non le moindre, est le caractère nettement juridique de cet aspect de l'institution diplomatique. À ce jour, les recherches majeures sur le *droit des gens* et les privilèges en découlant pour les diplomates, se regroupent sous l'ombrelle de l'histoire du droit international et furent principalement effectuées non par des historiens, mais par des gens de formation juridique. Leur approche de l'Europe du 17^{e} siècle se distingue de la démarche des historiens et des politicologues à la recherche des origines de certains concepts, comme celui de la souveraineté. Leurs écrits retracent avec pertinence l'évolution de la notion du droit international et de ses impacts. Mais ils utilisent généralement les faits historiques pour simplement contextualiser les auteurs, sans établir de lien entre les différents événements et figures de cas qui affectèrent l'Europe, et sans noter leur influence sur l'évolution du droit international.

De cette panoplie d'œuvres, trois courants principaux se distinguent. Premièrement, la littérature écrite par des juristes et autres écrivains qui ont couché sur papier leur vision du droit international et ses diverses ramifications, à l'aube de l'Europe moderne. Dominique Gaurier fait partie de la panoplie d'auteurs qui mirent la main, directement ou indirectement, à l'élaboration d'une définition commune et plus moderne du droit international et de ses implications. De ce vaste éventail, cinq ont fortement influencé l'évolution de cette notion, telle qu'elle était comprise en France et en Angleterre dans les années 1650.

Mentionnons d'abord Francisco de Vitoria (1492-1546) pour qui, contrairement aux théories passées, l'État n'est pas un sujet exclusif du *droit des gens* :[437] ce sont plutôt les individus qui doivent être compris comme sujets par excellence du *droit des gens*. Ainsi donc, le droit international prime et les États se doivent de le respecter, car il n'existe aucune puissance sur Terre possédant l'autorité de remettre ce droit en question, étant donné sa vocation ultime de préserver le développement pacifique de l'humanité.[438] Cette prédominance du droit international sur le droit des États est un bouleversement de taille dans l'histoire du droit. Vitoria mérita ainsi le titre de «fondateur du droit international».[439]

Autre personnage de taille dans l'évolution du droit international, Francisco Suarez (1548-1617) fut le premier à offrir une explication concrète et claire du principe du *droit des gens*. Selon lui, ce concept correspond à un ordre juridique spécifique

[437] Voir les définitions de ce terme dans les pages suivantes.
[438] Anthony Pagden et Jeremy Lawrance (dir.), *Vitoria, Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991); Slim Laghmani, *Histoire du droit des gens; du* jus gentium *impérial au* jus publicum europaeum, Paris, Edition A. Pedone, 2003, p. 90; Marie-Hélène Renaut, *Histoire du droit international public*, Paris, Ellipses Édition Marketing, 2007, p. 65.
[439] Thomas Woods, *How the Catholic Church Built Western Civilization*, Washington, DC, Regenery, 2005, pp. 5-6.

régissant une communauté internationale. Il comporte selon lui deux ramifications : le droit des gens positif et le droit des gens naturel. Suarez conçoit le droit des gens naturel comme supérieur, puisqu'immuable et commun à tous les hommes, et définit le premier comme découlant des coutumes humaines, donc sujet aux changements, ce qui entrave son application par toutes les nations.[440]

En troisième lieu, même si le succès de ses ouvrages fut rapidement éclipsé par le livre de Grotius, Gentili (1552-1608) demeure un incontournable dans l'histoire du droit international. Contrairement à ses prédécesseurs, Gentili établit une distinction claire entre le droit civil et les règles applicables aux relations internationales, les principes philosophiques, les dogmes religieux et les règles proprement juridiques.[441] Se basant largement sur des faits récents au lieu d'exemples puisés dans l'Antiquité, Gentili précise la nature des immunités diplomatiques et offre une définition voisine de celle d'aujourd'hui. Pour lui, les diplomates ne devaient pas être soumis à la juridiction pénale, mais à la juridiction civile de leur lieu de résidence, en ce qui concerne leurs actes privés. Dans cette même suite d'idée, il décrivit leurs biens et meubles comme insaisissables et leur domicile comme inviolable.[442]

Malgré l'importance de Gentili, c'est Grotius (1583-1645) qui, jusqu'à la fin du 19^{e} siècle, garda le titre de père du droit international, même s'il s'est inspiré de ses prédécesseurs, dont Gentili lui-même. Jusqu'à ce jour, la majorité des historiens réserve à Grotius ce rôle fondateur, récemment contesté dans des ouvrages historiques sur le

[440] J. B. Scott (dir.), *Selections from Three Works of Francisco Suarez:* De legibus, ac deo legislatore, *(1612);* defensio fidei catholicae, et apostolicae adversis anglicanae sectae errores *(1613);* de tripilici virtute theologica fide, spe, et charitiate, *(1621)*, New York, Oceana, 1964; Renaut, p. 66.
[441] Dominique Gaurier, *Histoire du droit international. Auteurs, doctrines et développement de l'Antiquité à l'aube de la période contemporaine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 159.
[442] Alberico Gentili**,** *De jure belli libri tres***,** Buffalo, W.S. Hein, 1995; Renaut, pp. 68; 164.

domaine léga. Toutefois, l'œuvre de Grotius demeure capitale, car elle est la première synthèse écrite traitant uniquement du droit international de façon complète et organisée. Ainsi, son mérite tient plus à l'amorce d'une véritable science du droit, ouvrant la porte à une étude objective sans considérations partisanes ou religieuses.[443]

Puisant allégrement dans les textes passés, Grotius propose une vision ordonnée des différentes sortes de droit, distinguant par exemple le droit naturel suggéré par la droite raison et le sens moral, du droit volontaire créé par les hommes (tel que le *droit des gens*) ou par Dieu (dictant à Moïse les 10 commandements). Il souligne aussi la confusion qui se glisse parfois dans les propos de certains auteurs sur la définition du *droit des gens* : certains en font un synonyme du droit naturel, alors que pour lui, le *droit des gen*s est plutôt un sous-ensemble au sein même du droit naturel et du droit volontaire. Par *droit des gens,* il signife un droit pour la société mutuelle des nations entre elles, un droit commun à toutes, et non un droit assujetti à la définition de ce qui est moral pour un seul ou l'ensemble de ces peuples. Ainsi, tout changement au *droit des gens* devrait être mutuellement accepté par chaque groupe dans la société. Le droit d'ambassade découle du *droit des gens,* mais il ne s'applique qu'aux ambassadeurs dont les maîtres jouissent de la souveraineté nécessaire pour les envoyer, sinon, les diplomates sont soumis au droit civil.[444] Grotius met même en relief la contradiction apparente entre le droit des gens et le droit naturel : par exemple, la justice du *droit naturel* exigerait un châtiment pour un ambassadeur coupable d'un crime, mais le *droit des gens* l'en excepte, grâce à la foi publique sur laquelle il a été envoyé. Après tout, clame Grotius, la sécurité de

[443] Gaurier, p. 161.
[444] Selon Grotius, le droit civil est celui découlant de la puissance au pouvoir. Ce droit est en fait un juste milieu entre le droit plus restreint que le civil (soit les ordres d'un père, celui d'un maîtres, et ainsi de suite) et le droit plus étendu que le civil, soit le *droit des gens,* qui tire sa force de la volonté de toutes les nations, ou du plus grand nombre. (Grotius, p. 43.)

l'ambassadeur prime sur l'utilité de la peine, puisque ce châtiment peut être imposé par le maître de l'ambassadeur une fois ce dernier rentré au pays. La tâche des ambassadeurs serait impossible s'ils avaient à rendre compte de leurs actes à quelqu'un d'autre que celui les envoyant.[445]

Quelques décennies plus tard, Hobbes (1588-1679) définira le *droit naturel* comme un droit sujet à la raison : ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'ils vous fassent.[446] De plus, il est le premier à considérer les relations entre les peuples sans identifier ceux-ci à leur monarque. Pour lui, la distinction est simple : le même concept de loi se nomme *naturel*, lorsqu'on parle des devoirs individuels de tout un chacun dans l'état de nature, mais *lois des nations*, ou plutôt *law of nations* dans le texte original, suite à la création d'un royaume.[447] Par cette association, Grewe couronne Hobbes du titre de père des *deniers of international law*. Hobbes associe en effet la loi des nations avec le droit de l'homme sous l'état de nature, où nul mécanisme n'existe pour garantir l'application d'une loi quelconque, faute d'existence d'une société. Une telle association affaiblit l'idée du droit international, puisque nulle structure n'existait à l'époque pour défendre ces lois internationales.[448] Même la loi du plus fort ne peut agir comme modérateur puisqu'elle n'assure pas la victoire des droits internationaux, mais plutôt la victoire internationale de l'État le plus fort.

Étant donné la période visée dans cette thèse, nous utiliserons les définitions de Grotius et de Hobbes en ce qui a trait aux termes juridiques employés dans ce travail. Ainsi, le *droit des gens*, l'équivalent du *droit des nations* selon Hobbes, sera défini

[445] Grotius, pp. 38-43; 285; 423-427.
[446] Hobbes, p. 318.
[447] Renaut, p. 8; Thomas Hobbes, *Éléments de la loi naturelle et politique*, Paris, Librairie générale française, 2003, p. 344.
[448] Wilhelm G. Grewe, *The Epochs of International Law*, Berlin, Walter de Gruyter, 2000, p. 349.

comme un ensemble de droits créés par la société humaine, dont la gestion reste problématique, car elle est à la merci de la société internationale dans chacune de ses entités. Dans la logique de la distinction faite par Grotius et Hobbes entre le *droit des gens* et les *droits naturels*, pour les besoins de la cause, l'ensemble des *droits naturels* passerait en second plan du *droit des gens* lorsqu'il est question d'immunité diplomatique, et ce, pour le bien-être de la société.

Un deuxième type d'œuvres historiques plus récentes porte sur la genèse de notions juridiques précises, tels que le *droit des gens*, le droit international, les immunités diplomatiques, et j'en passe. Ce type de recherche demeure la spécialité des chercheurs de formation légale, mais quelques historiens s'y sont aussi risqués.[449] Ces études démontrent l'ancienneté du concept de droit international et retraçant ses racines aussi loin que dans l'Antiquité grecque, dans les écrits d'Aristote et Platon, avec toutefois cette restriction qu'à leurs yeux le droit international ne comportait en réalité qu'un droit interne attribuable aux citoyens et non un droit commun à tout un chacun. Cette perspective changera au 15^{e} siècle avec la disparition graduelle de l'Église de Rome comme médiatrice de l'Europe et la naissance puis le renforcement des États souverains. À partir de ce moment, on ressent le besoin d'un mécanisme ou d'une institution commune qui puisse assurer la bonne entente et le bon ordre entre tous ces États jaloux de leur indépendance et de leur souveraineté. C'est à la toute fin du 18^{e} siècle qu'apparaît dans les écrits l'expression de *droit international* défini comme droit interétatique pour

[449] Une excellente historiographie et étude des origines de ce sujet est entre autres fournit par Gaurier. Voir aussi entre autres Adair; Barker, pp. 593-615; Laghmani; Walter Simons, *The Evolution of International Public Law in Europe since Grotius*, Buffalo (N. Y.), W. S. Hein, 2004; Grewe; Ronald Asch [et al.], *Peace Treaties and International Law in European History [Texte imprimé] : from the Late Middle Ages to World War One*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004; Beaulac; Charlese Covell, *Hobbes, Realism and the Tradition of International Law*, New York, Macmillan, 2004.

ensuite éclore en ordre juridique international régissant les unités politiques jugées indépendantes et égales.[450]

Selon Haggenmacher, en accordant à Grotius le titre de fondateur, les spécialistes du droit international démontreraient qu'ils n'ont jamais lu son œuvre en entier.[451] Ces propos valent la peine d'être nuancés. Grotius mérite d'être appelé fondateur parce qu'il fut le premier à faire du droit international une science distincte, même s'il n'en n'a pas tracé les grandes lignes. Une telle distinction suggère que ces auteurs ont parcouru d'assez près les œuvres de Grotius pour que leurs commentaires retiennent l'attention des historiens travaillant sur ce sujet. Dans leur analyse des ouvrages parus avant ou après le *Droit de la guerre et de la paix*, les juristes retracent l'influence de l'histoire sur le développement du droit international, même si leur analyse historique reste souvent superficielle, comparée à la qualité qu'ils y offrent dans leur analyse légale.

À l'inverse, les historiens font un usage secondaire et même souvent tertiaire du concept de relations internationales. La majorité d'entre eux se contente de mentionner le concept du *droit des gens* et du droit international en y associant le nom de Grotius, sans clairement définir son rôle en la matière ni définir clairement la notion du *droit des gens*. Leurs recherches ne vont pas assez loin pour préciser l'influence de ses prédécesseurs sur lui ou les changements que ses successeurs auraient apportés à sa définition. Il serait ainsi plus à propos de déclarer que ce sont généralement les historiens qui dotèrent Grotius d'un mérite bien souvent bien mal défini.

L'aspect légal du droit international et du *droit des gens* se limite généralement à un chapitre ou même à une sous-section dans les œuvres historiques, où les distinctions

[450] Laghmani, p. 117.
[451] Peter Haggenmacher, «La paix dans la pensée de Grotius», dans Bély (dir.) *L'Europe des traités de Westphalie…,* p. 68.

juridiques entre droit international, *droit des gens* et immunité diplomatique s'amenuisent pour laisser place à une définition générale qui tente de fusionner ces trois éléments. Il ne faut pourtant pas minimiser leurs recherches sur l'immunité diplomatique. Effectivement, malgré la place mineure qu'occupe l'aspect légal des relations entre les pays, elle y est présente, dans la majorité des recherches portant sur la diplomatie des débuts de l'Europe moderne.[452] Quoi qu'il en soit, malgré le sens sacré de l'existence du droit international dans leurs travaux, sa définition n'en reste pas moins problématique pour plusieurs d'entre eux, en théorie comme en pratique. Cette impossible définition du droit international au milieu du 17e siècle reflète non seulement le stade évolutif où il en était à l'époque, mais aussi son manque de légitimité universelle, puisque les lois qui s'y rattachent n'avaient jamais été écrites ni approuvées par l'ensemble des États. Si les travaux des historiens confirment l'existence de ce concept au 17e siècle, l'ambiguïté de leur approche sur la question est à l'image de la difficulté des contemporains à définir eux-mêmes cette notion.

À cette dichotomie entre les travaux des historiens et des légistes, deux notables exceptions doivent entre autre être apportées. Tout d'abord, l'historien E. R. Adair, qui déplore le manque de profondeur historique des études des légistes. La faiblesse de leur approche, souligne-t-il, c'est qu'elle ignore à quel point la situation non établie, ni clairement définie du droit international contribua à trouver de nouvelles solutions à de nouveaux problèmes, solutions qui variaient souvent d'un cas à l'autre, même si la problématique en question restait la même.[453] Pour pallier à ce manquement, Adair

[452] Voir par exemple : Anderson, *Foreign Diplomatic Representatives …*; Anderson, *The Rise of Modern Diplomacy…*; Berridge, *et al*.; Hamilton et Langhorne,; Peter Haggenmacher, «La paix dans la pensée de Grotius», dans Bély (dir.) *L'Europe des traités de Westphalie*; Bély, *L'Art de la paix …*
[453] Adair, p. 2.

propose une démarche innovatrice pour découvrir la vérité sur la question de l'exterritorialité des ambassadeurs; à un chapitre traitant de la théorie sur un des aspects de cette question, succède un chapitre traitant de sa pratique, basé sur diverses études de cas. Sa conclusion est la suivante : les souverains du 17e siècle avaient les mains liées par un ensemble d'usages internationaux qui n'avaient pas été écrits par les juristes du temps, mais établies selon le cas par cas, grâce à des précédents créés au fur et à mesure qu'une nouvelle situation se présentait. Ces précédents, au fil du temps, étaient de plus en plus favorables à l'ambassadeur. Chaque victoire était précieuse pour l'ambassadeur et était perçue comme un triomphe de son royaume contre un autre, créant des précédents qui seront invoqués plus tard, selon les cas de figure. Ainsi donc, selon lui, le respect des immunités diplomatiques ne découle pas tant d'un désir de souscrire à un ensemble de droits internationaux qu'à diverses pressions politiques.

On retrouve la même démarche aux racines profondément ancrées au cœur même de l'histoire dans le livre de Linda Frey et Marsha Frey.[454] À partir d'études de cas, elles démontrent comment les immunités diplomatiques ont évolué du stade initial de gestes de courtoisie à l'état de précédents qui conduisent au statut de droits. Comme toute autre étude sur le droit international, leur œuvre commence par les immunités diplomatiques au temps de la Grèce ancienne, pour se clôturer au 20e siècle. D'autres auteurs font beaucoup de place aux légistes qui ont aidé à préciser le concept d'immunité diplomatique, tandis que le livre de Frey & Frey se base principalement sur des faits historiques. Cette approche apporte des arguments concrets ouvrant la porte à des conclusions plus valides, d'un point de vue historique en tout cas. Frey et Frey concluent qu'en pratique, à l'aube du 17e siècle, les ambassadeurs jouissaient d'une protection

[454] Frey et Frey.

quasi divine, même si selon les légistes, ils n'étaient pas immunisés contre tout. Le diplomate n'était-il pas l'agent même par lequel s'établissait un certain ordre international au milieu du chaos étreignant l'Europe du 17e siècle? L'intérêt de la tranquillité publique exigeait ces auréoles d'inviolabilité autour des ministres publiques. C'est exactement à cette conclusion que font écho les correspondances diplomatiques et les articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*.

Suite à ce trop court résumé des nombreux débats traitant directement ou non du concept d'immunité diplomatique, il est essentiel d'établir les strictes limites dans lesquelles ce sujet sera abordé dans le cadre de ce travail. En considération de notre thèse initiale, il sera démontré dans ce chapitre que les immunités diplomatiques, malgré leurs ambiguïtés au milieu du 17e siècle, servirent de lien additionnel pour unir les diplomates dans une sphère distincte, une culture leur étant propre. Ainsi donc, l'accent ne sera pas tant mis sur les origines des immunités diplomatiques, mais plutôt sur le degré de connaissances que tout un chacun en avait et ensuite, de leur acceptation.

Un problème additionnel découle toutefois d'un tel usage des immunités diplomatiques : nul traité à caractère international n'existait à cette époque pour définir ces immunités. Tel le cérémonial de cour, elles restaient sujettes aux traditions et au bon vouloir des souverains et des précédents historiques, mais aussi de plus en plus, à une certaine opinion internationale. L'objectif de ce travail n'est pas d'établir jusqu'à quel point les théories présentées par les auteurs classiques dans ce domaine furent respectées dans la pratique, mais plutôt, de partir de ces théories pour mieux comprendre l'usage qui en fut fait, non pas seulement par les diplomates et leurs maîtres, mais aussi par le peuple, pour influencer le développement de la culture diplomatique de l'époque.

De l'ensemble des privilèges légaux accordés à l'ambassadeur, trois grandes catégories ressortent : les limites du droit d'ambassade, les protections offertes aux ambassadeurs par le *droit des gens* et les nuances qui en découlent aussi pour leurs demeures, leurs biens et leurs domestiques. Sur ces sujets, les positions ont évolué fortement et, à l'époque de Grotius et de Gentili, derniers auteurs ayant écrit sur le sujet avant notre période d'étude, la théorie semblait favoriser déjà le diplomate, au profit du pays où il était envoyé. Selon les grandes lignes des théories de ces deux auteurs, le droit d'ambassade est moins lié à la personne du souverain qu'à son royaume en soi. Donc, dans le cas d'une guerre civile où le peuple serait divisé en deux parties plus ou moins égales, il apparaît légitime, pour Grotius, que chacune d'elle se dote du droit d'ambassade, puisqu'il est impossible de trancher où se situe le pouvoir souverain, le royaume étant formé de ces deux *royaumes*. De plus, le droit d'ambassade n'implique aucunement que tout ambassadeur doive être admis, mais interdit plutôt qu'un agent soit repoussé sans raison valable. Par exemple, un souverain ne peut refuser un ambassadeur parce qu'il pourrait transmettre toute information découverte chez lui, mais il peut l'interdire de séjour en son pays si la dignité de l'agent ne correspond pas à la sienne.

Quant aux immunités diplomatiques accordées à l'ambassadeur en mission, elles puisent leur force dans la reconnaissance de plus en plus universelle que l'agent public représente un atout pour chaque pays et dans la prise de conscience qu'il est impossible d'accomplir cette tâche sans protections adéquates, surtout en cas de conflit entre deux nations. Ainsi, pour un délit méprisable commis par le diplomate, Grotius affirme qu'il est possible soit de dissimuler sa faute, soit de l'expulser hors des frontières du pays. Pour un crime plus grave, portant atteinte au préjudice public, l'ambassadeur sera tout

bonnement renvoyé à son maître qui se chargera de le sanctionner. Dans un cas extrême où le départ de l'ambassadeur risquerait de créer un péril imminent, l'ambassadeur peut être retenu et interrogé. Finalement, si l'ambassadeur a entrepris un acte hostile à main armée, il peut être mis à mort, mais non pas comme une peine, mais sous prétexte de légitime défense. Toutefois, l'ensemble de ces privilèges ne reste valide que si l'ambassadeur en question a été reçu par le souverain vers qui il a été envoyé : ce souverain est donc libre de refuser de recevoir l'agent en question, sous peine qu'il soit tout bonnement traité en ennemi, par exemple, lors d'une guerre entre deux nations.[455] Un bel exemple de ce phénomène se retrouve dans la mission de Lawrence qui ne profita d'aucune immunité diplomatique à Constantinople, puisqu'il n'avait pas été reçu par le Sultan.

Quant aux biens, à la demeure et à la suite de l'ambassadeur, ils ne sont sacrés que selon le bon vouloir de chaque ambassadeur. Si l'un des hommes de l'ambassadeur a commis une infraction grave, les autorités locales ne peuvent l'enlever de force : elles doivent obtenir la permission de l'ambassadeur. Si celui-ci refuse, le membre de sa suite devient protégé par les mêmes immunités diplomatiques que son maître. De plus, le droit d'asile si souvent associé à la résidence du diplomate ne relève pas du *droit des gens*, mais du bon vouloir de l'ambassadeur qui l'héberge. Finalement, les meubles et autres biens de l'ambassadeur ne peuvent être saisis sans son consentement : s'il refuse, sa dette sera gérée comme celle d'un débiteur vivant en dehors du royaume.

Voilà pour la façon dont les légistes de l'époque définissaient l'immunité diplomatique. Mais qu'en était-il des diplomates eux-mêmes? Savaient-ils l'origine de

[455] Grotius, p. 425.

ces droits? Connaissaient-ils les moindres détails de ces lois toute neuves pour l'Europe? Et comment les utilisaient-ils?

> Nepea, the ambassador of Tsar Ivan IV to the English court of Mary Turdor, was not slain by an Iroquoi hatchet (which is what happened to a French envoy in North America in 1646); nor was his cap nailed to his head (the fate of Turkish ambassadors to Vlad the Impaler in the fifteenth century). Nonetheless, his sea voyage from Russia in 1556 was riddled with bad fortune.[456]

Voici comment Wright débute son livre sur les ambassadeurs. Pareille introduction a certainement pour but de titiller l'attention du lecteur par son ton d'aventures et d'intrigues, avec une image sommaire et subjective du travail diplomatique. Toutefois, l'essentiel même de cette phrase n'en reste pas moins vraie : la tâche des ambassadeurs était périlleuse et parsemée d'embûches à plusieurs égards. Les diplomates devaient affronter entre autres les dangers humains et naturels des voyages, les mésententes possibles durant les négociations, devoir de réserve et de discrétion en présence de paroles ou d'actes répréhensibles chez le souverain vers qui ils étaient envoyés, les risques encourus par une action contraire aux volontés du même souverain ou par l'animosité de leurs paroles, ou par leur simple présence, selon les tensions du moment.

De toute évidence, les diplomates français et anglais des années 1650 étaient conscients des dangers inhérents à leur emploi. Si la mort pouvait mettre fin à toute ambassade, c'était un cas rare et exceptionnel, résultant de l'ambiguïté évidente de la souveraineté du souverain qui avait délégué le diplomate, comme le démontrent les mémoires des ambassades de Dorislaus, Ascham et Whitelocke. Une lettre de Strickeland fait très bien ressentir l'état de haute tension et de peur dans laquelle vivait Dorislaus lors de son ambassade. Le docteur en était réduit à craindre même le contact écrit, tant les

[456] Wright, p. XI.

menaces que proféraient ses ennemis lui apparaissaient réelles et tangibles. Il en était même venu à refuser de sortir de son logis, qui lui était pourtant fourni par une personne de confiance. Même lorsque Strickland, un de ses compatriotes anglais, l'informa qu'il avait eu vent d'un complot pour l'assassiner et l'invita à venir chercher protection chez lui, Dorislaus préféra se terrer en sa demeure plutôt que d'affronter un quelconque danger à l'extérieur, ignorant que son prétendu refuge deviendrait finalement son tombeau.[457]

Cette même peur de l'assassinat, présente dans l'esprit d'Ascham dans sa mission à Madrid, hanta aussi Whitelocke, malgré sa décision finale d'accepter le poste. Lorsqu'ils apprirent sa nomination, ses proches le virent comme ayant déjà un pied dans la tombe. Dans un langage éloquent et émouvant, sa femme, qui était à ce moment enceinte, le supplia : «Consider that two who were sent abroad have been murdered; an is there not cause to feare the like may be attempted on you : it makes my heart tremble; if you love me and your children, do not expose yourself to these apparent dangers.»[458] On insinua même que cette nomination était une punition car il n'avait pas supporté la dissolution du *Rump Parliament* ni la création d'un régime républicain, au lieu d'une monarchie mixe.[459]

Plus subtil, mais non moins réel pour les diplomates, le danger de ne plus recevoir le support de leur gouvernement quand la nature de leur mission prenait des allures imprévues dans leurs instructions. Cette crainte est quasi palpable dans l'attitude de Sydney suite aux événements ébranlant l'Angleterre au printemps 1660. Elle est aussi présente dans les nombreuses tentatives que le bailli d'Estampes-Valencay fit pour

[457] Strickland to Thurloe, mai 1649, BoL, TN, vol. 54, folio 28.
[458] Whitelocke, vol. 1, p. 19.
[459] R. W. Blencave (dir.), *Sidney Papers: Consisting of a Journal of the Earl of Leicester, and Original Letters of Algernon Sidney*, London, C. Roworth, 1825, p. 140.

tourner en sa faveur l'opinion des cardinaux et ambassadeurs vivant à Rome, dans son conflit contre Innocent X. Une anxiété similaire hante l'esprit de Lawrence dans les nombreuses missives dont il bombarda Thurloe dans l'espoir de recevoir une confirmation de sa nomination à Constantinople. La tournure finale de son séjour à cet endroit montre à quel point le support de leur souverain est crucial aux ambassadeurs, non seulement pour le bon fonctionnement de leur mission, mais encore, pour s'assurer les immunités diplomatiques auxquelles ils ont droit de par leur nomination.

Une dernière épée pouvait aussi se balancer au-dessus de la tête d'un diplomate : le risque d'un blâme. Selon Anderson, certains diplomates des débuts de l'ère moderne craignirent tant d'être punis pour avoir dépassé les limites fixées par leurs instructions, qu'ils se contentaient d'envoyer de longs rapports détaillés à leur souverain, plutôt que d'agir directement sur le terrain.[460] Quelle que soit la validité de cette observation, elle ne s'applique certes pas aux diplomates étudiés dans le cadre de ce travail. Parmi ces 13 hommes, l'initiative a eu sa place, quoi qu'elle fût généralement suivie d'une lettre où l'ambassadeur demandait plus ou moins directement une bénédiction pour sa façon de faire. Par exemple, après avoir largement dépassé le délai initial, Lionne, du temps de sa mission à Madrid, écrivit à Mazarin car il hésitait à suivre ses directives et à rompre les négociations au point où elles en étaient rendues. La même crainte habita De Baas, qui envoya de nombreuses missives en langage clair pour affirmer son innocence dans l'attentat dont Cromwell et le Conseil anglais l'accusaient injustement. Malgré la magnanimité de Mazarin et Louis XIV envers lui à son retour en France, on n'en craignait pas moins à Paris que le baron ne soit puni de quelque façon par son maître.[461]

[460] Anderson, *Foreign Diplomatic …,* p. 325.
[461] A letter of intelligence, Paris, 4/24 July/June 1654, [http://www.british-history.ac.uk].

Cette capacité de faire allusion aux dangers et aux risques de leur mission s'évapore dans les articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* consacrés aux mêmes diplomates. Ce sont les difficultés, ou plutôt la longueur des négociations qui sont mises à l'avant plan à de nombreuses reprises, comme nous l'avons déjà observé dans les ambassades d'Estampes-Valencay, de Whitelocke, de Lionne, de Terlon et des médiateurs anglais à Elseneur. Toutefois, alors que dans ses mémoires Whitelocke exprime son inquiétude sur l'impact que la nomination de Cromwell à la tête de l'État anglais pourrait avoir sur son ambassade, rien n'est dit à ce sujet dans le *Mercurius Politicus*. On fait seulement mention de la joie que suscita cet événement chez la reine et sa suite. Autre exemple, la *Gazette* précise que le chevalier de Terlon suivait Charles X dans ses déplacements militaires, mais sans aucune référence aux risques encourus par le chevalier.[462] Même les conséquences d'une erreur ou d'un échec sur la suite de leur mission ou de leur carrière sont mises en veilleuse par les éditeurs des périodiques.

Qu'en est-il de la menace de mort se balançant au-dessus de la tête des premiers représentants du régime républicain anglais? L'assassinat de Dorislaus est bel et bien évoqué dans la *Gazette*, mais dans une perspective toute autre que celle des correspondances diplomatiques.

> Ce que nous pouvons conclure de plus démontrant est que les noires actions ne demeurent jamais impunies et que si les coupables se réjouissent quelque temps de se voir sans conscience, la Justice Divine qui les poursuit cependant pas à pas laisse choir sur eux tôt ou tard […] ses redoutables coups.[463]

Ainsi débute l'article de l'*Extraordinaire* de la *Gazette* relatant de quelle façon est mort Dorislaus. L'ambiguïté d'une telle introduction reste forte. L'auteur parle-t-il en effet de

[462] Renaudot, «De Lubek, le 14 septembre 1657» *Nouvelles Ordinaires* (29 septembre, 1657), vol. 122, p. 1000.
[463] Renaudot, «L'assassinat commis contre le sieur Dorislus […]», *Extraordinaire* (2 juin, 1649), vol. 53, p. 326.

Justice divine qui s'appliquerait aux assassins ayant violé le *droit des gens* en portant atteinte à la vie de l'envoyé anglais, ou fait-il référence à Dorislaus lui-même comme étant coupable d'avoir participé à l'exécution de Charles I? Les lignes suivantes démontrent finalement qu'il s'agit bien d'un châtiment divin contre Dorislaus, qui se devait d'être puni pour avoir collaboré à un régicide, acte réprouvé par Dieu, selon Renaudot.

L'absence de publication du *Mercurius Politicus* à cette même époque empêche toute comparaison directe avec la manière de présenter la nouvelle par les autorités anglaises. Toutefois, l'assassinat d'Ascham donne au régime anglais l'occasion de réagir à un acte semblable. Ainsi, les deux premiers articles du *Mercurius Politicus* sur le sujet laissent un arrière-goût antiroyaliste et de hargne contre ceux qui ont violé le principe du *droit des gens*. S'il est mentionné qu'Ascham était en ces lieux en tant que résident du Commonwealth, nulle mention n'est faite de la sécurité que lui avait octroyée Philippe IV et l'offense qu'était le viol de la protection accordée à un agent public. L'accent est mis sur les diverses conspirations contre sa vie dont on avait prévenu Ascham durant son voyage vers Madrid, et sur la nationalité anglaise des assassins, permettant d'accuser entre les lignes les royalistes de cet acte.[464]

La même dichotomie se retrouve aussi entre l'essentiel des mémoires de Whitelocke sur son ambassade en Suède et le rapport que les périodiques en ont fait. Dans sa correspondance, l'ambassadeur rapporte à de nombreuses reprises avoir été prévenu de manigances pour porter atteinte à sa vie. De ces nombreux propos à l'aspect sinistre et inquiétant, une seule ligne ressort dans le *Mercurius Politicus*. Dans la partie

[464] Nedham, «Wednesday, June 19» *Mercurius Politicus* (From June 13 to June 20, 1650), vol. 2, p. 32.

du discours de Whitlelocke à la reine de Suède, lors de leur première rencontre, Nedham a conservé ce passage :

> «And although the Commonwealth are not encouraged to send abroad, when they reflect upon the barbarous usage of their Messengers in some places; yet your Majesty perceives that from your Government, neither our Masters nor their Servants have the least suspicion of any such entertainment : but we who are here present do gratefully acknowledge our experience of the contrary, and of much Civility to our Nation.»[465]

Comme dans la description du meurtre d'Ascham,[466] le terme *barbarous* revient à nouveau, mais pour qualifier un acte portant atteinte au droit d'ambassade ou à la légitimité de la république anglaise? L'ambiguïté de ces propos rend en fait possible la conclusion suivante : Nedham utilise probablement l'immunité diplomatique comme argument pour faire ressortir la noirceur les ennemis de la république, qui n'hésitent pas à fouler au pied les droits des nations.

Car on parle de droit dans les périodiques. Ainsi, dans un article ultérieur traitant de l'assassinat d'Ascham, Nedham met en relief la perfidie de la Putain de Babylon — l'Église Catholique —, qui insiste alors sur la restitution des meurtriers à l'église où ils se sont réfugiés, de façon à leur assurer sécurité. Nedham s'irrite de cette exigence suppliant que les privilèges de cette supposée institution religieuse ne contreviennent pas à ceux des agents publiques, qui font partie d'un ensemble supérieur, celui des droits et coutumes des nations, selon ses dires.[467]

Si le concept de droit des nations et des immunités diplomatiques est finalement utilisé dans ce cas, il n'en reste pas moins un sujet peu prisé par Nedham et par Renaudot. Alors qu'il est possible de décortiquer une définition approximative de ces notions par la

[465] Nedham, «His Excellency the Lord Ambassador Whitelocke speech to the Queen of Sweden» *Mercurius Politicus*, (From January 26 to February 1, 1654), vol. 190, p. 3136.
[466] Nedham, «Wednesday, June 19» *Mercurius Politicus* (From June 13 to June 20, 1650), vol. 2, p. 32.
[467] Nedham, «Friday, July 12» *Mercurius Politicus* (From July 11 to July 18, 1650), vol. 6, p. 84.

lecture des missives des diplomates, le même exercice devient bien moins fructueux à partir des articles du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*.

Ainsi donc, ce dernier article du *Mercurius Politicus* traitant de la mort d'Ascham, offre de toute évidence un premier indice sur le concept du *droit des gens* et des immunités diplomatiques tels que compris à l'époque : il était interdit selon ces lois de tuer un diplomate en mission. Toutefois, les raisons et les limites de cet interdit sont laissées au bon jugement du lecteur.

Le même phénomène se répète dans la *Gazette* lorsqu'il est question de l'incident ayant eu lieu en l'ambassade du bailli d'Estampes-Valencay. Renaudot raconte que la garnison rentra dans ce palais «au grand étonnement de tous les autres [ambassadeurs], qui voient par là leur principal et plus inviolable privilège enfreint pour complaire aux Espagnols.»[468] Comme dans le cas de la mort d'Ascham et de Dorislaus, cette violation du *droit des gens* n'est qu'une simple parade pour l'éditeur, qui l'utilise en réalité dans un but politique : démontrer la perfidie des Espagnols qu'on voit directement associés à ce crime. La définition des immunités diplomatiques devient encore plus floue dans un article postérieur traitant toujours de l'affaire du bailli. Selon Renaudot, le bruit courrait à Rome que le gouverneur de cette ville et le barigel seront dépossédés, «le premier pour avoir donné des ordres directement contraires aux immunités des Ambassadeurs, et celui-ci, pour les avoir exécutées trop imprudemment.»[469] Tout d'abord, quelqu'un n'ayant point lu les éditions précédentes du périodique ignore la nature de l'événement en question ici, donc à quel élément se rattache cette prétendue notion d'immunité. De plus,

[468] Renaudot, «De Rome, le 14 décembre 1650» *Nouvelles ordinaires* (Le 7 janvier, 1651), vol. 50, p. 46.
[469] Barigel: nom du chef des sbires dans les villages italiens (Les Éditions Larousse) [http://www.larousse.com/fr] Renaudot, «De Rome, le 16 Janvier 1651» *Gazette* (Le 11 février, 1651), vol. 20, p. 166.

aucune explication n'est fournie expliquant pourquoi les diplomates devraient posséder certaines immunités sur leurs biens, meubles et logis.

Cette ambiguïté entourant la définition des immunités diplomatiques dans les périodiques s'étend aussi à l'idée du droit des nations. Ainsi, dans son plaidoyer démontrant les causes l'ayant poussé à prendre les armes contre Charles X, Frédéric III conclut que l'ensemble des actes hostiles commis par la Suède l'oblige finalement à repousser toutes ces violences en maintenant l'honneur et les droits de son État par la force des armes.[470] De toute évidence, le roi danois désire dans cette admonestation prolamer la pureté de ses actes : cette guerre qu'il entreprend est juste, car elle se fait par légitime défense. Quoi que l'expression qu'il utilise diffère de celle des légistes de l'époque, il reste possible d'associer ces *Droits de notre État* au concept du droit des nations : les nations ayant droit de guerre lorsque celle-ci est juste, puisqu'elle leur permet de préserver leur vie.

Toutefois, l'usage de l'idée du *droit des gens* comme argument légal dans ces périodiques semble restreint. La violence du Duc de Savoie envers les protestants de la Vallée reste un exemple frappant des contraintes imposées à l'usage de ce concept. Les qualificatifs négatifs coulent à flot dans le *Mercurius Politicus*, mais aussi dans la *Gazette*, quoi que dans une moindre mesure, pour décrire l'atrocité de cet acte du point de vue de la communauté internationale. Toutefois aucun de ces articles ne décrit cette action comme une violation du *droit des gens*, alors qu'elle en était l'exemple parfait, si l'on se fit aux légistes de l'époque.

[470] Renaudot, «Le Manifeste du Roy de Danemark […]» *Extraordinaire* (Le 19 juillet 1657), vol. 86, p. 690.

Bref, le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* permettent de dégager quelques traits directeurs pour donner une vague définition aux immunités diplomatiques ainsi qu'au *droit des gens*, mais cette définition reste bien vague et sujette à bien des hypothèses. Le lecteur doit avoir idéalement lu les éditions précédentes pour comprendre la nature de l'événement auquel l'éditeur fait référence. Il doit aussi utiliser son propre jugement et son discernement pour analyser froidement ces concepts, le même événement pouvant parfois être associé à la cause de la politique domestique, parfois attaché à des éléments de politiques internationales, ou encore à la cause de l'institution diplomatique et du droit international, selon le but de l'auteur lorsqu'il écrivit son article. Selon la nature de l'événement raconté et l'angle avec lequel l'éditeur l'abordait, les lecteurs de l'époque se forgeaient une vague idée de la notion d'immunité diplomatique et de son impact sur l'honneur de leur pays. Car, grâce à la nature des articles, nulle opposition n'est présentée à ces revendications basées sur l'idée du *droit des gens* et des immunités diplomatiques : les souverains étrangers, tout comme leurs peuples, finissent toujours par s'y plier, bon gré mal gré. Le message ici est clair : un ordre international existe, un ordre pour le bien public, et supérieur aux États eux-mêmes. Les diplomates sont parmi les défenseurs de cet univers quasiment parfaitement structuré. Telles sont les conclusions auxquelles en arrivent le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*. Telles sont les notions affectant l'imaginaire de la culture diplomatique, aux yeux du public lecteur.

Mais les périodiques laissaient ces mêmes lecteurs dans une pénombre plus ou moins opaque lorsqu'il s'agit des détails légaux de cet ordre international. À l'inverse, les ambassadeurs, par leur correspondance, offraient une définition moins ambiguë de ces

notions, mais il fallait lire quand même entre les lignes de leurs rapports pour la voir, et encore là via seulement quelques rares mentions implicites. C'est au milieu de la description des multiples dangers menaçant les agents publics qu'on entrevoit leur perception de l'immunité diplomatique qui est là pour les protéger, qu'ils le veuillent ou non. Malgré l'imperfection de ce remède, les diplomates y tenaient et faisaient tout en leur pouvoir pour en étendre le champ d'action et l'efficacité. Souvent, lorsqu'ils clamèrent la justesse de leur cause, comme nous l'avons déjà démontré précédemment, ils le firent entre autres en utilisant des arguments légaux suggérés par Gentili et Grotius dans leurs traités, en brandissant bien haut la bannière du *droit des gens*.

Tel que démontré ci-haut, l'Angleterre républicaine fut frappée de plein fouet dans ses rapports à l'étranger, par le manque de reconnaissance que lui accordèrent les souverains Européens dans ses débuts. Cette tension s'étendit entre autres aux émissaires sélectionnés par Charles I et ceux nouvellement nommés par le *Rump Parliament*, comme dans le cas de figure opposant Bendish et Lawrence. Bendish fut initialement sélectionné par la Compagnie du Levant sous Charles I, mais cette dernière en viendra à réprouver l'attitude de son agent dès les débuts de l'Interregnum et éventuellement, soumettra une série d'accusations contre lui. Si plusieurs des reproches qu'on a fait à Bendish concernent les tâches commerciales dont il était chargé, la première accusation stipule qu'il aurait non seulement prié pour la restauration du roi d'Écosse, mais aurait aussi communiqué avec lui, et avec quelques membres de son entourage. Il aurait même fait enchaîner des gens refusant de l'accréditer comme ambassadeur de Charles II.[471] Ces nombreuses accusations décrivent vraisemblablement bien l'attitude de Bendish, ce dernier se déclarant ouvertement royalistes à cette époque et allant même jusqu'à exiger

[471] Article of Treason against Bendish, (n.d.), NA, SP 97/17, folio 76.

de préserver son titre de *his majesty's ambassador*, même après l'instauration de la République d'Angleterre.[472] Toutefois, l'acte d'accusation lui ordonnant de revenir en Angleterre arriva bien tard, le nouveau régime ayant d'autres priorités en ses jeunes jours que l'assainissement de ses relations auprès du Levant. Ainsi, lorsque cet acte fut finalement écrit, Bendish avait déjà comme atouts dans ses mains les preuves concrètes des succès commerciaux qu'il avait favorisés par sa présence à Constantinople et par l'excellente relation qu'il avait crée avec la Divine Porte, preuves qui surent toucher les dirigeants de la Compagnie du Levant. Ainsi ébranlée, celle-ci se refusa à le faire revenir simplement sur demande de Cromwell,[473] s'appropriant ainsi une partie du droit d'ambassade, théoriquement seulement accréditable au souverain.

Si donc la théorie du droit de représentation semblait si claire à la lecture des traités comme celui de Grotius, sa pratique ouvrait la porte à de nombreuses zones grises connues des diplomates, qui tentaient d'en tirer les ficelles à leurs avantages. Alors que Lawrence tenta d'utiliser l'argument selon lequel seul Cromwell pouvait révoquer sa nomination, Bendish n'en utilisa pas moins le même argument pour défendre sa cause, quoi qu'en donnant pour sa part le pouvoir de nomination au roi Charles I, puis à la Compagnie du Levant, suite à la mort de ce dernier. Il puisa aussi la force de sa défense dans l'efficacité de son action à Constantinople, puis dans le support que la Compagnie du Levant lui rendra éventuellement. Car dans ce cas, toute l'ambiguïté repose pratiquement dans la question suivante : entre quelles mains repose le pouvoir de nomination pour l'envoyé anglais à Constantinople, le chef de l'État ou la Compagnie du Levant? Si les origines de la Compagnie suggèrent que le mot final doit revenir au roi, et

[472] Wood, p. 92.
[473] Wood, p. 93.

donc aux dirigeants du nouveau régime républicain sous l'Interregnum, la nature de la querelle brouillant les relations de Cromwell avec la Compagnie du Levant suggère que les choses n'apparaissaient pas aussi limpides. Après tout, quoique commissionné par l'État, ce poste restait subventionné par la Compagnie et justifiait son existence principalement dans la défense des intérêts commerciaux de cette même Compagnie. C'est sur cette ambiguïté que Bendish joua et eut finalement le dernier mot, démontrant les difficultés d'application de l'idée du droit de représentation, dans la pratique. Malgré la conclusion de Grotius sur ce sujet, il était bien difficile pour les pays européens de recevoir et traiter également les agents de la République d'Angleterre et du roi d'Écosse.

Selon les théoriciens, une fois reçu, un ambassadeur se devait d'être protégé par le *droit des gens* et les immunités diplomatiques qui en découlaient. Toutefois, qu'advenait-il dans le cas des assassins qui portaient la main sur un diplomate de par leur propre initiative, sans ordre du souverain ayant accueilli l'agent en question? La logique pure voudrait que ces hommes soient punis en conséquence, comme argumente le pamphlet écrit par Agustin de Hierro.[474] Toutefois, la pratique démontre que l'analyse n'était pas si simple. Ainsi, suite au meurtre d'Ascham, Philippe IV se voyait partagé entre deux choix : d'un côté trônait son rôle de justicier respectant le droit international et son désir de maintenir de bonnes relations avec l'Angleterre, de l'autre, celui de la raison d'État espagnole défavorable à un régime régicide, et favorable aux meurtriers catholique qui avaient demandé le droit d'asile.

[474] Hierro.

Dans sa défense contre le meurtre d'Ascham, contrairement aux textes faisant référence au meurtre de Dorislaus précédemment,[475] Hierro n'associe pas directement cet acte à un quelconque principe de droit des nations, mais fait plutôt référence à un crime de lèse-majesté contre Philippe IV, puisque ce dernier avait donné à Ascham un sauf-conduit. Lorsqu'il parle de la protection enveloppant les ambassadeurs, il fait référence à une idée de *divine safety*, plutôt qu'au concept d'immunités diplomatiques, tel que nommé par les légistes de l'époque. Toutefois, malgré la dissimilitude de ces termes versus ceux employés par les légistes, certaines caractéristiques communes ressortent. Tout d'abord, Hierro rappelle l'importance des ambassades comme une nécessité d'État, d'où découle le rôle clé du respect des immunités diplomatiques permettant aux diplomates de bien accomplir leur tâche. Ensuite, bien que le crime de lèse-majesté soit préféré ici au concept du *droit des gens*, le manque de définition de ce type de crime dans cette défense suggère que le sens de ce crime était connu, au moins, en Angleterre et en Espagne, pour ne pas dire internationalement en Europe, ce qui permet de l'associer à cet ensemble des droits internationaux reconnus par l'ensemble de ces nations.

À ce respect de la personne du souverain et de son ambassadeur, les diplomates de l'époque semblent ajouter aussi un autre facteur à leur définition du droit international : celui d'asile et d'exterritorialité. L'ambiguïté de ces droits est déjà soulevée involontairement par l'explication que Grotius en fait dans leur application : selon lui, ils ne seraient dépendants que du bon vouloir de la personne chez qui l'ambassadeur en question logerait. Toutefois, les écrits de nos ambassadeurs suggèrent que les exceptions

[475] The English ambassadors at the Hague to the States General, March 20, [http://www.british-history.ac.uk]; *MSFR*, «Déclaration du parlement de la république d'Angleterrre […]», BNR, 17199, folio 64.

relatives à ces droits étaient en réalité plus complexes que le simple bon vouloir du propriétaire de la résidence de l'ambassadeur.

Ainsi une fois leur méfait commis, les assassins d'Ascham cherchèrent refuge auprès de l'ambassade vénitienne, mais s'en virent refuser l'accès par l'ambassadeur en question. Selon Hierro, l'accès au droit d'asile s'arrête à ceux ayant commis le crime suprême : celui de lèse-majesté. Toutefois, ces propos eurent peu d'échos auprès des autorités religieuses de l'époque et de Philippe IV, si l'on se fie aux raisons de son hésitation sur l'action à tenir dans cette affaire.[476] Dans l'affaire de l'invasion du palais du bailli d'Estampes-Valencay, ce dernier décrit le prévôt comme un pauvre homme tout confus et piteux, qui, pourtant, ne quitta pas les lieux sans avoir amené avec lui nombre de Romains ayant cherché refuge dans la demeure du bailli, autre preuve que ce droit d'asile n'offrait point de garanties immuables.

L'ambassade du bailli d'Estampes-Valencay représente en fait le seul exemple faisant cas du droit d'exterritorialité attaché à la demeure de l'ambassadeur. Il reste donc difficile de généraliser une quelconque conclusion à partir de ce seul cas. Toutefois, le ton purement offensé avec lequel le bailli raconte l'événement, la barbarie avec laquelle il l'associe et la vitesse avec laquelle l'opinion publique à Rome se tourna en sa faveur suggèrent que ce privilège était non seulement fort bien connu du lectorat et des ambassadeurs, mais aussi assez important pour être utilisé comme raison pour menacer le pape d'une rupture de relations. Dans ses mémoires, d'Estampes-Valencay fait référence à cet incident comme à un viol du *droit des gens* effectué contre Louis XIV en la

[476] Hierro.

personne de son ambassadeur.[477] Cette association donne un ton nouveau à notre définition du *droit des gens*. Contrairement à ce que les légistes sous-entendirent à l'époque, le *droit des gens* ne serait pas qu'un principe valide pour la nation dans son ensemble, mais serait aussi en directe association avec les privilèges souverains. Ainsi, une atteinte à ce principe représente non pas seulement une infraction à une quelconque entente internationale à but humanitaire, mais aussi une offense directe au concept en plein développement de souveraineté des États.

Car le *droit des gens*, selon la formule de l'époque, possède entre autres un caractère profondément moral. Ainsi, selon Le Tellier, Louis XIV offrit sa protection aux réfugiés vaudois suite aux actions du Duc de Savoie, grâce au principe du *droit des gens*.[478] À cet aspect humanitaire s'associe aussi une panoplie de droits concernant la *guerre juste*.[479] Cette nécessité de respecter ces normes relève encore du principe du *droit des gens*, souligne le roi du Danemark, dans une lettre où il explique aux États Généraux hollandais pourquoi il a pris les armes contre la Suède.[480] Par exemple, en cette occasion, il explique que suivant cet ensemble de règles, il a débuté les hostilités en envoyant un héraut à Charles X pour lui souligner selon quelles causes il entamait ce conflit armé.

Bref, les diplomates connaissaient bien leurs droits, même s'ils ne s'y référaient pas tous avec la même terminologie. Malgré cette connaissance, l'application de ces lois restait problématique due à une kyrielle d'exceptions variant d'une ambassade à l'autre.

[477] *MSFR*, «Continuation des négociations […]», BNR, 18026, folio 153.
[478] Le Tellier à [s.n.], le 2 juin 1655, AE, CP, n ° 49, folio 288.
[479] Dans son livre maître, Grotius explique qu'il n'est pas contre nature de faire la guerre, puisque cela implique de veiller à ses propres intérêts. Toutefois, la chose doit être faite sans porter atteinte au droit d'autrui. Cela implique que l'usage de la force peut se voir justifié, tant qu'il ne viole pas le droit des autres. (Grotius, p. 52)
[480] Lettre de Frédérick aux Provinces Unies, le 15 juin 1657, AE, CP, n º 8, folio 14.

Et pourtant, la tendance se maintint à l'époque de favoriser la cause des diplomates dans ces débats.

Maintenant, si cet ensemble de droits fut si bien connu des diplomates et de leur souverain, qu'en est-il du peuple au plutôt, des *autres*? Dans sa nombreuse correspondance, Whitelocke ne fait aucune référence à une quelconque notion de *droit des gens*. Durant son voyage vers Stockholm, une partie de sa suite fut emprisonnée pour avoir refusé de payer les frais additionnels exigés par un des hôteliers où ils avaient séjourné. Whitelocke demanda réparation non seulement contre cette facture gonflée, mais aussi contre l'arrestation injuste de certains membres de sa suite, sous prétexte que ces actions lui portaient atteinte personnellement à ses privilèges. Il obtint finalement gain de cause. Une telle défense semble suggérer que le concept d'immunités diplomatiques associé non seulement aux ambassadeurs, mais aussi aux membres de sa suite, était connu d'un groupe plus large que celui de la simple société des diplomates eux-mêmes. À tout le moins, il était connu des magistrats de la ville qui tranchèrent dans cette querelle.

Le *droit des gens* semble aussi une notion connue d'un certain lectorat, quoi que ce dernier reste mal définit par les écrits des diplomates. Ainsi, lorsque Charles X eut l'idée d'arrêter les ambassadeurs danois après le retour des hostilités entre leurs pays, le chevalier de Terlon l'en dissuada en arguant entre autres que ce serait un geste mal perçu «de tout le monde.»[481] Ce *tout le monde* reste un ensemble bien flou. S'agit-il de l'ensemble des souverains européens? Des élites de cours, ou même des élites militaires? Ou tout simplement des peuples, dans leur sens large?

[481] Terlon (Chevalier), p. 250.

Par la lecture du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*, il est possible de suggérer une réponse à cette question : ce *monde* englobait peut-être, entre autres, la noblesse européenne, l'élite étatique de l'époque, certains marchands et hommes de profession libérale, et les principaux lecteurs des périodiques. De par l'importance qu'ils accordaient pour leurs affaires personnelles au développement des affaires internationales, ils obtinrent aussi de leur lecture une certaine connaissance des règles gérant cette société internationale et donc, une opinion sur les événements en affectant le cours.[482] Cet intérêt pour les nouvelles, selon certains spécialistes de l'opinion publique au début de l'époque moderne, deviendrait même source non seulement d'échanges, mais aussi d'émotions et de passions au cœur mêmes de ces débats.

Par la popularité du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* à l'échelle de l'Angleterre et de la France respectivement, par leur longévité ainsi que par le ton parfois élogieux prisé par les éditeurs pour vanter les mérites du régime sur place, il est en effet fort probable que la réception de ces périodiques ne se fit pas sans une certaine dose de subjectivité. Ainsi, même avec un ton plutôt factuel, il n'est pas hors propos de prétendre que les éditeurs savaient pertinemment quel langage soulèverait l'engouement général et leur attacherait encore plus leur lectorat. Toutefois, une question ressort de cette déduction: considérant que le lectorat s'associait et donc, s'attachait aux valeurs que les diplomates représentaient et aux privilèges les entourant, pourquoi faire si peu de place aux accrocs dans le protocole diplomatique de l'époque, ou encore, aux victoires remportées par les diplomates des deux nations? Pourquoi mentionner avec tant d'insistance la qualité de l'accueil que Christine de Suède fit à Whitelocke, pour

[482] Keven Sharpe et Steven N. Zwicker (dir.), *Reading, Society, and Politics in Early Modern England*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 202; 204.

n'évoquer que si brièvement la brillance de la médiation de Morland et le rôle clé qu'il joua à démontrer la montée en puissance de l'Angleterre sur l'échiquier international? Pourquoi le *Mercurius Politicus* minimisa-t-il en 1660 le succès final des modérateurs anglais dans la paix du Nord, malgré les défis qu'ils surmontèrent avec succès tout au long de leur mission? Pourquoi utiliser les meurtres d'Ascham et de Dorislaus, mais négliger les prises de bec auquel Lawrence et de Baas durent faire face?

Il est impossible de répondre à ces questions en suggérant que les éditeurs n'en furent simplement point informés, puisqu'il a déjà été établi par plusieurs chercheurs que Nedham tout comme Renaudot puisaient largement leurs informations non seulement au cœur même de la correspondance d'État, mais aussi via un vaste réseau d'informateurs étendu dans diverses villes européennes.

Peut-être pourrions-nous alors justifier la chose par un manque d'espace dans ces périodiques, la longueur de chaque édition se voulant toujours la même. Encore une fois, l'argument tombe à plat lorsqu'on constate par exemple, que le *Mercurius Politicus* utilisa parfois des caractères plus petits pour réussir à incorporer d'avantages d'information dans un numéro spécifique. Ou encore que la *Gazette* imprimait souvent un *Extraordinaire* additionnel lorsqu'une affaire intéressante se présentait.

En fait, la raison se trouve précisément dans ce terme : l'intérêt. Par cette notion, il serait facile de simplement en revenir à nos conclusions ultérieures : il était impossible pour la *Gazette* tout comme pour le *Mercurius Politicus* d'ouvrir leurs pages aux accrocs et aux victoires diplomatiques. Même si ces informations couraient la chance d'attiser l'intérêt du peuple, leur révélation irait à l'encontre de l'image du pouvoir que ces périodiques voulaient propager. Par exemple, la réputation du régime républicain, fragile

en ses débuts tout comme en son déclin, se verrait amoindrie des nombreux désaccords entre les agents royalistes et ceux républicains portant un rude coup à la mission à Constantinople et à celle à Elseneur. De la même façon, il était impossible de mentionner l'accusation portée contre de Baas dans un périodique comme dans l'autre, étant donné l'effet néfaste que cela aurait pu avoir sur l'idée d'une alliance franco-anglaise.

Il faut toutefois prendre aussi en compte l'intérêt du lecteur. Regardons les deux périodiques en quelque sorte comme un outil permettant au lecteur de se voir comme un membre d'une classe spécifique. Le lecteur avait donc des attentes envers le ton, le contenu et la qualité de son journal. À travers le thème de l'institution diplomatique, le lecteur se formait une idée d'une certaine société internationale partageant non seulement une certaine culture et des valeurs spécifiques, mais aussi des droits et des privilèges. Ainsi, il pouvait se reconnaître dans cette société internationale comme le récipiendaire, de par son rôle, de certains droits et pouvoirs qui lui sont octroyés à lui seul. Considérant, par exemple, l'attachement avec lequel les noblesses française et anglaise défendront leurs privilèges ancestraux dans différentes circonstances durant le 17^{e} siècle,[483] il est possible qu'elle étendit sans sourciller cet attachement à la défense des privilèges d'ambassades, privilèges d'ailleurs principalement réservés à sa classe.

Toutefois, cet attachement rivalisait aussi avec l'importance de divers autres thèmes chers aux cœurs de ces hommes : l'honneur, le courage, l'abnégation, un certain rêve impérial, et ainsi de suite. Bref, s'ils étaient prêts à s'insurger contre l'offense commise par le Pape contre la demeure du bailli d'Estampes-Valencay à Rome, il aurait

[483] Dan Beaver, «'Bragging and daring words' : honour, property and the symbolism of the hunt in Stowe, 1590-1642», from *Negotiating power in early modern society; Order, Hierarchy and Subordination in Britain and Ireland*, edité par Michael J. Braddick et John Walter, Cambridge, CUP, 2001, pp. 149-165; Jouanna, pp. 16-39.

été beaucoup plus difficile pour la majorité d'entre eux, surtout anglaise, de sympathiser avec le sort réservé à de Baas, puisque ce dernier se voyait accusé de crimes contre la personne d'un chef d'État. La chose est aussi vraie pour les déboires affrontés par la médiation anglaise à Elseneur. Les difficultés vécues là-bas entre ces agents reflétaient les problématiques habituelles des ambassades formées de plus d'un agent officiel, ajoutées aux problèmes domestiques de l'Angleterre en 1659 ainsi que sa faiblesse de frappe au début de l'an 1660. D'un autre côté, peu de lecteurs du *Mercurius Politicus* étaient prêts à accepter un état de fait suggérant une certaine diminution du statut international de leur pays.

Selon Haffemayer, la diplomatie, la guerre et leurs stratégies restent dans le cadre restreint des *arcana imperii*, pour n'en sortir, par exemple dans les périodiques, qu'en période de difficulté, «lorsqu'un effort d'explication apparaît nécessaire.»[484] Tel que démontré ci-haut, cette affirmation comporte une bonne dose de vérité, surtout lorsqu'on tente d'entrevoir entre les lignes de ces deux périodiques les raisons profondes ayant justifié l'envoi d'un agent public dans un tel pays à un tel moment. Toutefois, cette conclusion est aussi partiellement erronée. Lorsqu'on observe l'ensemble des événements relatifs à la diplomatie française et anglaise apparaissant dans le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*, il devient clair que ces quelques lignes ne sont pas là que pour justifier la politique étrangère des États et comparer leur force contre celles des autres États. En réalité, ces articles jouent un rôle non seulement de propagande, mais aussi d'agent socialisant via cet échange constant entre le lectorat et les auteurs de ces articles. En sélectionnant les faits qu'ils présentent dans leurs rubriques, Nedham et Renaudot sculptent d'une certaine manière le portrait de l'élite sociale de leur époque. En

[484] Haffemayer, p. 510.

choisissant de lire ces rubriques à grande échelle et en s'y intéressant comme nous le démontrerons, le lectorat continue l'œuvre socialisatrice créée par les éditeurs.

Ainsi donc, par la lecture des articles traitants des diplomates anglais et français de l'époque, l'importance des diplomates ressort de façon frappante. Ils y sont généralement associés à de grandes victoires au niveau international. De cela découle immanquablement leur importance et la nécessité, selon les périodiques, de leur accorder une certaine protection, qui ne découle pas de droits particuliers à un État quelconque, mais plutôt d'un concept humanitaire international, supérieur aux lois d'un État en soi. Une telle perspective sur les diplomates rend ainsi encore une fois un hommage indirect au lectorat, qui s'associe aisément à cette élite sociale, de par une similarité de classe, de formation et de culture.

Quoique nous ayons déjà évoqué plus haut la nécessité du rôle des diplomates, selon les périodiques, il est nécessaire de revenir sur cette notion pour mieux comprendre l'importance accordée par Renaudot et Nedham aux immunités diplomatiques. Si nous avons déjà étudié certains articles pour démontrer l'importance du rôle des diplomates, il est aussi nécessaire de souligner l'ardeur avec laquelle ils travaillèrent au succès de leurs tâches, et les nombreuses difficultés qui jonchèrent leur route. Cette importance ressort plus particulièrement dans les récits relatant les missions de Whitelocke, de Morland, de Lionne, de Terlon ainsi que des quatre agents anglais délégués à Elseneur, non pas en raison de la longue durée de ces missions, mais surtout au fait que chacun de ces hommes eut à travailler ardemment pour finalement faire coucher sur papier les articles de nouveaux traités. C'est au travers de la narration des difficultés rencontrées dans l'atteinte de cet objectif qu'apparaît le rôle essentiel que jouèrent les diplomates à

l'époque. Par exemple, bien que Nedham mit plus de temps que Renaudot à reconnaître le rôle de la guerre anglo-hollandaise dans le retard de la signature du traité entre l'Angleterre et la Suède, il finit par déclarer la chose le 10 février et relate dans les articles successifs les efforts accomplis par Whitelocke pour contenir ce problème, tout en persévérant dans sa cause malgré les divers éléments venant retarder et compliquer la signature de ce traité : maladie du grand chancelier, escarmouches entre la flotte anglaise et suédoise, passation de la couronne de Christine de Suède à Charles X, et ainsi de suite.[485] Par exemple :

> The Chancellor […] makes excuses and delays, untill he see what the issue will be of our Treaty with the Dutch. Neither can I blame him, for according to that, it will be necessary to guide their answers unto our proposals. This afternoon my Lord Ambassador, and the Chancellor have had another meeting, there is a very fair correspondence between them: but, according to the policy of State, I suppose, as yet there passes only discourse between them and nothing is drawn up unto and head, he being willing to see, whether there is likely to be a peace, or a continuation of War with the Hollander.[486]

Dans les deux périodiques, la persévérance et l'importance du ministre anglais dans la conclusion finale du traité sont indéniables, même si la *Gazette* insinue que Whitelocke finalement n'obtint pas l'alliance militaire initialement souhaitée.[487]

Le rôle de Morland semble aussi rehaussé, bien que brièvement, dans le *Mercurius Politicus*. En ces pages, il n'apparaît pas uniquement comme un médiateur, mais comme un justicier, un avocat de la défense prenant faits et causes, conjointement avec les Provinces-Unies, pour les protestants de la Vallée de Piemond contre les

[485] Voir aussi: Nedham, «From Upsal in Sweden, January 27» *Mercurius Politicus* (From February 23 to March 2, 1654), vol. 194, p. 3309; Renaudot, «De Stockholm, le 11 février 1654» *Nouvelles Ordinaires* (Le 28 mars, 1654), vol. 38, p. 297.
[486] Nedham, «From Upsal in Sweden, February 10» *Mercurius Politicus* (From March 9 to March 16, 1654), vol. 196, p. 3341.
[487] Renaudot, «De Stockholm, le 24 janvier 1654» *Nouvelles Ordinaires* (Le 28 février, 1654), vol. 25, p. 189.

injustices qu'ils durent subir.[488] Cette contribution de l'émissaire anglais revient aussi après la signature du traité entre les deux partis, les protestants se jugeant insatisfaits de la tournure qu'a prise cette entente et espérant le retour de Morland pour redresser de la situation en leur faveur.[489]

Malgré le peu de références qu'y lui sont faite, les quelques mentions de l'ambassade du marquis de Lionne à Madrid suggèrent aussi l'importance du poids qui reposa sur ses épaules. La possibilité de cette paix si chèrement attendue dépendait largement de la capacité de Lionne à circonvenir son homonyme espagnol. Toutefois, l'échec final des négociations n'était pas de sa faute, mais fut plutôt associé aux difficultés entourant l'idée d'un mariage – d'ailleurs peu probable – entre le Duc d'Anjou et l'infante espagnole et les conditions d'accommodement avec le Prince de Condé. Il est tout de même fait mention dans un article postérieur que Lionne dut rendre compte de la conclusion négative de sa mission, ce qui lui attribua une certaine responsabilité. Ainsi, le marquis eut à expliquer pourquoi il n'avait obtenu qu'une satisfaction partielle. Il est aussi souligné

> […] its said, that since his return, the King of Spain had written […] for a renewing of the Treaty, and thereby signified that he will send some person, for a further debate of matters, which are in difference between the two Crowns.[490]

Bien que le roi d'Espagne n'envoya jamais ces représentants en France, cette ligne vient encore peaufiner l'image positive que ces journaux donnaient aux chefs d'États. D'un autre côté, les gains territoriaux arrachés aux Espagnols ne furent pas soulignés dans le

[488] Nedham, «From Saint Germain in Piedmont, August 5» *Mercurius Politicus* (From August 16 to August 23, 1655), vol. 271, p. 5560.
[489] Nedham, «Pragelas, August 29, 1655» *Mercurius Politicus* (From September 13 to September 20, 1655), vol. 275, p. 5624.
[490] Nedham, «From Paris, November 1» *Mercurius Politicus* (From October 29 to November 6, 1656), vol. 334, p. 7358.

périodique, peut-être simplement parce qu'ils étaient alors inconnus de Thurloe, source principale d'information de Nedham.[491]

Quelques années plus tard, la facilité avec laquelle le poste d'ambassadeur français en Suède passa des mains du baron d'Avaugour à celle du chevalier de Terlon, simple envoyé à l'époque, donne un arrière-goût l'importance qu'avait cette charge à ce moment. Le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* décrivent cette transition telle qu'elle arriva, sans anicroche ni opposition.[492] L'initiative de Terlon dans cette affaire suggère aussi que les diplomates avaient droit une certaine dose d'initiatives… pourvu qu'elles fussent approuvées par leurs maîtres, comme le démontra l'échec de De Baas.

L'énorme quantité de références faites par la *Gazette* et le *Mercurius Politicus* au développement de la paix du Nord souligne aussi l'importance du chevalier de Terlon et des représentants anglais dans cette affaire. À ce point que les éditeurs donnent l'impression au lecteur que sans l'esprit d'accommodement, de patience et de bonne volonté de ces hommes, la paix serait un objectif impossible du à l'esprit belliqueux de Charles X, aux agents hollandais ou aux obstacles soulevés à tout propos par Frédérick III.[493] Terlon est présenté par Renaudot comme prenant l'initiative d'envoyer son secrétaire en Pologne avec des offres de paix plus douces, comme l'archange travaillant à détourner le sceptre de la guerre par son rude labeur ou encore comme celui permettant à

[491] Nedham, «From Paris, October 13, (n. d)» *Mercurius Politicus* (From October 9 to October 16, 1656), vol. 331, p. 7311.
[492] Voir par exemple Renaudot, «De Lubek, le 14 septembre, 1657», *Nouvelles Ordinaires* (Le 29 septembre, 1657), vol. 122, p. 1000.
[493] Renaudot, «De Hambourg, le 14 septembre, 1658» *Nouvelles ordinaires* (Le 28 septembre, 1658), vol. 118, p. 944; Renaudot, «De Hambourg, le 20 janvier, 1657» *Nouvelles ordinaires* (Le 3 Février, 1657), vol. 14, p. 112; Renaudot, «De Dantzie, le 3 avril 1660» *Nouvelles ordinaires* (Le 24 avril, 1660), vol. 47, p. 363; Nedham, «From Coppenhagen, May 24» *Mercurius Politicus* (From June 2 to June 9, 1659), vol. 570, p. 483; Nedham, «From the Hague, June 29») *Mercurius Politicus* (From June 16 to June 23, 1659), vol. 572, p. 523; Nedham, «Another from Coppenhagen, September 10» *Mercurius Politicus* (From September 22 to September 29, 1659), vol. 588, p. 756; Nedham, «Another from Lubeck, December 14» *Mercurius Politicus* (From December 22 to December 29, 1659), vol. 600, p. 981.

la paix de s'établir entre les parties concernées grâce à ses bons soins. Ainsi, durant les négociations à Oliva,

> Les députés s'étant séparés, on croyait que le Traité fut entièrement rompu. Mais l'Ambassadeur de France et les autres médiateurs, adoucirent si bien les esprits des uns et des autres, qu'ils les firent demeurer d'accord, de continuer leurs Conférences, jusqu'à ce que l'accommodement fut arrêté, ayant obligé ceux de la Couronne de Suède, de n'insister plus sur l'argent qu'ils demandaient […][494]

Le portrait que Nedham esquisse de Montagu et de ses collègues va dans le même sens : Montagu investit tous ses talents à orienter Frédérick III vers la paix, mais bute contre les divers obstacles soulevés par ce dernier. La paix entre les deux parties est présentée uniquement comme l'œuvre des médiateurs, la persévérance des agents anglais stimulant ceux de Hollande prêts à baisser les bras devant l'amont de difficultés à surmonter. Finalement, la paix devient possible puisque les ambassadeurs ouvrent un débat sur ses clauses, pour ensuite présenter leurs conclusions aux deux rois, et ainsi de suite.

Maillons essentiels de la communication entre souverains, les diplomates, durant leur mission, jouissent d'une position et de conditions privilégiées qui leur donnent un accès quasi direct aux souverains étrangers et un échange constant avec leur maître, via leurs correspondances. Ces étroits contacts sont tout d'abord discernables dans les articles traitants de la mission de Whitelocke en Suède, principalement dans le *Mercurius Politicus*. Sans posséder la même chaleur que les mémoires de Whitelocke, ces nombreuses lignes suggèrent quand même qu'il put profiter de nombreuses discussions, souvent seul à seul avec la reine. Ainsi, Nedham rapporte d'un ton quasi mystérieux, où le cœur de la discussion n'est pas mentionné, que l'ambassadeur eut un tête-à-tête

[494] Renaudot, «De Dantzie, le 3 Avril, 1660» *Nouvelles ordinaires* (Le 24 avril, 1660), vol. 47, p. 363.

d'environ deux heures avec la Reine, le lundi le 26 décembre.[495] Quelques semaines plus tard, Nedham souligne que l'affection de la reine envers l'Angleterre et le Protecteur pourrait servir de garantie en vue d'une éventuelle alliance.[496]

Bien que la correspondance diplomatique du chevalier de Terlon démontre qu'il réussit tout aussi bien que Whitelocke à créer cette relation de confiance entre le souverain où il fut envoyé et lui-même, ce phénomène n'est pas présent dans les articles des périodiques. Pourquoi? Peut-être pour éviter que la France ne soit accusée de connivence avec la Suède. Ou peut-être encore dans le but de taire l'idée qu'elle aurait acheté cet allié nordique, chose que semble suggérer à quelques reprises le *Mercurius Politicus*.[497] Quoi qu'il en soit, notre but ici n'est pas tant d'établir la cause de cette lacune que la conclusion qu'on peut tirer de l'information présente dans ces articles. Terlon, comme Montagu, est constamment présenté comme discutant non seulement avec ses homonymes anglais et hollandais, mais aussi directement avec les rois danois et suédois, tâchant de les convaincre de signer une fois pour toutes cette paix si chèrement désirée. Bref, si les périodiques ne font point ressortir la relation privilégiée de Charles X avec Terlon, ils parlent clairement en la faveur de ce dernier, comme agent principal de la paix, c'est-à-dire comme trait d'union entre deux têtes couronnées.

Dans la même ligne d'idée, le bailli d'Estampes-Valencay jouissait d'un statut privilégié, non seulement parce qu'il pouvait parler aux cardinaux réunis à Rome (l'élite catholique de l'époque) mais aussi parce qu'il avait régulièrement audience auprès du

[495] Nedham, «From Upsall in Sweden, December 30» *Mercurius Politicus* (From January 26 to February 1, 1654), vol. 190, p. 3245.
[496] Nedham, «From Upsall in Sweden, March 10» *Mercurius Politicus* (From April 6 to April 13, 1654), vol. 200, p. 3413.
[497] Voir par exemple : Nedham, «Another from Dantzick, July 28» *Mercurius Politicus* (From August 6 to August 13, 1657), vol. 375, p. 7981; Nedham, «From Kningsberg, July 24» *Mercurius Politicus* (From August 6 to August 13, 1657), vol. 375, p. 7976.

pape. Même son exil à Tripoli met en relief ce lien particulier. À maintes reprises, contre le gré du parti espagnol, le pape voudra renouer ses liens avec l'ambassadeur français, qu'il avait en haute estime.

Tous les éloges des périodiques à l'endroit des diplomates ne doivent pas obnubiler le fait qu'ils devaient tous opérer dans le cadre restreint des ordres qu'ils recevaient. Ces limites ne sont que rarement relevées dans les périodiques,[498] mais elles étaient réelles. Ainsi, ce n'est pas de lui-même que le bailli d'Estampes-Valencay rompit les relations diplomatiques avec Rome, malgré la gravité de l'acte commis contre lui et le support dont il jouissait à Rome à cet égard. Il attendit patiemment les ordres de Louis XIV, travaillant entre-temps à défendre sa cause auprès de l'opinion romaine. Dans le même ordre d'idée, Renaudot souligne qu'alors qu'une entente semblait possible pour la paix du nord au début du mois de mai 1659, les représentants anglais et français n'ont pu y souscrire, n'ayant pas reçu les pouvoirs nécessaires pour l'approuver eux-mêmes, ce qui semble remettre en question, selon l'auteur, l'utilité de ces médiations.[499] Autre limite de taille, le changement des instructions, forçant parfois les diplomates à changer leur fusil d'épaule sur la nature de leurs demandes. Par exemple, le 23 août 1656, le baron d'Avaugour aurait reçu de nouvelles directives lui demandant de prêcher fortement la paix entre la Suède et la Pologne sans que ne soit précisée la nature de ses ordres précédents ce à quoi il s'attacha aussitôt.[500]

---

[498] Ainsi, la pression qui écrasa quelques temps Whitelocke sur le sort de sa nomination lorsqu'il apprit le changement de pouvoir s'étend opéré en Angleterre n'est pas mentionné ni par Nedham, ni par Renaudot. Les deux éditeurs se contentent de souligner à quel point Christine de Suède fut ravie d'apprendre la nouvelle.

[499] Nedham, «From the Hague, May 1» *Mercurius Politicus* (From April 28 to May 5, 1659), vol. 565, p. 415.

[500] Renaudot, «De Conigsberg, le 23 août 1656» *Nouvelles ordinaires* (16 septembre 1656), vol. 118, p. 958.

Quoi qu'il en soit, les périodiques ne font point de liens directs entre ces différents éléments définissant l'importance de l'ambassadeur sur l'échiquier international, les difficultés qu'il doit surmonter et le devoir qu'il a de fournir à cet agent les armes nécessaires au bon déroulement de sa tâche. Toutefois, l'universalité de la reconnaissance finale des immunités diplomatiques n'est jamais remise en question ni dans l'un, ni dans l'autre de ces périodiques. À un point tel que l'existence d'un débat sur cette question entre les juristes, les ambassadeurs eux-mêmes et leur souverain n'est pas perceptible dans ces articles, puisque les diplomates y obtiennent généralement gain de cause.

En général, les chefs d'États ont le beau rôle dans les incidents touchant aux immunités diplomatiques. Ainsi, la réaction de Philippe IV telle que décrite par le *Mercurius Politicus* semble à la hauteur de la *barbarie* du meurtre qui fut exécuté sur le sieur Ascham. Selon Nedham, le roi aurait employé une diligence extraordinaire à retrouver puis persécuter les meurtriers en question, promettant un châtiment à la hauteur de la nature de leur crime.

> As concerning the villainous murder of Master Ascham, these may be added to those other particular se down in my last, by a later account : that his Majesty of Spain used extraordinary diligence in finding out, and prosecuting the murderers, so that all the five which were taken, are proved guilty, upon whom he promised such severe and exemplary punishment, as may well witness how much he detests so barbarous a violation of the Law of Nations.[501]

Par la suite, lorsque l'Église est accusée par Nedham de violer les droits des nations en clamant le droit d'asile pour protéger les meurtriers, alors que l'ambassadeur de Venise lui-même leur avait refusé ce privilège étant donné leur crime, nulle mention n'est faite de l'hésitation de Philippe IV à ce sujet, ni ultérieurement de sa décision finale en faveur de l'argument du clergé catholique. Si l'Église se voit ici accusée de ne pas respecter ce système de droits internationaux, Philippe IV reste blanchi d'une telle accusation.

[501] Nedham, «Friday, June 21» *Mercurius Politicus* (From June 20 to June 27, 1650), vol. 3, p. 37.

Car les souverains sont présentés dans ces deux périodiques comme appuyant les divers droits internationaux, dont les immunités diplomatiques font partie. Ainsi, lorsque Nedham rapporte des sections des mémoires de Whitelocke sur son ambassade en Suède, l'auteur n'hésite pas à souligner à plusieurs moments la qualité non seulement de l'accueil que Christine de Suède offrit à l'ambassadeur anglais, mais aussi la qualité de l'escorte qu'elle lui assigna pour sa sauvegarde.[502] Cette même reconnaissance des principes du *droit des gens* conclut la narration que fit Renaudot de l'assassinat de Dorislaus. Malgré le ton clairement partisan de cet article et les louanges non dissimulées lancées par l'éditeur aux meurtriers d'un tel homme ayant osé prêter main-forte à un régicide, Renaudot conclut toutefois cette pièce mordante par un rappel que le Prince d'Orange ainsi que l'ensemble des États des Provinces-Unies publièrent une déclaration soulignant leur désapprobation de ce viol du *droit des gens*. Le tout, même si cette nouvelle ne pouvait que plaire au Prince d'Orange associé étroitement au parti royaliste anglais. Cette déclaration stipule aussi, rapporte l'éditeur, que ce meurtre n'aura aucune influence sur le traitement réservé aux autres résidents présents à La Haye.[503]

En lisant le *Mercurius Politicus* et la *Gazette*, les marchands, les membres de la haute bourgeoisie et les nobles, bref ceux parmi lesquels les diplomates étaient généralement choisis, purent remplumer un certain idéal social vers lequel ils tendaient. Non seulement l'image des diplomates que leur renvoient ces deux périodiques souligne l'utilité de leur classe sur le plan international et dans les hautes sphères des politiques d'État, mais elle rappelle aussi le respect, le prestige et les privilèges spécifiques

[502] Voir par exemple : Nedham, «From Upsall, December 6» *Mercurius Politicus* (From December 5 to January 12, 1654) vol. 187, p. 3181; Nedham, «From Upsall in Sweden, December 22» *Mercurius Politicus* (From January 19 to Juanary 26, 1654), vol. 189, pp. 3211-3215.
[503] Renaudot, «L'assassinat commis contre le sieur Dorislaus […]» *Extraordinaire* (2 juin 1649), vol. 53, p. 328.

auxquels ils ont droit grâce à l'importance de leur rang. Ce prestige est d'autant plus grand que dans les périodiques l'immunité diplomatique est présentée, avec le cérémonial de cour, comme un phénomène également reconnu partout en Europe. Cette élite lectrice de périodiques, de même que les diplomates sur laquelle on lui dit tant de choses, font partie de l'élite de leur royaume, mais plus encore de l'élite de l'Europe en entier. Mise aux parfums des codes et lois de cette société internationale, elle se voit comme la protectrice de de cette institution. Car si l'idée d'une société ordonnée est attrayante pour les gouvernements de l'époque, elle est également intéressante pour le lectorat qui y voit un moyen d'accroître l'ampleur de sa grandeur sociale.

Ainsi se forme un nouvel imaginaire de la culture diplomatique. Non seulement ce médium démontre que cette culture se voit influencée par d'autres éléments que le cercle étroit des diplomates et de leur maître, mais aussi qu'elle sert d'agent éducateur pour les membres de la haute société. Pour eux, il n'est pas nécessaire de lire les traités sur l'ambassadeur idéal pour connaître ce milieu si fortement associé à l'*arcana imperii* : une partie de cette réalité devient maintenant accessible par le biais des périodiques.

Considérant les éditions de ces périodiques encore disponibles avec plusieurs annotations et soulignements faits par les contemporains,[504] il semble indéniable que ces périodiques, malgré des commentaires négatifs à l'époque, furent considérés comme une lecture sérieuse et utile. S'il est vrai que les contemporains savaient que ces articles étaient préalablement passés au peigne fin de la censure, ils n'en considéraient pas moins avec estime l'origine des sources utilisés par Renaudot et Nedham : soit leur propre

[504] Haffemayer, p. 292; Sharpe et Zwicker (dir.), pp. 194-195.

gouvernement. En effet, à cette époque, le statut social des sources d'information devenait une garantie de la crédibilité de ces dires.[505]

Par exemple, Gabriel Naudé dans une de ces nombreuses lettres à Jacques Dupuy, écrit qu'il ne gaspillera point d'encre à lui étaler les nouvelles du moment, «puisqu'elles seront envoyées si particulièrement au médecin Renaudot par les correspondants qu'il a ici»,[506] sous entendant par la suite que ce dernier les relaterait fidèlement dans son périodique, rendant inutile leur répétition dans sa propre correspondance. Un échange de correspondance entre Ralph Austen et Samuel Hartlib, deux scientifiques de la première moitié du 17e siècle, souligne qu'un de leurs collègues envoya une lettre au *Mercurius Politicus* pour que son ouvrage y soit annoncé.[507] Ce périodique, en plus d'être une source d'information pour les ouvrages scientifiques récemment publiés, devenait une plate-forme importante pour annoncer leurs œuvres auprès du lectorat approprié.

Il reste toutefois bien hasardeux de déterminer si l'utilité de ces périodiques se limita à de simples remarques effectuées par la suite dans des mémoires ou lettres personnelles, fut utile dans le cadre d'un emploi ou encore comme argument dans un débat quelconque sur la politique gouvernementale. Ce que nous enseigne toute cette panoplie d'articles, c'est l'influence et le nouveau ton que les périodiques apportèrent au développement de l'institution diplomatique par l'intérêt qu'ils suscitèrent chez leurs lecteurs.

[505] Randal, p. 258.
[506] Gabriel Naudé à Jacques Dupuy, Rome, 9 septembre 1638, Phillip Wolfe (dir.), *Lettres de Gabriel Naudé à Jacques Dupuy (1632-1652)*, Edmonton, Editions Alta/Alta Press, 1982, p. 61.
[507] Ralph Austen à Samuel Hartlib, 27 juin, 1653, *The Hartlib Papers*, 2e édition, Sheffield University, HROnline Humanities Research Institute, 2002, 41/1/36A.

Chapitre 10) L'imaginaire, rêve ou réalité

La diplomatie est la continuation de la guerre
par d'autres moyens.

Clausewitz

Les lecteurs du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* se sont bel et bien créé un imaginaire de leur cru, qui de prime abord s'accorde avec la définition que Clausewitz donnera de la diplomatie plus d'un siècle plus tard. Au milieu du 17e siècle, la fonction diplomatique était devenue un outil étatique indispensable aux chefs d'État pour discourir avec leurs homologues sur différents aspects touchant la politique, l'économie, la culture et bien d'autres sujets. Toutefois, la brève définition de Clausewitz ne devrait pas cacher la complexité de l'institution diplomatique ni les possibles sous-entendus. Si l'institution diplomatique ne parlait pas par la bouche de ses canons, elle n'en restait pas moins un milieu où les couteaux pouvaient voler bas et où presque tous les coups étaient permis.

La subtile complexité des arcanes diplomatiques n'était pas accessible aux lecteurs de journaux. Le *Mercurius Politicus* et la *Gazette* proposaient de l'institution diplomatique une vision différente de celle contenue dans la correspondance d'État. Étrangement, c'est la description de l'institution diplomatique fournie par les éditeurs de journaux que semble avoir retenue la majorité des historiens. Seuls quelques spécialistes de l'histoire diplomatique offrent une perspective plus en accord avec la correspondance diplomatique. Ce phénomène étonne puisqu'à ce jour les journaux n'ont jamais servi de sources primaires principales pour étudier le statut de la diplomatie au 17e siècle.

Comment expliquer ce fait? Une hypothèse parmi tant d'autres revient dans mon esprit. Les historiens dont le sujet principal de recherche n'est pas la diplomatie ne consultent que rarement la correspondance diplomatique. C'est donc la vision des périodiques que les lecteurs se sont transmis de génération en génération, la rendant ainsi plus accessible aux chercheurs, sans que ces derniers n'aient directement à lire ces mêmes journaux. Le renouveau actuel des recherches sur l'histoire de la diplomatie n'en devient donc que plus crucial, puisqu'il permet de remettre les pendules à l'heure : autrement dit, le contenu de la correspondance diplomatique (narration des faits et expression d'opinions) complète et précise l'imaginaire de l'institution diplomatique créée par les journaux.

Un fait demeure. Au 17^{e} siècle, les journaux ont joué auprès du peuple un rôle majeur dans la transmission d'un portrait de la diplomatie. La lecture de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* permit à de nombreux contemporains de découvrir l'institution diplomatique, d'en évaluer la culture, et d'en comprendre mieux le fonctionnement sur le terrain. Au point qu'en retour ils exercèrent une influence sur son développement.

Tout au long de ce travail, il était impossible de ne pas songer à une analyse de l'état de l'institution diplomatique à ce jour. Sans vouloir prétendre à un résumé de l'évolution de la diplomatie entre le 17^{e} et le 21^{e} siècle, je crois nécessaire de réfléchir sur ces deux périodes. De même que les contemporains du jeune Louis XIV et d'Olivier Cromwell ont vu l'arrivée et le développement des périodiques modifier graduellement leur univers, nous vivons à un âge et dans un monde où nous ne faisons que commencer à saisir les impacts d'Internet sur nos vies d'aujourd'hui et de demain.

Comme autrefois les journaux, le web ouvre nos yeux sur un plus grand univers et apporte aujourd'hui une quantité inusitée d'informations qui permettent à un lectorat agrandi de se faire sa propre idée, de se former son propre imaginaire de la culture diplomatique. Une simple recherche sur Google sur le terme *diplomacy* démontre bien d'ailleurs le changement de perception de ce concept: la moitié des liens proposés en première page proposent des sites traitant du jeu de table 'Diplomacy', où les joueurs sont invités à agir en tant que diplomates dans la quête du pouvoir précédant la Première Guerre mondiale. La diplomatie accessible pour tous! Après tout, n'est-il pas question d'un emploi rémunéré à 38 000$ CAN en début de carrière, selon CBC-News?[508] Quels seraient les résultats d'une méthodologie semblable à la mienne appliquée au parallèle entre le contenu d'internet sur les missions diplomatiques mêlées aux événements d'actualité et le contenu des missives diplomatiques sur le sujet (quand celles-ci seront disponibles)? En guise de conclusion, je me propose d'offrir un premier jet d'une telle démarche, en comparant les résultats de ma dissertation avec quelques cas d'actualité diplomatique du 21^{e} siècle.

Tout d'abord, s'il est évident que la noblesse du sang n'est plus un critère incontournable pour l'obtention d'un poste diplomatique, une formation académique et professionnelle approfondie est maintenant indispensable. La nomination d'Alfonso Gagliano au poste d'ambassadeur du Canada au Danemark, en 2002, est un exemple très pertinent à cet égard. Selon plusieurs sites internet, cette nomination était un subterfuge du gouvernement libéral pour bannir la presse de tout accès aisé à M. Gagliano, accusé d'avoir trempé dans le scandale des commandites. Cette affaire portait sur des millions de

[508] CBC-News, *Gagliano and Canada's other Ambassadors* (February 10, 2004) [http://www.cbc.ca] (Consulté le 15 mai, 2011)

dollars que le gouvernement canadien aurait versés à des firmes publicitaires pour promouvoir les symboles canadiens et contrecarrer le mouvement séparatiste au Québec, après le référendum de 1995.[509] CBC-News explique aussi l'origine de cette nomination, puis rappelle que «not all Canadian ambassadors are appointed this way»,[510] le tout, mis en gras, en sous-titre et bien centré dans l'article. Cet article vante la qualité des diplomates canadiens et leur bonne réputation à l'internationale avant de s'interroger sur la pertinence d'une nomination aussi partisane que celle d'Alfonso Gagliano. Une simple recherche sur la carrière de M. Gagliano démontre qu'il était en réalité bien qualifié pour l'emploi : il avait le profil de l'emploi, la formation universitaire et quelques expériences professionnelles reliées au monde international.

En 2004, suite aux données contenues dans le rapport de la Vérificatrice Générale du Canada, Sheila Fraser, le gouvernement canadien décida de destituer M. Gagliano de son poste d'ambassadeur. Malgré les poursuites d'Alfonso Gagliano contre le gouvernement canadien pour atteinte à sa réputation, cette histoire démontre bien qu'encore de nos jours le métier de diplomate exige non seulement une formation et des connaissances spécifiques, mais aussi une réputation irréprochable. Encore une fois, il est possible de voir l'impact qu'un phénomène connu du public (ici le rôle de M. Gagliano dans l'affaire des commandites) put avoir sur sa nomination comme diplomate au Danemark. Le gouvernement canadien, supposément ignorant des activités de M. Gagliano, n'eut pas d'autre choix que de révoquer le diplomate après le dépôt du rapport dévastateur de la Vérificatrice générale, dont l'impact affectait la population à

[509] Pour plus d'information à ce sujet, consulter par exemple: Radio-Canada, *Le scandale des commandites* (Le 10 février 2004) [http://archives.radio-canada.ca] (Consulté le 15 avril 2011).
[510] CBC-News, *Gagliano and Canada's other Ambassadors* (February 10, 2004) [http://www.cbc.ca] (Consulté le 15 mai, 2011)

l'époque.[511] Les lecteurs d'aujourd'hui ont un impact sur la culture diplomatique, tout comme le lectorat du 17e siècle en avait un, quoique dans une mesure bien différente.

Au 17e siècle, la culture diplomatique était l'apanage non seulement des diplomates eux-mêmes et de leur maître, mais aussi d'un certain lectorat bien informé. En plus d'être les représentants de leur maître et de leur pays à l'étranger, ils étaient aussi le symbole de la culture de leur peuple à l'étranger, de sa grandeur, de sa fierté, etc. L'objectif premier du diplomate était le succès de sa mission. Tout échec devait être minimisé, idéalement caché du public, pour que celui-ci gardât une image positive du rôle des diplomates, finissant par s'attacher à cet aspect de l'imaginaire de la culture diplomatique. Toutefois, avec l'arrivée de la presse écrite, il était plus difficile de tout passer au filtre de la censure. Parfois, certaines informations parvenaient aux mauvaises oreilles et se voyaient publicisées, telle la mission de Lionne dans le *Mercurius Politicus*.

Un tel phénomène se retrouve aussi à l'aube du 21e siècle, comme le démontre l'affaire de Julian Assange et du site Wikileaks. Vers la fin de l'an 2006, Assange créa un site internet qui a pour but de divulguer au grand public des documents secrets du gouvernement américain traitant généralement des affaires diplomatiques. Selon Assange et ses collègues anonymes, ces dossiers devraient être rendus publics. 251 287 documents de cette nature furent ainsi envoyés aux journaux suivants : *Der Spiegel, El País, Le Monde,* et *The Guardian* (qui les fit ensuite suivre au *New York Times*). Toutefois, à ce jour seulement quelques 300 de ces documents sont disponibles sur Wikileaks. Même si

[511] Le Devoir, *Rapport de Sheila Fraser, vérificatrice générale – Le patron se la coulait douce…* (Le 29 novembre 2006) [http://www.ledevoir.com] (Consulté le 15 avril 2011).

certains sites, dont le *Time*, tentent de minimiser l'impact de ces révélations,[512] il suffit de voir le puissant effet qu'elles ont eu sur le peuple indien et sur sa relation avec le pouvoir en Inde ainsi que le jugement oh! combien positif de M. Assange sur ces résultats, pour mesurer toute l'ampleur de ce site internet sur la société.[513] Si Richelieu put en son temps museler relativement effectivement Renaudot, jusqu'à date, personne n'a pu réduire M. Assange au silence, ni le gouvernement américain ni ses collègues à l'internationale, ni les nombreuses poursuites et accusations contre M. Assange.

Cette affaire démontre deux choses. Premièrement, aujourd'hui comme autrefois, les gouvernements essaient toujours de contrôler l'information et de cacher le plus de connaissances possibles au public. Deuxièmement, aujourd'hui comme autrefois, le peuple a soif de connaissances et veut connaître la vérité; il exige la transparence. La popularité d'Assange et de Wikileaks démontrent que les affaires internationales et la diplomatie restent des sujets populaires et importants pour la majeure partie de la population. Ces lecteurs, tout comme ceux de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus*, peuvent ainsi se former leur propre imaginaire de leur gouvernement et de sa diplomatie à l'étranger. Ils ont aussi la chance, contrairement aux hommes du 17^{e} siècle, de pouvoir comparer au moins deux différents types de médiums: Wikileaks et la presse écrite officielle (sur papier ou sur le web).

Si le diplomate était représenté au 17^{e} siècle comme le symbole même du pouvoir et des valeurs de l'État, une telle définition devient plus problématique pour la réalité diplomatique du 21^{e} siècle. En effet, avec internet, les diplomates jouissent maintenant

[512] The Time, *Julian Assange,* écrite par Germaine Greer (Thursday, April 21, 2011) [http://www.time.com] (Consulté le 15 avril, 2011).
[513] Guardian, *Assange praises Indian newspaper's use of WikiLeaks disclosures,* écrit par Roy Greenslade (Le 13 avril 2011) [http://www.guardian.co] (Consulté le 15 avril 2011).

d'une plateforme de communication rapide, instantanée, facile d'utilisation, difficilement contrôlable. Presque plus de place pour la confidentialité. Il est même possible, grâce à YouTube, de revoir certaines entrevues ou scènes spécifiques, qui rendent concret tout imaginaire du diplomate d'aujourd'hui. Un tel phénomène est entre autres perceptible dans l'annonce que fit Christopher Meyer, ancien diplomate anglais aux États-Unis, sur les intentions de Bush et de Blair, suite aux incidents du 11 septembre 2001.[514] Selon Sieur Meyer, Bush et Blair se seraient alors bel et bien entendus pour traquer l'organisation Al-Quaida, sans pour autant mettre de côté leur projet d'attaque contre l'Iraq de Sadham Hussein. Cette discussion aurait eu lieu seulement 9 jours après l'attentat du 11 septembre 2001. Ainsi, certains reportages en conclurent que cet événement fut tout simplement utilisé par M Bush pour ajouter de l'eau à son moulin, lui permettant plus aisément de justifier sa politique offensive contre l'Iraq.[515]

Le contraste le plus évident avec les méthodes du 17e siècle reste l'accès rapide et instantané que tout internaute peut avoir aux vidéos et mêmes interviews que Sieur Meyer fit à ce sujet.[516] Dans ces interviews, il offre non seulement le fond de sa pensée sur ces sujets, mais va jusqu'à citer textuellement les propos des deux chefs d'État. Une telle abondance de détails était impensable au milieu du 17e siècle. Mais ce qui tranche le plus avec les méthodes du 17e siècle est l'ouverture dont fit preuve Sieur Meyer sur cette affaire. En vertu du droit de réserve, du serment de confidentialité et de la sécurité nationale, les intentions politiques des États du 17e siècle restaient toujours cachées au public. La situation est différente de nos jours. Il y a un tel afflux de nouvelles facilement

[514] YouTube, *Bush Fabricated Phoney Iraq-Al Qaeda Link on 9/11* (November 30, 2009) [http://www.youtube.com] (Consulté le 15 avril, 2011).
[515] Guardian, *Bush and Blair made secret pact for Iraq war*, écrit par David Rose (Le 4 avril 2004) [http://www.guardian.co] (Consulté le 15 avril 2011).
[516] Frontline, Interviews, Sir Christopher Meyer [www.pbs.org] (Consulté le 15 avril, 2011).

accessibles que tout cela force les internautes à se créer une nouvelle vision de l'institution diplomatique : le diplomate en fonction se doit de rester fidèle à son pays et à son chef d'État, mais une fois dégagé de ses fonctions il se permet une plus grande liberté d'expression dans ses déclarations à la presse et aux médias, sans se voir accuser de trahison. Toutefois, l'effet de bombe que firent les fuites de Wikileaks démontre que malgré cette liberté acquise par les diplomates, une grande partie des arcanes du métier reste toujours cachée du public. L'affluence d'information qui nous entoure aujourd'hui n'empêche pas que plusieurs éléments des affaires diplomatiques font encore et toujours partie intégrantes des *arcana imperii*.

Je ne voudrais pas laisser mes lecteurs sur une note trop catégorique en concluant que l'histoire est cyclique : que plus ça change, plus c'est pareil. D'un autre côté, je ne voudrais pas non plus conclure que les événements historiques sont comme des feuilles poussées au hasard des caprices du vent. Peut-être serait-il plus sage d'y aller d'un heureux équilibre entre ces deux idées. L'institution diplomatique du 21^{e} siècle a certes changé depuis le 17^{e} siècle, tout comme la presse écrite et les moyens de communication. Toutefois, plusieurs éléments définissant la nature de la diplomatie et le rôle des diplomates sont fort semblables. Le 17^{e} siècle à laissé sa marque dans l'évolution de la diplomatie et des médias. La meilleure preuve en est la vision actuelle de la diplomatie qu'offre la majorité des livres d'histoire – à l'exclusion des ouvrages strictement diplomatiques – : cette définition s'apparente bien plus à l'anonymat du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette* et à leur culte de l'espace publique représentatif qu'à la réalité offerte par la correspondance diplomatique.

Avant de fermer la boucle de ce projet, il est opportun de revenir à l'une de mes ambitions initiales. Après avoir découvert la richesse d'informations qu'offraient la *Gazette* et le *Mercurius Politicus*, il me semblait approprié de compléter ma dissertation par un chapitre traitant de l'opinion des lecteurs sur leur lecture de ces différents articles sur la diplomatie. Mais le recensement de tous ces écrits privés en France, en Angleterre et même à la grandeur de l'Europe serait une tâche, incommensurable et ardue, qui pourra faire le sujet d'une autre thèse pour quelqu'un d'autre. Je m'y suis quelque peu frottée à la fin de ma dissertation, juste assez pour titiller ma curiosité sur l'étendue et les possibilités d'une telle recherche.

Une telle approche offrirait effectivement un atout ultime dans l'évaluation de la manière dont le lectorat parvint à influencer l'évolution de l'institution diplomatique. En parvenant à répertorier les éléments de la culture diplomatique qui retint l'attention des lecteurs de l'époque et la façon dont ces informations furent traitées par ces mêmes hommes dans leurs écrits, une nouvelle fenêtre sur la diplomatie deviendrait accessible. La culture diplomatique après tout, est-il nécessaire de le rappeler, n'est pas seulement du ressort des diplomates et de leurs souverains, mais bel et bien aussi l'affaire du peuple. Les archives diplomatiques doivent ouvrir la voie à de nouveaux champs d'étude historique, voire même à de nouvelles disciplines. Par ces nouvelles connections, une compréhension de plus en plus complète de la culture diplomatique verra le jour, créant ainsi un canevas entier et non plus parsemé de différentes teintes et formes selon les tendances de l'historiographie du moment. Il faut parvenir à saisir les contours, les formes, les teintes et les couleurs de cette notion d'imaginaire de la diplomatie, pour

parvenir à confirmer qu'il ne s'agit point d'un simple songe ou d'un rêve, mais bel et bien de la réalité, tel que perçue par les hommes et femmes de l'époque.

Appendice 1 : Comment furent choisies ces dix missions et quelles furent les grandes lignes de chacune d'elles

- Critères de sélection :

Il m'apparut tout d'abord crucial, considérant ma méthodologie, d'établir un échantillon des missions qui couvrirait le mieux possible l'ensemble des années 1650, puisque je voulais un cadre bien défini dans le temps. Il était également important d'observer des missions qui n'avaient pas eu lieu dans la même zone européenne, de peur de tirer des conclusions trop régionales. J'ai donc tenté de voir plus large, portant mon regard des régions scandinaves à la Méditerranée, en passant par Constantinople. Toujours en quête d'équilibre dans la création de mon échantillon, j'ai voulu présenter des ambassades dont les buts, déroulements et conclusions différaient, passant parfois des hautes émotions générées par l'assassinat de diplomates à la sérénité des ambassades se clôturant par la signature d'un traité avantageux aux deux parties, incluant aussi les cas où plus d'un diplomate fut sélectionné. Finalement, il m'a paru essentiel de conserver un juste équilibre entre les missions françaises et anglaises. Ce désir d'équité me porta à sélectionner les diplomates anglais ainsi que l'ambassadeur français envoyés à Elseneur, ce qui permettait d'observer la même ambassade sous deux points de vue différents.

J'ai aussi jugé essentiel de conserver les ambassades seulement décrites dans l'un ou l'autre des deux périodiques utilisés dans le cadre de ce travail. À cette règle d'or, une seule entorse fut faite : la mission de Lawrence. Effectivement, nulle page du *Mercurius Politicus* ou de la *Gazette* ne mentionne Lawrence. Toutefois, dès son départ de Constantinople pour Londres, en 1656, l'origine et la fréquence des nouvelles sur les événements du Levant dans le *Mercurius Politicus* changent radicalement. Durant la mission de Lawrence, environ un article par année provenait de Constantinople.

L'information sur le Levant provenait généralement de Venice, et se limitait aux sujets d'intérêt pour cette ville. Toutefois, après le départ de Lawrence, la fréquence des articles en provenance de Constantinople augmente jusqu'à un par mois, et ce jusqu'à la fin de la publication du *Politicus*. Même si aucun de ces articles ne mentionne le nom de Bendish, le changement de fréquence confirme la situation délicate de Lawrence durant sa mission, l'empêchant de fournir Londres en nouvelles fraîches. De plus, cette évolution affiche le changement d'attitude de Bendish qui refusait d'informer Thurloe durant le séjour de Lawrence aux portes de Constantinople, mais qui accepta par la suite de fournir l'information demandée lorsque son poste lui fut confirmé en 1656. Ainsi, bien que le nom de Lawrence n'apparaisse pas dans aucun de ces deux périodiques, l'évolution de la fréquence des nouvelles provenant de Constantinople suite à son départ, confirme les données de la correspondance diplomatique et nous permet quand même d'établir certaines conclusions.

Les contraintes choisies m'ont ainsi permis de structurer un travail qui couvrait maints débats historiques, m'évitant ainsi le piège de me perdre dans les limbes de l'historiographie européenne du 17^{e} siècle. Pour faciliter la lecture de mon travail, les pages suivantes offrent au lecteur les grandes lignes des 9 missions sélectionnées pour ce travail, ainsi qu'une bibliographie annotée pour chacune d'entre elle.

Dr. Isaac Dorislaus (1595-1649):[517]
- Ambassadeur résident anglais aux Provinces-Unies (20 avril 1648 au 12 mai 1649);
- Arriva à La Hague le 9 mai 1649;
- Envoyé pour annoncer l'arrivée prochaine d'un ambassadeur officiel pour solidifier les liens entre les deux pays, éviter l'amorce d'une alliance entre les pays scandinaves pour restituer Charles II d'Écosse sur le trône anglais et enquêter sur certaines questions navales.
- Fut assassiné par des agents royalistes le 12 mai 1649.

Anthony Ascham (d. 1650) :[518]
- Agent résident anglais en Espagne (27 janvier 1650 au 27 mai 1650);
- Arriva à Madrid le 26 mai 1650;
- Envoyé pour diminuer l'influence des agents de Charles II d'Écosse à Madrid et obtenir une reconnaissance diplomatique de l'Espagne;
- Fut assassiné par des agents royalistes le 27 mai 1650.

Henry d'Estampes-Valencay (Marquis et bailli) (1603-1678)**:**[519]
- Ambassadeur français à Rome (de 1648 à 1653);
- Envoyé pour contrer l'influence espagnole en ce lieu et pour améliorer la situation de la France en générale en Italie, où elle avait à contrecarrer constamment l'opposition d'Innocent X et de nombreux princes italiens;
- Le 20 novembre 1650 : un meurtre eut lieu à l'extérieur de la demeure du marquis. Le 25 au matin, les agents du pape envahirent la demeure du marquis pour tenter de retrouver les meurtriers, présuposément des Napolitains, déjà suspects aux yeux des

---

[517] Pour les sources premières: British Museum, *Dr. Dorislaus Ghost, presented by Time to unmask the Vizards of the Hollanders* [http://www.britishmuseum.org] (Consulté le 15 juin 2010); Lettre de Mr. W. Strickland à Olivier Cromwell, Londres, 14 janvier 1650, dans J. Nickolls, *Original Letters and Papers of State Addressed to Oliver Cromwell*, London, 1743; «The English ambassadors at the Hague to the States General,» mars 20, [http://www.british-history.ac.uk]; *TM*, vol. 56, folio 28; *MSFR*, Vol 17199, folios 62-71; *CSPD*, issue 1649-1650, p. 103.
Pour les sources secondaires: Sean Kelsey, *Inventing a Republic; The Political Culture of the English Commonweatlh, 1649-1653*, Manchester, Manchester University Press, 1997, p. 60; Knoppers, pp. 85-99; Korr, p. 11; Abbot, p. 229; Bell, p. 261; Frey and Frey, pp. 244-246; Foley, pp. 1-16; Gardiner, History of the Commonweatlh…, vol. 1, pp. 72-74; Bély, L'Europe des traités…, p. 407; «Isaac Dorislaus», [http://www.oxforddnb.com]; Paul, pp. 286-287; Maccioni et Mostert; Firth, p. 533.

[518] Pour les sources premières: *CSPD*, Issue 1650, pp. 218-220, 387, 400, 439; *SP*, 94/43, folios 19-31; Hierro, Agustin de, *The process and Pleadings in the Court of Spain upon the Death of Anthonie Ascham Resident for the Parliament of England*, London, 1651; Birch (dir.), [http://www.british-history.ac.uk].
Pour les sources secondaires: «Anthony Ascham», [http://www.oxforddnb.com]; Bély, L'Europe des traités…, p. 407; Gardiner, History of the Commonwealth…, pp. 342-345; Foley, pp. 3-16; Frey et Frey, pp. 244-246; Bell, p. 261.

[519] Pour les sources premières: Valancay, pp 312-318; MSFR 18025 à 18035; Chéruel, vol. 4, p. 707; *CP*, vol. 117, folios 109-189.
Pour les sources secondaires: F. M. Guérard (dir.), *Liste des ambassadeurs, envoyés, ministres et autres agents politiques de la cour de France*, Paris, 1833, p. 215; M. le Dr. Hoefer, Nouvelle biographie générale : depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours […], vol. 16, Paris, Firmin Didot frères, 1866, p. 586; Louis G. Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne*, vol. 13, Paris, C. Delagrave, 1843-1865, p. 93.

autorités pontificales suite à leur révolte de 1647. Après avoir discuté avec le prévôt, le marquis obtient finalement leur départ;
- Après avoir envoyé une missive décrivant l'incident à Louis XIV, le bailli d'Estampes-Valancay suivit les ordres qu'il reçu de ce dernier et se retira au printemps 1651 à Tripoli, en attendant les excuses d'Innocent X;
- Cette affaire ne fut finalement réglée qu'en juin 1651. Le bailli accepta alors de revenir en son palais à Rome et de continuer ses activités en cette ville.

Richard Lawrence (n.d.)**:**[520]
- Ambassadeur résident anglais à Constantinople (du 16 août 1653 à septembre 1656 (dates incertaines);
- Arriva à Constantinople en février 1654;
- Richard Salway, nommé ambassadeur officiel, ne pouvait aller immédiatement à Constantinople, donc Lawrence fut envoyé en intérim. Lawrence reçu une liste de tâches commerciales à accomplir entre temps dans l'Empire turque, pour le bénéfice de la Compagnie du Levant. Sa première tâche était de relever l'ancien ambassadeur, Bendish, de son poste, après avoir apprit de lui les grandes lignes de son travail;
- Henry Lawrence, son cousin, fut alors avertit par des amis que certains membres de la Compagnie du Levant travaillaient au rappel de Richard Lawrence;
- Parallèlement, Bendish, anciennement nominé à l'ambassade turque, empêcha Lawrence d'être présenté à la sublime Porte, sous prétexte qu'il manquait d'expérience en ce lieu;
- Richard Salway demanda éventuellement d'être relevé de cette nomination, sous prétexte qu'elle était sous-payée;
- La Compagnie tenta alors de nommer un nouvel ambassadeur, M. Garway, mais ce dernier ne partit finalement jamais, puisque devant le refus de coopérer de Bendish, et l'impossibilité d'utiliser Lawrence sur place, la Compagnie décida finalement de rappeler Lawrence, décision qui se buta à l'entêtement de Lawrence de rester sur place tant qu'il n'aurait pas reçu une confirmation de cet ordre par Olivier Cromwell lui-même;
- L'ordre arriva finalement et Lawrence du revenir à Londres, sans jamais toucher la somme promise pour les dépenses qu'il encouru durant sa mission.

Whitelocke (1605-1675)**:**[521]
- Ambassadeur extraordinaire anglais en Suède (14 septembre 1653 au 7 juillet 1654);
- Initialement, ce fut Lord Lisle qui fut chargé de cette mission, mais la peur de connaître le même sort qu'Ascham et Dorislaus le porta à refuser cette offre;

---

[520] Pour les sources premières: *SP*, 97/17, folios 76, 107, 113, 115; *SP*, 104/144, folios 56-61; Birch (dir.), [http://www.british-history.ac.uk].
Pour les sources secondaires: Venning, p. 37; Bell, p. 286; SP 97/17, folios 76, 107, 113, 115; Alfred, pp. 92-94.

[521] Pour les sources premières : MssA 4991A and 4991B; Whitelocke, *A Journal*…; Whitelocke, *Memorials*…; Spalding (ed.), *The Diary*…; *RW*, A12, folios 141-598; *MssA* 37346 et 37347.
Pour les sources secondaires : Foley, pp. 78-102; Hägglöf, p. 19; Hobman, pp. 30-85; Gardiner, *History of the Commonwealth*…, vol. 2, pp. 377-380; «Bulstrode Whitelocke», [http://www.oxforddnb.com]; Bell, p. 261; H. State (ed.), *Cromwelliana, a Chronological Detail of Events in Which Oliver Cromwell Was Engaged; from the Year 1642 to His Death 1658*, London, 1810; Bennett, p. 236; Venning, pp. 191-192.

- Whitelocke est nommé ambassadeur dans le but d'obtenir une alliance militaire et commerciale avec la Suède, tout en bloquant tout initiative des Stuart en ce pays;
- Un traité d'alliance commerciale anglo-suédois fut finalement signé le 28 avril 1654.

Isaac De Baas (Baron) (n.d.)**:**[522]
- Envoyé officieux, puis officiel (début 1654 à juin 1654);
- Mazarin recherchait une alliance avec l'Angleterre pour se dénicher un allié contre l'Espagne et pour rechercher certains privilèges commerciaux et religieux, en faveurs des catholiques anglais. Bordeaux fut envoyé à cet effet en 1652;
- De Baas lui fut éventuellement adjoint au début de l'an 1654, pour accélérer les négociations et peut-être aussi pour nuire d'une quelconque façon au régime républicain anglais;
- Le 5 juin 1654 : le Docteur Naudin est interrogé et avoue avoir été approché par De Baas pour semer la zizanie au travers de l'armée;
- Le 12 juin 1654 : De Baas comparait devant Cromwell et le Conseil pour se justifier de cette accusation selon laquelle il aurait trempé dans une affaire visant l'assassinat de Cromwell. Il réplique en accusant Cromwell de jouer un double jeux avec Louis XIV, puisqu'il flirtait aussi avec l'idée d'une alliance espagnole et appuyait certains rebelles protestants en France;
- Cromwell exige son départ des les trois jours qui suivent. Suite à son retour à Paris, De Baas n'est point puni.

Samuel Morland (Sir) (1625-1695)**:**[523]
- Ambassadeur spécial anglais en Savoie (23 mai 1655 au 18 décembre 1656);
- Morland est dépêché en Savoie pour offrir la médiation anglaise dans le conflit opposant le Duc de Savoie et les protestants de la vallée de Piedmont;
- Morland passa initialement par la France, pour faire comprendre à Mazarin l'irritation de Cromwell lorsqu'il eut vent de la participation de la France dans l'assaut contre ces protestants;
- Après avoir rencontré les souverains savoyards, Morland résida en Suisse, où John Pell, émissaire anglais, lui offrit son appuie;
- 18 août 1655 : le Traité de Pignerol est signé, mettant un terme à cet incident.

---

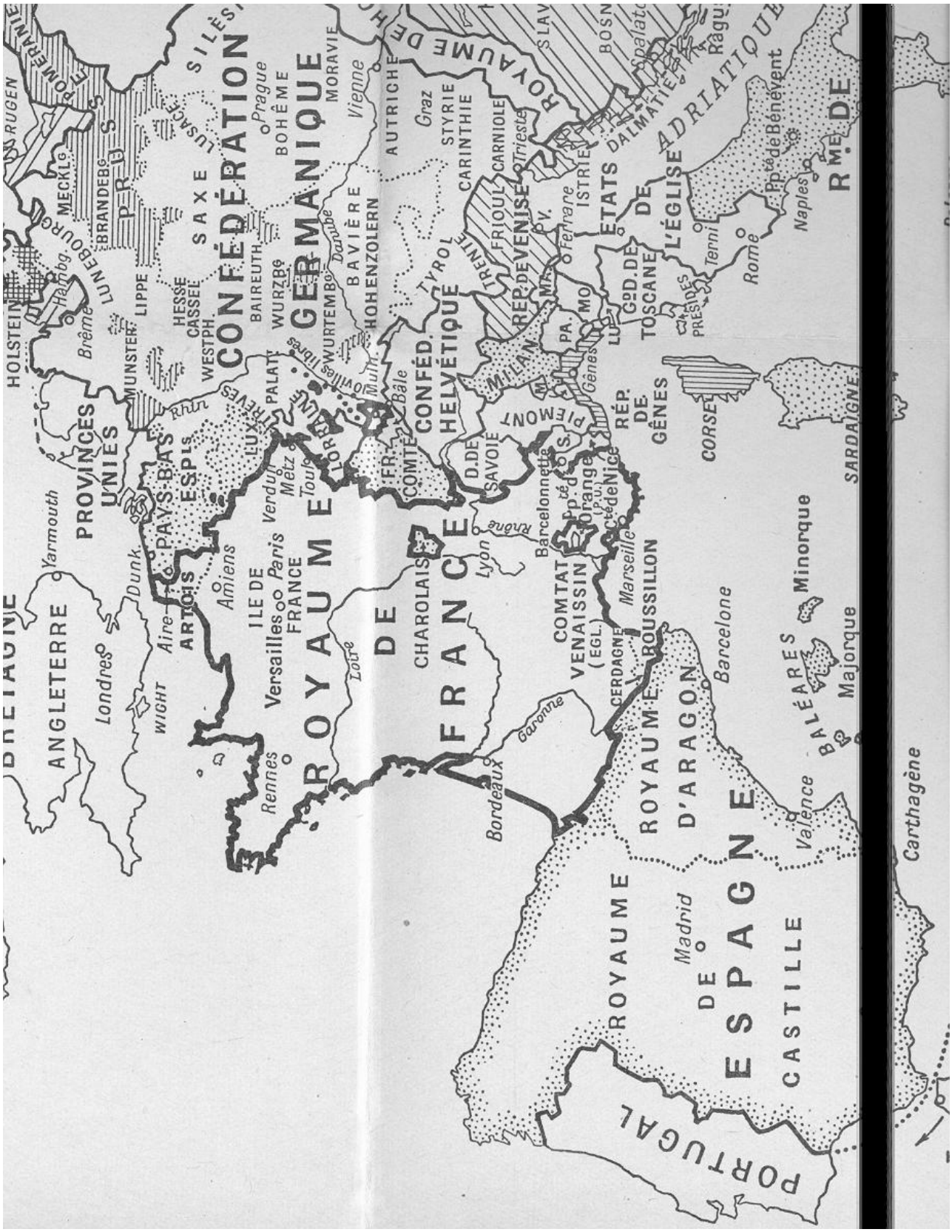
[522] Pour les sources premières : France, vol. 24, n ° 1, pp. 149-189; Abbot, pp. 272-348; *CP*, 63, folios 6-536; *CP*, 64, folios 9-116;
Pour les sources secondaires : Gardiner, *History of the Commonwealth*…, vol. 2, pp. 442-465; Venning, pp. 52-54; Foley, pp. 105-106; Flassan, vol. 3, p. 195-196; Korr, pp. 55-57, 88, 104-107; Saulnier; Chéruel, Histoire de la France sous le Ministère de Mazarin, vol. 3, pp. 356-389; Prevost (dir.), vol. 4, p. 987-988.

[523] Pour les sources premières : *CP*, 49, folios 287-479; 512-531; Morland, pp. 563-591; Vaughan, vol. 2, p. 8; *Declaration of his Highnes…*, [http://eebo.chadwyck.com]; *SP*, 92/24, folios 31-32; Abbot, p. 707.
Pour les sources secondaires : Dickinson, pp. 9-11; «Sir Samuel Morland», [http://www.oxforddnb.com]; Foley, p. 130; Venning, pp. 97-117; Paul, pp. 336-338; Korr, pp. 150-156; Bell, p. 232.

Hugues de Lionne (Marquis) (1611-1671) **:**[524]

- Ambassadeur français en Espagne (juillet à octobre 1656);
- Refusant l'idée de négociations à Rome, Mazarin préféra envoyer un émissaire incognito à Madrid, Lionne, pour discuter et peut-être même signer la paix avec l'Espagne;
- Lionne est envoyé à Madrid avec plein pouvoirs pour signer la paix, mais avec des restrictions claires sur les causes à observer;
- Les négociations sont bloquées sur la question des clauses territoriales et s'étirent ainsi au delà du délaie prévu par Mazarin;
- À la mi-juillet, Lionne demande au cardinal de nouvelles instructions, hésitant sur l'attitude à prendre face à la situation actuelle;
- Éventuellement, Philippe IV accepte de céder Arras et Perpignan, mais les négociations buttèrent sur les clauses portant sur le Grand Condé : la paix n'est pas scellée. (Voir la carte à la page suivante)

[524] Pour les sources premières : Galeazzo, p. 15-16; *CP*, 34, folios 5-376; *CP*, 35, folios 13-499; *CP*, Supplément 5, folio 399; France, vol. 11, pp. 59-61.
Pour les sources secondaires : Michaud, vol. 24; Valfrey, p. 10-62; Bertière, p. 517; Séré, p. 246; Jusserand, «Louis XIV…», pp. 812-817; Bazin, p. 378; Foley, p. 185; Chéruel, Histoire de la France sous le Ministère…, p. 27; Bourgeois, pp. 59-65; Bluche, p. 105.



Carte de l'Europe, 1661. Louis André, *Louis XIV et l'Europe*, Paris, Michel, 1950.

Hugues de Terlon (Chevalier) (1620-1690)**:**[525]

- Envoyé français en Suède (1656-1657), puis ambassadeur (1657-1660?)
- Envoyé initialement auprès de Charles X pour le féliciter pour son marriage. Toutefois, suite au décès de l'ambassadeur français en Suède, le Sieur d'Avaugour, Charles X demande à ce que Terlon soit nommé pour remplacer son confrère;
- Ouverture d'un congrès à Copenhague entre la Suède et le Danemark, sous la supervision de Terlon, et d'un au monastère d'Oliva, entre la Suède, la Pologne et Brandebourg, supervisé pour sa part par Lumbres, pour arriver finalement à la paix suédo-danoise de Roeskilde en 1658;
- Cette paix fut rompue peu de temps après sa signature, par Charles X qui attaqua le Danemark. De nouveaux pourparlers s'ouvrirent donc, sous la supervision de la France via Terlon, de l'Angleterre et de la Hollande;
- Peu de temps après le décès de Charles X, la paix de Copenhague entre la Suède et le Danemark fut signé en 1660, et la même année, celle d'Olivia fut signé entre la Pologne et la Suède.

Edward Montagu (1st comte de Sandwich) (1625-1672),
Colonel Algernon Sidney (1622-1683),
Sir Robert Honeywood (1601-1686),
et Thomas Boone (n.d.)**:**[526]

- Ils furent tous nommé plénipotentiaires, Montague du 11 mars au 13 septembre 1659, et les trios autres du 30 juin 1659 au 1 juillet 1660;
- En avril 1659, Montague est envoyé à Elseneur sous les ordres de Richard Cromwell pour agir en tant que médiateur dans la paix du Nord. Le traité final devait suivre les grandes lignes tracées dans le traité de la Hague (1659);
- En juillet 1659, le *Rump Parliament* envoie Sydney, Honeywood et Boone, pour assister Montague dans sa mission;
- Le 24 août, Montague, retourne en Angleterre avec la flotte anglaise. Seul Sydney s'oppose à cette initiative;
- À la fin de l'an 1659, Boone retourna à Londres pour demander au Parlement de nouveaux fonds;
- Honeywood restera avec Sydney, mais une crise de goutte l'empêchera de lui porter une réelle assistance;
- Le traité sera finalement signé sous au printemps 1660, tel que mentionné ci-haut.

---

[525] Pour les sources premières : *CP*, 22, folios 1-414; *CP*,23, folios 4-328; *CP*, 24, 39-307, 423-576; *CP*, 25-26; Terlon, vols. 1 et 2; *CP*, 8, folios 9-128; *CP*, 9, folios 9-197; Chéruel, vols. 3-9; France, vol. 2, pp. 13-21.
Pour les sources secondaires : Michaud, vol. 41, p. 163; Baillou, p. 169; Frost, p. 169-182; Lockhart, pp. 233-240.

[526] Pour les sources premières : Carte, pp. 172-185; Nobles, p. 105; *Collection of Letters and State Papers*, *MssA* 4158; *RW*, A65, folios 261-262, 432, 555; *VP*, MssA 40796, folios 17-25; *SP*, 75/16, folios 262-268; *SP*, 75/17, folio 311; Anderson (dir.), *The Journal*…, pp. XI-69.
Pour les sources secondaires : Roberts, p. 139-149; Foley, pp. 217-240; «Armées et diplomatie…», pp. 130-131; Bell; Ewald, pp. 150-276; Combes, pp. 171-173; «Edward Montagu», «Algernon Sidney», «Sir Robert Honywood» [http://www.oxforddnb.com]; Ollard; Scott, *Algernon Sidney*….

Appendice 2) Périodiques anglais et français publiés durant la période 1648-1660[527]

Périodiques anglais	Période d'existance	Périodiques français	Période d'existance
➢ Briefe relation of some affaires and transactions, […]	1649-1650	➢ Babillard du temps (Le)	1649
		➢ Burlesque on de ce temps (Le)	1649
➢ Account of the chief occuriences of Ireland.	1660	➢ Courant d'Italie et d'Allemagne	1620-1655?
		➢ Courrier Bordelais I, II, III et IV	1649-1652
➢ Armies intelligencer	1651	➢ Courrier burlesque de la guerre de Bordeaux (Le)	1650
➢ Armies modest intelligencer. Continued as Marmies Weekly intlelligencer (from no. 4 Feb. 15, 1649)	1649	➢ Courrier de la cour I (Le), II et III	1649; 1652
		➢ Courrier de la Fronde en vers burlesques (Le)	1649-1650
➢ Armies painfull-messenger	1649		
➢ Armies Scout	1651-1655	➢ Courrier de la Guyenne (Le)	1652
➢ Armies weekly intelligencer	1649	➢ Courrier de Pontoise	1652
➢ Certain passages of every day's intelligence	1655	➢ Courrier du temps arrivé a Toulouse (Le)	1660-1661
➢ Certain passages of every dayes intelligence	1654	➢ Courrier du temps II (Le)	1649
		➢ Courrier extraordinaire apportant les nouvelles (Le)	1649
➢ Character of Mercurius polticus	1650		
➢ Colchester spie	1648	➢ Courrier extraordinaire de Bordeaux	1652
➢ Continued heads of perfect passages	1649	➢ Courrier extraordinaire de l'univers (Le)	1651
➢ Daily proceedings (sic)	1653		
➢ Declaration collected out of the journals of both houses of Parliament	1648	➢ Courrier extraordinaire de Lisieux et de Rouen (Le)	1649
➢ Diary	1651	➢ Courrier extravagant	1649
➢ Dutch intelligencer	1652	➢ Courrier Français (Le)	1649
➢ Dutch spy	1652	➢ Courrier général	1651-1652
➢ England's moderate messenger	1649	➢ Courrier plaisant (Le)	1649
➢ Exact account of the daily proceeding sin Parliament	1660	➢ Courrier polonais (Le)	1649
		➢ Courrier souterrain (Le)	1649
➢ Faithful scout. Continued as armies scout (from April. 30, 1653?; as Faithful scout (from June 10, 1653)	1651-1655	➢ Courrier véritable des Payx-Bas (Le)	1649-1650
		➢ Dernier courrier envoyé à son A. R. (Le)	1651-1652
➢ Faithfull intelligencer from the Parliaments army in Scotland	1659	➢ Description de tous les tableaux	1660
		➢ Description des arcs de triomphe	1660
➢ Faithfull post. Continued as 'Great Britain's post' (from no. 136, Nov. 9, 1653); as 'Politique Post' (from Jan. 11, 1654) as 'Grand politique post' (from ?); as 'Weekly post' (from Apr. 18, 1654)	1653-1655	➢ Extrait des registres du Parlement	1651-1652
		➢ Feuille du Bureau d'adresse	1633, 1651
		➢ Gazetier désintéressé (Le)	1649
		➢ **Gazette [de France]**	**1631-1792**
		➢ Gazette des Halles	1649
➢ Faithfull scout. Continued as National scout (from July 16 1659); as loyall scout (from July 22, 1659)	1659-1660	➢ Gazette du Temps	1652
		➢ Gazette enrhumée	Vers 1655
		➢ Gazette galante	1657
➢ First decade of useful observations	1649	➢ Gazette ordinaire [d'Anvers]	1649
➢ French intelligencer	1651	➢ Histoire journalière I	1652
➢ French occurrences	1652	➢ Journal contenant les nouvelles de ce qui se passe	1652
➢ Great Britain's painful messenger	1649		
➢ Heads of a diarie	1648-1649	➢ Journal de tout ce qui s'est passé (1652)	1652
➢ Heads of chiefe passages in Parliament. Continued as Kingdoms weekly account of heads	1648		
		➢ Journal du Parlement (1649-1653)	1649-1653
		➢ Journal poétique de la guerre	1649

[527] Crane, Ronald S. et F. B. Kaye, A Census of British Newspapers and Periodicals, 1620-1800, London, CUP, 1927; Sgard, Jean (dir.), *Dictionnaire Des Journaux 1600-1789*, 2 vols, Paris, Voltaire foundation, 1991.

- Hue and crie after Mercurius elencticus, Britannicus […] 1651
- Impartial intlelignencer 1653
- Irish mercury, […] 1650
- Irish mercury 1650
- Journall of Parliament 1648
- Kingdom's faithgul post 1649
- Kingdom's weekly post 1648
- Kingdomes weekly intelligencer, […] 1649
- Laughing mercury; […] 1652
- Linx Brittanicus 1648
- London's diurnall 1660
- Loyal messenger 1653
- Loyal messenger; […] 1654
- Loyal scout 1659
- Loyall scout 1659-1660
- Man in the mood, […] 1649-1650
- Man in the moon 1660
- Mercure anglois 1648
- Mercurio volpone; or, The fox 1648
- Mercurius academicus, […] 1648
- Mercurius ancit-mercurius 1648
- Mercurius Angelicus 1648
- Mercurius Anglicus 1650
- Mercurius aquaticus 1648
- Mercurius Aulicus 1649; '54, '60
- Mercurius belonius 1652
- Mercurius Britanicus 1659-1660
- Mercurius Britannicus 1653
- Mercurius Britannicus, communicating his most impartial […] 1652
- Mercurius Britannicus, impartially […] 1653
- Mercurius Britannicus; communicating his most […] 1648
- Mercurius Caledonius 1648
- Mercurius Cambro-Britannicus; or, News form Wales 1652
- Mercurius Carolinus 1649
- Mercurius cinicus 1652
- Mercurius civicus 1660
- Mercurius civicus; or, The cities intelligencer 1660
- Mercurius classicus 1653
- Mercurius Critticus 1648
- Mercurius Democritus […] 1659
- Mercurius Democritus in querpo 1660
- Mercurius Democritus, communicating faithgully […] 1659
- Mercurius Democritus 1654
- Mercurius Democritus. Continued as Laughing mercury (from no. 22); as Mercurius Democritus 1652-1653
- Mercurius Domesticus 1648
- Mercurius fedelicus 1648
- Mercurius Gallicus 1648
- Mercurius Helonicus, […] 1651
- Mercurius Heraclitus; or, the weeping philosopher 1652
- Mercurius honestus 1660
- Mercurius hybernicus 1659
- Mercurius icommaticus 1651
- Mercurius impartialis 1648

parisienne (1649)
- Journaux historique (1659-1660) 1659-1660
- Lettres en vers [de La Gravette de Mayolas] 1659-1671
- Mercure anglais I 1644-1648
- Mercure de Compiègne 1649
- Mercure de la cour 1652
- Mercure parisien 1649
- Muse héroï-comique 1654-1655
- Muse historique 1658-1659
- Muse royale 1656-1659
- Nouveau journal historique 1660
- Nouvelle relation 1660
- Nouvelles ordinaire de Londres 1650-1663
- Premier courrier des princes I 1652
- Premier courrier des princes II 1652
- Recueil des épîtres en vers burlesques 1655-1659
- Relations véritables 1652-1741
- Véritable courrier bordelais 1650

- Mercurius insanus insanissimus 1648
- Mercurius jocosus 1654
- Mercurius mastix, faithfully lahsing all scouts, mercurius, posts, and others 1652
- Mercurius melancholicus […] 1647-1649
- Mercurius melancholicus for King charls II. John Taylor 1649
- Mercurius meretrix 1658
- Mercurius militans 1648
- Mercurius militaris 1648
- Mercurius militaris, […] 1648
- Mercurius militaris; or, Times only truth-teller. Continued as Metropolitan nuncio (from June 6, 1649). John Hackluyt 1649
- Mercurius military; […] 1649
- Mercurius nullus; or, The invisible nuncio 1654
- Mercurius pacificus 1648-1650
- Mercurius philo-monarchicus 1649
- Mercurius phreniticus 1652
- Mercurius poeticus 1654, 1660
- Mercurius poeticus, discovering the treasons of a thing called Parliament 1648
- **Mercurius politicus, […] Marchamont Nedham** **1650-1660**
- Mercurius politicus, Oliver Williams 1660
- Mercurius pragmaticus 1649
- Mercurius Pragmaticus, […] 1647-1650
- Mercurius pragmaticus, […] 1649
- Mercurius Pragmaticus 1652, 1653
- Mercurius psitacus; or, The parroting mercury 1648
- Mercurius publicus 1648
- Mercurius radamanthus 1653
- Mercurius republicus 1649
- Mercurius Scoticus 1648
- Mercurius Scoticus; or, A true character of affairs in England, Scotland, Ireland, and other forraign parts 1651
- Mercurius Scoticus; or, the Royal messenger 1651
- Mercurius urbanicus 1648
- Mercurius verax 1649
- Mercurius veridicus 1660
- Mercurius verridicus, […] 1648
- Mercurius zeteticus 1652
- Mercuruius honestus; or, Newes from Westminster 1648
- Merlinus phanaticus 1660
- Moderate informer of all occurrences at home and abroad 1659
- Moderate informer 1659
- Moderate intelligence 1649
- Moderate intelligencer, […] 1645-1654
- Moderate mercury 1649
- Moderate messenger 1649
- Moderate occurrences 1653
- Moderate publisher 1653
- Moderate: […] 1648-164
- Modern inelligencer 1651
- Moderne intelligencer 1650

- Monethly intelligencer 1660
- Most narrative of intelligence 1649
- National scout See Faithfull scout 1659-1660
- New news, […] 1648
- Newes; […] 1653
- Nouvelles ordinaires de Londres 1650-1666
- Observations historical, […] 1654
- Observator 1654
- Observator, with a summary of 1654
intelligence 1648
- Packets of letters from Scotland 1648
- Parliament porter; […] 1648
- Parliament's vulture 1659-1663
- Parliamentary Intelligencer, Continued
as Kingdomes intelligencer 1659-1660
- Particular advice form the office of
intelligence. Continued as Exact accompt 1648
- Passages concerning the king, the
army, city, and kingdom 1651-1655
- Pefect account 1648
- Perfect diary of passages of the King's
army 1660
- Perfect dirunall; […] 1654
- Perfect diurnall occurrences
[…]Continued as Perfect diurnall; or, 1649
[…]
- Perfect diurnall of passages in 1649-1655
Parliament, […]
- Perfect diurnall of some passages and ?-1650
proceedings of […] the armies
- Perfect diurnall of some passages of 1649
Parliament 1649
- Perfect narrative […] 1653 -4, 1660
- Perfect occuriences of every dayes […] 1649
- Perfect occurrences 1648
- Perfect summary of exact passages 1647-1650
- Perfect summary 1660
- Perfect weekly account 1654
- Phanatique intelligencer 1654
- Politics commentary upon the life of 1657
caius July Ceasar 1655-1660
- Politique informaer 1649
- Public adviser 1648
- Public intelligencer 1650
- Relation of the particulars […] 1650
- Royal diurnal 1649-1650
- Royal diurnall 1650
- Royall diurnall 1651
- Scout, continued as Impartial Scout 1653
- Second character of Mercurius 1652
politicus 1648
- Several letters from Scotland, […] 1652
- Several proceedingts of Parliament 1653-1654
- Theme; or. Scoto-Presbyter 1654
- Treaty traverst
- True and perfect diurnal 1651
- True and perfect Dutch diurnall 1649
- True informer: […] Continued as True
and perfect informer: […] 1649
- True informer: […] 1650
- Tuesdaies journal of perfect passages
in Parliament 1660

- Tuesdaies journal 1660
- Ture intelligence form the head-quarters 1657 1654
- Votes of both Houses 1659
- Wandering whore
- Weekly information 1659
- Weekly abstract: […]
- Weekly account, faithfully representing, […] 1659 1655
- Weekly account, on the establishement of a free state 1659
- Weekly intelligence
- Weekly intelligencer of the Commonwealth 1659-1660 1652
- Weekly intelligencer of the commonwealth 1648 1648
- Weekly Post
- Weepers; or, Characters of the diurnals
- Westminster projects
- Wonder; a mercury without a lie in's mouth.

Appendice 3) Articles répertoriés dans les volumes de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* pour l'ensemble de notre période d'étude[528]

Périodique	Lieu d'où la nouvelle est issue	Nombre d'article provenant de cet endroit	Continent d'où l'article provient	Type de lieu	Lieu français ou anglais	Présence d'un diplomate français ou anglais
MP	Abbeville	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Abbeville	12	Europe	Petite ville		
MP	Aberden	11	Europe	Petite ville		
MP	Abingdon	2	Europe	Petite ville		
MP	Aerps	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Agde	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Agen	5	Europe	Petite ville		
MP	Air	2	Afrique	Petite ville		
MP	Aix-en-Provence	5	Europe	Grande Ville	Française	
Gazette	Aix-en-Provence	63	Europe	Grande ville	Française	
MP	Aldbrough	1	Europe	Petite ville		
MP	Algiers	4	Afrique	Petite ville		
MP	Alsace	1	Europe	Région		
MP	Alsen	2	Amériques	Petite ville		
Gazette	Amberg	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Amboise	2	Europe	Petite ville		
MP	Amiens	6	Europe	Grande Ville	Française	
Gazette	Amiens	31	Europe	Grande ville	Française	
MP	Amklam	1	Europe	Petite ville		
MP	Amsterdam	159	Europe	Grande Ville		
Gazette	Amsterdam	403	Europe	Grande ville		
MP	Ancona	3	Europe	Grande Ville		
MP	Andrinopolis	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Angers	7	Europe	Grande ville		
Gazette	Angouleme	4	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Annyym	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	

[528] L'enemble des données présentées ici est issu des éditions de la *Gazette* et du *Mercurius Politicus* couvrant notre période d'étude. Il est à noter que nous avons utilisé l'orthographe moderne des lieux d'où provinrent les nouvelles, plutôt que celui souvent mal orthographié utilisé par les éditeurs. Toutefois, pour certaines lieux inconnus, il fut impossible de rectifier l'orthographe, faute de connaître ces locations. La grosseur des villes (petites signifiant moins de 10 000 habitants) provient de l'étude de Jan de Vries, *European Urbanization, 1500-1800*, Cambridge, Harvard University Press, 1984. Leur location, à savoir s'ils sont situés en territoire français ou anglais, à été déterminé à l'aide des cartes suivantes : John Adams, *Index Villaris*, 1680, NA, Londres, MPI 1 et Nicolaum Visscher, *Galliae seu Franciae Tabula*…, 1665, BNR, Paris, Cartes et plans.

MP	Antigo	1	Amériques	Petite ville		
MP	Antwerp	93	Europe	Grande Ville		
Gazette	Antwerp (Anvers)	95	Europe	Grande ville		
Gazette	Aqs	5	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Ardennes	1	Europe	Région		
MP	Ardres	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Ardres	7	Europe	Petite ville		
Gazette	Argentan	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Arles	3	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Arleux	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Armentières	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Arras	2	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Arras	48	Europe	Petite ville	Française	
MP	Ashbourne	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Aste	4	Europe	Petite ville		
MP	Augsburg	5	Europe	Grande Ville		
Gazette	Augsburg	37	Europe	Grande ville		
Gazette	Aulot	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Aurillac	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Autun	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Auxerre	2	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Avanti	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Avennes	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Avennes	2	Europe	Petite ville	Française	
MP	Avignon	2	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Avignon	21	Europe	Petite ville	Française	
MP	Ayres	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Ays	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Baden	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Baden	16	Europe	Petite ville		
Gazette	Balaguer	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bapaume	11	Europe	Petite ville		
MP	Barbados	18	Amériques	Île		
MP	Barcelona	3	Europe	Grande Ville		
Gazette	Barcelona	79	Europe	Grande ville		
Gazette	Barfleur	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bar-le-Duc	8	Europe	Petite ville		
MP	Barwick	9	Amériques	Petite ville		
Gazette	Barwick	276	Amériques	Petite ville		
Gazette	Basil	15	Europe	Grande ville		
MP	Basil	16	Europe	Grande Ville		
MP	Batavia	1	Amériques	Petite ville		
MP	Bâteau en mer	128	-	Bâteau		

MP	Bâteaux arrivant à Londres	19	Europe	Bâteau		
Gazette	Bauge	1	Europe	Petite ville		
MP	Bavaria	1	Europe	Région		
Gazette	Bayeux	4	Europe	Petite ville		
MP	Bayonne	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Bayonne	17	Europe	Petite ville		
MP	Beaumaris	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Beaumont	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Beaune	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Beauvais	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Beffort	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Begles	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Beinch	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Belfast	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bellefine	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Bellegarde	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Belle-Isle-en-Bretagne	1	Europe	Île		
MP	Bergen	2	Europe	Grande Ville		
MP	Bergerac	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bergues	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Berlin	22	Europe	Grande Ville		Français
Gazette	Berlin	70	Europe	Grande ville		Français
MP	Bern	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bersello	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Besancon	1	Europe	Grande ville		
MP	Bethune	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Bethune	15	Europe	Petite ville		
MP	Bezier	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bezier	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Bilache	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Bilbao	3	Europe	Petite ville		
MP	Birmingham	1	Europe	Petite ville		
MP	Blarnay (Château)	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Blaye	8	Europe	Petite ville	Française	
MP	Bleyethe	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Blois	11	Europe	Petite ville		
MP	Bohemia	3	Europe	Région		
Gazette	Bolduc	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Bologna	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Bologna	3	Europe	Grande ville		
MP	Bonn	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Bonn	11	Europe	Petite ville		
MP	Bordeaux	24	Europe	Grande Ville	Française	

Gazette	Bordeaux	132	Europe	Grande ville	Française	
MP	Boston	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Bourbon	6	Europe	Petite ville		
MP	Bourbourg	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Bourbourg	10	Europe	Petite ville	Française	
MP	Bourges	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Bourges	18	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Bourgueil	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Boxihoode	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Brabant	1	Europe	Région		
MP	Brachen	1	Europe	Petite ville		
MP	Brackenfield	1	Europe	Petite ville		
MP	Bramberg	1	Europe	Petite ville		
MP	Breda	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Breda	3	Europe	Petite ville		
MP	Bremen	13	Europe	Grande Ville		
Gazette	Bremen	68	Europe	Grande ville		
MP	Breslau	17	Europe	Grande Ville		
Gazette	Breslau	20	Europe	Grande ville		
Gazette	Breteuil	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Brie-Comte-Robert	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Brienne-le-Château	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Brignoles	1	Europe	Petite ville		
MP	Brissac	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Brissac	10	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Bristol	1	Europe	Grande ville		
MP	Bristol	33	Europe	Grande Ville	Anglaise	
Gazette	Brive	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Brizambourg	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bromberg (Bvdgoszcz)	1	Europe	Petite ville		
MP	Bromstead	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Brouage	2	Europe	Petite ville		
MP	Brucks	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Bruges	5	Europe	Grande ville		
MP	Bruges	18	Europe	Grande Ville		
Gazette	Brunswick	1	Europe	Petite ville		
MP	Brunswick	1	Europe	Petite ville		
MP	Brunt	1	Europe	Île		
Gazette	Brussels (Bruxelle)	222	Europe	Grande ville		Anglais
MP	Brussels (Bruxelle)	260	Europe	Grande Ville		Anglais
Gazette	Budweis (Budejovice)	1	Europe	Petite ville		
MP	Bury	1	Europe	Petite ville		
MP	Butow	1	Afrique	Petite ville		

Gazette	Cadillac	3	Europe	Petite ville		
MP	Cadiz	18	Europe	Petite ville		
Gazette	Caen	4	Europe	Grande ville		
Gazette	Cahors	6	Europe	Petite ville		
MP	Calais	15	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Calais	48	Europe	Petite ville	Française	
MP	Cambrai	2	Europe	Grande Ville	Française	
Gazette	Cambrai	3	Europe	Grande ville	Française	
MP	Cambridge	1	Europe	Petite ville		
MP	Candia	9	Europe	Petite ville		
Gazette	Capelle	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Carcasonne	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Carcouet	1	Europe	Petite ville		
MP	Cardiff	1	Europe	Petite ville		
MP	Cardigan	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Carisbrook	1	Océanie	Petite ville		
MP	Carlisle	1	Europe	Petite ville		
MP	Cartmunde	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Casal	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Casal	13	Europe	Petite ville		
MP	Cashel	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Cassel	12	Europe	Petite ville		
MP	Castal	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Castillon	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Castillon	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Castine	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Castres	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Catalania	1	Europe	Region		
Gazette	Cautmarteau	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Caxton	1	Europe	Petite ville		
MP	Cazza	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Chalons	20	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Chantilly	5	Europe	Petite ville		
MP	Charenton-du-Cher	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Charité	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Charlemont	1	Amériques	Petite ville		
MP	Charlemont	1	Amériques	Petite ville		
MP	Charleville	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Charleville	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Chartes	13	Europe	Petite ville		
Gazette	Chasteaureux	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Château Cambert	3	Europe	Château	Française	
MP	Château Douglas	1	Europe	Château		

Gazette	Château Porcien	2	Europe	Château	Française	
Gazette	Château Thierry	4	Europe	Château	Française	
Gazette	Chateauneuf	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Chatellerault	1	Europe	Petite ville		
MP	Chatham	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Chatillon	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Chaumont	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Chaunay	4	Europe	Petite ville		
MP	Chenstockowa	1	Europe	Petite ville		
MP	Cheshire	2	Europe	Région		
MP	Chester	88	Europe	Grande Ville	Anglaise	
Gazette	Chester	269	Europe	Grande ville	Anglaise	
MP	Chipping-Wicombe	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Christiana	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Ciway	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Clermont	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Clery	1	Europe	Petite ville		
MP	Cleves	2	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Cleves	5	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Coblence	1	Europe	Petite ville		
MP	Coblence	1	Europe	Petite ville		
MP	Coblence	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Coignac	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Coire	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Colbert	1	Amériques	Petite ville		
MP	Colchester	1	Europe	Grande Ville		
Gazette	Colchester	3	Europe	Grande ville		
MP	Coldingham	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Coldinguen	4	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Colen	121	Europe	Cours d'eau	Anglaise	
MP	Colmar	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Cologne	473	Europe	Grande ville		Français
Gazette	Commercy	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Compeigne	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Compeigne	60	Europe	Petite ville	Française	
MP	Conaght	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Concarne-en-Bretagne	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Conde	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Conde	16	Europe	Petite ville		
MP	Congleton	1	Europe	Petite ville		
MP	Conin	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Conquarneau	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Constance	1	Europe	Petite ville		

Gazette	Constance	5	Europe	Petite ville		
MP	Constantinople	2	Europe	Grande Ville		Anglais
Gazette	Constantinople	31	Europe	Grande Ville		
MP	Copenhague	128	Europe	Petite ville		Anglais et français
Gazette	Copenhague	138	Europe	Petite ville		Anglais et français
Gazette	Corbeil-Essonnes	2	Europe	Petite ville		
MP	Corbie	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Corbie	6	Europe	Petite ville		
MP	Cork	4	Europe	Grande Ville		
MP	Cornwall	19	Europe	Région	Anglaise	
Gazette	Costé	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Coulommiers	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Coutance	1	Europe	Petite ville		
MP	Coutance	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Coutras	1	Europe	Petite ville		
MP	Cowes	2	Europe	Château		
MP	Coyre	6	Europe	Petite ville		
MP	Cracovia	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Cracovia	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Crecy	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Crescentino	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Crespy	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Cristol	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Cronenberg	13	Europe	Petite ville		
MP	Cronenburg	1	Europe	Petite ville		
MP	Cuba	1	Amériques	Île		
MP	Cullen	3	Amériques	Petite ville		
MP	Cumberland	1	Europe	Région		
MP	Curland	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Cusirin	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Cussel	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Cussen	1	Inconnu	Inconnu		
MP	Dalkeith	132	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Dalmatia	2	Europe	Région		
Gazette	Danvilles	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Danzick	307	Europe	Grande Ville		
Gazette	Danzick	360	Europe	Grande ville		
MP	Dartmouth	8	Europe	Petite ville		
MP	Deal	22	Europe	Château		
MP	Deister	1	Europe	Région		
MP	Demin	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Demin	2	Europe	Petite ville		

MP	Denbyshires	1	Europe	Petite ville		
MP	Denmark	1	Europe	Pays		
MP	Derby	1	Europe	Petite ville		
MP	Dermond	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Dermonde	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Des champs de batailles	85	Europe	Région		
Gazette	Des champs de batailles	252	Europe	Région		
MP	Devon	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Dieppe	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Digne	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Dijon	1	Europe	Grande Ville		
Gazette	Dijon	33	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Dinmunde	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Dirschaw	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Dirshaw	1	Inconnu	Inconnu		
Gazette	Dixmude	3	Europe	Petite ville		
MP	Donan	1	Europe	Cours d'eau		
Gazette	Donawerch	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Dorchester	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Doulan	5	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Douvres	2	Europe	Petite ville		
MP	Dover	47	Europe	Petite ville		
MP	Doway	1	Europe	Petite ville		
MP	Downs	8	Europe	Région		
Gazette	Drelincourt	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Dresden	1	Europe	Grande ville		
Gazette	Dreux	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Drogheda	1	Europe	Petite ville		
MP	Drummond	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Dublin	7	Europe	Grande ville	Anglaise	
MP	Dublin	68	Europe	Grande Ville	Anglaise	
MP	Duffel	48	Europe	Petite ville		
MP	Dumbarton	1	Europe	Petite ville		
MP	Dumfries	2	Europe	Petite ville		
MP	Dunbarr	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Dundee	19	Europe	Petite ville		
Gazette	Dunkirk	28	Europe	Petite ville	Française	Anglais
MP	Dunkirk	51	Europe	Petite ville	Française	Anglais
MP	Dunringon	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Durham	2	Europe	Région		
MP	Dusseldorf	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Dusseldorf	7	Europe	Petite ville		
MP	Duyringen	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	

Gazette	Edenburgh	7	Europe	Grande ville	Anglaise	
MP	Edenburgh	263	Europe	Grande Ville	Anglaise	
MP	Elb	11	Europe	Cours d'eau		
Gazette	Elbeuf	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Elbing	36	Europe	Grande ville		
MP	Elbing	61	Europe	Grande Ville		
MP	Elbstroom	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Elfas	1	Europe	Petite ville		
MP	Elisnore	24	Europe	Petite ville		Anglais
Gazette	Elisnore	47	Europe	Petite ville		Anglais
Gazette	Emden	1	Europe	Grande ville		
MP	Enfield	1	Europe	Région		
MP	Erfurt	9	Europe	Grande Ville		
Gazette	Erfurt (Erfort)	52	Europe	Grande ville		
Gazette	Eschelle	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Essone	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Estampes	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Exeter	12	Europe	Grande Ville		
MP	Exon	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Eydersted	6	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Eynot	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Falmouth	13	Europe	Petite ville		
MP	Falster	2	Europe	Région		
Gazette	Faremontier	1	Inconnu	Inconnu		
MP	Femeren	1	Europe	Île		
Gazette	Ferrare	1	Europe	Grande ville		
MP	Ferryland	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Fescamp	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Fimes	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Flanders	4	Europe	Région		
Gazette	Flashing	12	Europe	Petite ville		
MP	Flensburg	12	Europe	Petite ville		
Gazette	Flensburg	48	Europe	Petite ville		
MP	Florence	2	Europe	Grande Ville		Anglais et français
Gazette	Florence	8	Europe	Grande ville		Anglais et français
MP	Flushing	19	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Fontainebleau	2	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Fontainebleau	21	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Fontarabie	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Fontenay	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Fouquescourt	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	France	4	Europe	Pays		

MP	Frankfurt	119	Europe	Grande Ville		Français
Gazette	Frankfurt	333	Europe	Grande ville		Français
Gazette	Frawembourg	10	Inconnu	Inconnu		
MP	Fredensburg	1	Europe	Petite ville		
MP	Frederickstad	1	Europe	Petite ville		
MP	Frederic-Ode	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Frederic-Ode	12	Europe	Petite ville		
MP	Freiburg	1	Europe	Petite ville		
MP	Funen	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Furnas	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Gabiano	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Gaillon	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Gallardon	1	Europe	Petite ville		
MP	Galway	3	Europe	Petite ville		
MP	Garnsey	1	Inconnu	Inconnu		
MP	Gassal	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Gaunt	14	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Geffen	1	Europe	Petite ville		
MP	Gelderland	1	Europe	Région		
MP	Gènes	102	Europe	Grande Ville		Anglais
Gazette	Gènes	410	Europe	Grande ville		Anglais
Gazette	Gergeau	2	Europe	Petite ville		
MP	Germanie	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Gerzay	1	Inconnu	Inconnu		
Gazette	Gex	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Ghilain	2	Europe	Petite ville		
MP	Gibraltar	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Giesson	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Girone	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Gisteron	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Glasgow	5	Europe	Petite ville		
MP	Glasgow	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Glen	2	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Glocester	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Gluckstad	10	Europe	Petite ville		
Gazette	Gluckstad	23	Europe	Petite ville		
Gazette	Godorp	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Goldingen	1	Europe	Petite ville		
MP	Goldsmith	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Gomorre	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Gomorth	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Gorée	1	Afrique	Petite ville		
Gazette	Gorgue	1	Europe	Petite ville		

MP	Gorlitz	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Gothenburg	10	Europe	Petite ville		
MP	Gothenburg	11	Europe	Petite ville		
MP	Gottorp	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Gottorp	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Grandents	1	Europe	Petite ville		
MP	Grandents	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Grasse	2	Europe	Petite ville		
MP	Gravelines	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Gravelines	4	Europe	Petite ville		
MP	Grenoble	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Grenoble	12	Europe	Petite ville		
Gazette	Grenouillers	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Gripswald	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Grosglogaw	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Gueret	2	Europe	Région		
MP	Guernsey	1	Europe	Île		
MP	Guise	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Guise	22	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Hague/Haye	266	Europe	Grande ville		Anglais
MP	Hague/Haye	304	Europe	Grande Ville		Anglais
Gazette	Ham	3	Europe	Petite ville	Française	
MP	Hamburg	395	Europe	Grande Ville		Anglais
Gazette	Hamburg	474	Europe	Grande ville		Anglais
MP	Hamilton	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Hanau	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Hannover	1	Europe	Petite ville		
MP	Harford	1	Amériques	Petite ville		
MP	Harwich	3	Europe	Petite ville		
MP	Havre-de-Grace	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Havre-de-Grace	6	Amériques	Petite ville		
Gazette	Hedin	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Heide	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Heidelberg	5	Europe	Petite ville		
MP	Heidelberg	6	Europe	Petite ville		
MP	Hereford	2	Europe	Région		
Gazette	Herve	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Hesdin	3	Europe	Petite ville		
MP	Hexham	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Hierges	1	Europe	Petite ville		
MP	Highlands	2	Europe	Région		
MP	Hildesheim	4	Europe	Petite ville		
MP	Hofen	1	Europe	Petite ville		

MP	Holland	11	Europe	Petite ville		
MP	Holstein	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Honfleur	1	Europe	Petite ville		
MP	Howard	1	Europe	Petite ville		
MP	Hull	3	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Hungaria	3	Europe	Pays		
Gazette	Husum	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Huy-en-Liege	1	Europe	Région	Française	
Gazette	Iametz	5	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Iedburgh	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Ienkoping	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Ierzé	1	Europe	Île		
Gazette	Ingolstadt	9	Europe	Petite ville		
MP	Innnerlochle	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Innsbruck	4	Europe	Petite ville		
MP	Inverness	6	Europe	Petite ville		
MP	Ipswich	1	Europe	Petite ville		
MP	Ireland	20	Europe	Région		
Gazette	Isle	1	Europe	Cours d'eau		
Gazette	Issy	1	Europe	Petite ville		
MP	Italy	10	Europe	Pays		
Gazette	Itzehoe	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Jaloux	1	Europe	Château		
MP	Jamaica	11	Amériques	Île		
MP	Jametz	1	Europe	Petite ville		
MP	Jersey	5	Europe	Région		
MP	Jerusalem	1	Asia	Grande Ville		
Gazette	Joncquiere	2	Amériques	Petite ville		
MP	Julland	1	Europe	Région		
MP	Kiel	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Kiel	23	Europe	Petite ville		
Gazette	Kilkenny	5	Europe	Petite ville		
MP	Kilkenny	8	Europe	Petite ville		
MP	Kilsythe	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Kingsale	1	Europe	Petite ville		
MP	Kingsale	3	Europe	Petite ville		
MP	Kingsberg	8	Europe	Petite ville		
MP	Kongels	1	Afrique	Petite ville		
MP	Konigsberg	72	Europe	Grande Ville		
Gazette	Konigsberg	154	Europe	Grande ville		
Gazette	Konigsee	1	Europe	Cours d'eau		
Gazette	La Bassée	68	Europe	Petite ville		
Gazette	La Bisbal	4	Europe	Petite ville		

MP	La Fère	14	Europe	Petite ville		
Gazette	La Fère	43	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Lagni	1	Europe	Petite ville		
MP	Lancashire	4	Europe	Région		
MP	Landrecies	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Landrecies	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Laneuville	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Langres	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Langres	7	Europe	Petite ville		
MP	Languedoc	1	Europe	Région		
Gazette	Lannion	5	Europe	Petite ville		
MP	Laon	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Laon	12	Europe	Petite ville		
MP	LaRochelle	8	Europe	Grande Ville		
Gazette	LaRochelle	35	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Lawembourg	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Leblon	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Lectoure	1	Europe	Petite ville		
MP	Ledston	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Leeds	1	Europe	Petite ville		
MP	Leghorne	33	Europe	Petite ville		
MP	Leicester	8	Europe	Petite ville		
MP	Leichfield	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Leictoure	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Leiden	1	Europe	Grande ville		
MP	Leiden	31	Europe	Grande Ville		
MP	Leipzig	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Leipzig	40	Europe	Grande ville		
MP	Leith	53	Europe	Petite ville		
MP	Leven	2	Europe	Cours d'eau		
MP	Libaw	1	Europe	Petite ville		
MP	Liege	12	Europe	Grande Ville		
Gazette	Liege	37	Europe	Grande ville		
Gazette	Liesse	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Ligny	1	Europe	Petite ville		
MP	Ligorne	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Ligron	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Lille	1	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Lima	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Limbourg	1	Europe	Petite ville		
MP	Limbourg	1	Europe	Petite ville		
MP	Limerick	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Limoges	6	Europe	Petite ville		

Gazette	Limours	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Lincolnshire	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Lindau	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Lindau	3	Europe	Petite ville		
MP	Lingen	2	Europe	Petite ville		
MP	Linlithgow	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Lintz	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Lioncourt	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Lippstadt	2	Europe	Petite ville		
MP	Lisbone	27	Europe	Grande Ville		Anglais et français
Gazette	Lisbone	42	Europe	Grande ville		Anglais et français
Gazette	Lisle	3	Europe	Petite ville		
MP	Lithgow	7	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Lithuania	1	Europe	Pays		
MP	Liverpool	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Livourne	21	Europe	Grande ville		
MP	Llanbarderne	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Lodeve	1	Europe	Petite ville		
MP	Londres	56	Europe	Grande Ville	Anglaise	Français
Gazette	Londres	585	Europe	Grande ville	Anglaise	Français
Gazette	Longwy	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Lormont	3	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Louvain	1	Europe	Petite ville		
MP	Low-Countries	2	Europe	Pays		
MP	Luagy	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Lubeck	71	Europe	Grande Ville		
Gazette	Lubeck	111	Europe	Grande ville		
Gazette	Lucerne	2	Europe	Petite ville		
MP	Luna	1	Europe	Cours d'eau		
Gazette	Luneburg	1	Europe	Petite ville		
MP	Luneburg	2	Europe	Petite ville		
MP	Lupen	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Luxembourg	3	Europe	Petite ville		
MP	Luxembourg	4	Europe	Petite ville		
MP	Luyck	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Lyon	41	Europe	Grande ville	Française	
MP	Lyon	46	Europe	Grande Ville	Française	
MP	Lyptsick	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Madrid	62	Europe	Grande ville		Anglais et français
MP	Madrid	72	Europe	Grande Ville		Anglais et français

Gazette	Maestrick	29	Europe	Petite ville		
MP	Magdebourg	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Magdebourg	2	Europe	Petite ville		
MP	Maine	7	Europe	Cours d'eau		
MP	Mainstream	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Mainz (Mayence)	8	Europe	Grande ville		Français
MP	Malago	5	Europe	Grande Ville		
Gazette	Malhausen	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Malines	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Malmeyen	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Malte	7	Europe	Île		
Gazette	Malte	8	Europe	Île		
Gazette	Manic	1	Europe	Petite ville		
MP	Manooth	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Manosque	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Mans	2	Europe	Petite ville	Française	
MP	Mansfield	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Mantes	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Mantua	3	Europe	Grande ville		
MP	Mantua	5	Europe	Grande Ville		
Gazette	Mardik	5	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Mardik	19	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Marennes	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Mareuil	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Marienburg	45	Europe	Petite ville		
MP	Marienburg	58	Europe	Petite ville		
Gazette	Maringues	1	Europe	Petite ville		
MP	Marles	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Marles	12	Europe	Petite ville		
MP	Marseilles	42	Europe	Grande Ville	Française	
Gazette	Marseilles	149	Europe	Grande ville	Française	
MP	Martis	1	Europe	Petite ville		
MP	Marwich	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Mascon	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Mastricht	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Maubuisson	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Mauriac	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Meaux	5	Europe	Région		
Gazette	Melan	10	Europe	Petite ville		
MP	Memmel	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Memmingen	1	Europe	Petite ville		
MP	Men (Isle of)	1	Europe	Région		
Gazette	Menein	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	

Gazette	Menene	5	Europe	Petite ville		
MP	Merce	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Mercury	1	Amériques	Petite ville		
MP	Messina	9	Europe	Grande Ville		
MP	Metz	3	Europe	Grande Ville		
Gazette	Metz	23	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Mezières	1	Europe	Petite villle		
MP	Middleburh	6	Europe	Grande Ville		
Gazette	Middleburh	10	Europe	Grande ville		
MP	Milan	79	Europe	Grande Ville		
Gazette	Milan	515	Europe	Grande ville		
MP	Milford-Heaven	3	Europe	Petite ville		
MP	Minehead	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Miremont	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Mirepoix	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Mittau	3	Europe	Petite ville		
MP	Mittau	7	Europe	Petite ville		
Gazette	Modena	5	Europe	Grande ville		
MP	Modena	6	Europe	Grande Ville		
Gazette	Modère	1	Europe	Île		
Gazette	Moissac	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Molsheim	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Monaco	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Monaco	13	Europe	Petite ville		
MP	Monmouth	1	Europe	Région		
Gazette	Montargis	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Montauban	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Montcalve	5	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Mont-de-Marsan	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Montdidier	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Montelimar	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Mont-en-Haynaut	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Montereau	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Montignac	5	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Montmedy	5	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Montmorillou	2	Europe	Petite ville		
MP	Montpellier	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Montpellier	24	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Montreuil	5	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Montrond-les-Bains	4	Europe	Petite ville		
MP	Montross	1	Europe	Petite ville		
MP	Montserrat	1	Amériques	Petite ville		
MP	Mordington	1	Europe	Petite ville		

Gazette	Morlais	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Mortare	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Moscou	2	Europe	Grande ville		Anglais et français
Gazette	Moulins	5	Europe	Petite ville		
MP	Mounts Bay	1	Europe	Cours d'eau		
MP	Mouzon	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Mouzon	14	Europe	Petite ville		
Gazette	Munic	10	Europe	Petite ville		
MP	Munster	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Munster	42	Europe	Petite ville		
Gazette	Mussy-L'eveque	1	Europe	Petite ville		
MP	Mynigose	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Mytaw	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Namen	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Namur	1	Europe	Grande ville		
MP	Nancy	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Nancy	52	Europe	Petite ville	Française	
MP	Nantes	5	Europe	Grande Ville		
Gazette	Nantes	18	Europe	Grande ville		
MP	Nantwich	3	Europe	Petite ville		
MP	Naples	94	Europe	Grande Ville		Français
Gazette	Naples	582	Europe	Grande ville		Français
MP	Narbeth	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Narbonne	35	Europe	Petite ville	Française	
MP	Narbonnes	2	Europe	Petite ville		
MP	Narva	1	Europe	Petite ville		
MP	Nascow	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Natick	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Nemours	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Nerac	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Nesle	2	Europe	Petite ville		
MP	Neufalts	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Nevers	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Newburg	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Newcastle	21	Europe	Grande ville		
MP	Newcastle	33	Europe	Grande Ville	Anglaise	
MP	New-England	1	Amériques	Petite ville		
MP	Newfolk	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Newgard	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Newhensell	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Newhusel	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Newport	3	Europe	Petite ville		

Gazette	Newport	8	Europe	Petite ville		
Gazette	Nice	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Nicoping	2	Europe	Petite ville		
MP	Nicoping	4	Europe	Petite ville		
MP	Nimes	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Nimes	3	Europe	Grande ville		
Gazette	Niort	2	Europe	Petite ville		
MP	Nordlinguen	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Nordlinguen	3	Europe	Petite ville		
MP	Northampton	5	Europe	Petite ville		
MP	Northwales	1	Europe	Région		
MP	Norwich	7	Europe	Grande Ville		
MP	Nottingham	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Novion-Porcien	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Noyon	10	Europe	Petite ville		
MP	Nuremberg	16	Europe	Grande Ville		
Gazette	Nuremberg	131	Europe	Grande ville		
MP	Ocana	1	Europe	Petite ville		
MP	Oceana	1	Inconnu	Inconnu		
MP	Odense	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Odense	2	Europe	Petite ville		
MP	Oder	1	Europe	Cours d'eau		
MP	Oftend	12	Europe	Petite ville		
MP	Old-Baille	9	Europe	Petite ville		
MP	Olden	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Oldenbourg	1	Europe	Petite ville		
MP	Oldenburgh	1	Europe	Petite ville		
MP	Oldesloe	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Oostende	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Orange	1	Europe	Petite ville		
MP	Orknay	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Orléans	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Orléans	10	Europe	Grande ville		
Gazette	Osnabruck	9	Europe	Petite ville		
Gazette	Oudernarde	6	Europe	Petite ville		
MP	Ousley Bay	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Oxford	2	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Oxford	4	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Oxon	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Paderborn	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Palerborn	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Palerme	1	Europe	Grande ville		
MP	Palerme	1	Europe	Grande Ville		

Gazette	Paris	586	Europe	Grande ville	Française	Anglais
MP	Paris	624	Europe	Grande Ville	Française	Anglais
Gazette	Parkim	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Pau	6	Europe	Petite ville		
MP	Pembroke	3	Europe	Petite ville		
MP	Penrith	1	Europe	Petite ville		
MP	Penryn	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Périgeux	1	Europe	Petite ville		
MP	Peronne	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Peronne	8	Europe	Petite ville		
MP	Perouse	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Perpignan	9	Europe	Petite ville		
Gazette	Perpignan	101	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Pertuis	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Petersdorf	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Pezenas	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Philipsburg	4	Amériques	Petite ville		
MP	Piacenza	2	Europe	Grande Ville		
MP	Picardie	1	Europe	Région		
MP	Piedmont	2	Europe	Région		
MP	Pignerole	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Pilsen	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Plaisance	5	Europe	Petite ville	Française	
MP	Plymouth	68	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Poissy	1	Europe	Petite ville		
MP	Poitier	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Poitier	40	Europe	Petite ville	Française	
MP	Poland	2	Europe	Pays		
Gazette	Polotsk	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Pomeranie	1	Europe	Région		
MP	Pomeranie	10	Europe	Région		
Gazette	Pons	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Pont-à-Mousson	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Ponteau-de-Mer	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Pontevedra	1	Europe	Petite ville		
MP	Pontfract	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Pontoise	14	Europe	Petite ville		
MP	Port Louis	1	Afrique	Petite ville		
MP	Portland	1	Europe	Petite ville		
MP	Portolongone	1	Europe	Petite ville		
MP	Portsmouth	23	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Portugal	2	Europe	Pays		
Gazette	Posen	5	Europe	Petite ville		

MP	Posen	5	Europe	Petite ville		
Gazette	Pouance	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Prades	2	Europe	Petite ville		
MP	Pragilas	2	Europe	Petite ville		
MP	Prague	29	Europe	Grande Ville		
Gazette	Prague	198	Europe	Grande ville		
Gazette	Presbourg	3	Europe	Petite ville		
MP	Presbourg	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Preslav	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Provins	3	Europe	Petite ville		
MP	Prussia	7	Europe	Pays		
Gazette	Puigcerda	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Puy-en-Vallay	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Quarilles	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Quesnoy	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Quesnoy	13	Europe	Petite ville		
MP	Ratisbonne	12	Europe	Petite ville		
Gazette	Ratisbonne	137	Europe	Petite ville		
Gazette	Realmont	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Regensburg	1	Europe	Petite ville		
MP	Regensburg	25	Europe	Petite ville		
MP	Reims	12	Europe	Grande Ville		
Gazette	Reims	46	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Remiremont	3	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Reneval	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Rennes	6	Europe	Grande ville		
Gazette	Reole	4	Europe	Petite ville	Française	
MP	Reval	4	Europe	Petite ville		
MP	Rhetel	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Rhetel	162	Europe	Petite ville		
MP	Rhine	58	Europe	Cours d'eau		
Gazette	Riblemont	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Rieux	1	Europe	Petite ville		
MP	Riga	40	Europe	Petite ville		
Gazette	Riga	81	Europe	Petite ville		
Gazette	Ripon	2	Europe	Petite ville		
MP	Ripon	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Ripouil	8	Europe	Petite ville		
MP	Ripovilin	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Roan	4	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Rocroi	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Roman	1	Europe	Petite ville		
MP	Rome	187	Europe	Grande Ville		Français

Gazette	Rome	599	Europe	Grande ville		Français
MP	Roseren	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Roses	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Roses	26	Europe	Petite ville		
MP	Rostock	14	Europe	Petite ville		
Gazette	Rostok (Rosfolk)	7	Europe	Petite ville		
Gazette	Rotterdam	16	Europe	Grande ville		
MP	Rotterdam	103	Europe	Grande Ville		
MP	Rouen	1	Europe	Grande Ville		
Gazette	Rouen	46	Europe	Grande ville	Française	
Gazette	Roye	3	Europe	Petite ville	Française	
MP	Rutheu	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Rye	1	Europe	Petite ville		
MP	Rye	3	Europe	Petite ville		
MP	Rypen	4	Europe	Petite ville		
MP	Rysell	5	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Saint-More	1	Europe	Petite ville		
MP	Saint-Sébastien	1	Europe	Petite ville		
MP	Salee	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Salisbury	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Salvador	1	Amériques	Petite ville		
Gazette	Sarlat	4	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Saumur	6	Europe	Petite ville		
MP	Saverne	1	Europe	Petite ville		
MP	Savoy	1	Europe	Pays		
MP	Saxonie	1	Europe	Région		
MP	Scarborough	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Schmalkalden	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Schwerin	1	Europe	Petite ville		
MP	Scilly	7	Europe	Région		
MP	Scotland	28	Europe	Région	Anglaise	
MP	Sears	1	Amériques	Petite ville		
MP	Sedan	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Sedan	17	Europe	Petite ville		
Gazette	Semur	2	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Senlis	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Sens	3	Europe	Petite ville	Française	
MP	Seo de Urgel	1	Europe	Petite ville		
MP	Seville	1	Europe	Grande Ville		
MP	Sherborne	1	Europe	Petite ville		
MP	Shifwall	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Shrewsbury	5	Europe	Grande Ville	Anglaise	
MP	Shropshire	1	Europe	Région		

MP	Silesia	4	Europe	Région		
Gazette	Sissonne	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Sleswick	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Smyrna	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Smyrna	2	Asia	Petite ville		
MP	Soison	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Soison	32	Europe	Petite ville		
MP	Soleurre	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Soleurre	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Solsonne	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Sorcy	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Sound	4	Europe	Cours d'eau		
MP	Southampton	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Spa	1	Europe	Petite ville		
MP	Spain	2	Europe	Pays		
MP	Spire	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Spire	3	Europe	Petite ville		
MP	Staden	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Staden	4	Europe	Petite ville		
MP	Stafford	2	Europe	Petite ville		
MP	St-Albans	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Stalzund	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	St-Andrew	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Stargard	4	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Armand-de-Boisse	2	Europe	Petite ville		
MP	Statin	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	St-Brieuc	2	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Denis	8	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Dizier	3	Europe	Petite ville		
MP	St-Edmunds	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Stenay	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Stenay	4	Europe	Petite ville	Française	
MP	Sterling	16	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Stettin (Szczecin)	58	Europe	Petite ville		
Gazette	Stettin (Szczecin)	76	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Flour	3	Europe	Petite ville		
MP	St-Gall	4	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	St-Géran-le-puy	1	Europe	Petite ville		
MP	St-Germain	1	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	St-Germain	21	Europe	Petite ville	Française	
MP	St-Ghislain	2	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Ghislain	7	Europe	Petite ville		
MP	St-Helen	1	Europe	Île		

MP	St-Hilary	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	St-James	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	St-Jean-de-Luz	3	Europe	Petite ville	FR	
Gazette	St-Jean-de-Luz	25	Europe	Petite ville	Française	
MP	St-Johnston	8	Europe	Petite ville		
MP	St-Lucar	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	St-Malo	6	Europe	Grande Ville		
Gazette	St-Malo	7	Europe	Grande ville		
MP	St-Martin	1	Europe	Petite ville	FR	
Gazette	St-Maximin	3	Europe	Petite ville		
MP	St-Menabou	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	St-Menethould	1	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Menethould	57	Europe	Petite ville	Française	
MP	St-More	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Stockholm	111	Europe	Grande Ville		Anglais et français
Gazette	Stockholm	278	Europe	Grande ville		Anglais et français
MP	Stode	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Stolpe	1	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Omer	2	Europe	Petite ville		
MP	St-Omer	2	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Paul	1	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Pierre-le-Moutier	2	Europe	Petite ville		
MP	St-Quentin	4	Europe	Petite ville		
Gazette	St-Quentin	43	Europe	Petite ville	Française	
MP	Strade	1	Europe	Petite ville		
MP	Stralsund	9	Europe	Petite ville		
Gazette	Stralsund	19	Europe	Petite ville		
MP	Strasbourg	3	Europe	Grande Ville		
Gazette	Strasburgh	29	Europe	Grande ville	Française	
MP	Stratford	2	Europe	Région		
Gazette	St-Sebastien	3	Amériques	Petite ville		
MP	St-Sebastien	15	Amériques	Petite ville		
Gazette	St-Venant	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	St-Ya	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Sultsbach	1	Europe	Petite ville		
MP	Sunderland	1	Europe	Petite ville		
MP	Sussex	2	Europe	Région		
MP	Sweden	2	Europe	Pays		
MP	Switzerland	6	Europe	Pays		
MP	Tadeaster	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Tanes	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Tarascon	4	Europe	Petite ville		

Gazette	Tarbes	1	Europe	Petite ville	Française	
MP	Taunton	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Tellemas	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Tenby	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Terceres	1	Europe	Île		
Gazette	Termonde	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Testes	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Texel	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Texel	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Thionville	5	Europe	Petite ville		
MP	Thoren	17	Europe	Petite ville		
Gazette	Thoren	32	Europe	Petite ville		
MP	Thorne	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Thouars	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Thoul	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Tilbury hope	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Tire	1	Inconnu	Inconnu		
Gazette	Toledo	1	Europe	Grande ville		
Gazette	Tonnay-Charante	1	Europe	Petite ville		
MP	Tonningen	3	Europe	Petite ville		
Gazette	Tonningen	6	Europe	Petite ville		
Gazette	Toreilles	2	Europe	Petite ville	Française	
Gazette	Tortose	3	Europe	Petite ville		
MP	Totnes	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Toul	1	Europe	Petite ville		
MP	Toulon	11	Europe	Grande Ville		
Gazette	Toulon	50	Europe	Grande ville	Française	
MP	Toulouse	5	Europe	Grande Ville		
Gazette	Toulouse	37	Europe	Grande ville	Française	
MP	Tours	2	Europe	Grande Ville		
Gazette	Tours	10	Europe	Grande ville		
MP	Transylvania	2	Europe	Région		
MP	Trent	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Treves (Triers)	2	Europe	Petite ville		Français
MP	Triers	1	Europe	Petite ville		Français
MP	Tripolis	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Troyes	9	Europe	Petite ville		
MP	Truber Schlach	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Tule	2	Amériques	Petite ville		
MP	Tunis	2	Afrique	Petite ville		
MP	Turin	60	Europe	Petite ville		
Gazette	Turin	478	Europe	Petite ville		Français
Gazette	Ulm	6	Europe	Grande ville		

MP	Uppsala	37	Europe	Petite ville		
MP	Upton	1	Europe	Petite ville		
MP	Urgel	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Urgel	3	Europe	Petite ville		
MP	Utopia	4	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Uzarches	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Uzerches	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Uzes	1	Europe	Petite ville		
MP	Valence	3	Europe	Grande Ville		
MP	Valenciennes	3	Europe	Grande ville		
Gazette	Valenciennes	16	Europe	Grande ville		
Gazette	Valogne	2	Europe	Petite ville	Française	
MP	Varsovie	58	Europe	Grande Ville		Français
Gazette	Varsovie	290	Europe	Grande ville		Français
Gazette	Vayers	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Veillanes	1	Europe	Petite ville		
MP	Venice	181	Europe	Grande Ville		Français
Gazette	Venice	611	Europe	Grande ville		Français
Gazette	Verdun	11	Europe	Petite ville		
Gazette	Verneuil-sur-Avre	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Vernon	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Vervins	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Viadona	2	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Vienna	254	Europe	Petite ville		Français
Gazette	Vienna	510	Europe	Petite ville		Français
MP	Vigo	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Ville-Franche	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Villeneuve	2	Europe	Petite ville		
Gazette	Vinciennes	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Vitry	5	Europe	Petite ville		
MP	Vlye	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Wallingford-house	1	Europe	Petite ville		
MP	Warnemunde	1	Europe	Petite ville		
MP	Warwick	1	Europe	Petite ville		
MP	Washford	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Waterford	12	Europe	Petite ville		
MP	Weener	21	Europe	Petite ville		
Gazette	Weimar	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Wesel	1	Europe	Petite ville		
MP	Weser	3	Europe	Cours d'eau		
MP	West-Cowes	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Westminster	359	Europe	Grande ville	Anglaise	
MP	Westphalen	1	Europe	Région		

Gazette	Weybourg	8	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Weymouth	9	Europe	Petite ville		
MP	Weyselmund	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Whight (Île)	12	Europe	Île		
MP	Whitehall	424	Europe	Grande ville	Anglaise	
MP	Winchester	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Windsor	2	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Winexbergun	1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
Gazette	Wintersbourg	1	Europe	Petite ville		
MP	Wirtsbourg	1	Europe	Petite ville		
Gazette	Wirtsbourg	3	Europe	Petite ville		
MP	Wismar	35	Europe	Petite ville		
Gazette	Wismar	60	Europe	Petite ville		
Gazette	Wittenberg	1	Europe	Petite ville		
MP	Wolgast	1	Europe	Petite ville		
MP	Worcester	4	Europe	Petite ville		
Gazette	Worms	3	Europe	Petite ville		
MP	Wrexham	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
MP	Würzburg	1	Europe	Grande Ville		
Gazette	Xaintes	21	Europe	Petite ville	Française	
MP	Yarmouth	10	Europe	Grande Ville		
Gazette	York	1	Europe	Grande ville	Anglaise	
MP	York	8	Europe	Grande Ville	Anglaise	
MP	Yorkshire	1	Europe	Petite ville		
MP	Youghall	1	Europe	Petite ville	Anglaise	
Gazette	Ypre	10	Europe	Région		
MP	Ypre (Ieper)	4	Europe	Région		
Gazette	Ypsal	3	Inconnu	Inconnu	Inconnu	
MP	Zante (Zakinthos)	3	Europe	Île		
MP	Zealand	1	Europe	Région		
Gazette	Zürich	14	Europe	Petite ville		Anglais
MP	Zürich	16	Europe	Petite ville		Anglais

Appendice 4) Leviathan[529]



[529] Hobbes, Thomas, *Leviathan*, Londres, Penguin Classics, 1968, frontispiece.

Appendice 5) Dorislaus' Ghost[530]



[530] British Museum, *Dr. Dorislaus Ghost, presented by Time to unmask the Vizards of the Hollanders* [http://www.britishmuseum.org] (Consulté le 15 juin 2010).

Appendice 6) Exemples de pages du *Mercurius Politicus* et de la *Gazette*[531]

(2278)

rous party in the *Low lands*: And in all probability they would have shewn themselves, if the news of our Affairs at Sea had been answerable to their wicked hopes and expectations:

About a Fortnight since, the Governor of *Sterling* took occasion to search, and found many Armes in the hands of the Townsmen.

From Dublin, February 22.

The Lord hath followed us with his wonted mercy in taking away the heart of our Enemies, throughout the whole Nation; and in particular, now of late at *Enniskillen*, which was surrendred the 17 instant, together with the adjoyning Iles, unto Commissary Gen. *Reynolds*, upon Articles, the men are to be transported into *Spain* within 20 daies, if wind serve, and shipping can be had for the purpose.

The Enemy begin to shew themselves again in the County of *Kerry*:

From Paris, March 8. *Stilo novo.*

Of late here was a talk of the Courts intent to have pacified the Prince of *Conde*, by investing him in possession of the Country of *Alsatia*, with the Soveraignty thereof, to have been held in Homage of the Crown of *France*, but now it is come to nothing; nor is there any signe of an Agreement.

Some Overture to that end was mentioned lately by one Mr *Barin*, who was prisoner to the Prince, but released upon ransome; and he pretends that at his comming away the Prince entred into discourse with him, boasting of his own great strength, and of the party he had yet among the People of *France*, and of the great Forces he should be able to appear in the Field with this Summer, which he said would be 12000 Horse, and 16000 Foot, whereby he doubted not but he should be able to give the Court their hands full of work, and perhaps give them a Visit too at *Paris* it self: Intimating nevertheless, that he was ready to imbrace a good Agreement, and enter into a Treaty of peace

[2279]

peace not only for himself, but of the King of *Spain* also, of whom he pretends to have power for that purpose; so that it shall be the fault of the Court if a Generall peace be not concluded. All this was represented by the said Mr. *Barin* to their Majesties, as from the mouth of the said Prince of *Conde*; but the Queen and Cardinall give little heed to it, being fully bent upon carrying on the Warre, Orders being issued out for Monies and strong Recruits against the next *Campania*.

Their designes are laid especially for the reducing of the City of *Bordeaux*, and the Province of *Guienne* this next Summer; which they presume themselves in a faire way to effect, having much weakned the Princes party there, by drawing off Count *D'Amegon*, whose Agreement is (they say) as good as made, though not fully concluded yet. They have the like designe also to take off Mr *Marein* by great offers: And for matter of Force, the Duke of *Candale*, the Kings Generall for those parts, prepares a strong Army to appear in the Field with by the first of the Spring, intending to set upon *Bordeaux* by Land, while the Duke of *Vendosme* blocks it up by water; who the better to distress them, and spoil their Trade, is designing to build a Fort upon a little Isle seated in the middle of the River *Garonne*, a little below that place where the *Dordonne* falls into it.

On the other hand the Pr. of *Conde* proceeds vigorously with his preparations, especially in *Germany*, whither hee hath dispatched the pr. of *Tarant* by the way of *Holland*, to expedite the Levies and bring them away. Nor doth he want his Agents in most parts of France.

In the mean time many discontents increase here, which makes the Cardinal keep close to the *Louvre*: He rules all under the King while his Majesty himself is entertained by delights and pleasures, the great Mask having been divers times re-acted; and he shall want no recreation that may divert his thoughts from medling with State-affairs, according to the old practice of such as rule the Roast under yong Princes.

[531] Nedham, *Mercurius Politicus* (From Thursday, March 3 to Thursday March 10, 1653), vol. 143, pp. 2278-2279; Renaudot, *Nouvelles Ordinaires* (Du 1er mars, 1653), vol. 17, pp. 214-215.

les Iſles d'Arran à l'obéïſſance du Parlement d'Angleterre, eſt allé réduire les autres petites places que les Irlandois tiennent encor dans la province d'Erconnaght. La frégate nommée le Soucy, eſt preſte à partir pour Galway avec pluſieurs vaiſſeaux chargez de proviſions: & le Capitaine Vaſſey en doit conduire d'autres auſſi chargez de vivres pour l'Eſcoſſe.

De Barwick ſur les frontiéres d'Eſcoſſe, le 12 Février 1653.

Ces jours paſſez, les navires de guerre Holandois qui ſont ſur ces coſtes, ayans rencontré vne petite flote des noſtres venans à Newcaſtle, en prirent 12, & diſperſérent le reſte. Mais depuis, noſtre frégate dite la Briére qui eſcortoit quelques Marchands de Lyn vers le Nord, rencontra vn navire de guerre de Fleſſingue monté de 15 piéces de canon, duquel elle ſe ſaiſit avec quelques barques Angloiſes, dont il s'eſtoit emparé.

De Hambourg, ledit jour 12 Février 1653.

La ville de Brémen n'ayant pû obtenir à la Cour Impériale aucune modération des droits de péage ſur le Wéſer, demandez par le Comte d'Oldenbourg, afin de ſe garantir de l'exécution dont elle eſt menacée, a fait prendre les armes à tous ſes habitans, redoublé ſes Corps de garde tant dedans que dehors la ville, & ſe prépare tant qu'elle peut à la défenſive, à l'exemple de ce Comte, qui n'oublie rien auſſi pour l'attaquer. Le Général Konigſmarc a pareillement depuis quelques jours, pourveu les places que les Süédois tiennent dans le Duché de Brémen & de Wehrden, de toutes les proviſions qui leur eſtoyent néceſſaires, & fait d'ailleurs travailler à des levées, ſans qu'on puiſſe encor pénétrer le deſſein des Süédois.

De Cologne, le 14 Février 1653.

On nous eſcrit de Liége, que les troupes du Prince de Condé ſe ſont n'aguéres ſaiſies de la petite ville de Sine, dépendante de cet Eveſché là, où les chaſteaux & bourgs appartenans au Baron de Péſie, ont eſté entiérement déſolez par ces meſmes troupes. La garniſon de Rocroy eſcalada auſſi ces jours paſſez, la petite ville de Coüin entre la Meuſe & la Sambre, apres en avoir pétardé vne porte, & y fit priſonnier le Colonel Miche

avec tous les ſoldats qui s'y trouvérent. Depuis, les troupes Lorraines ayans repaſſé la Meuſe avec deux piéces de canon à deſſein de ſe ſaiſir de Rochefort, les païſans qui ſont en armes par tout cet Eveſché là les ſurprirent ſi à propos, qu'ils en tüérent ou firent priſonniers pres de 500, & contraignirent le reſte de ſe refugier & d'abandonner leur canon. En ſuite dequoy ces troupes, pour éviter la rencontre de celles des Holandois, ſe ſont avancées vers le Liége, à deſſein d'y prendre leurs quartiers d'hyver par force, ainſi que celles du Prince de Condé.

De Bolduc, le 15 Février 1653.

La cavalerie de cette ville & de celle de Graf eſtant ſouſtenuë de 150 fantaſſins, a n'aguéres défait vne partie des troupes Lorraines dans le village de Stuckſel à trois lieuës de Helmont, tüé leur Lieutenant Colonel avec pluſieurs ſoldats & fait priſonnier le Colonel Klau qui la commandoit, avec ſa femme, leſquels ont eſté amenez en cette ville avec cent quarante chevaux, deux cornettes & vn coffre dans lequel il y a 6000 richedales appartenans à ces Lorrains: ſur qui ceux de Graf ont auſſi fait vn butin de 50 chevaux.

De Maëſtrick, le 16 Février 1653.

Noſtre Gouverneur, ſur l'avis que quelques troupes Lorraines avoyent paſſé la Meuſe, ayant fait partir d'ici toute ſa cavalerie avec quelque infanterie pour aller au devant & les contraindre de rebrouſſer chemin, les noſtres ſe ſont ſi bien acquitez de cette commiſſion qu'ils les ont chaſſées du village de Rolduck & mis en fuïte à la premiére eſcarmouche, à la réſerve de 80 de leurs mouſquetaires, qui ne s'eſtans pû aſſez promptement ſauver, s'eſtoyent jettez dans vne métairie, où nos gens, apres les avoir invtilement ſommez par trois fois de ſe rendre, mirent le feu, qui en étouſa la plus grande partie, comme les autres qui vouloyent ſe ſauver de cet embrazement, furent tüez, en ſorte que pas vn n'échapa pour en porter la nouvelle.

De la Haye, ledit jour 16 Février 1653.

Les Provinces vnies ont donné permiſſion à tous les vaiſſeaux du Réſident du Roy de la Grand' Bretagne d'entrer dans leurs ports & d'y joüir des meſmes privileges que les

BIBLIOGRAPHIE

Fonds d'archives

Boldeian Library, Oxford

Michael Hawkins (dir.), *Tanner manuscripts*, Vol. 54-56, Harvest Press
Michael Hawkins (dir.), *The Rawlinson manuscript collection*, Vol. A12 et A65

British Library, London

Collection of Letters and State Papers, Mss Additional 4158
Historical MSS. Commission Publications, Downshire, 1924
Historical Manuscript Commission, 3rd repport
Vernon Papers

«Instructions to E. Montague, Commander of the fleet, 17 mars 1658, Transactions with Denmark, etc., 1658-1700», Mss Additional 40796
«The History of Whitelocke's embassy from England to Sweden with notes thereupon and touching the government Public Counsels and Persons in those and in other countries», Mss Additional 37347, 37346
«Whitelocke's Embassy to Sweden», Mss Additional 4991A

Essex Record Office, Chelmsford

Estate and Family Records

«Diary of Sir Thomas Bendish», 1650-1660, D/DHf O4

The National Archives of the United Kingdom, Kew

Committee for foreign affaires:

Order Book (SP 25/131-133)

Map and Plans:

John Adams, *Index Villaris*, London, 1680 (MPI 1)

Secretaries of State: State Papers Foreign:

Entry Books (SP 104)
France (SP 78/113-4) (1652-1658)
Holland (SP 84, 158-9) (1649-1654)
Spain (SP 94/43)
Danemark (SP 75/16)
Sweden (95/5A)
Turkey (97/17)
Savoy (92/24)
Newsletters (SP 101)
Ciphers (SP 106)
Treaties (SP 108)
Treaty Papers (SP 103)

State Papers: Gazettes and Pamphlets:

France (SP 117)
Treaties (SP 113)

Archives des Affaires étrangères, Paris, Ministère des affaires étrangères; La Courneuve
Correspondance politique :
Danemark (7-8-9)
Sardaigne (ancien fonds Savoie) (48-53)
Angleterre (62-69)
Suède (22-23)
Espagne (34-35)
Espagne. suppl (5)
Rome (117)

Bibliothèque nationale - Richelieu, Paris
Cartes et plans :
Nicolaum Visscher, *Galliae seu Franciae Tabula*…, 1665.
Manuscrits français :
«Déclaration du parlement de la république d'Angleterre sur les affaires et procédures entre cette République et les Estats Geneeraux des Provinces Unies des Pays Bas; et les differents survenus, dont les Estats ont donné sujet de leur part», Londres, 1652, (17199)
«Discours général de l'étast d'Espagne et de tout ce qui s'est trouvé de remarquable en ce Royaume lors de l'Ambassade de Mr Le Mareschal de Gramont en 1659», (10640 II)
«Harangue du résident de France en Angleterre pour le rétablissement du commerce»,1649 (MSFR, 17199)
«Lettres de René II de Voyer d'Argenson à M. de Brienne lors de son ambassade en Savoie & à Venise (1651-1656)» (16078)
«Recueil de ce qui s'est passé ans les conférences tenus à Saint Jean de Luz au Sujet de la Paix entre les Couronnes de France et d'Espagne» (15865, folio 1-568)
«Négociations de M. le Bailly de Valencay, ambassadeur ordinaire du Roy à Rome», 1647, 18025
«Continuation des négociations de Mr. Le Bailly de Vallanay ambassadeur pour le Roy à Rome, aout 1650-juillet 1651» 18026 et 18030.

Sources premières imprimées

Histoire du Cardinal Mazarin sous le règne de Louis XIV, Paris, 1668.

ABBOT, Wilbur Cortez (dir.), *Writings and Speeches of Oliver Cromwell*, Vol. 3, Cambridge, Harvard University Press, 1945.

ANDERSON, R. C. (dir.), *The Journal of Edward Mountagu, First Earl of Sandwich, Admiral and General at Sea, 1659-1665*, S.I, Navy Records Society, 1929.

ASCHAM, Antony, *Of the confusions and revolutions of governments (1649)*, New York, Scholar's Facsimiles & Reprints, 1975.

BARBEYRAC, Jean, *Histoire des anciens traitez […],* Amsterdam, Chez les Janssons, Waesberge, 1739.

BAZIN, Anaïs de Raucou dit, *Histoire de France sous le ministère du Cardinal Mazarin,* 2e édition, Paris, Chamerot, 1846.

BELL, Gary M., *A Handlist of British Diplomatic Representatives, 1509-1688*, London, 1990.

BETHEL, S., *The World's Mistake in Oliver Cromwell*, London, 1689.

BLENCAVE, R. W. (dir.), *Sydney Papers: Consisting of a journal of the Earl of Leicester, and original letters of Algernon Sydney*, London, C. Roworth, 1825.

CALLIÈRES, François de, «De la manière de négocier avec les souverains» dans *François de Callières : l'art de négocier en France sous Louis XIV,* dir. par Jean-Claude Waquet, Paris, Rue d'Ulm, 2005.

CALLIÈRES, François de, *De la science du monde et des connaissances utiles à la conduite de la vie*, Bruxelles, Jean Leonard, 1717.

CARTE, Thomas (dir.), *A Collection of original Letters and Papers concerning the Affairs of England found among the Duke of Ormonde's Papers […]*, London, Millar, 1759.

CASTIGLIONE, Baldassarre, *The Book of the Courtier,* New York, Dover Publications, 2003.

CHAMOY, Louis R. de, *L'idée du parfait ambassadeur*, Paris, 1912.

CHÉRUEL, P. A. (dir.), *Lettres du cardinal Mazarin pendant son ministère*, Vol. 5-9, Paris, 1889.

CLARENDON, Earl of, *History of the Rebellion and Civil Wars in England*, Oxford, 1704.

DOOLEY, Brendan (dir.), *The Dissemination of News and the Emergence of Contemporaneity in Early Modern Europe*, Burlington, Ashgate, 2010.

DUMONT, J., *Corps Universel Diplomatique Du Droit Des Gens, Contenant Un Recueil Des Traités D'alliance, De Paix, De Trève, Etc. Qui Ont Été Faits En Europe Depuis Le Rèegne De L'empereur Charlemagne Jusqu'à Présent*, 8 vols, 1726-1731.

FRANCE, Commission des archives diplomatiques, *Recueil Des Instructions Données Aux Ambassadeurs Et Ministres De France, Etc.*, Paris, 1929.

GALARDI, P. F. *Réflexions Sur Les Mémoires Pour Les Ambassadeurs*, Ville Franche, 1677.

GALEAZZO, G. P. *Histoire du traité de paix conclue […] en l'an 1659*, Cologne, 1667.

GAUNT, Peter, *The Correspondence of Henry Cromwell, 1655–1659*, CUP, 2008.

GENTILI, Alberico, *De jure belli libri tres*, Buffalo, W.S. Hein, 1995.

GREEN, Mary A. E. (dir.), *Calendar of Sate Papers, Domestic series, 1649-1650* (1659-1660), 13 Vol., London, Longman & Co., 1875-1886.

GROTIUS, Hugo, *Le droit de la guerre et de la paix*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999, 868 p.

HARTLIB, Samuel, *The Hartlib Papers*, 2e édition, Sheffield University, HROnline Humanities Research Institute, 2002.

HIERRO, Agustin de, *The process and Pleadings in the Court of Spain upon the Death of Anthonie Ascham Resident for the Parliament of England*, London, 1651.

HOBBES, Thomas, *Éléments de la loi naturelle et politique*, Paris, Librairie générale française, 2003.

HOBBES, Thomas, *Leviathan*, Londres, Penguin Classics, 1968.

HOTMAN, Jean, *De la charge et dignité de l'ambassadeur*, Paris, 1604.

LIONNE, Hugues de, *Mémoires et instructions pour servir dans les négociations et affaires concernant la France*, Paris, 1689.

LIONNE, Hugues de, *Remarques Sur La Reddition De Dunkerque Entre Les Mains Des Anglois*, Paris, 1658.

LOUIS XIV, *Mémoires De Louis XIV*, Paris, 1960.

MABILLON, Jean, *Histoire des contestations sur la diplomatique*, 2e édition, Naples, J. Gravier, 1767.

MABLY, Gabriel Bonnot de, *Des principes des négociations, pour servir d'introduction au Droit public de l'Europe, fondé sur les traités*, Amsterdam, J. Schreuder, et P. Mortier, le jeune, 1757.

MACHIAVEL, Nicholas, *Le Prince*, Paris, F. Hazan, 1947.

MOLÉ, Mathieu, *Mémoires*, Vol. 3 et 4, Paris, 1857.

MORLAND, Samuel, *The history of Evangelical Churches of the valley of Piemont*, London, 1658.

NEDHAM, Marchamont, *A True State of the Case of the Commonwealth*, Exeter, University of Exeter, 1978.

NEDHAM, Marchamont, *Mercurius Politicus*, 1650-1659, Londres, Printed for Robert White

NEDHAM, Marchamont, *The case of the Commonwealth of England, stated*, Charlottesville, Edited by Philip A. Knachel, 1969.

NICKOLLS, J. *Original Letters and Papers of State Addressed to Oliver Cromwell*, London, 1743.

D'ORLÉANS, Anne-Marie-Louise, *Mémoires de la Grande Mademoiselle*, Paris, 2005.

PAGDEN, Anthony et Jeremy LAWRANCE (dir.) *Vitoria, Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

PECQUET, Antoine, *De l'art de négocier avec les souverains*, La Hague, 1738.

PEPYS, Samuel, *The Concise of Pepys*, Ware, 1997.

RENAUDOT, Théophraste, *Gazette*, vol. 1648-1659, Paris, Bureau d'adresse.

RENAUDOT, Théophraste, *Nouvelles Ordinaires*, vol. 1648-1659, Paris, Bureau d'adresse.

RICHELIEU, Armand-Jean de Vignerod Du Plessis (duc de) (Cardinal), *Testament Politique*, 7e édition, Paris, 1947.

ROCHEFOUCAULD, François de la, *Maximes et réflexions diverses*, Paris, Garnier-Flammarion, 1977.

SAINTE-AULAIRE, Louis C. de B., *L'Histoire de la Fronde*, Bruxelles, Gregoir et Wouters, 1827.

SALMON, Thomas, *The Modern Gazetteer: or, a Short View of the Several Nations of the World. Absolutely Necessary for Rendering the Public News, […]*, London, 1782.

SCOTT, J. B. (dir.), *Selections from three Works of Francisco Suarez:* De legibus, ac deo legislatore, *(1612);* defensio fidei catholicae, et apostolicae adversis anglicanae sectae

errores *(1613);* de tripilici virtute theologica fide, spe, et charitiate, *(1621)*, New York, Oceana, 1964.

SPALDING, Ruth (dir.), *The Diary of Bulstrode Whitelocke, 1605-1675*, Oxford, Published for The British Academy by Oxford University Press, 1990.

STATE, H. (dir.), *Cromwelliana, a Chronological Detail of Events in Which Oliver Cromwell Was Engaged; from the Year 1642 to His Death 1658*, London, 1810.

TERLON, Hugues de (Chevalier), *Mémoires du chevalier de Terlon, pour rendre compte au Roy de ses négociations depuis l'années 1656 jusqu'en 1661*, Paris, L. Billaine, 1681.

VALENCAY, Baillis de, «Instruction des ambassadeurs de sa majesté très chrétienne qui doivent faire la fonction, et soutenir ce caractère dans la cour de Rome», dans *Recueil de diverses relations remarquables des principales cours d'Europe*, Cologne, 1681.

VALFREY, J. (dir.), *La diplomatie française au XVIIe siècle. Hugues De Lionne, Ses Ambassades En Espagne Et En Allemagne, la paix des Pyrénées d'après sa correspondance*, Paris, Didier, 1881.

VAUGHAN, R. (dir.) The Protectorate of Oliver Cromwell, Vol. 2, London, 1838.

VERA, Antoine de, *Le Parfait Ambassadeur*, Leide, 1709.

WHITELOCKE, Bulstrode, *A Journal of the Swedish Ambassy, 1653-1654*, 2 volumes, Londres, 1772.

WHITELOCKE, Bulstrode, *Memorials of English Affairs […]*, Oxford, 1853.

WICQUEFORT, Abraham van, *L'ambassadeur et ses fonctions*, 2 volumes, Cologne, 1690.

WOLFE, Phillip (dir.), *Lettres de Gabriel Naudé à Jacques Dupuy (1632-1652),* Edmonton, Editions Alta/Alta Press, 1982.

Sources secondaires

«Armées et diplomatie dans l'Europe du XVIIe siècle», dans *Bulletin de l'Association des historiens modernistes des Universités françaises*, vol. 16, 1991.

«Célébration Du 350e Anniversaire Des Traités De Westphalie» *Revue d'Histoire diplomatique*, vol. 112, n ° 3, (1998), pp. 297-303.

ADAIR, E. R., *The Exterritoriality of Ambassadors in the 16th-17th century*, London, Longmans Green and Col., 1929, 282 p.

ANDERSON, Matthew S., *The Rise of Modern Diplomacy, 1450-1919*, London, Longman, 1993, 320 p.

ANDERSON, Matthew S., *War and Society in Europe in the Old Regime, 1618-1789*, Leicester, 1988, 239 p.

ANDERSON, Roberta, *Foreign Diplomatic Representatives to the Court of James VI and I*, Ph. D. diss., University of West of England, Bristol, 2001

ANDRÉ, Louis, *Louis XIV et l'Europe*, Paris, Michel, 1950, 395 p.

ARMITAGE, David, «The Cromwellian Protectorate and the Languages of Empire» *Historical Journal*, vol. 35, n º 3, (1992), pp, 531-555.

ASBACH, Olaf et Peter SCHRÖDER (dir.), *War, the State and International Law in Seventeenth-Century Europe*, Burlington VT, Ashgate, 2010, 273 p.

ASCH, Ronald G. *Nobilities in Transition, 1550-1700. Courtiers and Rebels in Britain and Europe*, London, 2003, 223 p.

ASCH, Ronald G., [et al.], *Peace Treaties and International Law in European History: From the Late Middle Ages to World War One*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 481 p.

ASHTON, Robert, *Counter-Revolution: The second Civil War and its Origins*, London, Yale University Press, 1994, 521 p.

ASCOLI, Georges, *La Grande-Bretagne devant l'opinion française*, 2 vols., Paris, J. Gamber, 1930.

ASSOCIATION DES HISTORIENS MODERNISTES DES UNIVERSITÉS (FRANCE), *Armées et diplomatie dans l'Europe du XVIIIe siècle*, vol. 13, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1991, 147 p.

ASTON, Trevor H. (dir.), *Crisis in Europe, 1560-1660*, New York, Basic Books, 1965, 368 p.

ASTON, Trevor H. et C. H. E. PHILPIN (dir.), *The Brenner Debate; Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge, CUP, 1985, 339 p.

AUBREY, Philip, *Mr Secretary Thurloe; Cromwell's Secretary of State, 1652-1660*, London, Athlone Press, 1990, 252 p.

AUTRAND, Françoise, *et al*., *Histoire de la diplomatie française*, Vol. 1, Paris, Tempus, 2005, 637 p.

AYLMER, G. E., *The State's Servants. The Civil Service of the English Republic, 1649-1660*, London, Routledge & Kegan Paul, 1973, 484 p.

BAILLOU, Jean (dir.), *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1984, 1018 p.

BARBER, Peter, *Diplomacy : the World of the Honest Spy*, London, British Library, Reference Divison Publications, 1979, 143 p.

BARBICHE, Bernard, *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne*. Paris, Presses Universitaires de France, 1999, 430 p.

BARBICHE, Bernard, «La diplomatie pontifiale au XVIIe siècle», dans *Armées et diplomatie dans l'Europe du XVIIe siècle*, Bulletin de l'Association des historiens modernistes des Universités françaises, vol. 16, 1991.

BARBICHE, Bernard, et Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE, *Bulla, Legatus, Nuntus; Études de diplomatique et de diplomatie pontificales (XIIIe-XVIIe siècle)*, Paris, École des chartes, 2007, 575 p.

BARKER, J. Craig, «The Theory and Practice of Diplomatic Law in the Renaissance and Classical Periods» *Diplomacy & Statecraft*, vol. 6, nº 3, (1995), pp. 593-615.

BASTIDE, Charles, *The Anglo-French Entente in the XVIIth Century*, Edinburgh, 1914, 238 p.

BEAM, Sara, «Apparitions and the Public Sphere in the Seventeenth-Century France» *Canadian Journal of History*, Vol. 29, n º 1 (1994), pp. 1-22.

BEAULAC, Stéphane, *The Power of Language in the Making of International Law. The World Sovereignty in Bodin and Vattel and the Myth of Westphalia*, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2004, 200 p.

BÉGUIN, Katia, *Les princes de Condé. Rebelles, courtisans et mécènes dans la France du grand siècle*, Seyssel, Champ Vallon, 1999, 462 p.

BELL, Gary M., *A Handlist of British Diplomatic Representatives, 1509-1688*, London, Offices of the Royal Historical Society, 1990, 314 p.

BELLANY, Alastair J., *The Politics of Court Scandal in Early Modern England*, London, Cambridge U. Press, 2007, 336 p.

BÉLY, Lucien, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, 905 p.

BÉLY, Lucien, *L'Art de la paix en Europe; Naissance de la diplomatie moderne, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, PUF, 2007, 745 p.

BÉLY, Lucien, *La société des princes : 16e-18e siècle*, Paris, 1999, 651 p.

BÉLY, Lucien, «Le souvenir des Traités De Westphalie, De L'ancien Régime À 1998» *Mémoires du passé germanique. Sources. Travaux Historiques*, Vol. 55-56, (2000), pp. 45-56.

BÉLY, Lucien, *Les relations internationales en Europe (17e-18e Siècle)*, Paris, PUF, 1992, 731 p.

BÉLY, Lucien (dir.) *L'Europe des traités de Westphalie: esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit*, Paris, 2000, 615 p.

BÉLY, Lucien (dir.), *L'information à l'époque moderne*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, 192 p.

BÉLY, Lucien, «The Peace Treaties of Westphalia and the French Domestic Crisis» *Historische Zeitschrift*, vol. 26, (1998), pp. 235-252.

BÉLY, Lucien (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime; royaume de France, XVIe-XVIIIe siècle*, 2nd édition, Paris, 2003, 1384 p.

BEN-AMOS, Ilana Krausman, *The Culture of Giving, Informal Support and Gift-Exchange in Early Modern England*, Cambridge Social and Cultural Histories, London, Cambridge U. Press, 2008, 426 p.

BENNETT, Martyn, *Oliver Cromwell*, New York, Routledge, 2006, 299 p.

BERCÉ, Yves-Marie, *Le roi caché. Sauveurs et imposteurs. Mythes politiques populaires dans l'Europe moderne*, Paris, 1990, 483 p.

BÉRENGER, Jean, «À propos d'une commemoration: quelque ouvrages sur la paix de Westphalie» *Francia*, Vol. 28, n ° 2, (2001), pp. 85-107.

BERRIDGE, Geoff, *et al.*, *Diplomatic Theory from Machiavel to Kissinger*, New York, Palgrave, 2001, 216 p.

BERTIÈRE, Simone, «Dernières études mazarines» *Dix-Septième Siècle*, Vol. 49, n º 4, (1997), pp. 787-804.

BERTIÈRE, Simone, *Mazarin; le maître du jeu*, Paris, Fallois, 2007, 697 p.

BIENASSIS, Loïc, «The Diplomatic Career of Rene Augier» *Proceedings of the Huguenot Society of Great Britain and Irelanl*, Vol. 28, n ° 2, (2004), pp. 199-211.

BLACK, Jeremy, *A Military Revolution? Military Change and European Society, 1550-1800*, Atlantic Highlands, NJ, Humanities Press, 1991, 109 p.

BLACK, Jeremy, «European International Relations, 1450-1850» *European History Quarterly*, Vol. 26, n º 3, (1996), pp. 437-443.

BLACK, Jeremy, *European International Relations, 1648-1815*, Houndmills, Palgrave, 2002, 274 p.

BLANNING, Tim, *The pursuit of Glory, Europe, 1648-1815*, London, Allen Lane, 2007, 707 p.

BOIS, Jean-Pierre, *L'Europe à l'époque moderne. Origines, utopies et réalités de l'idée d'Europe, XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, A. Colin, 1999, 352 p.

BLUCHE, François, *Louis XIV*, Paris, Fayard, 1986, 702 p.

BONNEY, Robert, «Cardinal Mazarin and his Critics, The Remonstrances of 1652» *Journal of European Studies*, vol. 10, (1980), pp. 15-31.

BONNEY, Robert, «The French Civil War, 1649-1653» *English Historical Review*, Vol. 96, (1981), pp. 365-382.

BONNEY, Robert, «Vindication of the Fronde? The Cost of Louis XIV's Versailles Building Programme» *French History*, vol. 21, n ° 2, (2007), pp. 205-225.

BONNEY Robert, et Yves-Marie BERCÉ, «La Fronde des officiers: mouvement réformiste ou rébellion corporatiste?» *Dix-Septième Siècle*, vol. 36, n ° 4, (1984), pp. 323-340.

BONOLAS, Philippe, «Retz Épigone de Cromwell?» *17e siècle*, vol. 42, n º 4, (1990), pp. 445-456.

BOPPE, Auguste, *Les introducteurs des ambassadeurs, 1585-1900*, Paris, F. Alcan, 1901, 146 p.

BOSBACH, Franz et Christoph KAMPMANN, *Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede*, Tubingen, Mohr Siebeck, 1998, 889 p.

BOURDÉ, Guy, et Hervé MARTIN, *Les écoles historiques*, Paris, Édition du Seuil, 1983, 341 p.

BOURGEOIS, Émile, *Manuel historique de politique étrangère,* vol. 1 Paris, Belin frères, 1892, 614 p.

BOURCIER, Elisabeth, *Les journaux privés en Angleterre de 1640 à 1660*, Lille, Service de reproduction des thèses de l'Université, 1977, 496 p.

BOWN, Stephen R., «The Great Race» *Beaver*, vol. 86, n º 1, (2006), pp. 16-21.

BRADDICK, J. et John WALTER, *Negotiating Power in Early Modern Society; Order, Hierarchy and Subordination in Britain and Ireland*, Cambridge, CUP, 2001, 316 p.

BRADLEY, Susan (dir.), *Archives biographiques françaises*, London, Saur, 1988, 1065 p.

BRANTL, Mary K., *Agency Studies: Art and Diplomacy in Northern European Protestant Courts of the Early Seventeenth Century,* Dissertation Abstracts International, New York U., 1998.

BRAUN, Guido, «Les traductions françaises des traités de Westphalie: de 1648 à la fin de l'Ancien Régime» *Dix-Septième Siècle*, vol. 48, n ° 1, (1996), pp. 131-155.

BRAUN, Guido, «Une tour de Babel? Les langues de la négociation et les problèmes de traduction au congrès de la paix de Westphalie (1643-1649)» dans Rainer Babel, *Le Diplomate Au Travail*, Munchen, Oldenbourg, 2005, 217 p.

BREGNSBO, Michael, «Denmark and the Westphalian Peace» *Historische Zeitschrift*, vol. 26, (1998), pp. 261-268.

BRENNER, Robert, *Merchants and Revolution : Commercial Change, Political Conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, London, Verso, 2003, 734 p.

BRENNER, Robert, «Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe» *Past and Present*, vol. 70 (1976), pp. 30-75.

BRIGGS, Asa et Peter BURKE, *A Social History of the Media*, Cambridge, Polity, 2005, 346 p.

BULL, Hedley, «Hobbes and the International Anarchy» *Social Research*, vol. 48, n º 4, (1981), pp. 717-738.

BURGESS, Glenn, «Usurpation, Obligation and Obedience in the Thought of the Engagement Controversy» *Historical Journal*, vol. 29, (1986), pp. 515-536.

BURKE, Peter, *A Social History of Knowledge, from Gutenberg to Diderot*, Cambridge, Polity, 2000, 268 p.

BURKE, Peter, *The Fabrication of Louis XIV*, 2e édition, Yale University Press, London, 1995, 242 p.

BURKE, Peter, *The Fortunes of the Courtier : The European Reception of Castiglione's Cortegiano*, University Park, Pennsylvanie State University, 1995, 210 p.

BUTTERFIELD, H., «Diplomatic Thought 1648-1982: The Quest for Order» *Studies in History & Politics*, vol. 2, n° 2, (1981-1982), pp. 9-14.

BUZAN, Barry, et Richard LITTLE (dir.), *International Systems in World History: Remaking the Study of International Relations*, Oxford, OUP, 2000, 452 p.

CARLIN, Norah, *The Causes of the English Civil War*, Oxford, Blackwell Publishers, 1999, 188 p.

CARRIER, Hubert, *La presse de la Fronde (1648-1653)*, Genève, Librairie Drowz, 1991, 486 p.

CARRIER, Hubert, *Le labyrinthe de l'État: éssai sur le débat politique en France au temps de la Fronde (1648-1653)*, Paris, 2004, 694 p.

CARTER, Charles H., «Wicquefort on the Ambassador and His Functions» *Studies in History and Politics*, vol. 2, n ° 2, (1981-1982), pp. 37-59.

CHAMOY, Louis R. de, *L'idée du parfait ambassadeur*, Paris, A. Pedone, 1912, 56 p.

CHAMPION, Justin, «How to Read Hobbes: Independent, Heretic, Political Scientist, Absolutist? A Review of Some Recent Works on Hobbes» *Journal of Early Modern History*, vol. 11, n º 1-2, (2007), pp. 87-98.

CHAPLAIS, Pierre, *English diplomatic practice in the Middle Ages*, London, Hambledon and London, 2003, 277 p.

CHARTIER, Roger, *Inscription and Erasure: Literature and Written Culture from the Eleventh to the Eighteenth Century*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2007, 203 p.

CHÉRUEL, Adolphe, *Histoire de la France pendant la minorité de Louis XIV*, vols. 3 et 4, Paris, Hachette, 1879.

CHÉRUEL, Adolphe, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin (1651-1661)*, vols. 1 et 3, Paris, Hachette, 1882.

CLARK, Samuel, *State and Status. The Rise of the State and Aristocratic Power in Western Europe*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1995, 486 p.

CLEMENT, Alain, «English and French Mercantilist Thought and the Matter of Colonies During the 17th Century» *Scandinavian Economic History Review*, vol. 54, n ° 3, (2006), pp. 291-323.

COLÁS, Alejandro, *International Civil Society; social movements in World Politics*, Cambridge, MA: Blackwell Publishers, 2002, 219 p.

COLLINS, James B., *The State in Early Modern France*, Cambridge, CUP, 1995, 280 p.

COLLINS, Jeffrey R., *The Allegiance of Thomas Hobbes*, London, Oxford U. Press, 2005, 326 p.

COMBES, François, *Histoire générale de la diplomatie européenne; Histoire de la diplomatie slave et scandinave*, Paris, E. Dentu, 1856, 420 p.

CONIEZ, Hugo, *Le cérémonial de la cour d'Espagne au XVIIe siècle*, Paris, PUPS, DL, 2009, 257 p.

CONSTANT, Jean-Marie, «La Troisième Fronde : Les Gentilshommes Et Les Libertés Nobilitaires» *Dix-Septième Siècle*, vol. 36, n ° 4, (1984), pp. 341-354.

COOPER, John, *Oliver the First, Contemporary Images of Oliver Cromwell*, London, National Portrait Gallery, 1999, 47 p.

COOPER, J. P., «The Decline of Spain and the Thirty Years War» *The New Cambridge Modern History*, vol. 4, 1970, 856 p.

CORVISIER, André, *et al.*, *Guerre et paix dans l'Europe du XVIIe siècle*, Paris, SEDES, 1991, 455 p.

COTE, Marie-Hélène, «What did it Mean to be a French Diplomat in the 17th and Early 18th Centuries?» *Annales canadiennes d'histoire*, vol. 45, n° 2 (2010), pp. 236-258.

COURTILZ de Sandras, Gatien de, *Mémoires de M. d'Artagnan*, Paris, Mercure de France, 1700, 491 p.

COVELL, Charlese, *Hobbes, Realism and the Tradition of International Law*, New York, Macmillan, 2004, 194 p.

COWAN, Brian W., *The Social Life of Coffee the Emergence of the British Coffeehouse*, London, Yale University Press, 2005, 364 p.

COWARD, Barry, *Olivier Cromwell*, London, Longman, 1991, 204 p.

COWARD, Barry, *The Cromwellian Protectorate*, New York, Manchester University Press, 2002, 248 p.

COWARD, Barry, *The Stuart Age, England 1603-1714*, 3e edition, Harlow, Longman, 2003, 562 p.

COX, Michael, *et al.* (dir.), *Empires, Systems and Sates: Great Transformations in International Politics*, Cambridge, CUP, 2001, 298 p.

CRAIG, G. A., «On the Pleasure of Reading Diplomatic Correspondence» *Journal of Contemporary History*, vol. 26, n° 3-4, (1991), pp. 369-384.

CRANE, Ronald S. et F. B. KAYE, *A Census of British Newspapers and Periodicals, 1620-1800*, London, CUP, 1927, 212 p.

CRED, K. A., «The Pamphleteer's Protestant Champion : Viewing Oliver Cromwell through the Media of His Day» *Essays in History*, vol. 34, (1992), pp. 18-33.

CRESSY, David, *England on the Edge*, London, Oxford U. Press, 2006, 446 p.

CROXTON, Derek, «The Peace of Westphalia of 1648 and the Origins of Sovereignty» *International History Review*, vol. 21, n ° 3, (1999), pp. 569-591.

CROXTON, Derek, *The Peace of Westphalia: A Historical Dictionary*, Westport, Greenwood Press, 2002, 376 p.

CROXTON, Derek, *Peacemaking in Early Modern Europe*, Selinsgrove, Susquehanna University Press, 1999, 397 p.

CUST, Richard, «News and Politics in Early 17th c. England» *Past & Present*, vol. 112, (1986), pp. 60-90.

DAVIS, James C., *Oliver Cromwell*, London, Arnold, 2001, 243 p.

DAVIS, Ralph, *Aleppo and Devonshire Square; English Traders in the Levant in the Eighteenth Century*, London, Macmillian, 1967, 288 p.

DELOYE, Yves, *Le protocole ou la mise en forme de l'ordre politique*, Paris-Montréal, l'Harmattan, 1996, 352 p.

DENT, J., «The Role of Clienteles in the Financial Elite of France under Cardinal Mazarin» dans *French Government and Society, 1500-1800*, dirigé par J. F. Bosher, London, Athlone Press, 1973, 336 p.

DESCIMON, Robert, et Christian JOUHAUD «La Fronde en mouvement: le développement de la crise politique entre 1648 et 1652» *Dix-Septième Siècle*, vol. 36, n º 4, (1984), pp. 305-322.

DETHAN, Georges, *Mazarin, un homme de paix à l'âge baroque*, 2 vols., Paris, Impr. Nationale, 1981, 413 p.

DEVEZE, Michel, *L'Espagne de Philippe IV, 1621-1665*, 2 vols., Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1971.

DEW, Nicholas, «Reading Travels in the culture of Curiosity: Thévenot's Collection of Voyages» *JEMH*, vol. 10, n º 1-2, (2006), pp. 39-59.

DICKMANN, Fritz, *Der Westfälische Friede*, Münster, Verlag Aschendorff, 1972, 635 p.

DICKINSON, Henry W., *Sir Samuel Morland, Diplomat and Inventor, 1625–1695*, Cambridge, Heffer, for the Newcomen Society, 1970, 135 p.

DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION […], *1648, la paix de Westphalie. Vers l'Europe moderne*, Paris, Imprimerie nationale, 1998, 250 p.

DOOLEY, Brendan M., *The Social History of Skepticism : Experience and Doubt in Eearly Modern Culture*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999, 213 p.

DOOLEY, Brendan M. et Sabrina A. Baron (dir.), *The Politics of Information in Early Modern Europe*, London, Routledge, 2001, 310 p.

DRÉVILLON, Hervé, *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Paris, Tallandier, 2005, 526 p.

DROST, Heiko, «Diplomacy as a Means of Cultural Transfer in Early Modern Times; the Swedish Evidence» *Scandinavian Journal of History*, vol. 31, n ° 2, (2006), pp. 144-150.

DUBOST, Jean-François, «Un Refuge En France Au Xviie Siècle: Les Exilés Britanniques Pendant La Première Révolution Anglaise (1641-1660)» dans *Sociétés Et Idéologies Des Temps Modernes. Mélanges Offerts À Arlette Jouanna*, dirigé par J. Fouilleron, G. le Thiec et H. Michel, Montpellier, Université de Montpellier, 1997, pp. 609-627.

DUHAMEL-LACOSTE, Sophie, «Le règne de Louis XIV vu Par l'iconographie de la diplomatie» *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 113, n ° 3, (1999), pp. 279-290.

DULONG, Claude, *Mazarin et l'argent : banquiers et prête-noms*, Paris, École des chartes, 2002, 358 p.

DUNLOP, John, *Memoirs of Spain During the Reigns of Philip IV and Charles II*, General Books LLC, 2010, 370 p.

DUCHHARDT, Heinz (dir.), *Der Westfälische Friede, Diplomatie – politische Zäsur – kulturelles – Umfeld. Rezeptionsgeschichte*, Munich, 1998, 888 p.

DURSTON, Christopher, *Cromwell's Major Generals: Godly Government During the English Revolution*, Manchester, NY: Manchester University Press, 2001, 260 p.

EAMON, William, *Science and the Secrets of Nature; Books of Secrets in Medieval and Early Modern Culture*, Princeton, N.J, 1994, 490 p.

EL, Kenz D. et Claire GANTET, *Guerres et paix de religion en Europe, XVIe-XVIIe siècles*, Paris, A. Colin, 2003, 212 p.

ELLIOTT, Kenneth, «Andrew Marvell and Oliver Cromwell» *Renaissance and Modern Studies*, vol. 26, (1982), pp. 75-89.

EPSTEIN, Mortimer, *The Early History of the Levant Company*, New York, Reprints of Economic Classics, 1968, 270 p.

ERLANGER, Philippe, *The Age of Courts and Kings*, New York, Harper & Row, 1967, 308 p.

ESCOTT, T. H. S., *The story of British diplomacy*, Philadelphia, G. W. Jacobs, 1908, 419 p.

ESSEN, Léon van der, *La diplomatie. Ses origines et son organisation jusqu'à la fin de l'Ancien Régime,* Brussels, Editions P.D.L, 1953, 208 p.

EWALD, Alexander C., *Life and Times of Hon. Algernon Sidney, 1622-1683*, London, 1873, 380 p.

FEDOROWICZ, J. K., *England's Baltic Trade in the Early Seventeenth Century; a Study in Anglo-Polish Commercial Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 334 p.

FEYEL, Gilles, *L'annonce et la nouvelle: la presse d'information en France sous l'ancien régime (1630-1788)*, Oxford, Voltaire Foundation, 2000, 1387 p.

FEYEL, Gilles, *La presse en France des origines à 1944: histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 2007, 192 p.

FIRTH, C. H., «Cromwell's Instructions to Colonel Lockhart in 1656» *English Historical Review*, vol. 21, n º 84, (1906), pp. 742-746.

FIRTH, C. H., «Thurloe and the Post Office» *English Historical Review*, vol. 13, n º 51, (1898), pp. 527-533.

FLASSAN, Gaëtan de R. de, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, vol. 3, Paris, Treuttel et Würtz, 1811, 600 p.

FOGEL, Michèle, *Les cérémonies de l'information dans la France du 16e au 18e siècle* Paris, Fayard, 1989, 498 p.

FOLEY, Michael, *John Thurloe and the foreign policy of the Protectorate, 1654-1658*, Dissertation doctorale, University of Illinois, 1968.

FOX, Adam, *Oral and Literate Culture in England, 1500–1700*, Oxford, Clarendon Press, 2000, 512 p.

FRANK, Joseph, *Cromwell's Press Agent : A Critical Biography of Marchamont Nedham, 1620-1678*, Lanham, University Press of America, 1980, 205 p.

FRANK, Joseph, *The Beginning of the English Newspaper*, Cambridge, Harvard University Press, 1961, 384 p.

FREIST, Dagmar, *Governed by Opinion*, London, Tauris Academic Studies, 1997, 338 p.

FREY, Linda S. et Marsha L. FREY, *The History of Diplomatic Immunity*, Colombus, Ohio State University Press, 1999, 727 p.

FREYMOND, Jacques, «Historique De La Diplomatie» *Archives Diplomatiques et Consulaires*, vol. 20, n ° 10, (1955), pp. 293-305.

FRIGO, Daniela (dir.), *Politics and Diplomacy in Early Modern Italy: The Structure of Diplomatic Practice, 1450-1800*, New York, Cambridge University Press, 2000, 262 p.

FROST, Robert I., *The Northern Wars; War, State and Society in Northeastern Europe*, London, Pearson Education, 2000, 401 p.

FUBINI, Daniela, «Diplomacy and Government in the Italian city-states of the 15th century (Florence and Venice)», dans *Politics and Diplomacy in Early Modern Italy: The Structure of Diplomatic Practice, 1450-1800*, dirigé par Daniela Frigo, New York, Cambridge University Press, (2000), pp. 30-48

FUMAROLI, Marc, *Quand l'Europe parlait français*, Paris, Librairie générale française, 2003, 489 p.

GAMES, Alison, *The Web of Empire. English Cosmopolitans in an Age of Expansion, 1560-1660*, Oxford, OUP, 2008, 400 p.

GANTET, Claire, *Guerre, paix et construction des États, 1618-1714*, Paris, Éd. Du Seuil, 2003, 414 p.

GANTET, Claire, «Peace Ceremonies and Respect for Authority : The Res Publica, 1648-1660» *French History*, vol. 18, n º 3, (2004), pp. 275-290.

GANTET, Claire, *La paix de Westphalie (1648): Une histoire sociale, XVIIe-XVIIIe siècles* Paris, Belin, 2001, 447 p.

GARDINER, Samuel R., «Cromwell and Mazarin in 1652» *English Historical Review*, vol. 11, n º 43, (1896), pp. 476-509.

GARDINER, Samuel R., *History of England from the Accession of James I, to the Outbreak of the Civil War 1603-1642*, 10 vols., London, Longmans, 1883.

GARDINER, Samuel R., *History of the Commonwealth and Protectorate*, 6 vols., London, Longmans, 1894.

GALTUNG, Johan, *The True Worlds: a Transnational Perspective*, New York, Free Press, 1980, 469 p.

GAUNT, Peter, «'The Single Person's Confidants and Dependants'? Oliver Cromwell and His Protectoral Councillors» *Historical Journal*, vol. 32, n º 3, (1989), pp. 537-560.

GAURIER, Dominique, *Histoire du droit international. Auteurs, doctrines et développement de l'Antiquité à l'aube de la période contemporaine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 525 p.

GÉRIN-RICARD, Lazare de, *Les Traditions de la diplomatie française*, Paris, R. Laffont, 1941, 192 p.

GIESEY, Ralph E., *Cérémonial et puissance souveraine. France, XVe-XVIIe siècle*, Paris, A. Colin, 1987, 170 p.

GILPIN, Robert, «The Theory of Hegemonic War» *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, n º 4, (1988), pp. 591-613.

GIRY-DELOISON, Charles, «La naissance de la diplomatie moderne en France et en Angleterre au début du XVIe siècle (1475-1520)» *Nouvelle revue du seizième siècle*, , vol. 5, (1987), pp. 41-58.

COCULA, Anne-Marie, *Adhésion et résistances à l'État en France et en Espagne 1620-1660*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2001, 187 p.

GLETE, Jan, *War and the State in Early Modern Europe. Spain, the Dutch Republic and Sweden as Fiscal-Miliatry States, 1500-1660*, London, Routledge, 2002, 277 p.

GOLDEN, Richard M., *The Godly Rebellion. Parisian cures and the Religious Fronde, 1652-1662*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1981, 221 p.

GOUBERT, Pierre, *Louis XIV et vingt millions de Français*, Paris, Fayard, 1966, 252 p.

GRASSBY, Richard, *The English Gentleman in Trade; The Life and Works of Sir Dudly North, 1641-1691*, New York, Clarendon Press Oxford, 1994, 390 p.

GREEN, I. M., *Print and Protestantism in Early Modern England*, New York, OUP, 2000, 691 p.

GREENBLATT, Stephen, *Renaissance Self-Fashioning*, Chicago, University of Chicago Press, 2005, 321 p.

GREWE, Wilhelm G., *The Epochs of International Law*, Berlin, Walter de Gruyter, 2000, 780 p.

GROSS, Leo, «The peace of Westphalia, 1648-1948» *American Journal of International Law*, vol. 42, n º 1, (1948), pp. 20-41.

GUÉRARD, F. M. (dir.), *Liste Des Ambassadeurs, Envoyés, Ministres Et Autres Agents Politiques De La Cour De France*, Paris, 1833, 229 p.

GUNN, J. A. W., *Queen of the World: Opinion in the Public Life of France from the to the Revolution*, Oxford, Voltaire Foundation, 1995, 416 p.

GUNN, J. A. W., *Politics and the public interest in the 17th century*, Londres, Routledge, 1969, 355 p.

HABERMAS, Jurgen, *L'espace public : Archéologie de la publicité,* Paris, Payot, 1978, 324 p.

HABERMAS, Jurgen, *The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, Cambridge, Polity, 1989, 301 p.

HAFFEMAYER, Stéphane, *L'information dans la France du XVIIe siècle : la Gazette de Renaudot de 1647 à 1663*, Paris, Honoré Champion éditeur, 2002, 848 p.

HÄGGLÖF, Gunnar, *Britain and Sweden*, Stockholm, Norstedt, 1966, 44 p.

HALL, Rodney B., «Territorial and National Sovereigns: National Collective Identity and the Transformation of the International System» U. of Pennsylvania, 1996, 908 p.

HAMILTON, Keith, et Richard LANGHORNE, *The Practice of Diplomacy: Its Evolution, Theory and Administration*, New York, Routledge, 1995, 328 p.

HAMSCHER, Albert, *The Parliament of Paris after the Fronde, 1653-1673*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1976, 270 p.

HARRIS, Tim, «The Legacy of the English Civil War: Rethinking the Revolution» *European Legacy*, vol. 5, n ° 4, (2000), pp. 501-514.

HART, James S. Jr., *The Rule of Law, 1603-1660; Crowns, Courts and Judges*, Harlow, Pearson/Longman, 2003, 317 p.

HAZARD, Paul, *La crise de la conscience européenne (1680-1715)*, Paris, Boivin, 1935, 312 p.

HERRUP, Cynthia, «The King's Two Genders» *Journal of British Studies*, vol. 45, n º 3, (2006), pp. 493-510.

HILL, David J., *A History of Diplomacy in the International Development of Europe*, vol. 3, London, New York, Longmans, Green and Co., 1905-1906, 663 p.

HINSLEY, F. H., «On the Causes of Wars» *Historical* Journal, vol. 37, n ° 3, (1994), pp. 729-736.

HIRST, Derek, *Authority and Conflict: England, 1603-1658*, Cambridge, Harvard University Press, 1986, 390 p.

HIRST, Derek, *England in conflict, 1603-1660: kingdom, community, commonwealth*, New York, Oxford University Press, 1999, 359 p.

HIRST, Derek, «Making Contact: Petitions and the English Republic» *Journal of British Studies*, vol. 45, n º 1, (2006), pp. 26-50.

HOBMAN, Daisy L.,*Cromwell's Master Spy. A Study of John Thurloe*, London, Chapman & Hall, 1961, 186 p.

HOEFER, M. le Dr, *Nouvelle biographie générale : depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* […], 46 vol., Paris, Firmin Didot frères, 1866.

HOOF, Godefridus J. H. van, *Rethinking the Sources of International Law*, Deventer, Kluwer, 1983, 322 p.

HOUSTON, R. A., *Literacy in Early Modern Europe*, London, Pearson Education, 2002, 295 p.

HUGHES, Ann, *The Causes of the English Civil War*, New York, St. Martin's Press, 1998, 206 p.

HUGON, Alain, *L'Espagne du XVIe au XVIIIe siècle*, Paris, A. Colin, 2000, 190 p.

HUI, Victoria T.-B., «Toward a Dynamic Theory of International Politics: Insights from Comparing Ancient China and Early Modern Europe» *International Organization*, vol. 58, n º 1, (2004), pp. 175-205.

INGLIS-JONES, James, «The Battle of the Dunes, 1658: Condé, War and Power Politics» *War in History*, vol. 1, n º 3, (1994), pp. 249-277.

ISRAEL, Fred L. (dir.), *Major Peace Treaties of Modern History, 1648-1967*, 6 vols., New York, Chelsea House Publishers, 2002.

JACKSON, Robert, *Classical and Modern Thought on International Relations*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, 209 p.

JAHN, Beate, «IR and the state of nature: the cultural origins of a ruling ideology» *Review of international Studies*, vol. 25, (1999), pp. 411-434.

JENNER, Mark S. R., «The Roasting of the Rump: Scatology and the Body Politic in Restoration England» *Past and Present*, vol. 177, (2002), pp. 84-120.

JENSEN, De Lamar, *Reformation Europe. Age of Reform and Revolution*, Lexington, Mass., D. C. Heath, 2006, 525 p.

JETTOT, Stéphane, *Représenter le roi ou la nation? Les membres de la chambre des communes au service de la diplomatie anglaise (1660-1672)* Dissertation doctorale, Université de la Sorbonne, 2007.

JONES, J. R., *Britain and Europe in the Seventeenth Century*, London, Edward Arnold, 1966, 119 p.

JONES, J. R., *The Anglo-Dutch Wars in the Seventeenth Century*, Londres-New York, Longman, 1996, 242 p.

JOUANNA, Arlette, *Le devoir de révolte : la noblesse française et la gestation de l'État moderne : 1559-1661*, Paris, Fayard, 1989, 504 p.

JOUHAUD, Christian, *Mazarinades : La Fronde Des Mots*, Paris, Aubier, 1985, 287 p.

JUSSERAND, Jean-Jules, *L'École des ambassadeurs,* Paris, impr.-libr. Plon, 1934, 193 p.

JUSSERAND, Jean-Jules, «Louis XIV et ses ambassadeurs à Londres, 1643-1688» *Revue des deux mondes*, n ° 3, (mars/avril 1929), pp. 809-833.

KANTOROWICZ, Ernst, *Les deux corps du roi: Essai sur la théologie politique au Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1989, 638 p.

KAPLAN, Benjamin J., «Diplomacy and Domestic Devotion: Embassy Chapels and the Toleration of Religious Dissent in Early Modern Europe» *Journal of Early Modern History*, vol. 6, n º 4, (2002), pp. 341-461.

KEENS-SOPER, Maurice, «Abraham De Wicquefort and Diplomatic Theory» *Diplomacy & Statecraft*, vol. 8, n ° 2, (1997), pp. 16-30.

KEENS-SOPER, Maurice, «François De Callieres and Diplomatic Theory» *Historical Journal*, vol. 16, n º 3, (1973), pp. 485-508.

KELSEY, Sean, *Inventing a Republic; The Political Culture of the English Commonweatlh, 1649-1653*, Manchester, Manchester University Press, 1997, 254 p.

KENNEDY, Paul M., *The Rise and Fall of the Great Powers*, New York, Vintage Books, 1989, 677 p.

KETTERING, Sharon, «Patronage and Politics During the Fronde» *French Historical Studies*, vol. 14, n ° 3, (1986), pp. 409-441.

KETTERING, Sharon, «The Causes of the Judicial Frondes» *Canadian Journal of History*, vol. 17, n º 2, (1982), pp. 275-307.

KETTERING, Sharon, *Patrons, Brokers, and Clients in Seventeenth-Century France*, New York, Oxford University Press, 1986, 322 p.

KITSON, Frank, *Old Ironsides: the Military Biography of Oliver Cromwell*, London, Phoenix, 2007, 239 p.

KLAITS, Joseph, *Printed Propaganda under Louis XIV: Absolute Monarchy and Public Opinion*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1976, 341 p.

KLEINMAN, Ruth, «Belated Crusaders: Religious Fears in Anglo-French Diplomacy 1654-1655» *Church History*, vol. 44, n ° 1, (1975), pp. 34-46.

KNACHEL, Philip A., *England and the Fronde; the impact of the English Civil War and Revolution on France*, Ithaca, Published for the Folger Shakespeare Library by Cornell University Press, 1967, 312 p.

KNOPPERS, Laura L. (dir.), *Puritanism and its Discontents*, London, Associated University Presses, 2003, 264 p.

KNUSTEN, Tørbjorn L., *A History of International Relations theory*, 2nd ed., Manchester, Manchester University Press, 1997, 354 p.

KONRAD, Repgen, «Der Westfälische Friede und die zeitgenössische Öffentlichkeit», dans *Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede*, dirigé par Franz Bosbach et Christoph Kampmann, Zurich, 1998, 889 p.

KORR, Charles P., *Cromwell and the New Model Foreign Policy: England's Policy Towards France*, London, U. California Press, 1975, 268 p.

KUGELER, Heidrun, *'Le parfait ambassadeur'. The Theory and practice of diplomacy in the century following the Peace of Westphalia*, Dissertation doctorale, Université d'Oxford, 2006.

LAGHMANI, Slim, *Histoire du droit des gens; du* jus gentium *impérial au* jus publicum europaeum, Paris, Edition A. Pedone, 2003, 249 p.

LAKE, Peter et Steve PINCUS, «Rethinking the Public Sphere in Early Modern England» *Journal of British Studies*, vol. 45, n º 2, (2006), pp. 270-292.

LANESSAN, Jean-Louis, *Histoire De L'entente Cordiale franco-anglaise*, Paris, F. Alcan, 1916, 310 p.

LANGHORNE, Richard, «Full Circle: New Principals and Old Consequences in the Modern Diplomatic System» *Diplomacy & Statecraft*, vol. 11, n ° 1, (2000), pp. 33-46.

LANGHORNE, Richard, «The Development of International Conferences, 1648-1830» *Studies in History and Politics*, vol. 2, n° 2, (1981-1982), pp. 61-91.

LARNER, John, «Europe of the Courts» *Journal of Modern History*, vol. 55, n º 4, (1983), pp. 669-681.

LAURAIN-PORTEMER, Madeleine, *Études mazarines*, Paris, De Boccard, 1997, ??? p.

LAURAIN-PORTEMER, Madeleine, «Questions européennes et diplomatie mazarine» *Dix-Septième Siècle*, vol. 42, n ° 1, (1990), pp. 17-55.

LEFERME-FALQUIÈRES, Frédérique, *Les courtisans: une société de spectacle sous l'Ancien Régime*, Paris, Presses U. de France, 2007, 314 p.

LE GOFF, Jacques, *L'Europe est-elle née au Moyen Âge?*, Paris, Éd. Du Seuil, 2003, 341 p.

LESAFFER, Randall (dir.) *Peace Treaties and International Law in European History. From the Late Middle Ages to World War One*, Cambridge, CUP, 2004, 481 p.

LESOURD, Paul, *L'ambassade de France près le Saint-Siège sous l'Ancien Régime*, Paris, Éditions Spes, 1924, 228 p.

LEUSSE, Meredith K., *Diplomate, Une sociologie des ambassadeurs*, Paris, L'Harmattan, 1998, 228 p.

LEVY, Jack S. et T. Clifton MORGAN, «The Frequency and Seriousness of War: An Inverse Relationship?» *Journal of Conflict Resolution*, vol. 28, n º 4, (1984), pp. 731-749.

LITTLE, Patrick, «Monarchy to Protectorate: Re-Drafting the Humble Petition and Advice, March-June 1657» *Historical Research*, vol. 79, n º 203, (2006), pp. 144-149.

LITTLE, Patrick, «Offering the Crown to Cromwell» *History* Today, vol. 57, n º 2, (2007), pp. 24-31.

LITTLE, Patrick (dir.), *The Cromwellian Protectorate*, Woodbridge, Boydell, 2007, 218 p.

LITTLE, Patrick et David L. SMITH, *Parliaments and Politics During the Cormwellian Protectorate*, London, Cambridge U. Press, 2007, 338 p.

LIVET, Georges, *Guerre et paix de Machiavel à Hobbes*, Paris, A. Colin, 1972, 395 p.

LOCKHART, Paul D., *Denmark, 1513–1660; the Rise and Decline of a Renaissance Monarchy*, Oxford, OUP, 2007, 279 p.

LOCKHART, Paul D., *Sweden in the seventeenth century*, London, Palgrave Macmillan, 2004, 178 p.

LOOMIE, Albert J., «Oliver Cromwell's Policy toward the English Catholic: The Appraisal by Diplomats, 1654-1658?» *Catholic Historical Review*, vol. 90, n º 1, (2004), pp. 29-44.

LOOMIE, Albert J., «The Conducteur Des Ambassadeurs of Seventeenth Century France and Spain» *Revue Belge de Philosophie et d'Histoire*, vol. 53, n ° 2, (1975), pp. 333-356.

LOSSKY, Andrew, «France in the System of Europe in the Seventeenth Century» *Proceeding of the Annual Meeting of the Western Society for French History*, vol. 1, (1973), pp. 32-48.

LOVEMAN, Kate, «Political information in the seventeenth century» *The Historical Journal*, vol. 48, n º 2, (2005), pp. 555-565.

LUARD, Evan, *The Balance of Power. The system of International Relations 1648-1815*, London, St. Martin's Press, 1992, 399 p.

MACCIONI, P. A., et M. MOSTERT, «Isaac Dorislaus (1595–1649): the career of a Dutch scholar in England» *Transactions of the Cambridge Bibliographical Society*, vol. 8, (1981–1985), pp. 419–470.

MADELIN, Louis, *Une Révolution Manquée. La Fronde*, Paris, 1931, 351 p.

MAH, Harold, « Phantasies of the *Public Sphere* : Rethinking the Habermas of Historians», *Journal of Modem History*, vol. 12, n ° 2, (2000), pp. 153-182.

MALCOLM, Noel, *Reason of State, Propaganda, and the Thirty Years' War: An Unknown Translation by Thomas Hobbes,* Oxford, Clarendon Press, 2007, 227 p.

MALETTKE, Klaus, «Diplomatie Et Guerre: Les Traits De Westphalie, Munster Et Osnabruck 1643-1648» *Dix-Septième Siècle*, vol. 46, n º 1, (1994), pp. 153-170.

MALETTKE, Klaus, *Les relations entre la France et le Saint-Empire au XVIIe siècle*, Paris, Champion, 2001, 747 p.

MALETTKE, Klaus, «Les Traités De Paix De Westphalie Et L'organisation Politique Du Saint Empire Germanique» *Dix-Septième Siècle*, vol. 53, n ° 1, (2001), pp. 113-144.

MANNING, Roger B., «Styles of Command in Seventeenth-Century English Armies» *Journal of Military* History, vol. 71, n ° 3, (2007), pp. 671-699.

MARSHALL, Alan, *Intelligence and Espionage in the Reign of Charles II, 1660-1685*, London, Cambridge U. Press, 1994, 356 p.

MATTINGLY, Garrett, *Renaissance Diplomacy*, Boston, Houghton Mifflin, 1955, 323 p.

MCELLIGOTT, Jason et David L. SMITH (dir.), *Royalists and Royalism During the English Civil Wars*, London, Cambridge U. Press, 2007, 252 p.

MEAD, Walter R., «Entente Infernale: How 300 Years of Anglo-French Rivalry Shaped the World» *Foreign* Affairs, vol. 86, n º 4, (2007), pp. 147-152.

MELTON, James van H., *The Rise of the Public in Enlightenment Europe*, Cambridge, CUP, 2001, 284 p.

MÉNAGER, Daniel, *Diplomatie et théologie à la Renaissance*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 224 p.

MERCK, André, *Dunkerque sous ses multiples pavillons*, Wimille, Punch éd., 2003, 303 p.

MICHAUD, Louis G., *Biographie universelle ancienne et moderne*, 45 vols., Paris, C. Delagrave, 1843-1865.

MILLER, John, *Absolutism in Seventeenth-Century Europe*, New York, St. Martin's Press, 1990, 268 p.

MILLER, John, *L'Europe protestante aux XVIe et XVIIe siècles*, Paris, Bruxelles, 1997, 362 p.

MODELSKI, George, *Principles of World Politics*, London, Free Press, 1972, 370 p.

MONOD, Paul K., *The Power of Kings: Monarchy and Religion in Europe, 1589-1715*, New Haven, Londres, 1999, 384 p.

MONTBRIAL, Thierry de, «De la négotiation» dans *Pratiques de la Négociation*, dirigé par Thierry de Montbrial, Paris, Bruylant, 2004, 185 p.

MOOTE, A. Lloyd, *The Revolt of the Judges: The Parliament of Paris and the Fronde, 1643-1652*, Princeton, Princeton University Press, 1971, 407 p.

MORRILL, J. S. *et al*. (dir.), *Oliver Cromwell and the English Revolution*, London, Longman, 1990, 300 p.

MORRILL, J. S. (dir.), *Revolution and Restoration: England in the 1650s*, London, Collins & Brown, 1992, 160 p.

MOUSNIER, Roland, «Quelques raisons de la fronde. Les causes des journées révolutionnaires parisiennes de 1648», dans *La plume, la faucille et le marteau*, dirigé par Roland Mousnier, 1970, pp. 265-300.

MOWAT, R. B., *A History of European Diplomacy, 1451-1789*, vol. 1, London, Green & Co., 1928, 311 p.

MUIR, Edward, *Ritual in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 320 p.

MURDOCH, Steve, *Britain, Denmark-Norway and the House of Stuart, 1603-1660: A Diplomatic and Military Analysis*, East Lothian, Tuckwell, 2000, 318 p.

NAPPO, Tomasso (dir..), *Index Biographique Français*, 7 vols., München, K. G. Saur, 2004.

NATHAN, James, «Force, Order, and Diplomacy in the Age of Louis XIV» *Virginia Quarterly Review*, vol. 69, n ° 4, (1993), pp. 633-649.

NATHAN, James A., *Soldiers, Statecraft, and History: Coercive Diplomacy and International Order*, Westport, Conn., Praeger, 2002, 188 p.

NEFF, Stephen C., *War and the Law of Nations, a General History*, Cambridge, CUP, 2008, 443 p.

NEUSCHEL, Kristen B., *Word of Honor*, Ithaca, Cornell University Press, 1989, 223 p.

NEVEU, Bruno, «Correspondances diplomatiques et information» *Dix-Septième Siècle* Vol. 45, n ° 1, 1993, pp. 45-59.

NICE, Jason A., «'The Peculiar Place of God': Early Modern Representations of England and France» *English Historical* Review, vol. 121, n º 493, pp. 1002-1018.

NICOLSON, Harlod, *Diplomacy*, London, Oxford University Press, 1963, 268 p.

NIJMAN, Janne E., *The Concept of International Legal Personality: The History and Theory of International Law*, The Hague, T.M.C. Asser Press, 2004, 494 p.

NOBLE, Mark, *The lives of the English Regicides, etc.*, 2 Vols., J. Stockhade, London, 1798.

NOLDUS, Badeloch, «An 'Unvergleichbarer Liebhaber': Peter Spierinck, the Art-Dealing Diplomat» *Scandinavian Journal of* History, vol. 31, n ° 2, (2006), pp. 173-185.

NORDMAN, Daniel, *Frontières de France. De l'espace au territoire, XVIe-XIXe siècle*, Paris, Gallimard, 1998, 644 p.

NYS, Ernest, *Les origines de la diplomatie et le droit d'ambassade jusqu'à Grotius*, Bruxelle, C. Muquardt, 1884, 57 p.

O'BRIEN, Dennis H., «Mazarin's Diplomatic Corps, 1648-1661» *North Dakota Quarterly*, vol. 45, n° 1, (1977), pp. 31-42.

OLLARD, Richard L., *Cromwell's Earl: a Life of Edward Mountagu, 1st Earl of Sandwich*, London, HarperCollins, 1994, 282 p.

OSIANDER, Andreas, *Before the State; Systemic Political Change in the West from the Greeks to the French Revolution*, Oxford, OUP, 2007, 564 p.

OSIANDER, Andreas, «Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth» *International Organization*, vol. 55, n ° 2, (2001), pp. 251-287.

OSIANDER, Andreas, *The States System of Europe, 1640-1990. Peacemaking and the Conditions of International Stability*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 358 p.

PAGÈS, George, *La guerre de trente Ans, 1618-1648*, Paris, Payot, 1949, 309 p.

PARKER, David, *Class and State in Ancient Régime France: The Road to Modernity?*, London, Routledge, 1996, 349 p.

PARKER, Geoffrey, *The General Crisis of the seventeenth century*, London, Routledge & Kegan Paul, 1978, 307 p.

PAUL, Robert S., *The Lord Protector: Religion and Politics in the Life of Oliver Cromwell*, London, Lutterworth Press, 1955, 438 p.

PEACEY, Jason, *Politicians and Pamphleteers: Propaganda During the English Civil Wars and Interregnum*, Hants, Ashgate, 2004, 417 p.

PEACEY, Jason, «Print and Public Politics in Seventeenth-Century England» *History Compass*, vol. 5, (2007), pp. 85-111.

PEACEY, Jason, «Print Culture and Political Lobbying During the English Civil Wars» *Parliamentary History*, vol. 26, n º 1, (2007), pp. 30-48.

PEACEY, Jason, «The Print Culture of Parliament, 1600-1800» *Parliamentary* History, vol. 26, n ° 1, (2007), pp. 1-16.

PEACEY, Jason, «Royalist News, Parliamentary Debates and Political Accountability, 1640-60» *Parliamentary History*, vol. 26, n º 3, (2007), pp. 328-345.

PEACEY, Jason, «The Management of Civil War Newspapers: Auteurs, Entrepreneurs and Editorial Control» *Seventeenth* Century, vol. 21, n º 1, (2006), pp. 99-127.

PETITFILS, Jean-Christophe, *Louis XIV*, Paris, Perrin, 1995, 775 p.

PETTEGREE, Andrew, «Rare Books and Revolutionaries» *History Today*, vol. 57, n ° 6, (2007), pp. 30-32.

PHILPOT, Daniel, «The Religious Roots of Modern International Relations» *World Politics*, vol. 52, n º 2, (2000), pp. 206-245.

PHILPOT, Daniel, *Revolutions in Sovereignty : How ideas Shaped Modern International Relations*, Princeton, PUP, 2001, 399 p.

PHILPOT, Daniel, «Westphalia, Authority, and International Society» *Political Studies*, vol. 47, n º 3, (1999), pp. 566-589.

PICAVET, C.-G., *La diplomatie française au temps de Louis XIV, 1661-1715*, Paris, F. Alcan, 1930, 339 p.

PICCIONI, Camille, *Les premiers commis des affaires étrangères au 17e et au 18e siècles*, Paris, E. de Boccard, 1928, 282 p.

PINCUS, Steve, *Protestantism and Patriotism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 524 p.

POLLOCK, Linda A., «Honor, Gender, and Reconciliation in Elite Culture, 1570-1700» *Journal of British Studies*, vol. 46, n ° 1, (2007), pp. 3-29.

POUSSOU, Jean-Pierre, *Les îles britanniques, les Povinces-Unies, la guerre et la paix au XVIIe siècle*, Paris, Economica, 1991, 241 p.

POUSSOU, Jean-Pierre, *Cromwell, la Révolution d'Angleterre et la guerre civile*, Paris, PUF, 1993, 125 p.

PRESTWICH, Menna, «Diplomacy and Trade in the Protectorate» *The journal of modern History*, vol. 22, nº 2 (1950), pp. 103-121.

PREVOST, Michel, *et al.* (dir.), *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1933-.

PURKISS, Diane, *The English Civil War: Papists, Gentlewomen, Soldiers and Witchfinders in the Birth of Modern Britain*, New York, Basic Books, 2006, 627 p.

QUILLIET, Bernard, *Christine de Suède*, Paris, Fayard, 2003, 449 p.

RABB, Theodore K., *The Struggle for Stability in Early Modern Europe*, New York, Oxford University Press, 1975, 171 p.

RANDAL, David, *Sovereign intelligence and sovereign intelligencers: Transforming standards of credibility in English military news from ca. 1570-1637*, Dissertation doctorale, The State University of New Jersey, 2005.

RANKE, Leopold von, *et al.* (dir.), *The Theory and Practice of History: Leopold von Ranke*, Idianapolis, Bobbs-Merrill, 1973, 208 p.

RANUM, Orest A., «Courtesy, Absolutism, and the Rise of the French State, 1630-1660» *Journal of Modern History*, vol. 52, (1980), pp. 426-451.

RANUM, Orest A., *The Fronde, a French Revolution*, New York, W. W. Norton, 1993, 386 p.

RAYMOND, Joad (dir.), *News, Newspapers and Society in Early Modern Britain*, London, 1999, 239 p.

RAYMOND, Joad, *Pamphlets and Pamphleteering in Early Modern Britain*, London, Cambridge U. Press, 2008, 428 p.

RAYMOND, Joad, *The Invention of the Newspaper: English Newsbooks 1641-1649*, Oxford, Clarendon Press, 1996, 379 p.

RENAUT, Marie-Hélène, *Histoire du droit international public*, Paris, Ellipses Édition Marketing, 2007, 190 p.

REY, Alain (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, vol. 1, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1992, 2383 p.

RICHARDSON, R. C., «Re-Fighting the English Revolution: John Natson (1637-1686) and the Frustrations of Late Seventeenth-Century English Historiography» *European Review of History*, vol. 14, n ° 1, (2007), pp. 1-20.

RICHARDSON, Glenn (dir.), *The Contending Kingdoms': France and England 1420-1700*, Vermont, Ashgate, 2008, 191 p.

ROBERTS, Michael, «Cromwell and the Baltic» dans *Essays in Swedish History*, dirigé par Michael Roberts, London, Weidenfeld & Nicolson, 1967, 358 p.

ROCHE, Daniel, *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*, Paris, Le Grand Livre du mois, 2003, 1031 p.

ROCHE, Daniel, *La culture des apparences : une histoire du vêtement (XVIIe-XVIIIe siècle)*, Paris, Fayard, 1989, 549 p.

ROHOU, Jean, *Le XVIIe siècle, une révolution de la condition humaine*, Paris, Éd. Du Seuil, 2002, 670 p.

ROOSEN, William, «Early Modern Diplomatic Ceremonial: A Systems Approach» *Journal of Modern* History, vol. 52, n º 3, (1980), pp. 452-476.

ROOSEN, William, «How Good Were Louis XIV's Diplomats ?» *Studies in History and Politics*, vol. 4, (1985), pp. 89-102.

ROOSEN, William, «La diplomatie du 17^{e} siècle fut-elle française ou européenne ?» *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 93, n º 1-2, (1979), pp. 5-15.

ROOSEN, William, *The Age of Louis XIV, the Rise of Modern Diplomacy*, Cambridge, CUP, 1976, 208 p.

ROOSEN, William, «The True Ambassador: Occupational and Personal Characteristics of French Ambassadors under Louis XIV» *European Studies Review*, vol. 3, n º 2, (1973), pp. 121-139.

ROOTS, Ivan (dir.), *Cromwell; a profile*, New York, Hill and Wang, 1973, 237 p.

ROUTLEDGE, Frederick J., *England and the Treaty of the Pyrenees*, Liverpool, University Press, 1953, 136 p.

RULE, J. C., «The Enduring Rivalry of France and Spain Ca. 1462-1700» dans *Great Power Rivalries*, dirigé par W. R. Thompson, U. of South California Press, 1999, 414 p.

SABATIER, Gérard et Sylvène ÉDOUARD, *Les monarchies de France et d'Espagne (1556-1715)*, Paris, A. Colin, 2001, 252 p.

SAHLINS, Peter, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVIIe siècle*, Paris, Belin, 1996, 415 p.

SAINTE-AULAIRE, Louis-Clair B. de, *L'Histoire de la Fronde*, Paris, Baudouin, 1827, 374 p.

SAULNIER, François, *La diplomatie française et la République d'Angleterre*, Dissertation doctorale, Université de la Sorbonne, 1999.

SAUR, K. G. (dir.), *International biographischer Index*, 3e édition, München, 2004.

SAUZET, Robert, *Au grand siècle des âmes: guerre sainte et paix chrétienne en France au XVII siècle*, Paris, Perrin, 2007, 300 p.

SCHROEDER, P. W., «Class and the Making of the Modern International System» *European History Quarterly*, vol. 35, n ° 1, (2005), pp. 119-125.

SCHWEIZER, Karl W., *Francois de Callières: Diplomat and Man of Letters, 1645-1717*, Lewiston, Lampeter, 1995, 127 p.
amish, «Diplomatic Culture in Old Regime Europe» dans *Cultures of Power in Europe during the Long Eighteenth Century*, dirigé par Hamish Scott & Brendan Simms, Cambridge, Cambridge University Press, 2007

SCOTT, Hamish (dir.), *The European Nobilities, in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, Vol. 1, Londres Longman, 1995, 286 p.

SCOTT, Jonathan, *Algernon Sidney and the English republic, 1623–1677*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, 286 p.

SCOTT, Jonathan, *Commonwealth Principles: Republican Writing of the English Revolution*, Cambridge, CUP, 2004, 402 p.

SCOTT, Jonathan, *England's Troubles*, London, Cambridge U. Press, 2000, 546 p.

SEEL, G. E., *Regicide and Republic*, London, Cambridge U. Press, 2001, 218 p.

SEEL, G. E., *The English Wars and Republic, 1637-1660*, London, Routledge, 1999, 139 p.

SÉRÉ, Daniel, «La Paix des Pyrénées ou la Paix du Roi : le rôle méconnue de Philippe IV dans la restauration de la paix entre l'Espagne et la France» *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 119, n º 3, (2005), pp. 243-261.

SERROY, Jean (dir.), *La France et l'Italie au Temps de Mazarin,* 15e colloque du C. M. R. 17, sous le patronage de la Société d'étude du XVIIe siècle, Grenoble, 25-27 janvier 1986, 419 p.

SGARD, Jean (dir.), *Dictionnaire Des Journaux 1600-1789*, 2 vols, Paris, Voltaire foundation, 1991.

SHARPE, Keven, *The Personal Rule of Charles I*, New Haven, Yale University Press, 1992, 1018 p.

SHARPE, Keven et Steven N. ZWICKER (dir.), *Reading, Society, and Politics in Early Modern England*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 363 p.

SHEEHAN, Michael, *The Balance of Power: History and Theory*, New York, Routledge, 1996, 226 p.

SHERWOOD, Roy, *The Court of Oliver Cromwell*, London, Croom Helm, 1989, 194 p.

SIMONS, Walter, *The Evolution of International Public Law in Europe Since Grotius*, Buffalo (N. Y.), W. S. Hein, 2004, 146 p.

SKINNER, Quentin, *The Foundations of Modern Political Thought*, vol. 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, 432 p.

SLACK, Paul, «Government Information in Seventeenth-Century England» *Past and Present*, vol. 184, (2004), pp. 33-68.

SLAUTER, William, *News and Diplomacy in the Age of the American Revolution*, PhD Dissertation, Princeton University, 2008.

SLAUTER, Will, «Forward Looking Statements: News and Speculation in the Age of the American Revolution» *Journal of Modern History*, vol. 81, (December 2009), pp. 759–792.

SMITH, David L. (dir.), *Cromwell and the Interregnum*, Malden, MA: Blackwell Pub., 2003, 226 p.

SMITH, David L., «New Perspectives on Britain's Civil Wars» *Historical Journal*, vol. 46, n ° 2, (2003), pp. 449-461.

SMITH, Alan G. R., *The Emergence of a Nation State; the Commonwealth of England, 1529-1660*, London, Longman, 1984, 487 p.

SOFER, Sasson, «Old and New Diplomacy: a Debate Revisited», *Review of International Studies*, vol. 14 (1988), pp. 195-211.

SOLOMON, Howard M., *Public welfare, science, and propaganda in seventeenth-century France: the innovations of Théophraste Renaudot*, Princeton, Princeton University Press, 1972, 290 p.

SONNINO, Paul, «Dieu Et La Diplomatie Dans L'esprit De Mazarin» *Revue d'Histoire Diplomatique*, vol. 121, n º 3, (2007), pp. 193-204.

SONNINO, Paul, *Mazarin's Quest; The Congress of Westphalia and the Coming of the Fronde*, Cambridge, Harvard University Press, 2008, 307 p.

SONNINO, Paul, «Prelude to the Fronde: The French Delegation at the Peace of Westphalia» *Historische Zeitschrift*, vol. 26, (1998), pp. 217-233.

SPANGLER, Jonathan, *The Society of Princes; The Lorraine-Guise and the Conversation of Power and Wealth in 17th century France*, Farnham, Ashgate, 2008, 343 p.

STONE, Laurence, *The Causes of the English Revolution, 1529-1642*, New York, Harper & Row, 1972, 185 p.

STRADLING, R. A. *Spain's Struggle for Europe, 1598-1668*, London, Hambledon Press, 1994, 303 p.

STRANGE, Susan, «The Westfailure System» *Review of International Studies*, vol. 25, nº 3, (1999), pp. 345-354.

STURDY, D. J., *Richelieu and Mazarin : A Study in Statesmanship*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, 198 p.

SYMCOX, Geoffrey W. (dir.), *War, Diplomacy, and Imperialism*, London, Macmillan, 1974, 338 p.

TALLETT, Frank, *War and Society in Early Modern Europe, 1495-1715*, London, Routledge, 1992, 336 p.

TESCHKE, Benno, *The Myth of 1648: Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, London, Verso, 2003, 308 p.

THOMAS, Daniel H. et Lynn M. CASE (dir.), *The New Guide to the Diplomatic Archives of Western Europe*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1975, 441 p.

TISCHER, Anuschka, *Französische Diplomatie und Diplomaten auf dem Westfälischen Kongress Außenpolitik uner Richlieu und Mazarin,* Münster, 1999, 493 p.

TOURETTE, Gilles de la, *La vie et les oeuvres de T. Renaudot*, Paris, Ed. du Comité, 1892, 52 p.

TREASURE, Geoffrey, *Mazarin, the Crisis of Absolutism in France*, London, Routledge, 1995, 432 p.

UGARTECHE, Pedro, *Diplomacia y literatura. Autores célebres y obras famosas*, Lima, 1961, 93 p.

UNDERDOWN, David, *Pride's Purge, Politic in the Puritain Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 1971, 440 p.

VALFREY, Jules, *La Diplomatie Franc*

, etc., Paris, Didier, 1881, 330 p.

VARLAMOFF, Marie-Thérèse, *La cour des Stuart à Saint-Germain-En-Laye au temps de Louis XIV,* Saint-Germain-en-Laye, «Antiquités nationales», 1992, 11 p.

VENNING, Timothy, *Cromwellian Foreign Policy*, New York, Macmillian, 1996, 324 p.

VERGNES, Sophie, «The Princesse De Conde at the Head of the Fronde Des Princes: Modern Amazon or 'Femme Pretexte?'» *French History*, vol. 22, n º 4, (2008), pp. 406-424.

VINDRY, Fleury, *Les ambassadeurs français permanant au XVIe Siècle*, Paris, H. Champion, 1903, 54 p.

VIVO, Filoppo de, *Information and Communication in Venice, rethinking Early Modern Politics,* Oxford, OUP, 2007, 312 p.

VOLA, Giorgio, «The Revd. J. B. Stouppe's Travels in France in 1654 as Cromwell's Secret Agent» *Proceedings of the Huguenot Society of Great-Britain and Ireland,* vol. 27, n º 4, (2001), pp. 509-526.

VRIES, Jan de, *European Urbanization, 1500-1800,* Cambridge, Harvard University Press, 1984, 398 p.

WATKINS, John, «Toward a New Diplomatic History of Medieval and Early Modern Europe» *Journal of Medieval & Early Modern Studies,* vol. 38, nº 1 (2008), pp. 1-14

WELLMAN, Kathleen, *Making science social: the conferences of Théophraste Renaudot, 1633-1642*, Norman, OK, University of Oklahoma Press, 2003, 461 p.

WEIL, Rachel, «Thinking About Allegiance in the English Civil War» *History Workshop Journal*, vol. 61, (2006), pp. 183-191.

WHEELER, James S., *The Making of a World Power*, Stroud, Sutton, 1999, 280 p.

WILCHER, Robert, *The Writing of Royalism, 1628-1660*, London, Cambridge U. Press, 2001, 403 p.

WILKINSON, Richard, «Cardinal Mazarin» *History Today*, vol. 46, n º 4, (1996), pp. 39-45.

WOOD, Alfred C., *A History of the Levant Company*, London, Frank Cass & Co Ltd, 1964, 267 p.

WOOD, Andy, *Riot, Rebellion and Popular Politics in Early Modern England*, Basingstoke, Palgrave, 2002, 227 p.

WOODS, Thomas, *How the Catholic Church Built Western Civilization*, Washington, DC, Regenery, 2005, 280 p.

WOOLRYCH, Ausin, *Commonwealth to Protectorate*, London, Clarendon Press, 1988, 446 p.

WOOLRYCH, Ausin, «The Cromwellian Protectorate : A Military Dictatorship?» *History*, vol. 75, n º 244, (1990), pp. 17-55.

WORDEN, Blair, *Literature and Politics in Cromwellian England; John Milton, Andrew Marvell, Marchamont Nedham*, Oxford, OUP, 2007, 458 p.

WORDEN, Blair, *The Rump Parliament, 1648-1653*, London, Cambridge University Press, 1974, 440 p.

WRIGHT, Jonathan, *The Ambassadors*, London, HarperPress, 2006, 374 p.

ZAGORIN, Perez, *Rebels and rulers, 1500-1660*, 2 vols., Cambridge, CUP, 1982.

ZARET, David, *Origins of Democratic Culture: Printing, Petitions and the Public Sphere in Early Modern England*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2000, 291 p.

<u>Ouvrages consultés en format électronique</u>

Aschendorff/Münster et Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte e.V., *Die Westfälischen Friedensverträge vom 24. Oktober 1648. Texte und Übersetzungen* [http://www.pax-westphalica.de] (Consulté le 22 septembre 2009)

Birch, Thomas (dir.), *A Collection of the State Papers of John Thurloe*, [http://www.british-history.ac.uk] (Consulté le 10 juillet 2010)

British Museum, *Dr. Dorislaus Ghost, presented by Time to unmask the Vizards of the Hollanders* [http://www.britishmuseum.org] (Consulté le 15 juin 2010)

Les Éditions Larousse, *Dictionnaires français en ligne*, [http://www.larousse.com/fr] (Consulté le 21 juin 2010)

Oxford University Press, *Oxford Dictionary of National Biography* [http://www.oxforddnb.com] (Consulté le 15 octobre 2009)

ProQuest LLC, *Declaration of his Highnes, by the advice of his council; setting forth […] the justice of their cause against Spain* [http://eebo.chadwyck.com] (Consulté le 10 mars 2010)

ProQuest LLC, «The Interest of England Stated» *Thomson Tracts*, 1659 [http://eebo.chadwyck.com] (Consulté le 3 mars 2010)

Birch, Thomas (dir.), *A Collection of the State Papers of John Thurloe*, [http://www.british-history.ac.uk] (Consulté le 10 juillet 2010)